LA FRONDE ANGEVINE

TABLEAU DE LA VIE MUNICIPALE AU XVII^e SIÈCLE

PAR ANTONIN DEBIDOUR

**Ancien élève de l'École Normale Supérieure, Agrégé
d'Histoire. Docteur ès-Lettres.**

PARIS - ERNEST THORIN - 1877

CHAPITRE PREMIER. — Introduction.

Origine et premières transformations de la Mairie d'Angers. — Etat des partis dans cette ville au commencement du XVIIe siècle : la Magistrature, la Bourgeoisie, les Classes populaires, le Clergé, l'Université.

CHAPITRE II.

La ville d'Angers sous le gouvernement du maréchal de Brézé, de 1636 à 1648. — Atteintes portées à ses privilèges. — Impôts nouveaux. — Affaire des Subsistances. — Occupation militaire et pillage d'Angers (1648).

CHAPITRE III.

Origines et causes générales de la Fronde. Contre-coup des mouvements de Paris en province. — Les Angevins et le maréchal de Brézé : Affaire de la Pancarte (mai-août 1648). — Effet de la journée des Barricades. Affaire du régiment de Brouage. Dispositions à la révolte (août-décembre 1648).

CHAPITRE IV.

La Fronde du Parlement et des Princes à Paris. — Grande effervescence à Angers. — Vains efforts du Corps municipal pour prévenir une révolte. — Soulèvement populaire. — Les Angevins et le duc de la Trémoille. — La ville assiège le château. — Paix de Rueil. — Prolongation de la guerre civile à Angers (janvier-avril 1649).

CHAPITRE V.

Menaces de représailles. — La ville est préservée du pillage par son nouvel évêque Henri Arnauld. Réconciliation du maréchal de Brézé avec les Angevins (avril-septembre 1649).

CHAPITRE VI.

Rohan-Chabot gouverneur de l'Anjou. — Son attitude au milieu de la Fronde princière. — Sièges et capitulation du château de Saumur (septembre 1649 - mai 1650).

CHAPITRE VII.

Départ de Rohan. — Fronde municipale et démocratique d'Angers. — Affaire des Procureurs. — Les Mazarins restent victorieux (mai-décembre 1650).

CHAPITRE VIII.

Nouvelle garnison. — Malheurs publics, inondations. — Recrudescence de haine entre les deux factions. — Evénements de Paris. — Le duc de Rohan commence à se prononcer pour M. le Prince. — Le parti démocratique à la Mairie (janvier-mai 1651).

CHAPITRE IX.

Antagonisme des partis à Angers après les élections municipales. — Les Etats-Généraux. — Coutumes électorales de l'ancienne France. — Lutte politique, très-vive dans les trois Ordres, mais surtout dans le Tiers-Etat. — Victoire des Mazarins à Angers. — Rédaction des Cahiers. Doléances de la province d'Anjou. — Avortement des Etats-Généraux. — Reprise de la guerre civile (mai-septembre 1651).

CHAPITRE X.

Contre-coup de la révolte de Condé en Anjou. — Efforts de l'évêque Henri Arnauld pour maintenir la paix dans cette province. — Tergiversations de Rohan-Chabot. Il se déclare enfin contre la Cour et met Angers en état de défense. — Eloignement d'Arnauld. — Emprisonnement de Boylesve (octobre 1651 - février 1652).

CHAPITRE XI.

Anne d'Autriche et Mazarin à Saumur. — Opérations de l'armée royale. — Siège et capitulation d'Angers (février-mars 1652).

CHAPITRE XII.

Pillage d'Angers par les troupes royales. Destitution des officiers municipaux. — Affaire de la Meilleraye. — Abattement et réveil du parti populaire. — Guerre de pamphlets. — Tactique des Frondeurs à l'égard de l'oligarchie. — Le gouvernement alarmé et irrité chasse de la ville les chefs de la faction démocratique. — Les Angevins terrifiés. — Rentrée de la Cour à Paris et des exilés à Angers (mars-novembre 1652).

CHAPITRE XIII.

Le gouvernement royal et l'oligarchie municipale. — Ligue de la noblesse angevine. — Le parti populaire se relève. — Séditions de 1656. — Suppression définitive de l'ancienne Mairie. — Conclusion.

CHAPITRE PREMIER

INTRODUCTION

Origine et premières transformations de la Mairie d'Angers. — État des partis dans cette ville au commencement du XVII^e siècle : la Magistrature, la Bourgeoisie, les Classes populaires, le Clergé, l'Université.

La ville d'Angers, située sur les deux rives de la Maine, près du confluent de cette rivière et de la Loire, est le débouché naturel des riches territoires qu'arrosent le Loir, la Sarthe et la Mayenne. Aussi a-t-elle eu, dès l'antiquité, une importance politique et commerciale, qui, diminuée de nos jours par la centralisation, n'en est pas moins encore très-considérable. Plusieurs fois détruite ou ruinée, elle s'est toujours relevée et n'a cessé de s'agrandir. Le beau cours d'eau qui la traverse et l'alimente l'a vue déjà florissante il y a dix-huit siècles. Les ruines gallo-romaines dont elle est parsemée, l'imposant château-fort qui la couronne, la svelte cathédrale qui la domine, les monuments modernes qui la décorent attestent sa gloire passée et sa prospérité présente.

A divers moments, mais surtout aux XVI^e et XVII^e siècles, cette ville prit une part très-importante aux grands événements de l'histoire de France. Elle fut, au temps de la Réforme et de la Ligue, le théâtre de troubles graves, que le beau livre de M. Ernest Mourin a mis en pleine lumière¹. A l'époque de la Fronde, elle servit aussi de champ de bataille aux factions et vit s'allumer une guerre civile qui mérite d'être bien connue. Cette lutte, en effet, ne fut pas seulement un contre-coup des querelles et des mouvements dont Paris fut agité sous la minorité de Louis XIV. Elle eut des causes particulières et présenta des caractères locaux qu'il n'est pas, je crois, sans intérêt de faire ressortir. C'est ce que je vais entreprendre, en m'aidant de nombreux documents, pour la plupart inédits, qui m'ont été fournis par les Archives de l'Hôtel de Ville, la Bibliothèque municipale et les Archives départementales d'Angers².

Ce qui distingue surtout la Fronde Angevine, c'est d'abord que, loin d'avoir été fomentée par la magistrature locale, elle fut contrecarrée et combattue à outrance par cette corporation. C'est ensuite que, si elle accepta l'alliance des princes, elle n'en fut pas moins presque exclusivement démocratique, parfois même démagogique. Le lecteur n'en sera pas surpris quand il connaîtra

¹ *La Réforme et la Ligue en Anjou*, Paris, Auguste Durand, 1850, in-8°.

² M. Eugène Berger a donné, dans la *Revue de l'Anjou et de Maine-et-Loire* (année 1853), un aperçu attrayant de cette histoire. Mais il n'a pas connu les documents inédits qui sont la base de notre travail. — Pour l'indication des sources, voir la table bibliographique qui termine le volume.

l'ancienne constitution municipale d'Angers et l'état des partis dans cette ville au commencement du XVIIe siècle.

Le chef-lieu de l'Anjou, vieille cité gallo-romaine, déjà importante sous les Césars, avait conservé pendant tout le moyen-âge quelques débris de ses droits électoraux et de ses franchises administratives. Mais il n'eut que sous Louis XI une véritable charte communale. En 1474, ce prince dota les Angevins de privilèges aussi amples que ceux dont jouissaient depuis longtemps les Rochelois. Ils cessèrent dès lors d'être soumis au bon plaisir de leurs seigneurs et devinrent, sous la suzeraineté immédiate du roi, une communauté libre et inviolable, maîtresse de ses murailles et de ses finances. L'édit de fondation fut légèrement modifié par lettres patentes de Charles VIII, en 1484. A partir de cette époque, le *Corps de ville*, entièrement électif, dut se composer d'un *maire*, nommé pour un an — plus tard pour deux ans —, d'un *procureur*, d'un *clerc* ou *greffier*, et de vingt-quatre *conseillers-échevins*, élus à vie. Liberté pleine et entière était laissée aux représentants de la cité de se réunir toutes les fois qu'ils le jugeraient à propos, et même de convoquer des assemblées générales, où assisteraient des notables délégués par les seize paroisses de la ville, par le Clergé, l'Ordre judiciaire et l'Université. Tous les membres du Corps de ville acquéraient en entrant en charge et transmettaient à leurs descendants les qualités et prérogatives de la noblesse. Le droit de vendre leur vin sans payer les taxes royales leur était reconnu. Les habitants d'Angers, pris en masse, étaient exemptés à perpétuité de la taille, de la gabelle, des logements militaires, des francs-fiefs. A certains égards même leur condition semblait préférable à celle des seigneurs, car la charte les dispensait du ban et de l'arrière-ban.

La ville n'était pas seulement devenue libre et, pour ainsi dire, noble. Elle fut riche, grâce aux revenus qui lui furent assurés par les rois. C'étaient des rentes foncières, des taxes sur les marchandises, des terrains, places et maisons, des droits de *cloison*, de *pavage et barrage*, de *pontonage*, et d'autres impôts levés sur les vins étrangers, les bestiaux, les denrées alimentaires et autres, tant à Angers qu'aux Ponts-de-Cé¹. Le souverain, du reste, ne se mêlait en rien de l'administration financière de la cité. Le receveur des deniers municipaux, nommé par le Corps de ville, qui pouvait le révoquer, ne devait rendre de comptes qu'à la mairie.

Pour protéger à la fois les franchises et les intérêts de la commune, la municipalité avait des attributions militaires très-étendues. A l'échevinage seul étaient confiés la garde des clefs de la ville, l'entretien et la défense des remparts. Ce corps pouvait, en cas de besoin, faire tendre les chaînes des rues. Il devait, en tout temps, contraindre les habitants à se fournir d'armes et de munitions. Enfin le maire, investi des fonctions de capitaine-général, commandait

¹ La *Cloison*, ou octroi, était un droit sur toutes les marchandises entrant à Angers ou aux Ponts-de-Cé. — Le *pavage et barrage* était une contribution imposée aux habitants pour l'entretien des rues et barrières ; le *péage et pontonnage*, une taxe exigée aux ponts d'Angers sur les taureaux, bœufs, génisses, vaches, veaux, moutons, porcs, chevaux, etc., sur les charrettes et voitures, etc. — *Recueil des Privilèges*, etc., p. 1231-1236. — Le ressort de la Mairie s'étendait sur la ville et le territoire des Ponts-de-Cé et aussi sur les Quintes d'Angers, c'est-à-dire : 1° Angers et ses faubourgs ; 2° la Haie-Joussin ; 3° Brain ; 4° la Membrane ; 5° Saint-Georges. V. à ce sujet l'Arrêt de règlement du 9 août 1684 cité par M. Métivier dans son étude sur les *Anciennes institutions judiciaires de l'Anjou* (Angers, 1851), p. 10.

en chef toutes les milices bourgeoises, exerçait seul le droit de réquisition, pouvait seul donner l'ordre de battre le tambour et de prendre les armes.

Sous le rapport judiciaire, les Angevins ne pouvaient être traduits hors de leur ville en première instance. Le maire assistait les magistrats royaux pour les procès et les règlements de *police* ; et de lui seul — dans le principe — relevaient les contestations relatives aux arts et métiers, aux manufactures et au commerce.

Si cette organisation eût été scrupuleusement respectée, la ville lui eût dû sans doute de longs siècles de repos et de prospérité. Malheureusement elle fut, de très-bonne heure, viciée par une usurpation qui eut pour résultat de diviser le peuple angevin, de créer un patriciat et une plèbe, et de préparer la guerre civile.

En vertu des lettres de 1484, les élections aux charges de la mairie devaient être faites par une assemblée composée : 1° du Corps de ville ; 2° des États laïcs de la ville, c'est-à-dire des délégués des paroisses — chacune en envoyait généralement deux — ; 3° de plusieurs représentants du Corps judiciaire ; 4° de deux députés du Clergé ; 5° du procureur-général de l'Université.

Mais, dès le règne de Charles VIII, les chefs des principales familles de la ville, auxquels tous les offices municipaux avaient été confiés, obtinrent du roi que le maire fut désormais élu par les échevins, *et du nombre de l'un d'eux, sans estre tenu de faire assembler les habitants*. On retirait ainsi le droit de suffrage aux autres corps constitués et à la presque totalité des citoyens, pour en faire l'apanage d'une coterie. C'est ainsi que se forma une petite aristocratie bourgeoise, qui accapara toutes les charges de l'hôtel de ville et les retint comme son bien propre. Elle devint bientôt d'autant plus redoutable, qu'elle détenait, en même temps que l'administration urbaine, la plupart des offices judiciaires. L'honneur, la fortune, la liberté, la vie des citoyens étaient, pour ainsi dire, entre ses mains. On sait que les juges, inamovibles depuis Louis XI, transformèrent leurs charges en véritables propriétés sous Louis XII et François Pr. Les vingt-quatre et leurs descendants, tous alliés entre eux et ne formant, en somme, qu'une seule famille, remplirent tous les tribunaux d'Angers et repoussèrent systématiquement de la mairie tout *homme nouveau*¹.

Les Paroisses, le Clergé et l'Université s'élevèrent, pendant tout le XVI^e siècle, contre le pouvoir excessif de cette espèce d'oligarchie. Le chancelier de l'Hôpital trouva les Angevins bien fondés à se plaindre, et fit rendre, au mois de février 1562, un édit en leur faveur². Mais l'affaiblissement de l'autorité royale pendant les guerres religieuses permit aux magistrats de rester maîtres absolus de l'hôtel de ville, presque sans interruption, jusqu'au milieu du règne de Henri IV. Plusieurs d'entre eux, à la faveur des désordres politiques, se rendirent coupables de malversations graves. Le Parlement de Paris, qui eut à constater leurs abus, rendit enfin, après un procès qui avait duré quarante ans, l'arrêt de 1601, qui donnait gain de cause au parti populaire. Le corps municipal dut, à l'avenir, se composer d'un maire biennal, d'un échevinage de quatre membres renouvelé par moitié tous les deux ans et de douze conseillers perpétuels. Le

¹ *Recueil des privilèges de la ville et mairie d'Angers*, rédigé par M. Robert, doyen de la Faculté des droits, ancien maire, etc. (Angers, 1748), p. 3-24. — *Archives anciennes de la mairie d'Angers*, série II, t. I, fol. 9, 10.

² *Arch. anc. de la Mairie*, série II, t. I, fol. 76, 77. — *Recueil des privilèges de la ville et Mairie d'Angers*, p. 95, 96.

droit électoral était rendu aux Paroisses, au Clergé et à l'Université. Enfin les receveurs et officiers municipaux avaient à rendre leurs comptes tous les ans à la Ville et aux représentants de l'autorité royale.

Cette dernière transformation de la mairie ne ramena point le calme dans les esprits. Elle n'affaiblit pas sensiblement le corps judiciaire. Les magistrats, qui acquéraient à ce moment même, par la *Paulette*, l'hérédité légale de leurs sièges, conservèrent assez d'influence pour triompher dans presque toutes les élections municipales. Les maires et les échevins qui se succédèrent à l'hôtel de ville, du temps de Henri IV à l'époque de la Fronde, furent à peu près tous tirés de leurs rangs. Mais au fond, les petits-fils des vingt-quatre considéraient toujours comme un droit personnel les distinctions qu'il leur fallait solliciter de leurs concitoyens. Ils gardaient rancune à la foule, et ne pouvaient pardonner au Parlement de Paris de les avoir dépossédés de ce qui, à leurs yeux, était une propriété presque sacrée. De là l'hostilité qu'ils témoignèrent à la Cour souveraine, et, par suite, au parti de la Fronde, sous Anne d'Autriche. D'autre part, les Angevins, tout en leur conférant les charges municipales, ne cessaient de les suspecter. Les deux partis continuèrent, pendant tout le règne de Louis VIII, à se surveiller, à se jalouser et s'aigrir mutuellement par des accusations souvent injustes. L'un et l'autre faisaient le jeu de la royauté, qui tendait à diminuer ou à détruire les libertés municipales. Le premier, en haine de la faction populaire, se montrait chaque jour plus complaisant pour l'autorité monarchique. Le second devenait peu à peu moins équitable et plus turbulent. Trop de docilité d'un côté, trop d'indiscipline de l'autre, devaient également provoquer les empiètements du pouvoir central¹.

Charles Colbert, frère du contrôleur-général, qui visita, comme maître des requêtes, la Généralité de Tours en 1665, signale et explique fort bien l'opposition, déjà si ancienne, des deux camps clans la ville d'Angers.

Cette ville, dit-il, est divisée et partagée en deux partis, savoir : celui des magistrats et officiers tant du Corps de ville que du Présidial, Prévosté, Élection et Grenier à sel, et le parti des bourgeois médiocres, comme avocats et procureurs, marchands et artisans ; les inimitiés desquels deux partis causent de grands désordres dans la ville.

Ceux-ci se plaignent de ce que, contre la disposition expresse de l'ordonnance de Henry II, de l'an 1547, on n'admet dans le Corps de ville que les officiers de justice, lesquels, d'ailleurs, étant presque tous parents ou alliés et personnes puissantes et se joignant d'intérêts avec les autres officiers pour s'exempter de toutes charges et les rejeter sur le peuple, consomment de plus les deniers publics, qui ont été autrefois et naguère de 75000 livres par chacun an, sans qu'ils puissent justifier l'employ de ces deniers en chose quelconque, moins encore en l'acquit clos dettes de la ville. En outre de ce procédé, ils accablent de différentes persécutions les particuliers qui s'en voudroient

¹ Sur l'histoire intérieure d'Angers pendant le premier tiers du XVIIe siècle, consulter le *Journal de Luvet*, imprimé dans la *Revue de l'Anjou et de Maine-et-Loire* (années 1854, 1855 et 1856) ; — les *Archives anciennes de la Mairie d'Angers*, série BB (Conclusions du Corps de ville), registres 48-75, etc., etc.

plaindre et les font passer pour mutins et séditeux auprès des grands.

Les autres disent que le Corps du peuple est coma posé d'esprits fort orgueilleux, sans respect et sans soumission pour leurs supérieurs, et qu'ils n'aspirent qu'à l'indépendance, n'ayant jamais manqué d'embrasser dans les mouvements le parti des nouveautez et s'estant attiré des châtimens exemplaires...¹

Comme le montre Charles Colbert, les magistrats formaient à Angers une classe presque omnipotente et absolument distincte de tout le reste de la population. Instruits, riches, puissants par la nature même de leurs fonctions, ils jouissaient en outre de ce crédit que donne en tout pays l'attachement continu de plusieurs générations successives au sol natal. Ils ne s'unissaient qu'entre eux par mariage. Sous des noms plus ou moins anciens et illustres, les Ayrault, les Lanier, les Cupif, les Boylesve, les Louet² sentaient tous le même sang couler dans leurs veines, avaient les mêmes intérêts et les mêmes passions. Les justiciables étaient à la merci de juges auxquels la collusion était d'autant plus facile que les tribunaux étaient fort nombreux, leur compétence mal déterminée, et que les conflits, les atermoiements, les évocations permettaient d'éterniser les procès et de ruiner les plaideurs, sans sortir de la légalité. On comptait à Angers, au XVII^e siècle, sans parler des justices seigneuriales et ecclésiastiques, jusqu'à dix Cours rendant des sentences au nom du roi.

Les unes composaient la juridiction ordinaire, les autres la juridiction extraordinaire, celles-ci prononçant sur des matières spéciales, celles-là sur les matières de droit commun³.

Dans la juridiction ordinaire nous comprendrons :

1° *La Police*, corps à la fois administratif et judiciaire, chargé de veiller dans la ville à l'ordre matériel, d'assurer les approvisionnements, de diriger l'élection des maîtres-jurés des métiers, de réprimer les contraventions, de poursuivre les mendiants, les vagabonds, de visiter les libraires et imprimeurs, etc.

2° *La Prévôté*, composée d'un président, d'un lieutenant civil et criminel, de son assesseur, de huit conseillers, d'un procureur du roi et d'un greffier. Ce tribunal jugeait en première instance les contestations civiles entre les roturiers, les causes des corporations laïques ou religieuses, certains crimes, lorsque l'accusé appartenait au Tiers-État, par exemple l'incendie, le rapt, l'empoisonnement, la magie, etc. Il recevait aussi les appels des justices seigneuriales.

3° *La Sénéchaussée*. La justice était rendue dans cette Cour non par le sénéchal, grand seigneur qui ne résidait pas à Angers et n'avait d'autre fonction réelle que

¹ *Rapport de Charles Colbert sur l'Anjou*, imprimé dans les *Archives d'Anjou*, de Marchegay, t. I, p. 172, 173.

² Sur ces familles, d'où sortirent, aux XVI^e et XVII^e siècles, plusieurs hommes remarquables, voir le *Dictionnaire historique, géographique et biographique de Maine-et-Loire*, par M. Célestin Port (Angers, Lachèse ; Paris, Dumoulin, 1874-1877, 3 vol. in-8°).

³ V., à propos des divers tribunaux énumérés dans ce chapitre, le discours instructif de M. Métivier sur les *Anciennes institutions judiciaires de l'Anjou* (Angers, 1851). — Consulter aussi la *Table chronologique et généalogique des offices de la Sénéchaussée d'Angers*, par le feudiste Audouys (manuscrit 919 de la bibliothèque municipale d'Angers).

de commander le ban et l'arrière-ban de la province lorsqu'ils étaient convoqués ; mais par deux magistrats appelés le lieutenant-général civil et le lieutenant-général criminel, assistés d'un lieutenant-particulier et d'un certain nombre de conseillers. Le lieutenant-général civil, qui tenait le premier rang, prenait part aux assemblées de l'hôtel de ville, recevait les comptes municipaux, dirigeait les élections politiques. De lui dépendait, au point de vue judiciaire, l'Université d'Angers. La Sénéchaussée, en corps, jugeait les affaires intéressant les nobles, les causes du domaine et du roi, celles qui concernaient le ban et l'arrière-ban, les matières bénéficiales, etc. Au criminel, sa compétence embrassait toutes les accusations contre les nobles et généralement les procès désignés sous le nom de *cas royaux*. Elle pouvait infirmer certaines décisions de la prévôté. Mais ses propres sentences étaient susceptibles d'appel devant le Présidial, le Parlement ou le Grand Conseil.

4° *Le Présidial*. Henri II avait créé cette juridiction en 1552, pour abrégé les procès, que la nécessité de recourir en appel au Parlement rendait ruineux et interminables. Elle se composait, dans la première moitié du XVI^e siècle, de deux présidents, vingt-huit conseillers, un procureur du roi, deux avocats du roi et un greffier. Ce personnel se confondait, du reste, en vertu de l'édit de création, avec celui de la sénéchaussée. Mais les attributions des deux Cours restaient distinctes. Le Présidial, dont le ressort s'étendait sur trois cent cinquante-neuf paroisses, jugeait en dernier ressort certaines affaires civiles, et, en matière criminelle, les cas prévôtaux, les crimes commis par les vagabonds et les repris de justice, les accusations calomnieuses. Il prononçait enfin sans appel sur les conflits de compétence et certaines récusations. Ses sentences pouvaient être infirmées par le Parlement ou le Grand Conseil, quand elles avaient pour objet soit des contestations pécuniaires importantes, soit le retrait lignager, le domaine, la mouvance féodale, soit le duel et les accusations portées contre les nobles, les ecclésiastiques, les secrétaires du roi et les officiers de judicature.

La juridiction extraordinaire comprenait les tribunaux suivants :

1° *L'Élection*, qui dépendait de la Généralité de Tours et étendait son ressort sur deux cent quarante et une paroisses. Elle se composait d'un président, un lieutenant, huit conseillers, un procureur du roi et un greffier. Elle jugeait en première instance ou en dernier ressort les affaires relatives aux tailles, aux aides et aux autres subsides, aux exemptions et privilèges, les contraventions et rébellions commises à l'occasion des impôts, etc. Ses décisions pouvaient être portées en appel à la Cour des Aides de Paris.

2° *Le Grenier à Sel*. Ce tribunal, qui relevait administrativement de la Généralité de Tours et judiciairement de la Cour des Aides, prononçait sur toutes les affaires relatives à l'impôt du sel, sur les contraventions, le faux-saunage, etc. Il était formé d'un conseiller-président, d'un grenetier, d'un contrôleur, d'un procureur du roi et d'un greffier.

3° *Le Bureau des Traités*, qui dépendait également de la Généralité de Tours et de la Cour des Aides. La justice y était rendue par trois juges, assistés d'un procureur du roi et d'un greffier. La compétence de cette juridiction embrassait tous les délits et les différends relatifs aux impositions foraines et aux traites, c'est-à-dire aux douanes intérieures.

4° *La Maîtrise des Eaux et Forêts*, dont le titre indique suffisamment les attributions. Elle statuait en appel sur les jugements de tribunaux inférieurs appelés Grueries ; mais ses propres décisions pouvaient être infirmées soit par la

Table de Marbre de Paris, soit par le Parlement. La Maîtrise d'Angers comprenait un maître particulier, un lieutenant, un procureur du roi, un garde-marteau et un greffier.

5° *La Monnaie*. L'origine de ce tribunal était un certain droit de surveillance et de juridiction qu'avait jadis exercé la corporation des orfèvres. La Monnaie, du reste, n'avait encore à Angers, au milieu du XVIIe siècle, que des attributions très-vagues et très-mal délimitées. Elle ne reçut une organisation sérieuse et définitive que longtemps après, en 1716.

6° *La Maréchaussée*. C'était une milice chargée, comme la gendarmerie actuelle, de maintenir l'ordre, de poursuivre et d'arrêter les criminels. Le chef de ce corps avait, en outre, le droit de statuer sans appel sur un grand nombre de crimes, quand ils avaient été commis hors de la ville de sa résidence. Les nobles, les ecclésiastiques, les officiers de judicature n'étaient jamais soumis à ses jugements. Le tribunal de la Maréchaussée comprenait, outre le prévôt, six juges au moins, un lieutenant, un assesseur, un procureur du roi et un greffier.

On voit, par ce qui précède, qu'indépendamment des fonctions municipales, les magistrats d'Angers exerçaient, par leurs multiples et confuses attributions, un empire auquel les habitants pouvaient difficilement se soustraire. Il ne faut donc pas trop s'étonner de l'orgueil et de l'esprit exclusif qu'ils manifestaient, prétendant dominer eu tout et ne voulant partager avec personne ni les honneurs ni le pouvoir. On trouve la preuve de cette morgue dans les statuts d'une société considérable, dont ils formaient eux-mêmes la grande majorité. C'était la *Confrérie de Saint-Nicolas* ou des *Nobles Bourgeois d'Angers*, dont ils attribuaient l'institution au comte Foulques-Nerra. Ce cercle, qui pouvait devenir à certains moments une assemblée délibérante et une puissance, était ouvert aux gentilshommes et au clergé, mais rigoureusement fermé aux artisans¹.

Rien de surprenant non plus à ce que les magistrats se crussent nés pour administrer la cité à l'exclusion de toute autre classe et regardassent comme des intrus les plébéiens qui parvenaient à se glisser dans le corps municipal. Dans leur pensée, l'hôtel de ville était leur bien, l'échevinage leur patrimoine. On retrouvait à la mairie les mêmes parentés, par suite les mêmes complaisances et les mêmes abus, qu'au présidial et à la prévôté. Les officiers municipaux ne se bornaient pas à s'exempter des charges publiques, eux, leurs parents et leurs amis. On les accusait aussi de partager avec l'État le bénéfice de certains impôts dont eux-mêmes avaient donné la première idée, de contracter des marchés ruineux pour la Ville et d'en tirer profit. On leur reprochait également les missions fictives ou peu sérieuses dont ils se faisaient fréquemment charger, et qui n'étaient souvent que des prétextes pour voyager, séjourner à Paris ou ailleurs, aux frais des Angevins. On leur imputait enfin des agissements plus coupables, tels que des monopoles illégaux ou l'accaparement des céréales².

La petite aristocratie judiciaire qui exerçait dans Angers une si grande puissance ne comptait guère, avec sa clientèle immédiate, que quelques centaines d'individus. En face d'elle se dressait la population presque entière de la ville, qui, s'il faut en croire un contemporain, le judicieux Roger³, s'élevait à cinquante mille âmes. Cette énorme majorité était, il est vrai, divisée en plusieurs classes

¹ Bibliothèque municipale d'Angers, manuscrit 986.

² *Archives anciennes de la Mairie d'Angers*, série BB, registre 82, passim.

³ *Histoire de l'Anjou*, par Barthélemy Roger (imprimée dans la *Revue de l'Anjou et de Maine-et-Loire*, t. I, année 1852).

sociales qui se jalouaient et souvent se réduisaient les unes les autres à l'impuissance. Mais une haine commune les animait et pouvait à un certain moment les réunir contre la magistrature.

Au premier rang de cette foule, que nous pouvons appeler la plèbe, étaient les corporations dites des arts libéraux, et, entre autres, celles des avocats, des procureurs, des notaires, des médecins, chirurgiens, apothicaires, etc. Chacune d'elles avait un syndicat électif et formait comme une petite république. Les avocats se faisaient remarquer entre tous par leur animosité à l'égard du corps judiciaire. Le barreau angevin jouissait depuis longtemps d'une réputation de savoir et d'éloquence que les Dumesnil et les Dupineau¹ augmentèrent au commencement du XVII^e siècle, que les Voisin, les Deschamps, les Bruneau soutinrent à l'époque de la Fronde. Ces hommes de talent réclamaient avec énergie les premières places dans le conseil de ville. Leur nombre, leurs richesses, leur caractère remuant les rendaient redoutables. Mais les officiers de judicature fermaient les yeux devant le danger².

Derrière les avocats et leurs alliés naturels, venaient les marchands, qui, disposant de capitaux considérables et pouvant, s'ils le voulaient, affamer la ville, souffraient cruellement de n'occuper qu'un rang secondaire dans la société. A peine quelques-uns d'entre eux parvenaient-ils, de loin en loin, à se faire élire échevins. Cette classe importante formait cinq grandes corporations, qui, depuis longtemps habituées à se gouverner, se croyaient très-capables d'administrer la cité³. Les relations qu'elle entretenait au dehors augmentaient encore sa puissance et ses prétentions. Les marchands de l'Anjou s'unissaient fréquemment à ceux des provinces voisines — Touraille, Orléanais, etc. — pour faire respecter leurs privilèges, améliorer les voies de communications, adresser des remontrances au gouvernement sur l'obstruction des rivières et canaux, etc. Les négociants étaient, en outre, accoutumés à l'exercice du pouvoir judiciaire. Charles IX, passant à Angers, en 1565, leur avait accordé une juridiction consulaire. Depuis cette époque, les affaires commerciales ressortissaient à un tribunal électif, dont les trois membres — un juge et deux consuls — étaient choisis chaque année au scrutin sur une liste de cinquante notables. Il est vrai que cette liste était dressée par les échevins, ce qui ne contribuait pas peu à entretenir la haine des marchands contre le parti dominant à l'hôtel de ville.

Derrière les avocats et les commerçants, prêt à les soutenir et même à les pousser, venait le peuple des métiers. On comptait, suivant certains documents, vingt-quatre, suivant d'autres, vingt-sept corporations d'artisans, représentant une masse de plus de trente mille âmes⁴. C'était une grande armée d'ouvriers bien embrigadés et que les syndics et les jurés pouvaient un jour lancer à l'assaut de l'hôtel de ville. Cette classe se plaignait d'autant plus de voir les fonctions municipales accaparées par les officiers royaux, que la Mairie possédait une juridiction spéciale sur les manufactures et sur les confréries d'arts et

¹ On doit à Dupineau un important *Commentaire sur la Coutume d'Anjou*, écrit en latin, et dont il a été donné une traduction française par Gourreau, Delaunay et Nivard (Angers, 1698, in-fol.). Ses œuvres complètes ont été réunies et publiées par Pocquet de Livounière, Paris, 1725, 2 vol. in-fol., moins un ouvrage inédit dont la Bibliothèque municipale d'Angers possède le manuscrit (*Consuetudines Andegavenses*, etc.).

² *Rapport de Charles Colbert*, cité plus haut. — *Arch. anc. de la Mairie*, série BB, passim.

³ *Arch. anc. de la Mairie*, série II (cartulaire analysé), t. X ; série BB, registre 82, passim.

⁴ *Arch. anc. de la Mairie*, série II (cartulaire analysé), t. II ; série BB, passim.

métiers¹. Le privilège qui soustrayait l'industrie au ressort des tribunaux ordinaires se trouvait de fait annulé. Les ouvriers étaient, de plus, exaspérés contre cette noblesse de robe, qui, fière de ses immunités, faisait retomber sur les classes pauvres tout le poids des charges publiques, multipliait ou aggravait les impôts de consommation et gaspillait les finances de la ville. Unis aux autres fractions de la plèbe, ils demandaient impérieusement des comptes. Les magistrats, malgré leur assurance apparente, n'en pouvaient rendre que de très-confus. Les corporations poussaient, du reste, il faut le dire, jusqu'à l'aveuglement et à l'injustice leur haine contre le corps judiciaire. Il n'était pas de prévarications et de calculs odieux qu'elles 'ne lui imputassent. Il leur arrivait même parfois de repousser des innovations avantageuses à la ville, parce qu'elles étaient l'œuvre du pouvoir dominant².

La population d'Angers était, comme on voit, presque tout entière hostile à l'aristocratie de l'hôtel de ville. Mais les divisions qui neutralisaient presque toujours l'effort de la foule, et, d'autre part, le crédit considérable dont les magistrats jouissaient en cour, rendaient la balance à peu près égale entre les deux partis. Les officiers royaux n'eussent pas eu trop à craindre, si deux corps très-puissants, qui semblaient, par leur nature, devoir rester étrangers aux luttes municipales, ne s'étaient joints à leurs ennemis.

Le premier était le *Clergé*, de tout temps si nombreux et si riche à Angers. Un auteur du XVII^e siècle³ a pu écrire qu'en ce temps-là la ville n'était, pour ainsi dire, qu'une église. On y comptait, en effet, près de cinquante monuments publics affectés au culte. La partie d'Angers enfermée dans l'enceinte des murailles formait douze paroisses ; les faubourgs en comprenaient quatre⁴. Huit chapitres, ou corporations de chanoines, richement dotés, y représentaient, avec l'évêque, le haut clergé séculier. Les ordres monastiques y comptaient les cinq grandes abbayes de Saint-Aubin, de Saint-Nicolas, de Saint-Serge, de Toussaint et du Ronceray, qui possédaient d'immenses domaines, et, dans le seul diocèse d'Angers, disposaient de soixante-trois prieurés et de cent douze cures⁵. Puis venaient de nombreuses congrégations vouées à la prédication, à l'enseignement, à la charité ou à d'autres soins. Les couvents d'hommes étaient au nombre de sept ; c'étaient ceux des Augustins, des Capucins, des Carmes, des Cordeliers, des Jacobins, des Minimes et des Oratoriens. Parmi les couvents de femmes, presque tous fondés sous le règne de Louis XIII, il faut citer ceux du Calvaire, des Carmélites, des Filles-Dieu, de la Fidélité ou de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, de Sainte-Catherine, des Pénitentes, des Ursulines et de la Visitation⁶.

Le clergé n'était pas seulement puissant par ses richesses et par son autorité morale. Il l'était encore par les immunités dont il jouissait — exemption de la

¹ V. la Charte de Louis XI, art. 30.

² *Arch. anc. de la Mairie*, série BB, reg. 81-86, passim.

³ Bruneau de Tartifume.

⁴ Les douze premières étaient : Saint-Michel-du-Tertre, Saint-Maurille, Saint-Pierre, Saint-Denis, Saint-Jean-Baptiste, Saint-Martin, Saint-Michel-la-Palud, Sainte-Croix, Saint-Evroul, Saint-Aignan, Saint-Maurice, la Trinité. Les quatre paroisses des faubourgs étaient celles de Saint-Jacques, Saint-Nicolas, l'Evière et Saint-Germain-en-Saint-Laud.

⁵ Pour les détails, voir Célestin Port, *Dictionnaire historique, géographique et biographique de Maine-et-Loire*, t. I, p. 62-70.

⁶ Célestin Port, *Dictionnaire historique, géographique et biographique de Maine-et-Loire, Loire*, t. I, p. 62-70.

taille, de presque toutes les juridictions royales, etc. —. Il l'était enfin par les fonctions judiciaires qui lui étaient dévolues. A la veille de la Révolution, on constate qu'il existait dans la ville d'Angers seize tribunaux seigneuriaux, analogues à nos justices de paix¹. Tous dépendaient de l'Eglise, et le nombre avait dit en être plus grand au XVII^e siècle. L'évêque et le chapitre de Saint-Maurice avaient en outre chacun une *officialité*, cour spéciale connaissant : 1^o En matière criminelle, des délits ecclésiastiques, des délits communs imputés à des membres du clergé et des délits privilégiés ; 2^o En matière civile, de toutes les actions personnelles entre ecclésiastiques et de toutes les questions relatives aux fiançailles et aux mariages².

Depuis longtemps, la magistrature royale empiétait sur les attributions judiciaires de l'Eglise ou cherchait à les restreindre. La prévôté cassait fréquemment les sentences des justices seigneuriales. Des conflits éclataient presque chaque jour entre les officialités et le présidial ou la sénéchaussée. Le corps ecclésiastique d'Angers était donc fort mal disposé à l'égard des officiers de judicature, il se heurtait contre eux dans les assemblées générales de l'hôtel de ville et dans les élections municipales, auxquelles il avait le droit de participer par ses députés. L'aristocratie de robe devait tout craindre d'une classe que son caractère sacré rendait presque invulnérable. Le clergé angevin se montrait parfois très-hardi. Sous Louis XIII, il tint tête victorieusement, pendant plusieurs années, à son propre chef, l'évêque Charles Miron ; et au milieu de nos troubles civils, en 1616, on vit l'abbé de Saint-Nicolas monter la garde sur les murailles avec une compagnie de moines armés en guerre³.

L'Eglise devait entraîner avec elle contre les magistrats une corporation qui se rattachait à elle par des liens d'origine, et que ses habitudes prédisposaient peu à subir le joug de l'oligarchie municipale. C'était l'Université d'Angers, espèce de république enseignante, qui, malgré sa décadence et son appauvrissement, pouvait être un appoint considérable pour le parti populaire. Cette association, dont l'origine remonte jusqu'aux écoles épiscopales du XI^e siècle, avait été définitivement organisée au XIV^e par Jean le Bon, Charles V et Charles VI (1356, 1364, 1398), sur le modèle de l'Université de Paris⁴. Elle avait eu ses jours de prospérité et de gloire. Mais, depuis les guerres religieuses, elle avait vu ses revenus disparaître, ses collées tomber en ruines, le nombre de ses élèves diminuer. Henri IV avait essayé de la relever en lui attribuant un droit d'entrée sur les vins, appelé *droit d'appétissement*⁵. La décadence n'en continua pas moins, ainsi que le constate Ch. Colbert dans son mémoire sur l'Anjou. Quoi qu'il en soit, l'Université d'Angers, fière de son passé et de ses privilèges, n'était point encore une ennemie à dédaigner.

¹ Métivier, *Des anciennes institutions judiciaires de l'Anjou*, p. 5.

² Métivier, *Des anciennes institutions judiciaires de l'Anjou*, p. 9-11.

³ V. le *Journal de Louvet* et *l'Histoire de l'Anjou*, de Barthélemy Roger.

⁴ V. *l'Histoire de l'Université d'Angers*, par Rangeard, publiée récemment par M. Albert Lemarchand (Angers, Barassé, 1875, in-8°). Elle s'arrête au milieu du XV^e siècle. Mais elle a été continuée par Pocquet de Livounière, dont l'ouvrage, encore inédit, se trouve à la bibliothèque d'Angers (Mss. 1027 et 1028). — V. aussi le travail de M. de Lens sur les *Facultés, Collèges et Professeurs de l'Université d'Angers*, dans la *Revue de l'Anjou* (années 1875 et 1876).

⁵ C'était une taxe de 15 sous par pipe de vin, payée par les débitants en détail. *Arch. anc. de la Mairie*, série 13B, reg. 50, fol. 104 ; série II, t. VII. — *Recueil des privilèges de la ville et Mairie d'Angers*, p. 1238.

Ce corps était composé de deux éléments, les élèves et les maîtres. Ceux-ci étaient divisés en *Facultés*, ceux-là en *Nations*.

Les *Nations* étaient au nombre de six, savoir : 1° *Anjou* — comprenant, outre les écoliers de cette province, ceux qui venaient des pays étrangers — ; 2° *Bretagne* ; 3° *Maine* ; 4° *Normandie* ; 5° *Aquitaine* ; 6° *France*. Les deux dernières n'existaient plus, pour ainsi dire, que de nom. Les deux premières seules étaient encore florissantes. Chaque nation avait ses lieux de réunion, sa fête patronale, ses revenus, son procureur élu, chargé de défendre ses intérêts. Toutes les six réunies choisissaient un procureur-général, qui parlait, agissait au nom de l'Université tout entière, avait place aux assemblées de l'hôtel de ville et participait aux élections municipales¹.

Le personnel enseignant était réparti entre les quatre Facultés des *Droits* — civil et canonique —, de *Théologie*, de *Médecine* et des *Arts*. La première seule avait vraiment de l'importance. Elle avait toujours été regardée comme la tête de l'Université. Les places de professeurs étaient généralement données au concours. Chaque Faculté, avec son doyen, son greffier, ses assemblées, formait, de même que chaque nation, comme une petite république².

Dans cette espèce de fédération, le pouvoir central était représenté par le Recteur, dignitaire électif, qui n'exerçait ses fonctions que trois mois. Il était donc renouvelé quatre fois chaque année, les trois premières par la Faculté des Droits, la dernière par l'Université tout entière. Il n'avait guère, du reste, qu'une autorité exécutive, étant assisté, pour la délibération, d'un conseil dont faisaient partie : Le maître-école, tous les docteurs régents en Droit, quatre docteurs en Théologie, le doyen de la Faculté de Médecine, le doyen de la Faculté des Arts, le procureur-général et les six procureurs des Nations³.

L'Université, portée à la turbulence par son organisation même, témoignait depuis longtemps une grande animosité au corps judiciaire. La tutelle légale que, depuis 1484, le lieutenant-général civil exerçait sur elle lui pesait et lui paraissait une tyrannie⁴. Elle s'associait d'autant plus volontiers aux rancunes du barreau qu'elle était unie au corps des avocats par la plus intime confraternité. Le docteur Voisin, qui fut le meneur principal de la Fronde angevine, professait à la Faculté des Droits, plaidait au Présidial, avec un égal succès. Il fut recteur en 1644. Sa popularité n'était pas moins grande dans l'Université que dans le reste de la ville⁵.

Si les maîtres étaient prêts à l'émeute, les écoliers, jeunes, ardents, presque tous, du reste, étrangers à la cité et à la province, devaient s'y laisser aller plus aisément encore. Ils n'en étaient pas à faire leurs preuves d'indiscipline et de turbulence. Pendant les quinze ou dix-huit premières années du XVII^e siècle, Angers avait été troublé sans relâche par leurs querelles, leurs attroupements et, parfois, leurs brigandages. En 1629, trois d'entre eux assaillirent en pleine rue un

¹ De Lens, *Facultés, Collèges et Professeurs de l'Université d'Angers*, dans la *Revue de l'Anjou*, année 1875, t. I, p. 209-219.

² De Lens, *Facultés, Collèges et Professeurs de l'Université d'Angers*, dans la *Revue de l'Anjou*, année 1875, t. I, p. 219, 220.

³ De Lens, *Facultés, Collèges et professeurs de l'Université d'Angers*, dans la *Revue de l'Anjou*, année 1875, t. I, p. 220-223.

⁴ Audouys, Mss. 919 de la bibliothèque d'Angers.

⁵ *Arch. anc. de la Mairie*, série BB, reg. 80, 81. — De Lens, ouvrage déjà cité, dans la *Revue de l'Anjou*, année 1875, t. I, p. 334, 335.

conseiller au Présidial, nommé Jacques Liquet, et l'assassinèrent. Jugés par contumace, ils obtinrent bientôt des lettres d'abolition et rentrèrent impunis au sein de l'Université¹.

Telle était, dans la première moitié du XVIIe siècle, l'organisation municipale d'Angers ; telles étaient, dans cette ville, les forces et les dispositions réciproques des partis. Le tableau que je viens de présenter était nécessaire pour l'intelligence des événements dont je dois faire le récit. Le lecteur voudra donc bien me pardonner de ne m'être pas jeté tout d'abord *in medias res*, c'est-à-dire en pleine Fronde. Pour apprécier sainement l'influence du gouvernement de Mazarin sur les factions Angevines, il fallait avant tout étudier ces factions en elles-mêmes. Nous allons maintenant les voir se mêler, avec leurs petites passions, et au grand détriment des libertés municipales, à la guerre civile qui désola la France de 1648 à 1653.

¹ *Arch. anc. de la Mairie*, série BB, reg. 54, fol. 45, 90, 93 ; reg. 55, fol. 101 ; reg. 67, fol. 5, 127. — *Journal de Louvet*, dans la *Revue de l'Anjou et de Maine-et-Loire*, t. VI (1855), p. 2, 13, 14, 20, 51, 52, 181. — Aimé de Soland, *Bulletin historique et monumental de l'Anjou*, t. IV, p. 199, 200. — Bodin, *Recherches sur l'Anjou*, t. II, p. 290-301.

CHAPITRE II

La ville d'Angers sous le gouvernement du maréchal de Brézé, de 1636 à 1648. — Atteintes portées à ses privilèges. — Impôts nouveaux. — Affaire des subsistances. — Occupation militaire et pillage d'Angers (1648).

Les guerres de religion avaient cruellement éprouvé la capitale de l'Anjou. La paix, rétablie sous Henri IV, fit renaître dans cette ville un bien-être qu'elle ne connaissait plus depuis la première moitié du XVII^e siècle. La dette municipale fut en grande partie éteinte. La cité fut assainie, embellie, dotée de belles promenades, comme celle du Mail (en 1616). L'Université, surexcitée par la concurrence, fit venir de l'étranger d'illustres maîtres, tels que le jurisconsulte écossais Barclay. Les Oratoriens fondèrent à Angers, en 1619, un collège, qui, au bout de quelques années, avait déjà plusieurs milliers d'élèves. Vers la même époque, les Ursulines et quelques autres congrégations enseignantes vinrent également s'y établir. La satisfaction des besoins intellectuels ne fit pas oublier à la bourgeoisie angevine la misère matérielle que la guerre civile avait laissée derrière elle. L'extinction de la mendicité fut, durant plusieurs années, sa préoccupation constante. L'*hôpital des Renfermés*, fondé en 1615, servit de refuge aux indigents et aux vagabonds. Des fonds furent fournis par l'Hôtel de Ville, longtemps avant les créations de saint Vincent-de-Paul, pour l'entretien et l'éducation des enfants exposés. Les malades, jusqu'alors mal soignés à l'hôpital Saint-Jean, furent, grâce au salubre règlement de 1619, plus confortablement traités. Un établissement spécial, le *Sanitat*, institué en 1603, permit de loger à part les pestiférés. Bref, la ville était en voie de redevenir prospère. Mais il fallait que, de longtemps, rien ne vînt la troubler dans son repos ni la menacer dans ses privilèges¹.

Malheureusement, les guerres civiles recommencèrent, comme on sait, sous le règne de Louis XIII. Angers eut particulièrement à en souffrir. La province dont elle était le chef-lieu fut horriblement ravagée par les troupes des seigneurs rebelles et par les armées royales, de 1614 à 1620. La ville fut plusieurs fois mise à rançon, menacée d'un pillage général et d'une subversion totale. Amis et ennemis semblaient s'entendre pour la ruiner. Les factions reparurent. Le peuple accusa de ses maux l'aristocratie judiciaire, qui l'administrait. Les magistrats, calomniés, s'aigrirent, s'habituaient à demander main-forte au pouvoir royal

¹ Sur toutes ces améliorations, consulter les *Archives anciennes de la Mairie*, série BB, reg. 48-75, passim ; le *Journal* de Louvet, dans la *Revue de l'Anjou et de Maine-et-Loire* (années 1854, 1855, 1856) ; le *Recueil des privilèges de la ville et Mairie d'Angers*, p. 105-109 ; le *Manuscrit* 952 de la bibliothèque d'Angers (*Titres et documents relatifs à l'Hôpital général*) ; les *Archives de l'hôpital Saint-Jean* (à la préfecture de Maine-et-Loire), série E, 1, fol. 321 ; *Philandinopolis*, par Bruneau de Tartifume (manuscrit de la bibliothèque d'Angers), etc., etc.

contre le parti populaire¹. Quand le gouvernement central eut à peu près triomphé des ligues féodales, les villes privilégiées ne furent pas moins que les chefs de la noblesse en danger de perdre leurs libertés. Richelieu ne voulait pas plus être entravé dans son œuvre par les bourgeois que par les grands. Il avait, du reste, vu de près les Angevins, ayant résidé au milieu d'eux avec Marie de Médicis, de 1619 à 1620. Il ne les aimait pas. C'étaient, disait-il, des **gens rudes et malaisés à contenir**, tant à cause de leur nombre **que de leur humeur naturelle**². Aussi n'était-il pas fort disposé à respecter des franchises municipales dont il les croyait capables d'abuser. En 1620, il les avait fait désarmer, avait fait chasser de la ville par la reine-mère — alors gouvernante d'Anjou —, le maire Lanier, qui refusait de se prononcer en sa faveur. En 1625, il maintint de force à l'hôtel de ville un magistrat impopulaire, nommé Jouet, et cassa l'élection très-légale de Barbot du Martray. En 1630, à la suite d'une émeute dans laquelle le maire, Louet, n'avait pas, selon lui, montré assez d'énergie, il suspendit cet officier de ses fonctions. Deux ans après, il contraignit la ville à élire l'avocat Dupineau³. Par la suite, il respecta davantage les droits électoraux du peuple angevin. Mais il ne cessa pas pour cela de surveiller une ville qu'il jugeait si fort encline à la sédition.

Il ne montra jamais mieux sa vigilance qu'en désignant son beau-frère, le maréchal de Maillé-Brézé, comme gouverneur militaire de l'Anjou. Ce personnage était certainement l'homme de France le mieux fait pour effrayer et contenir les Angevins. Né près de Saumur, possesseur de grands domaines dans la province même où il dut représenter le roi à partir de 1636, il n'avait guère su s'y faire aimer, mais il avait su s'y faire craindre. On l'appelait dans le pays le *Sanglier de l'Anjou*, surnom qu'il justifiait par la violence et l'impétuosité de son caractère. Son orgueil n'avait jamais su plier, ni devant Gustave-Adolphe, qu'il avait bravé, comme ambassadeur, au milieu de ses victoires ; ni devant les princes et les généraux qui lui avaient été donnés pour supérieurs ou pour collègues aux armées d'Allemagne et des Pays-Bas ; ni même devant Richelieu, dont il semblait prendre à tâche d'épuiser la bienveillance par ses incartades et ses défis. Le cardinal, qui l'aimait malgré tout, ne l'abandonna jamais. Il tint même à marier une nièce du maréchal avec le duc d'Enghien — qui fut le grand Condé —. Brézé voulut bien accepter cette alliance, comme un honneur qui lui était dû. Ajoutons qu'il était homme de valeur, surtout comme militaire, et que son humeur fantasque avait pour correctifs une certaine générosité de cœur et une loyauté incorruptible. Quoi qu'il pensât du gouvernement qu'il servait, on pouvait être sûr qu'il ne faiblirait jamais devant une émeute populaire. Du reste, s'il traitait amicalement quelques Angevins, les Ménage et les Lanier, par exemple, il ne prenait guère la peine de dissimuler son aversion pour le reste de la ville. Cette foule était trop encline aux mutineries pour lui plaire. Puis les Angevins, à son gré, parlaient beaucoup trop de lui, des vexations qu'il faisait subir à ses voisins de campagne et de son engouement déplacé pour une demoiselle Darvas, femme laide et de bas lieu, par laquelle il se laissait entièrement maîtriser. Malgré toutes les avances qu'ils lui firent, après qu'il fut devenu gouverneur d'Anjou, il n'oublia jamais les mauvais propos qu'ils avaient tenus sur son

¹ Sur les troubles dont Angers et l'Anjou furent le théâtre, de 1610 à 1632, voir principalement le *Journal* de Louvet.

² *Discours et raisons sur le choix des gouvernements d'Angers ou de Nantes*. (*Lettres de Richelieu*, publiées par M. Avenel, t. I, p. 587-592.)

³ *Archives anciennes de la Mairie*, série BB, reg. 65, 67, 68, 73. — *Journal* de Louvet. — B. Roger, *Hist. de l'Anjou*.

compte. Il ne voulut même pas résider au milieu d'eux, dans ce gracieux *logis Barrault*, que la ville loua pour lui servir d'hôtel. Retiré au milieu des bois, dans le sauvage château de Milly-le-Meugon, il donnait presque tout son temps à la lecture et à la chasse, ne voulant paraître à Angers que lorsqu'il était nécessaire de faire acte d'autorité et d'étouffer quelque résistance aux volontés royales.

La docilité du peuple angevin fut, à partir de cette époque, fréquemment mise à l'épreuve par les exigences — souvent illégales — du gouvernement central : Richelieu et, après lui, Mazarin s'attaquèrent non-seulement aux libertés, mais aux immunités fiscales des villes. Les grandes guerres que le premier de ces deux ministres avait entreprises et que le second mena si glorieusement à bonne fin les obligeaient chaque année à créer des contributions nouvelles. Leur tort fut de vouloir les imposer, sans discussion possible, au lieu de chercher à les obtenir du libre consentement des sujets. Le public ne comprenait pas leur politique ; mais il sentait bien qu'on lui prenait de l'argent sans le consulter. De là un mécontentement qui, contenu par la puissante main de Richelieu, ne devait pas tarder, sous son successeur, à se faire jour et à éclater en guerre civile.

Le gouvernement s'était déjà permis, à diverses époques, en matière d'impôts, d'assez graves infractions à la charte municipale d'Angers. C'est ainsi que cette ville avait dû subir la gabelle, dont Louis XI l'avait formellement exemptée, et que fréquemment il lui avait fallu donner au roi des secours extraordinaires d'hommes et d'argent, qu'elle n'était point légalement tenue de fournir. Mais c'est seulement à partir de 1635 que les ministres prétendirent ériger en droit l'habitude qu'ils avaient prise de taxer arbitrairement les villes et transformer en impôts réguliers des contributions qui, jusqu'alors, avaient été regardées comme exceptionnelles.

A cette époque, la misère commençait à reparaître dans la ville d'Angers. Les guerres civiles, la peste — très-meurtrière en 1626, 1630, 1636, etc. — et la disette l'y avaient ramenée. Le blé manquait presque chaque année pour l'alimentation des pauvres. Des accapareurs l'exportaient ou le cachaient, malgré les ordonnances royales et les menaces de l'échevinage. Pour que la population ne mourût pas littéralement de faim, le Corps de ville était obligé de faire venir à grands frais du dehors d'énormes quantités de grains et de les revendre avec perte aux phis nécessaires. Il en acheta ainsi pour 750.000 livres dans la seule année 1644. L'argent faisait défaut pour entretenir l'hôpital des Renfermés. Cet établissement tombait en ruines, et les mendiants encombraient les rues¹. La Mairie était près de faire banqueroute. Dès 1639, le budget municipal se soldait par un déficit de 3.000 livres, et les dettes de la ville s'élevaient à 372.000 livres, capital énorme, si l'on considère que le total des recettes de l'Hôtel de Ville ne suffisait pas seulement à en servir l'intérêt².

Le gouvernement ignorait sans doute cette crise locale. En tout cas, il n'en tint pas compte. Tous les anciens impôts, déjà très-lourds — aides, gabelle, traites foraines, etc. —, furent successivement augmentés. Les registres de la mairie d'Angers, de 1635 à 1648, font presque chaque année mention de nouvelles surtaxes. En 1647, le roi s'appropriä en entier les recettes des octrois municipaux, qui faisaient la principale richesse des villes. Angers perdait, du coup, les deux tiers de ses revenus. Il fallut naturellement doubler les octrois.

¹ Arch. anc. de la Mairie, série BB, reg. 75-78.

² Arch. anc. de la Mairie, série BB, reg. 76, fol. 238-202. — Les recettes s'élevaient à 17.084 livres 3 sols 6 deniers, les dépenses à 20.101 livres 4 sols 6 deniers.

Précédemment (1641) avait été institué par tout le royaume la *Subvention*, qu'on appela aussi le *sou pour livre*¹. C'était une contribution sur les denrées et les bestiaux amenés dans les marchés. Cette taxe causa d'autant plus de mécontentement que les agents chargés de la lever exerçaient un pouvoir discrétionnaire et estimaient tout à fait arbitrairement la valeur des marchandises. Sur divers points de l'Anjou, et notamment à Candé, la perception du sou pour livre provoqua des émeutes ; les commis royaux furent mis en fuite et durent requérir main-forte². A Angers, l'administration ne put éviter de pareils troubles qu'en réduisant le tarif de la subvention. Dans le même temps, la gabelle, si redoutée du peuple, enserrait la ville de toutes parts. Les archers royaux commettaient, jusqu'aux portes d'Angers, mille violences et mille déprédations, sous couleur de rechercher le sel de contrebande. Le prix du sel royal était fréquemment *rehaussé*. Les Angevins avaient ordre d'en acheter, sous peine d'amende³. Les faux-sauniers étaient chassés dans les campagnes comme des bêtes fauves, emprisonnés, fouettés dans les rues par le bourreau⁴. La *taille*, ou impôt foncier, n'était payée ni par les ecclésiastiques ni par les nobles ; grâce à une organisation vicieuse, que nous décrivons ultérieurement⁵, elle retombait presque de tout son poids sur les roturiers les plus pauvres et les plus dignes d'être exemptés. Chaque année, d'ailleurs, surtout à partir de 1636, elle s'appesantissait davantage par les besoins croissants du gouvernement. Les collecteurs, que l'administration désignait d'office dans chaque paroisse pour en faire la répartition et la levée, étaient regardés par elle comme solidaires de ceux de leurs concitoyens qui ne s'acquittaient pas de l'impôt. Menacés dans leurs biens et dans leur liberté, ils s'enfuyaient ou se cachaient de leur mieux quand ils étaient sortis de charge. Nous voyons qu'en 1647, les anciennes foires d'Angers ayant été rétablies, les collecteurs, fort nombreux dans toute la province, n'osèrent pas tout d'abord s'y rendre, de peur d'y être arrêtés. Il fallut, pour les rassurer, des arrêts de la Prévôté, de la Sénéchaussée et de l'Élection d'Angers⁶.

La capitale de l'Anjou n'avait point, il est vrai, à se plaindre de l'accroissement des tailles ; car, en vertu de la charte de Louis XI, elle était absolument exempte de cette charge. Elle eût dû l'être du moins. Mais, pas plus que beaucoup d'autres villes dotées du même privilège, elle n'avait à se féliciter de l'avoir conservé. Ne pouvant, sans violer ouvertement les constitutions communales, faire payer aux cités *non taillables* un impôt dont elles étaient légalement déchargées, le gouvernement se dédommageait en tirant d'elles, sous divers

¹ Arch. anc. de la Mairie, série BB, reg. 77, fol. 106 ; reg. 78, fol. 32.

² V. le *Journal* de Jacques Valuche, marguillier de Candé, publié par M. Port dans la *Revue de l'Anjou* (juin 1870) : ... Le jour de la Saint-Bartholémy, à la foire des landes, il se trouvoit des commis pour sérer le sol par livre. Il le sérirent sur le bestial à la sortie de la foire en quelques endroitz et ès aultres endroitz il feurent chassés et se rangèrent tous ensemble et en amassirent ce qu'il peurent, et à la foire de Roche d'Ire, à l'Angevine, il avoient dressé leur table et en faisoient la recepte, mais les gentilshommes de Clissé et aultres les chassirent ; et s'enfuirent en grande diligence, et laissireut leur argent, poix et balance, et en s'en courant ils tuirent un nommé Grimault, marchand de fil. Ils estoient bien trente maltoustiers..... Le jedy 27 mars (1642), jour de la mi-caresme, la foire a tenu a Candé pour la première fois. Il y avoit peu de bestial, mais il y avoit bien du inonde pour un commencement. Il y vint trois archers d'Angers pour ayder aux commis à sérer le sol par livre...

³ Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 76, fol. ; reg. 79, fol. 62, etc.

⁴ V. le *Journal* de Valuche.

⁵ Chap. IX.

⁶ V. le texte de ces Arrêts, Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 81, fol. 99-101.

prétextes, trois ou quatre fois plus qu'il n'eût exigé comme contribution à la taille. C'est ainsi que les Angevins furent contraints à plusieurs reprises, de 1635 à 1618, de racheter le droit incontestable qu'ils avaient de ne pas servir dans l'arrière-ban et d'acquérir des biens nobles sans payer la taxe des *francs-fiefs*. D'autres fois, comme en 1636, 1639, etc., c'étaient des emprunts forcés, ou *taxes sur les aisés*, auxquelles, par ordre du roi et au nom de la raison d'État, il leur fallait contribuer pour des sommes exorbitantes. En 1636, la ville reçut l'injonction de fournir, à titre de secours extraordinaire, 40.000 livres, pour l'entretien de la guerre ; soixante-douze habitants des plus riches durent en faire l'avance, sauf à s'accommoder ensuite avec le reste de la population. En décembre 1637, Laubardemont, commissaire royal, vint encore demander 120.000 livres. La cité, écrasée de dettes, n'en put donner que 40.000 ; et, comme le gouvernement la, trouvait trop lente à s'acquitter, un habitant d'Angers, qui était alors à Paris, fut arrêté et mis au Fort-l'Évêque ; trois autres subirent peu après le même sort (juillet 1638)¹. La ville s'exécuta et témoigna si peu de rancune au pouvoir royal, que, quelques semaines après, en apprenant la naissance du Dauphin — depuis Louis XIV —, elle se livra spontanément aux plus vives réjouissances. Le Corps municipal donna 400 livres au messenger qui était venu annoncer la grande nouvelle. On dressa, dit l'historien Roger, des tables chargées de vins et de viandes dans plusieurs rues et carrefours, où les passants étoient invités à boire, qui ne payoient pour écot qu'un cri de : *Vive le Roy et le Dauphin !*²

Le ministère trouvait encore bien des moyens de faire contribuer aux charges de l'État les cités exemptes de la taille. Il leur imposait, par exemple, la garde et l'entretien des prisonniers de guerre. C'est ainsi qu'à partir de 1640 plusieurs centaines d'Espagnols furent internés à Angers. Chacune des victoires que nos armées remportèrent en Catalogne, en Flandre ou en Italie augmenta dès lors le nombre de ces hôtes besogneux et incommodes. En vain la ville protestait-elle contre les envois réitérés de prisonniers qui lui étaient annoncés au nom du roi. Il lui fallait toujours finir par les recevoir. Ces malheureux étaient presque nus, elle les habillait. Ils manquaient de pain, c'était à elle à leur en fournir. L'entretien de ces étrangers lui coûtait, en moyenne, 1.200 ou 1.500 livres par mois. Souvent les Espagnols causaient du désordre dans les rues ou cherchaient à s'évader. Il fallait alors les enfermer, réparer à grands frais les prisons, et, pour faire bonne garde, détourner les bourgeois de leurs occupations³.

Cette obligation ruineuse n'était pourtant pas celle que les Angevins supportaient avec le plus de peine. Ils se montraient plus sensibles à la contribution dite des *Subsistances*, que le gouvernement imposait arbitrairement, pour l'entretien de l'armée, aux villes exemptes de la taille. Ce mode d'exaction n'était point nouveau, et, bien des fois, avant le XVIIe siècle, les Angevins avaient été contraints de fournir au roi des subsides de cette nature⁴. Mais ils s'étaient jusqu'alors soumis de bon cœur à cette nécessité, car le sacrifice qui leur était demandé était généralement motivé par les exigences de la guerre et n'avait, dans le principe, qu'un caractère accidentel et transitoire. Sous le règne de Louis XIII, et surtout à partir du moment où Richelieu entreprit contre la maison d'Autriche la grande lutte qui devait amener les traités de Westphalie et des

¹ Sur toutes ces exactions, voir les registres 75-81.

² *Histoire de l'Anjou*, p. 497, 498. — *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 76, fol. 158.

³ *Arch. anc. de la Mairie*, série II (*Cartulaire analysé*), t. VIII, fol. 9-12.

⁴ *Arch. anc. de la Mairie*, série II (*Cartulaire analysé*), t. IX, fol. 41 et suiv.

Pyrénées, la taxe des *Subsistances* prit peu à peu la forme d'un impôt permanent. La royauté la considéra dès lors comme régulièrement établie et ne l'abolit jamais. Si cette contribution eût été fixée à un chiffre immuable et proportionné aux ressources des contribuables, peut-être ceux-ci l'eussent-ils trouvée moins illégale et moins odieuse. Mais le gouvernement, préoccupé seulement de se procurer de l'argent, se mettait peu en peine de faire paraître moins lourd aux villes le fardeau de cette innovation. Il les taxait suivant ses besoins et sans tenir compte de leur situation financière. L'impôt, généralement modeste à l'origine, était doublé, triplé ou quadruplé d'une année à l'autre et prenait en peu de temps des proportions effrayantes. Les *Subsistances*, plus que toute autre exaction, devaient, à la longue, user la patience et la docilité du peuple angevin. En 1638, le roi ne lui avait demandé à ce titre que 10.000 livres¹. On les paya. En 1639, il en exigea 22.000. Cette fois les contribuables furent moins empressés à s'acquitter². Louis XIII écrivit au maréchal de Brézé pour se plaindre de leur lenteur ; il lui enjoignait d'employer toute son autorité pour amener les Angevins à s'exécuter. *A faute de cela, ajoutait-il, vous leur enverriez des troupes en garnison pour y demeurer jusques à ce qu'ilz agent obey, voulant en effect que vous fassiez aller celles qui sont en l'estendue de vostre gouvernement, et ayant resolu d'y en faire marcher encore davantage au plus tost...*³ Ces menaces portèrent leur fruit. La Ville paya les 22.000 livres. Mais l'année suivante (1640), le chiffre du subside réclamé par le roi fut plus que triplé ; les Angevins eurent à fournir 72.000 livres pour les Subsistances. Ils réclamèrent, et n'obtinrent, après de longues sollicitations, qu'une diminution insignifiante. La taxe de 1641 s'éleva à 65.000 livres⁴. A dater du ministère de Mazarin (1643), le gouvernement paraît ne plus avoir réclamé annuellement que 50.000 livres. C'était encore beaucoup trop pour une ville ruinée, chargée de dettes énormes et qui ne pouvait depuis longtemps remettre son budget en équilibre. Les Angevins souffraient constamment de la famine ; il eût été plus sage et plus humain de leur accorder des subsides que de leur en demander. Ajoutons qu'ils se considéraient, à juste titre, plutôt comme créanciers que comme débiteurs de l'Etat ; malgré bien des promesses, les avances qu'ils faisaient chaque jour pour l'entretien des prisonniers ne leur étaient pas remboursées ; et ils attendaient encore, en 1647, le paiement de 27.840 livres, qu'ils avaient prêtées au roi en 1632 pour la levée et la solde d'un régiment⁵.

Aussi, malgré leur désir d'éviter les rigueurs du gouvernement, opposèrent-ils bientôt à l'impôt des Subsistances une résistance passive qui équivalait à la rébellion. Chaque année, le rôle de la taxe était signifié au Corps municipal, qui en faisait officiellement part aux contribuables. Ceux-ci ne se donnaient plus la peine de protester contre l'illégalité de la contribution qui leur était réclamée ; mais ils s'abstenaient généralement de la payer. Mazarin, moins énergique et moins redouté que Richelieu, ne put, durant quatre années (1643-1647), triompher de cette force d'inertie. En vain le maréchal de Brézé emprisonna-t-il plusieurs bourgeois angevins (1644). La ville ne fit pas moins sourde oreille à ses sommations et à ses menaces. Les Subsistances de 1642 et 1643 ne furent qu'incomplètement payées. Celles de 1644 ne le furent pas du tout. Il en fut de

¹ Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 76, fol. 105-107.

² Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 76, fol. 226-243.

³ Arch. de Maine-et-Loire, série E, 3252.

⁴ Arch. anc. de la Mairie, série II (*Cartulaire analysé*), t. IX, fol. 44, 45.

⁵ Arch. anc. de la Mairie, BB, reg, 81, fol. 55, 56.

même de celles de 1645 et 1646. Le ministère, croyant, avec raison, devoir faire quelques sacrifices, réduisit le taux de l'impôt à 36.000 livres pour chacune des deux dernières années¹. C'est à peine si cette concession fit rentrer au trésor quelques milliers de livres. Bref, au commencement de 1647, les Angevins avaient encore à verser plus de 100 mille livres et paraissaient de moins en moins disposés à se mettre en règle vis à vis de l'État.

La Cour, perdant patience, résolut alors de les effrayer et, s'il le fallait, de les faire contribuer par force. L'exemple donné par la ville d'Angers pouvait être suivi par d'autres. Le public, encouragé par les remontrances du Parlement, était à cette époque, très-disposé à se soulever contre les excès de la fiscalité royale. Mazarin pensa qu'une exécution faite à propos terrifierait toutes les cités récalcitrantes et rendrait désormais sacré l'impôt des Subsistances. Conformément à ses instructions, le maréchal de Brézé fit savoir (en mars 1647) aux habitants d'Angers qu'il avait en mains des lettres de cachet pour emprisonner un certain nombre d'entre eux ; que ces otages resteraient détenus jusqu'au complet paiement des taxes arriérées ; et que, du reste, si la résistance aux volontés de la Cour se prolongeait, des châtiments plus rigoureux ne se feraient pas longtemps attendre².

La ville ne sembla pas prendre ces menaces fort au sérieux. Car le Corps municipal ayant convoqué, à plusieurs reprises (23, 29 mars, 16 et 26 avril), les députés des paroisses, pour aviser aux mesures à prendre, l'assemblée parut chaque fois n'avoir d'autre désir que de traîner l'affaire en longueur. Beaucoup de paroisses s'abstinrent même de se faire représenter à l'hôtel de ville³. Les élections municipales, qui devaient avoir lieu le 1^{er} mai, servirent encore de prétexte pour retarder la conclusion de ce différend. Le choix de la cité fit de Jean Cupif, sieur de la Marée⁴, comme nouveau maire, n'était pas non plus de nature à bâter l'apaisement des esprits. Ce personnage était par lui-même fort honnête et jusqu'alors fort respecté. Son dévouement aux intérêts de la ville n'était pas douteux ; et il devait en donner à ses dépens de nombreuses preuves. Mais il avait, aux yeux de la masse populaire, un irrémédiable défaut. C'était d'appartenir au corps judiciaire. Il était en effet conseiller au Présidial, et, comme tel, suspecté par la grande majorité de la population, qui l'accusait, lui et ses collègues, de pactiser avec le gouvernement pour se maintenir, exclusivement à toute autre classe, en possession des charges municipales. Cupif était, de plus, un (le ces hommes irrésolus et timides, qui, pour vouloir, sans autorité suffisante, réconcilier deux partis hostiles, finissent par se rendre odieux à l'un et à l'autre. Il ne songeait qu'à remplir de son mieux son double devoir envers l'État et envers la Ville. Et bientôt l'État allait le regarder comme un serviteur peu fidèle, la Ville comme un défenseur peu zélé.

Le nouveau maire dut, comme son prédécesseur, convoquer les députés des paroisses à l'hôtel de ville, pour les presser d'adopter un arrangement qui donnât satisfaction au ministère. Mais les paroisses se firent répéter la convocation jusqu'à trois fois avant d'y répondre. Et lorsque leurs représentants parurent enfin en nombre suffisant à l'hôtel de ville, ce ne fut que pour se livrer à des récriminations et à des discussions dont le détail serait fastidieux. Ce fut

¹ *Arch. anc. de la Mairie*, II (*Cartulaire analysé*), t. IX, fol. 45, 46.

² *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 80, fol. 190.

³ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 80, fol. 193-205.

⁴ Reg. 81, fol. 1, 2.

seulement le 7 juin que, de concert avec le Conseil municipal, les députés du Clergé, du Présidial, de la Prévôté, de l'Élection et de la Justice consulaire, ils prirent des mesures sérieuses pour assurer le recouvrement de la taxe. Ils décidèrent que les Subsistances arriérées et celles de 1647 seraient payées par petites sommes, dans l'espace de trois ans, et au moyen d'une *Pancarte*, c'est-à-dire d'un droit d'entrée sur les vins et le foin amenés en ville. Ce droit fut affermé au prix de 35.500 livres par an, à un certain Jean Le Roide, cautionné par plusieurs hôteliers, cabaretiers et pâtisseries de la ville, dont il n'était que le prête-nom¹.

Il eût été plus équitable et plus sage d'établir une capitation, ou contribution directe proportionnée aux revenus de chacun, et de la faire lever non par un adjudicataire, mais par un percepteur et des commis. La *Pancarte* ne devait imposer aux riches qu'une charge très-légère ; mais elle allait être fort sensible aux pauvres gens. De plus, les fermiers d'impôts étaient toujours suspects à la foule, qui leur reprochait de s'enrichir en appauvrissant le public. Peut-être, en prenant cet arrangeaient, l'assemblée de l'hôtel de ville avait-elle eu dessein de provoquer le mécontentement populaire et de rendre le recouvrement (le la taxe impossible. Quoi qu'il en soit, les Angevins ne tinrent aucun compte ni du bail de Le Roide ni des droits nouveaux. Il ressort même d'une lettre que le sieur de la Brosse, agent fiscal, écrivait alors à M. de Serrant, intendant de la généralité de Tours, qu'ils commençaient aussi à ne plus payer les anciens impôts². Le 21 juin, les adjudicataires de la Pancarte vinrent se plaindre à la Mairie que plusieurs habitants eussent empêché leur commis de percevoir la taxe et eussent ameuté la foule contre lui. Le conseil de ville, qui redoutait sans doute l'effervescence populaire, se contenta d'admonester paternellement les délinquants. Le 28 juin, des troubles plus graves eurent lieu. L'agent de la ferme, en faisant son office, fut si maltraité par les taverniers, qu'il dut s'enfuir pour sauver sa vie. Le Maire, averti, se rendit en toute hâte dans le faubourg Saint-Michel, où avait commencé le désordre. Il y trouva une multitude furieuse, poussant des cris de mort. Des femmes et des enfants assiégeaient la maison où s'était réfugié le malheureux commis et menaçaient de la prendre d'assaut. Cupif ne calma qu'à grand-peine cette sédition. Trois jours après, désireux sans doute, ainsi que le Corps de ville tout entier, de se dégager d'une responsabilité qui devenait de plus en plus lourde, il fit voter par le Conseil les conclusions suivantes :

..... — Attendu — que fort souvent ilz — les fermiers — font des plaintes de rébellion sans subject, et que pour estre deschargez de leur bail, ils suscitent eux memes des émotions populaires ; et qu'il serait à craindre qu'ilz en excitassent sur la personne de M. le Maire s'il alloit aussy souvent avecq eux quilz le requierent, M. le Maire est prié de se faire assister quand il ira, et de n'y point aller quil ne soit bien informé qu'on trouble lesdits fermiers dans la perception de leurs droictz³.

Si le Maire et le Conseil essayaient de faire croire aux bonnes dispositions des Angevins à l'égard du fisc, les adjudicataires leur donnaient dans le même temps un démenti formel. Le Roide désavouait tout agent qui continuerait à lever des deniers en son nom. Quant au gouvernement, il commençait à perdre patience. Le maréchal de Brézé avait, dans les premiers jours de juin, adressé à

¹ Reg. 81, fol. 3-31.

² Reg. 81, fol. 32.

³ Reg. 81, fol. 42-44.

l'échevinage une sommation pressante ; le Corps de ville ne lui avait répondu que pour [le supplier d'honorer cette province de la continuation de sa protection](#) (14 juin). Voyant qu'on ne tenait nul compte de ses menaces et que l'impôt ne rentrait pas, le gouverneur en référa au ministère. Les mesures énergiques qu'il réclamait ne se firent pas longtemps attendre. Le 1er juillet, les Angevins apprirent avec stupeur qu'un [envoyé du Conseil du roi](#), le sieur Aubriot, venait d'arriver dans leur ville, avec mission de dresser un rôle général de capitation et de faire payer d'un seul coup toutes les Subsistances arriérées. La Cour tenait comme non avenu l'établissement de la Pancarte. Cette décision n'était propre qu'à augmenter le trouble qui régnait depuis quelques semaines à Angers. Cupif alla vainement le remontrer au maréchal et à l'intendant. En effet, les fermiers ne manquèrent pas de dire qu'il leur était impossible de tenir leurs engagements. Le public, sous le prétexte de la capitation qui allait être prochainement établie, refusait absolument de payer aucun droit sur les vins ou sur le foin. Les adjudicataires demandaient donc hautement la résiliation de leur bail. Mais la haute bourgeoisie, qui dominait dans le Conseil et dans le corps judiciaire, tenait par-dessus tout à éviter la contribution directe sur les revenus. Il résulta de ce calcul égoïste que le lieutenant-général de la sénéchaussée rejeta la requête des fermiers et que le Corps de ville maintint expressément le bail dans toutes ses clauses (15-16 juillet.) Le peuple cria ; et quelques meneurs, dont le plus hardi était l'avocat Voisin, professeur de droit en l'Université, intentèrent devant le Parlement de Paris une action et contre l'Etat et contre l'échevinage. Les démêlés qui existaient alors entre cette haute Cour et le gouvernement faisaient espérer aux Angevins un arrêt favorable à leurs intérêts¹.

L'irritation qui régnait parmi eux fut encore accrue peu de jours après par une nouvelle vexation. Vers la fin de juillet, le roi ordonna au maréchal de Brézé de lever trois cents hommes dans sa province, pour servir à renforcer les vieux régiments de l'armée de Flandre ; et, sans doute pour punir la ville d'Angers de son mauvais vouloir, il la désigna comme lieu d'assemblée des soldats qui seraient ainsi enrôlés. Ceux-ci devaient y demeurer dix jours. L'autorité municipale devait les recevoir, les loger et les nourrir, [par forme d'estappe](#), sauf à réclamer ensuite à l'Etat le remboursement de ses avances. Vu les circonstances, il était plus que douteux que ce remboursement eût jamais lieu. Le Conseil de ville protesta donc (10 août) contre un ordre qu'il trouvait [préjudiciable au publicq](#), et députa le Maire à Milly pour en obtenir la révocation. [Il est extraordinaire](#), dit ce magistrat au maréchal, [voire inaudit qu'on ay jamais donné lieu d'assemblée aux soldats dans les grandes villes et particulièrement en celle-cy... Il pourroit y avoir du desordre entre les ditz habitants et les ditz soldatz.... Les habitans de cette ville seroient absolument ruinez s'ils estoient obligez d'avancer les estappes](#). Brézé répondit sèchement [qu'il ne pouvoit et ne vouloit changer ledit lieu d'assemblée](#). Les nouveaux soldats affluèrent donc bientôt dans les faubourgs et jusque dans l'intérieur de la ville. C'étaient, sans doute, pour la plupart, des vagabonds, habitués à la maraude et au pillage. Les Angevins curent fort à se plaindre de leurs violences et de leurs déprédations. Pour s'en garantir, les bourgeois tendirent les chaînes des rues. Le maréchal, averti de ce désordre, se hâta de quitter Milly et vint s'installer à l'hôtel Barrault. Puis, jugeant qu'une collision entre les habitants et les soldats était imminente, il obtint du roi (28 août) l'ordre d'enfermer ces derniers dans le château d'Angers, où ils devaient être tenus sous bonne garde. Les diverses compagnies de la

¹ Reg. 81, fol. 44-54.

milice urbaine vinrent à tour de rôle, non sans maugréer contre le maréchal, surveiller et contenir les recrues de l'armée de Flandre. Ces enrôlés ne partirent qu'après le 16 septembre, et encore fallut-il que la ville fournit une [suffisante escorte d'hommes en armes pour empêcher le débandement desditz soldatz](#) et les conduire en ordre à plusieurs lieues d'Angers¹.

L'entretien de ces trois cents hommes était d'autant plus onéreux à la ville qu'à ce moment les Angevins souffraient plus que jamais de la famine. Le public se plaignait avec persistance de l'accaparement et de l'exportation frauduleuse des blés. Les femmes s'ameutaient dans les rues en demandant du pain. Le Conseil municipal était obligé de doubler les gardes pour arrêter sur la Maine les bateaux chargés de céréales (30 juillet). Peu après (17-19 août), un arrêté du Conseil d'État et une ordonnance de M. de Serrant défendaient, sous peine de mort, aux marchands angevins de faire trafic de grains avec les étrangers².

On juge qu'au milieu de cette détresse le recouvrement des Subsistances par le commis Aubriot devenait de plus en plus difficile. Vainement Brézé manda le Maire à l'hôtel Barrault et lui déclara au nom du roi qu'à faute de paiement intégral de la taxe, il allait faire incarcérer les principaux habitants. Les paroisses, convoquées en assemblée générale, ne daignèrent pas répondre à l'appel de l'échevinage (6 septembre). Le maréchal, très-mécontent, était retourné à Milly. Ce fut là qu'il reçut une lettre touchante d'un des bourgeois d'Angers qu'il estimait le plus, Lanier de Saint-Lambert. Ce personnage appartenait à la fois au Présidial et au Corps de Ville. Comme Cupif, il s'étudiait à ménager à la fois l'État et la Ville. [Monseigneur, écrivait-il, ce n'est pas qu'il nous entre jamais dans la pensée de rien souhaiter par l'entremise de votre autorité qui nous dispense de contribuer aux nécessitez de l'Etat, puisque vous estes établi pour soustenir les droits de la couronne... mais seulement pour vous supplier de vouloir considérer que comme nous avons une obligation très-étroite au service du Roy, aussy nous avons une naturelle et charitable affection à la conservation de nostre ville et de nos concitoyens... Nous espérons, Monseigneur, de votre bonté, que par votre crédit, S. M. nous fera la grâce d'accorder un temps raisonnable pour nous donner le loisir de respirer et le moyen de satisfaire aux sommes excessives qu'elle nous a ordonné de fournir pour son service, qui se rencontreront beaucoup mieux par parties, pourveu qu'on ait la patience de nous attendre, et qu'on ne précipite pas dans le desespoir de bons sujets qui font tous leurs efforts pour faire voir....](#)³ Le reste de la lettre nous manque. Le maréchal la lacéra à cet endroit, et écrivit en marge : *non répondu*. Il fallait que sa colère fût bien vive ; car à ce moment même des démarches étaient faites auprès de lui en faveur des Angevins par l'abbesse du Ronceray, sa tante, par l'archevêque de Paris et enfin par l'évêque d'Angers⁴.

Il est certain que l'attitude de la ville ne répondait guère au zèle de ceux qui s'efforçaient de la justifier. Les 13 et 20 septembre, les paroisses, sommées pour la dixième fois d'envoyer leurs représentants à l'hôtel de ville, firent encore la sourde oreille. La résistance des Angevins aux volontés de la Cour fut encouragée par la nouvelle que le Parlement de Paris venait de rendre un arrêt défavorable aux prétentions du ministère. Le Conseil de ville lui-même osa

¹ Reg. 81, fol. 66-69, 76-79.

² Reg. 81, fol. 62-70.

³ Lettre citée par M. Godard-Faultrier (*Journal de Maine-et-Loire*, 5 avril 1843), d'après les *Archives de Milly*.

⁴ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 81, fol. 78, 79.

contester les pouvoirs conférés à l'agent Aubriot (27 septembre). Les paroisses, convoquées de nouveau à plusieurs reprises, pendant les mois d'octobre et de novembre, persévèrent dans leur système d'abstention, quoique le maréchal eût reparu un instant à l'hôtel Barrault et eût menacé la ville de la faire occuper par des gens de guerre (14 octobre)¹.

A la fin, le Maire, qui tenait par-dessus tout à préserver ses concitoyens d'une exécution militaire, prit sur lui de faire adopter par le Conseil — grossi de quelques notables — des conclusions en vertu desquelles la ville s'engageait à payer 60.000 livres pour avoir composition sur le surplus. Pour obtenir cette somme, une nouvelle Pancarte serait établie ; et un certain nombre de notables seraient nommés dans chaque paroisse pour la levée de l'impôt (19-26 novembre)².

Mais les notables, désignés d'office, déclinèrent tous cette commission, de peur de se rendre odieux à leurs concitoyens. Chacun d'eux trouva des raisons personnelles pour se dispenser d'obéir. Pour ce qui est des inconvénients qu'ils disent s'y rencontrer, déclara le Maire, ce n'est qu'un prétexte affecté pour faire que les conclusions cy-devant données demeurent inexécutées. Le Conseil décida que les procureurs de fabrique des paroisses nommeraient de nouveaux collecteurs, aux perils et fortunes desdits habitans, à peine d'estre tenuz en leurs propres et privez noms de ladite somme et des frais et contrainctes qui seront faicts..... Cette mesure fut prise le 3 décembre. Mais plusieurs semaines après, le recouvrement des Subsistances n'en était pas plus avancé. Le Maire constatait avec douleur (le 20 décembre) que soit par impuissance ou autrement les habitants n'avaient pas répondu aux invitations multiples qu'il leur avait adressées et n'avaient donné au gouvernement nulle preuve de bon vouloir. Il lança encore, pour la forme, un dernier mandement aux paroisses. Six d'entre elles seulement (sur seize) se firent représenter, le 24 décembre, à l'hôtel de ville. Ce jour-là le malheureux Cupif annonça tristement que le ministère était résolu de faire payer entièrement les Subsistances de 1644, 1645 et 1646 sans remise et de chastier les habitans par garnisons de gens de guerre, pour s'entre pourvez au Parlement et avoir offensé nosseigneurs du Conseil. — Le mal, ajouta-t-il, est presque sans remede, par l'indignation qu'a conçue Mgr le mareschal... Il n'en pressa pas moins les contribuables de payer sans retard 60.000 livres, pour conjurer l'orage qui les menaçait. Mais il s'unit au Conseil pour conclure que sy les habitans continuaient à mespriser leur salut et voulaient s'attirer leur ruyne, cette compagnie ne pouvant l'empescher ny divertir de sa seule autorité la ruyne qui était prest de tomber sur la ville, elle abandonnoit la direction et conduite des affaires.

Le ministère et le maréchal étaient, en effet, exaspérés contre les Angevins, non-seulement à cause de leur lenteur à s'acquitter des taxes, mais aussi à cause de l'appel — séditieux aux yeux de la Cour — qu'ils avaient adressé au Parlement. Le bruit courait en outre à Paris qu'ils venaient de se soulever en armes, qu'ils avaient massacré les commis royaux, forcé et pillé les bureaux et les caisses de l'État. C'était pure calomnie. Mais la vérité était que, même après la dernière objurgation du Maire, ils refusaient de donner un à-compte sur les Subsistances arriérées. L'ordre formel de faire occuper militairement la ville fut envoyé de Paris au gouverneur de l'Anjou. Cupif l'annonça au Conseil le 18 décembre.

¹ Reg. 81, fol. 77-89.

² Reg. 81, fol. 95-105.

Les habitants, ajouta-t-il, au lieu de faire leur profit des advertissemens, ont attiré l'orage sur eux par leur négligence et mespris qu'ilz ont fait d'exécuter les conclusions arrestées. Le surlendemain, le Corps municipal put se convaincre par les routes ou ordres de marche des troupes, dont il lui fut donné copie, que les menaces tant de fois réitérées du maréchal allaient enfin s'effectuer. Trente-deux compagnies de cavalerie se dirigeaient par divers chemins vers la ville, où elles devaient vivre à discrétion jusqu'au complet paiement (les sommes réclamées par l'État. Cette nouvelle frappa les esprits de consternation. Les habitants se déclarèrent prêts à verser 60.000 livres, et, par députation, supplièrent encore Brézé de les préserver de toute violence (2 janvier). Mais le maréchal était trop irrité pour les écouter. Il ne pouvait et ne voulait plus les protéger. Le 6 janvier, les premières compagnies désignées pour l'occupation firent leur entrée dans la ville terrifiée et s'établirent dans la paroisse Saint-Maurille ; les autres les suivirent de près ; et, au bout de quelques jours, tous les quartiers d'Angers furent au pouvoir des garnisaires¹.

La violence des mœurs militaires était telle au dix-septième siècle, qu'une occupation, même en temps de paix, était souvent pour les villes l'équivalent d'une prise d'assaut. Les cavaliers royaux s'établirent de force chez les habitants, et, non contents du logement et de la nourriture, exigèrent quotidiennement de leurs hôtes une somme exorbitante : 3 livres par homme dans la paroisse Saint-Maurille ; 4 livres 10 sous dans la paroisse Sainte-Croix. Les officiers demandaient bien davantage. Bientôt la ville donna chaque jour plus de 12.000 fr. d'argent à ces garnisaires. Par surcroît venaient les voleries et violences, pour lesquelles éviter plusieurs se rédimoièrent par de grosses sommes, n'osants montrer la moindre résistance². Le maréchal étant à son tour arrivé à Angers (le 9 ou le 10 janvier)³, on put croire un instant qu'il tiendrait à honneur de réprimer ces brigandages. Il sembla au contraire n'être venu que pour les encourager. Mlle Darvas, qui était alors à Paris, lui écrivait, paraît-il, pour l'empêcher de se radoucir. Elle désignait elle-même aux pillards les maisons des personnes dont elle croyait avoir à se plaindre⁴. Un sieur de la Bigotière avait été, peu auparavant, député en Cour par le Corps municipal pour la sollicitation des affaires publiques. La maîtresse du maréchal fit envahir la demeure de ce malheureux par des soldats, qui, non contents d'y mettre tout à sac, se firent encore donner une somme de 700 livres. Sous les yeux du gouverneur, les troupes traitèrent si mal la ville, qu'au dire d'un contemporain, si une armée de Turcs l'eût prise, on n'eût pas souffert tant de désordres⁵. Le célèbre écrivain Ménage, qui était d'Angers, et qui assista peut-être à ces scènes de désolation, les décrit avec la même indignation. Cette borde indisciplinée, dit-il, faisait le tourment des citoyens, dont elle démolissait les maisons pour se chauffer des poutres et des soliveaux ; où ils ne trouvaient pas des écuries à leur portée, les cavaliers logeaient les chevaux dans les vestibules, dans des chambres à coucher, dans des salons de compagnie, ruinant les boiseries, les tentures, les rideaux, les tapis d'un riche travail. Le petit peuple se voyait dépouiller de ses meubles les plus indispensables ; les gens d'une classe supérieure, de leur or et de leurs bijoux. Aux plus puissants Brézé faisait savoir qu'ils lui envoyassent de

¹ Reg. 81, fol. 121-127. — *Journal* du curé Joussetin, publié par M. C. Port, à la suite de son *Inventaire des Arch. anc. de la Mairie*, p. 431.

² *Journal de Joussetin*, ubi supra, p. 431.

³ Reg. 81, fol. 127.

⁴ Mss. 874 de la Bibliothèque d'Angers, pièce n° 2.

⁵ Mss. de Thouraille, fol. 489, cité par M. Port.

l'argent¹. Les violences contre les personnes étaient l'accompagnement ordinaire de ces exactions. Le père de Ménage, magistrat vénérable, mourut, le 18 janvier, du saisissement que lui avait causé le spectacle de ces barbaries. La ville entière était consternée. Toutes les âmes étaient paralysées par la terreur. Le travail, les relations commerciales et le cours de la justice étaient suspendus². Quelques habitants avaient espéré échapper par la fuite aux mauvais traitements et à la ruine. Le maréchal porta, le 15 janvier, une ordonnance par laquelle il était défendu, sous peine de prison, de sortir de la ville ; les *déserteurs* devaient se hâter de rentrer, pour recevoir les garnisaires *toutes fois et quantes que le besoin* serait. S'ils n'obéissaient pas, les soldats seraient logés et nourris par les hôteliers aux frais des absents. Le même jour, Brézé interdisait aux religieux et religieuses d'Angers, en les menaçant aussi de rigoureux châtimens, de donner asile aux habitants dans leurs monastères ou de recevoir des meubles en dépôt³.

Il va sans dire que, depuis le début de l'occupation, l'autorité du maire et des échevins était, de fait, réduite à néant. Après une démarche infructueuse auprès du maréchal (10 janvier) pour obtenir un traitement moins rigoureux, le Corps de ville avait dû renoncer même à s'occuper de la levée des Subsistances. L'agent Aubriot, qui, depuis longtemps, avait dressé ses rôles de capitation, fut dès lors seul chargé du recouvrement des taxes arriérées. Il ne fit pas grâce d'un sou à la malheureuse cité. Les garnisaires lui servaient de collecteurs. En quelques semaines, il fit, grâce à eux, rentrer plus de 150.000 livres, c'est-à-dire beaucoup plus que les Angevins ne devaient à l'État. Encore cette somme ne comprenait-elle, d'après lui, que les taxes des années antérieures à 1647⁴.

A la fin de janvier, il restait aux habitants un peu plus de 17.000 livres à payer. C'était la capitation des insolvables et des absents. Sans renoncer au recouvrement de ce reliquat, le maréchal de Brézé crut enfin devoir se relâcher un peu de sa rigueur envers le peuple angevin. S'il ne mit pas un terme au pillage que lui-même avait déchaîné, il consentit du moins à le régler et à le restreindre. Certes, il fallait que la ville eût bien souffert pour regarder comme un adoucissement l'ordonnance par laquelle (le 26 janvier) le gouverneur tarifa la solde et l'entretien des garnisaires. Nous y voyons en effet que les habitants étaient tenus de donner 50 livres par jour aux mestres-de-camp, plus le logement et le fourrage pour 18 chevaux ; on passait aux capitaines 36 livres et 12 chevaux ; aux lieutenants, 20 livres et 8 chevaux, sans compter 4 rations de cavalier ; aux cornettes, 12 livres, 6 chevaux, 4 rations ; aux maréchaux-des-logis, 8 livres, 4 chevaux, 2 rations ; aux soldats, 3 livres et simple ration. Après avoir ainsi pourvu à l'entretien régulier de ses troupes, le maréchal prit des mesures énergiques pour les ramener à la discipline, et défendit aux soldats, sous peine de mort, de sortir de la ville ou des faubourgs et de se débâter, comme ils commençaient à le faire, pour aller piller aux champs ou porter du sel de contrebande⁵.

Cependant les Angevins avaient épuisé toutes leurs ressources. Quelques riches bourgeois, appartenant au Corps judiciaire, avaient seuls été épargnés, grâce

¹ *Vies de P. Ayrault, Guillaume Ménage et Mathieu Ménage* (traduites par Bordier-Langlois), p. 96, 97.

² *Arch. de Maine-et-Loire, série G, 1165 (Registre capitulaire de Saint-Pierre d'Angers, fol. 240).*

³ *Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 81, fol. 148, 149.*

⁴ Reg. 81, fol. 127, 135, 141. — Jousselin, 432.

⁵ Reg. 81, fol. 149, 150.

aux privilèges de leurs charges¹. La population presque entière était ruinée. Le maréchal fut-il ému au spectacle de tant de misère ? Ou comprit-il seulement que ses troupes ne pouvaient plus demeurer dans la ville, sous peine d'y mourir de faim ? Le fait est qu'aux premiers jours de février il ordonna le délogement de plusieurs compagnies et se montra d'assez facile accommodement au sujet des 17.000 livres que l'État avait encore à toucher sur les Subsistances. Il en prêta même une partie au maire et aux échevins. Mais ceux-ci durent s'engager personnellement, avec les conseillers de ville et les députés des paroisses, à lui rembourser cette avance, ainsi qu'à parfaire de leurs deniers la somme réclamée par le commis Aubriot (11 février). C'était à eux, s'ils voulaient recouvrer leurs fonds, à s'entendre ultérieurement avec leurs concitoyens².

Enfin, après six semaines d'occupation, la ville fut entièrement évacuée par la cavalerie royale. Brézé repartit pour Milly. Mais ce ne fut pas sans dire bien haut que les Angevins lui étaient grandement redevables de n'avoir pas été plus maltraités. Ils ne devaient pas oublier que les Subsistances de 1647, c'est-à-dire 50.000 livres, étaient encore à payer. Ils avaient donc à prendre des mesures pour s'acquitter promptement envers la couronne, s'ils ne voulaient voir se renouveler à bref délai les rigueurs de l'occupation militaire. Les malheureux contribuables avaient appris à leurs dépens ce qu'il en coûtait de dédaigner les menaces royales. Le Maire alla donc — au commencement de mars — trouver le maréchal pour lui rendre trez-humbles graces... au nom et de la part du général des habitans de cette ville, de ce qu'il lui avait plu de s'employer pour eux pour le deslogement de la garnison et le supplier très-humblement de les honorer de la continuation de sa protection au subject de la modération des Subsistances. Brézé, suffisamment satisfait d'avoir si fort humilié l'orgueil des Angevins, répondit à ces compliments par l'assurance de son affection pour la ville. Il conseilla même à Cupif d'aller à Paris solliciter en Cour la réduction des Subsistances de 1647, et lui offrit des lettres de recommandation pour M. de Bordeaux, receveur-général de la généralité de Tours, et pour le surintendant des finances. De retour à Angers, le Maire supplia ses concitoyens de donner au gouvernement de nouvelles preuves de docilité. Personne ne protesta. Une nouvelle Pancarte fut votée par le Conseil sans opposition de la part des paroisses³.

Ces marques d'obéissance, jointes aux maux que la ville venait de souffrir, désignaient le- peuple angevin à l'indulgence et à la générosité du Ministère. Le Maire n'en dut pas moins solliciter plus de six semaines une insignifiante diminution de charges. Il eut à représenter que la cité dont il plaidait la cause avait été réduite à la dernière misère par le séjour des troupes ; qu'indépendamment des dommages causés aux particuliers par les soldats, le recouvrement des taxes arriérées et la solde des garnisaires lui avaient coûté plus de 600.000 livres. Ses doléances ne touchèrent que médiocrement les ministres ; les seules concessions que le Conseil d'État fit à la ville d'Angers — par arrêt du 29 avril 1648 — furent de la décharger de 42.000 livres qu'elle devait encore pour le rachat des francs-fiefs, et de réduire à 36.000 livres le taux annuel des Subsistances à partir de 1647⁴.

¹ Ce qui ne contribua pas à diminuer la haine que leur portait le parti populaire.

² Reg. 81, fol. 134, 135.

³ Reg. 81, fol. 135-148.

⁴ Reg. 81, fol. 173-177.

Ici se terminent les préliminaires de la Fronde angevine. On vient de voir par quelles provocations une des plus fidèles cités du royaume avait été incitée à la résistance passive. Elle était sur la pente de la rébellion ; et de nouvelles vexations devaient bientôt lui mettre les armes à la main. Le courage et l'audace des insurrections allaient grandir en elle avec cette conviction que sa cause était celle de toutes les villes de France. Ce n'était pas en effet elle seule, c'étaient toutes les communes, c'étaient tous les villages, tous les hameaux que l'administration d'Anne d'Autriche et de Mazarin avait opprimés sans raison, sans pitié. Tout le royaume pleurait de misère ; et la voix de la patrie faisait vainement entendre à la reine-mère ces graves et tristes paroles : Il y a dix ans que la campagne est ruinée, les paysans réduits à coucher sur la paille, leurs meubles vendus pour le paiement des impositions auxquelles ils ne peuvent satisfaire, et que des millions d'âmes innocentes sont obligées de vivre de pain de son et d'avoine, et n'espérer d'autre protection que celle de leur impuissance. Ces malheureux ne possèdent aucuns biens en propriété que leurs âmes, parce qu'elles n'ont pu être vendues à l'encan. Les habitants des villes, après avoir payé la subsistance et le quartier d'hiver, les étapes et les emprunts, acquitté le droit royal et la confirmation, sont encore *imposés aux aisés*... Tout le royaume est languissant, affaibli par la fréquence des levées extraordinaires des deniers qui sont le sang du peuple et le nerf de l'État, et produisent une maladie d'inanition, dans laquelle les remèdes sont aussi peu supportables que le mal et de laquelle ne se pourra remettre de longtemps, quand même elle jouiroit bientôt du calme de la paix. Faites, Madame, quelque sorte de réflexion sur cette misère publique. Ce soir, dans la solitude de votre oratoire, considérez la calamité des provinces, dans laquelle l'espérance de la paix, l'honneur des batailles gagnées, la gloire des provinces conquises, ne peuvent nourrir ceux qui n'ont point de pain¹.

¹ Omer Talon, *Mémoires* (Lit de justice du 15 janvier 1648), édit. Michaud, p. 212.

CHAPITRE III

Origines et causes générales de la Fronde. — Contre-coup des mouvements de Paris en province. — Les Angevins et le maréchal de Brézé : Affaire de la Pancarte (mai-août 1648). — Effet de la journée des Barricades. — Affaire du régiment de Brouage. — Dispositions à la révolte (août-décembre 1648).

Dans les premières semaines qui suivirent l'occupation militaire, la ville d'Angers resta frappée de consternation et de stupeur. Les habitants ne semblaient même plus avoir la force de murmurer. Les uns supputaient leurs pertes ; les autres essayaient de les réparer. Tous affectaient à l'égard des pouvoirs militaires et administratifs une docilité qui ressemblait presque à de la servilité.

Mais cet affaissement moral, résultat des maux qu'ils venaient de souffrir, fit bientôt place en eux à des dispositions plus actives et plus viriles. Le ressentiment et la colère se firent jour dans toutes les âmes. Brézé présent avait glacé tous les courages, imposé silence à la ville entière. Brézé absent fut hautement qualifié de bourreau et de pillard. L'arrêt du 29 avril avait d'abord été accueilli comme un bienfait ; on ne le regarda bientôt plus que comme un acte de tyrannie. Enfin, le maire Cupif, qui avait donné tant de preuves de dévouement et de sollicitude à ses concitoyens, ne tarda pas à être regardé comme le fauteur du maréchal et des ministres, un *maltôtier*, et presque un traître.

Sans parler des circonstances particulières qui avaient amené cette explosion locale de mécontentement, les Angevins trouvaient à cette époque dans la surexcitation générale des esprits de quoi alimenter leurs propres rancunes. Les passions démocratiques qui s'étaient, depuis quelques années, manifestées avec tant de violence en diverses parties de l'Europe — telles que la Catalogne et le royaume de Naples —, qui, à ce moment même, triomphaient brutalement en Angleterre, s'étaient aussi répandues comme une flamme par toute la France. L'excès de l'absolutisme fiscal avait fait renaître dans ce royaume la mémoire et le désir des anciennes libertés. Pendant que les classes supérieures de la société préludaient à la guerre civile par des complots et des intrigues de ruelles, le peuple grondait de toutes parts, et la bourgeoisie par la plume et la parole s'essayait aux révolutions. La magistrature, élite du Tiers-État, formée de quarante ou cinquante mille familles riches, éclairées, puissantes, réclamait, en l'absence des États-Généraux, l'honneur de représenter la nation. A tort ou à raison, le public reconnaissait et autorisait cette prétention. Dotés par Louis XI de l'inamovibilité, par Louis XII et François Ier de la propriété, par Henri IV de l'hérédité de leurs charges, les juges étaient, vis à vis du gouvernement royal, plus indépendants que la noblesse ; ils l'étaient presque autant que le clergé. Cette aristocratie de robe était aimée du peuple ; car elle le protégeait contre le fisc et se montrait au plus haut point soucieuse de l'indépendance et de la dignité de la France. Le Parle-nient de Paris, ainsi que les Parlements de province — qui n'étaient, pour ainsi dire, que les satellites de ce grand corps —, que les Chambres des Comptes, les Cours des Aides et le Grand Conseil, exerçaient à

l'égard des ordonnances et édits royaux un droit d'enregistrement ou de vérification qui, à la longue, était devenu un véritable contrôle législatif. Les remontrances des magistrats faisaient quelquefois trembler une royauté qui, sans eux, eût disposé arbitrairement des biens, de la liberté, de la vie même des citoyens.

Un instant contenues par la rude main de Richelieu, les *Cours souveraines* avaient recouvré sous la régence d'Anne d'Autriche leurs anciennes prérogatives. Avec la liberté, l'audace leur était revenue. Les prodigalités d'Anne d'Autriche, les roueries de Mazarin, les concussions du ministre des finances Émeri, scandalisaient la rigide probité de nos vieux magistrats. De là leur opposition, quelquefois tracassière et mesquine, mais toujours patriotique, aux innovations bursales de la Régence. Les créations d'offices inutiles, les anticipations sur les recettes, les retranchements de rentes, les taxes illégales, les emprunts usuraires, que le gouvernement multiplia de 1643 à 1648, excitèrent parmi eux une réprobation générale. Les magistrats les plus dévoués à l'autorité royale, le premier président Mathieu Molé, l'avocat-général Omer Talon, en vinrent à parler en tribuns du peuple et à demander eux-mêmes la réforme générale de l'État.

On accusait alors le cardinal Mazarin de prolonger au dehors la guerre que nous soutenions depuis treize ans contre la moitié de l'Europe, pour pouvoir au dedans prolonger son despotisme et multiplier ses dépréciations. Le mécontentement était général en France, et le désir d'une révolution était dans beaucoup d'esprits. Le jour où les quatre Cours souveraines de Paris, poussées à bout par de nouvelles exactions, portèrent l'*Arrêt d'union* (13 mai 1648) et parlèrent de fixer les limites de l'autorité royale, il y eut une explosion de joie et d'espérance dans tout le royaume. En vain la Régente, indignée de l'audace des *robins*, et *brave comme un soldat qui ne voit pas le danger*, essaya-t-elle de les intimider par des arrestations et des menaces. En vain cassa-t-elle l'*Arrêt d'union* (10 juin). Les quatre Cours le maintinrent. Le peuple s'ameuta contre le secrétaire d'État Guénégaud et faillit le mettre en pièces. Anne d'Autriche dut transiger et autoriser les délibérations de la *Chambre de Saint-Louis* (30 juin). Les délégués du Parlement, de la Cour des Aides, de la Chambre des Comptes et du Grand Conseil se mirent à l'œuvre et, en moins d'un mois, dressèrent un large et judicieux programme de réformes, que nous pouvons résumer en quatre articles principaux : 1° Suppression des intendants, qui jouaient aux proconsuls dans les provinces ; 2° Interdiction de lever des impôts et de créer des offices en vertu d'édits non vérifiés — c'est-à-dire approuvés — par le Parlement ; 3° Institution d'une Chambre de justice pour la poursuite des malversateurs ; 4° Défense de détenir qui que ce soit arbitrairement, d'entraver les magistrats dans l'exercice de leurs charges et de soustraire les accusés à leurs juges naturels.

Quelques-unes des demandes de la Chambre de Saint-Louis reçurent immédiatement satisfaction. Il fallait bien qu'il en fût ainsi. Le Parlement les convertissait en lois, le peuple applaudissait. La Régente, pour faire acte d'autorité, s'empressait d'accorder ce qu'elle ne pouvait plus refuser. C'est ainsi qu'elle sanctionna, le 11 juillet, la suppression des Intendants ; que, le 14, elle défendit de lever à l'avenir aucune taxe non vérifiée. Elle vint elle-même au Parlement, le 31 juillet, avec le jeune roi et ses ministres, et, pour couper court aux délibérations de la Chambre, fit lire une longue déclaration, par laquelle elle s'engageait à accomplir elle-même la plupart des réformes proposées. Malgré l'ambiguïté du langage royal et les restrictions par lesquelles la Régente

cherchait à atténuer les sacrifices qu'elle allait faire, le parti populaire semblait d'ores et déjà victorieux. La Révolution paraissait faite¹.

Toutes les villes de France en avaient suivi activement les progrès. Mais il n'en était pas une peut-être qui y eût pris plus d'intérêt que la capitale de l'Anjou. L'espoir renaissait en elle chaque jour, à mesure que le Parlement devenait plus fort. Abattus tout à l'heure et résignés aux plus durs sacrifices, les Angevins relevaient maintenant la tête et recommençaient à parler de leurs droits et de leurs privilèges. On a vu plus haut qu'ils avaient dû, pour prévenir de nouvelles occupations militaires, se soumettre à la taxe des Subsistances comme à une contribution régulière et légale. Ils avaient décrété la levée d'une Pancarte, ou droit sur les vins, le foin et quelques autres denrées entrant en ville, jusqu'à concurrence de 36.000 livres par an ; et un arrêt du 20 avril 1648 avait sanctionné cet arrangement. Ainsi s'était établie à titre définitif une taxe abusive et tyrannique, et d'autant plus onéreuse que la ville était alors presque entièrement ruinée par les malheurs du précédent hiver.

Des calamités nouvelles étaient encore venues aigrir les âmes et préparer les cœurs à la résistance. Les récoltes de 1647 avaient été mauvaises ; celles de 1648 s'annonçaient sous de tristes auspices. Le blé, qui, dans les bonnes années, valait 9 ou 10 livres le setier, s'était vendu 14 livres 8 sols un peu avant l'arrivée des soldats de Brézé ; après leur départ, il monta à 20 livres 5 sols 8 deniers². La mendicité attristait de nouveau les rues de la ville et tous les grands chemins de la province. L'hospice des Renfermés n'avait plus de quoi nourrir les pauvres. L'Hôtel-Dieu recevait un nombre inaccoutumé de malades. Enfin les accaparements et l'exportation criminelle des céréales augmentaient encore la misère publique. Nous en trouvons la preuve dans les ordonnances plusieurs fois renouvelées par lesquelles le lieutenant-général de la Sénéchaussée et le gouverneur de la province essayèrent (en cette année 1648) de retenir les blés et d'assurer l'approvisionnement d'Angers. Le retour fréquent de ces mesures en prouve, du reste, le peu d'efficacité. Vainement interdit-on, sous peine de 1.000 livres d'amende, le transport des céréales dans le Poitou, le Maine, la Bretagne. Vainement le Corps de Ville établit-il une garde sur la rivière pour arrêter les bateaux et en faire la visite. Ils passaient tout de même ; et derrière eux s'étendait chaque jour la famine³.

Il n'est donc pas étonnant que tout le monde désirât échapper à la taxe nouvelle. Dès le mois de juin, les réclamations contre la Pancarte étaient générales dans la ville. Plusieurs personnages considérables s'adressèrent à Brézé pour obtenir d'en être dégrevés. Le maréchal, sans avoir nul droit, leur accorda cette immunité. L'évêque d'Angers, Claude de Rueil, ami du gouverneur, l'abbesse du Ronceray, sa tante, les officiers de la maréchaussée, d'autres encore, furent ainsi successivement placés hors du droit commun. Bientôt, le clergé d'Angers tout entier sollicita la même faveur ; et le maréchal, dont il parvint à gagner les bonnes grâces, signifia aux officiers municipaux la défense d'exiger le droit de Pancarte des gens d'Église (juin 1648)⁴. A ce coup, le Corps de Ville et le Maire lui-même, malgré leur docilité habituelle, crurent devoir protester. N'était-il pas singulier et odieux qu'un gouverneur de province, dépositaire de l'autorité et

¹ *Mém.* de Mathieu Molé ; d'Omer Talon ; du cardinal de Retz. — Henri Martin, *Hist. de France*, t. XII.

² *Arch. anc. de la Mairie*, H, 2 (Mercuriales).

³ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 81, fol. 173, 215-227, etc.

⁴ Reg. 81, fol. 160, 184.

gardien de la loi, fût le premier à violer la légalité et à méconnaître les arrêts de la justice ? Le Conseil d'Etat, en sanctionnant la Pancarte, avait formellement exclu toute idée d'exemption personnelle. **Que toutes personnes, avait-il dit, exempts ou non exempts, ecclésiastiques, nobles, officiers des Cours souveraines, commensaux et eslus, soient contraincts au payement de la dite Pancarte, avec deffense à eux et à tous autres de recéler ny faire entrer lesdites denrées en fraude, à peine de confiscation d'icelles et d'amende**¹. C'est ce que rappelèrent à plusieurs reprises les députations municipales envoyées à Milly. Elles firent remarquer au maréchal que la ville ne pourrait jamais s'acquitter de la taxe, si le Clergé, qui possédait plus d'un tiers de la fortune publique, n'y contribuait pour sa part, comme il le devait ; que, ce privilège étant admis, les habitants ne mettraient aucun zèle à payer, et que l'impôt ne rentrerait pas. Tout ce qu'on put obtenir du gouverneur fut que ceux des ecclésiastiques qui avaient plus de 300 livres de revenu paieraient un tiers, la moitié ou les deux tiers de la taxe. Comme les délégués protestaient encore, Brézé leur dit **que s'ils ne donnoient leur consentement, il auroit assez d'auctorité et de force pour se faire obéir**. Là-dessus, il leur présenta à signer une formule d'adhésion qu'il avait préparée d'avance ; et, comme ils s'excusèrent, il déchira le papier et les renvoya en leur enjoignant de faire savoir ses volontés à leurs concitoyens et de lui rendre réponse dans la huitaine. Les Angevins tremblants revinrent dans leur ville. Les paroisses furent convoquées (26-30 juin). L'assemblée générale, terrifiée par les menaces du maréchal, reconnut en principe l'exemption du Clergé. Mais, tout en assurant le gouverneur de son obéissance, elle eut soin d'ajouter que la grâce qu'elle faisait aux gens d'Eglise **ne seroit point tirée à conséquence pour les autres droitz et levées de deniers**. Cette réserve, bien légitime, n'attira pas tout d'abord l'attention de Brézé, qui approuva la décision du Corps de Ville. Mais quelques jours après (10 juillet), il fit savoir fort sèchement au Maire qu'il voulait que l'on **rayât les mots sans tirer à conséquence**. Cette fois les Angevins n'obéirent pas. Enhardis par l'exemple du Parlement de Paris, ils répondirent à cette sommation par des remontrances. Enfin, le gouverneur ayant réitéré ses injonctions, le Corps de Ville déclara laconiquement, le 17 juillet, que la conclusion dont il se plaignait ne pouvait être changée².

Les magistrats municipaux commençaient en effet à perdre patience. Mais leur mauvaise humeur n'était pas seulement causée par les exigences de Brézé. Le mécontentement public, qui se transformait peu à peu en rébellion, leur créait chaque jour des difficultés nouvelles. Le Maire se donnait inutilement beaucoup de peine pour faire respecter le règlement de la Pancarte. Les denrées sujettes à la taxe entraient frauduleusement dans la ville. Les contribuables refusaient ouvertement de payer les droits. Les commis préposés aux portes n'osaient arrêter les délinquants. Bientôt même, ils en vinrent jusqu'à abandonner leurs postes. Pour que force restât à la loi, Cupif crut devoir requérir les principaux habitants de se transporter à tour de rôle aux barrières pour surveiller et contrôler la levée de l'impôt. Cet appel ne fut pas entendu. Ni riches ni pauvres n'obéirent. Le Corps de ville supplia nominativement les chefs du Présidial de donner l'exemple et décida que le Maire irait lui-même inspecter les bureaux de recettes (28 juillet). Les caisses municipales restèrent vides. Le peuple criait hautement que la Pancarte, établie seulement par arrêt du Conseil d'État, c'est-à-dire par la volonté royale, devait être abolie en vertu de l'édit du 14 juillet. La

¹ Reg. 81, fol. 175.

² Reg. 81, fol. 185-202.

Reine avait déclaré solennellement qu'à l'avenir aucune taxe ne serait levée qu'elle n'eût été dûment vérifiée par les Cours souveraines. Dans la pensée des contribuables, fort disposés à croire ce qu'ils désiraient, cette mesure devait avoir un effet rétroactif. Bientôt (31 juillet), le Conseil de ville fut saisi d'une proposition tendant à la suppression formelle d'un impôt auquel, en fait, personne ne se soumettait plus à Angers depuis plusieurs jours. Les magistrats municipaux, enhardis eux-mêmes par l'exemple de la population et les succès du Parlement, ne repoussèrent pas cette requête. Les députés des paroisses furent convoqués, et, le 4 août, la Pancarte fut purement et simplement abolie. Ce ne fut pas tout : les esprits s'excitant au souvenir des exactions royales, l'assemblée générale de l'hôtel de ville décida que des poursuites seraient intentées contre le sieur de Bordeaux, receveur-général de la généralité de Tours, devant la Chambre de justice où les officiers de finances allaient être appelés à rendre leurs comptes. Les Angevins lui reprochaient d'avoir perçu, grâce à l'occupation militaire, beaucoup plus qu'ils ne devaient réellement à l'État. M. de Serrant, depuis la suppression des intendances, ne pouvait plus couvrir ce fonctionnaire de sa protection. L'heure de la revanche populaire contre le fisc semblait avoir sonné pour la ville d'Angers¹.

Des faits analogues à ceux que nous venons de raconter se passaient au même moment dans toute la France. D'un bout à l'autre du royaume, les contribuables attribuaient à l'édit du 14 juillet une rétroactivité qui eût supprimé la majeure partie des revenus royaux. En fait, la Régente n'avait point entendu abolir, comme non vérifiés, les impôts, fort nombreux, établis avant sa déclaration. Elle l'avait répété formellement le 31 juillet. Mais le public avait fait sourde oreille, et les Cours souveraines, qui suivaient les entraînements populaires quand elles ne les provoquaient pas, avaient hautement réclamé le libre examen de tous les anciens édits bursaux (3 août). Le ministère protesta contre une pareille exigence. La Chambre de Saint-Louis tint bon ; et, après plusieurs semaines de délibérations tumultueuses, le Parlement, généralisant la mesure prise par l'Hôtel de Ville d'Angers, déclara suspendues toutes celles des taxes existantes qui n'avaient pas été régulièrement enregistrées (22 août). Autant valait dire que tous les impôts étaient supprimés. Le public, du moins, le comprit ainsi. Jamais coup plus sensible n'avait été porté à la royauté.

Il s'agissait, pour la Régente, de vaincre ou de mourir. Quatre jours après cet arrêt téméraire, Broussel était arrêté (26 août). Mais le lendemain Paris se couvrait de barricades, et Anne d'Autriche, prisonnière au Palais-Royal, devait capituler avec l'émeute victorieuse. Nous ne nous arrêterons pas au récit des événements qui suivirent. Ils sont connus de tous. Il suffit de les rappeler en quelques mots pour expliquer l'effervescence révolutionnaire qui règne dans toute la France aux derniers mois de 1648. C'est d'abord le départ significatif de la Reine-mère, qui, altérée de vengeance, se retire à Saint-Germain avec ses enfants et menace Paris d'une répression exemplaire (13 septembre). La capitale reprend les armes. Le Parlement s'associe aux fureurs de la foule, applaudit aux violentes propositions des Viole, des Novion, des Blancménil, somme la Régente de ramener le Roi, de chasser Mazarin, et ne cache plus ses préparatifs de guerre (23 septembre). Une collision est imminente et le sang est près de couler, lorsque Condé, le seul appui de la Cour, se rapproche du Corps judiciaire et propose des conférences pour la paix (25 septembre). Des commissaires sont nommés de part et d'autre, et, après quatre semaines de pourparlers, Anne

¹ Reg. 81, fol. 202-212.

d'Autriche se laisse arracher l'édit de Saint-Germain, qui donne presque entièrement gain de cause au parti populaire (22-24 octobre) : les anciens impôts sont maintenus, mais des remises considérables sont accordées aux contribuables ; la royauté s'engage à n'établir ni taxes ni offices nouveaux avant un délai de quatre ans ; et, passé ce terme, elle n'en pourra créer qu'avec l'assentiment des Cours souveraines ; elle renonce presque absolument au déplorable usage des ordonnances de comptant, elle supprime les monopoles, promet un règlement nouveau sur la discipline militaire et sur les étapes, sacrifie son droit d'*évocation* — incompatible avec l'exercice régulier de la justice —, s'engage enfin à respecter l'indépendance des magistrats et la liberté personnelle des citoyens. La révolution semble faite, l'absolutisme paraît terrassé¹.

Qu'on juge de l'enthousiasme que de pareilles nouvelles devaient exciter dans toutes les villes de France, et particulièrement à Angers. Mais qu'on songe aussi aux excès populaires qu'une liberté inespérée et brusquement proclamée devait fatalement provoquer. Ce ne fut pas seulement par des cris de joie que les Angevins saluèrent la journée des Barricades. Ce fut aussi par des cris de vengeance et de menace. Les agents du fisc coururent de sérieux dangers. Le Conseil municipal crut prudent d'expulser des faubourgs les archers et receveurs de la gabelle (1er septembre)². Les pauvres gens n'y étaient plus en sûreté. La foule en venait à regarder comme tyrannie non-seulement l'abus, mais l'usage même de l'autorité royale. Les passions violentes qui l'agitaient ne pouvaient être calmées que par une modération et des ménagements infinis. Malheureusement, les dépositaires de l'autorité souveraine ne pouvaient en un jour se déshabituer de s'exprimer et d'agir en maîtres. Au moment même où les Angevins parlaient si haut d'indépendance et faisaient si peu de cas des prérogatives royales, l'ordre leur arrivait de la Cour de recevoir, loger et nourrir 170 Espagnols, prisonniers de Lens, outre ceux dont l'entretien était depuis si longtemps à leur charge (10 septembre). Ce ne fut qu'un cri d'indignation dans tout le peuple. Le maréchal de Brézé, qui, mieux que personne, connaissait les misères de la ville, fut instamment supplié de lui épargner ce surcroît de charges. Mais ce gouverneur, quoique peu dévoué au ministère, n'était pas homme à pactiser avec le parti populaire. *Lorsque le maître commande*, répondit-il sèchement, *nous n'avons qu'à obéir*. Le Conseil décida qu'une députation serait envoyée vers la Reine-mère ; mais en attendant il consentit à recevoir les nouveaux prisonniers³. Cette marque de docilité parut au public une véritable trahison. Les esprits se portèrent de plus en plus à la rébellion. Les dispositions menaçantes que le Parlement de Paris prenait alors à l'égard de la Régente et du ministère n'encourageaient pas peu cette tendance. Aux derniers jours de septembre, les Angevins ne demandaient qu'un prétexte pour prendre les armes et peut-être pour se mettre ouvertement en rébellion.

Juste à ce moment, le maréchal eut l'imprudence — peut-être calculée — de faire passer par le chef-lieu de son gouvernement un régiment alors en marche à travers l'Anjou. Il eût été plus sage de l'en détourner. La ville commença par fermer ses portes ; la troupe ne put loger que dans les faubourgs ; au départ, elle dut défiler devant les compagnies urbaines, rangées en bataille pour la circonstance, et dont l'attitude était de nature à provoquer un conflit (25

¹ Henri Martin, *Hist. de France*, t. XII.

² Reg. 81, fol. 222.

³ Reg. 81, fol. 226-229.

septembre)¹. Cette précaution parut-elle injurieuse à Brézé ? Ou y eut-il seulement malentendu dans l'ordre de marche des soldats royaux ? Le fait est que le régiment reçut l'injonction de repasser par la ville d'Angers, de la traverser tout entière, mèches allumées, tambours battant, et que, le 30 septembre, il se présentait de nouveau devant la place. Aussitôt, grand émoi dans toute la population. On ne doute pas que les troupes ne reviennent pour saccager ou rançonner la cité. On va chercher le Maire, qui était à la campagne. Le Conseil délibère, et, pendant ce temps, la milice municipale court aux armes, barricade les portes et se met sur les murailles en état de défense. Le Corps municipal décide qu'il faut obéir et que le régiment passera. Mais les habitants refusent opiniâtrement de le laisser entrer. Le Maire, désespéré, adjure vainement ses concitoyens d'être plus dociles, court à la porte Lyonnaise, parlemente avec les compagnies qui la gardent, et sort pour calmer le juste courroux des soldats royaux. Mais à peine est-il hors de l'enceinte fortifiée que la porte se referme sur lui ; la herse est baissée ; le malheureux Cupif demeure en otage au milieu du régiment. On le relâche pourtant bientôt. Il rentre à grand'peine dans la ville, et, infatigable dans son dévouement, convoque à la maison commune une assemblée de nuit. Il représente avec émotion *que la désobéissance de quelques capitaines de cette ville et de leurs soldats a mis ladite ville en peril de sa ruine entiere et d'estre traittée comme rebelle au Roy*. Les plus fougueux meneurs du parti populaire rentrent en eux-mêmes ; force reste enfin à la loi ; et le lendemain, 1er octobre, le régiment défile sans trouble par la ville, sous la surveillance de la milice municipale².

Le nouvel affront fait par les Angevins à l'autorité royale ne devait pas laisser insensible le maréchal de Brézé. Effectivement, le gouverneur réclama, dès le lendemain, une enquête sur les faits regrettables qui venaient de se passer. Plusieurs membres du Conseil étaient disposés à lui donner satisfaction. Mais le Maire, qui, pourtant, avait eu plus que personne à se plaindre de l'insubordination des habitants, oublia ses injures pour ne se rappeler que ses devoirs. Le Conseil ordonna une enquête, mais sur les *volleryes et violences commises par les officiers et soldats* royaux dans toute la province d'Anjou. Cupif ne dénonça pas mi seul de ses concitoyens. Il les défendit même avec zèle, écrivit au maréchal en leur faveur, l'alla trouver pour le calmer et s'efforça de toutes façons de pallier aux yeux des ministres les torts du peuple angevin³.

Malheureusement, cet homme de bien n'était ni écouté de ceux qu'il voulait fléchir, ni secondé de ceux qu'il voulait sauver. La nouvelle de l'édit de Saint-Germain, arrivée à la fin d'octobre, remplit le public d'une joie et d'une audace folles. Les Angevins, voyant le triomphe du Parlement, croyaient n'avoir plus rien à redouter de l'autorité royale. Le Corps de ville n'obtenait plus qu'à grand'peine qu'ils contribuassent à l'entretien des prisonniers espagnols, qui étaient près de mourir de faim (novembre)⁴. Le public ne savait aucun gré à Cupif des services qu'il venait de lui rendre et qu'il lui rendait chaque jour. Ce magistrat fit, en décembre, un voyage à Tours, et obtint du *Bureau de finances* le remboursement d'une partie des étapes avancées depuis quelques mois par sa ville à divers régiments⁵. Les Angevins ne l'en regardèrent pas moins comme vendu à la Cour,

¹ Reg. 81, fol. 235.

² Reg. 81, fol. 236, 237.

³ Reg. 81, fol. 238, 242, 249, etc.

⁴ Reg. 81, fol. 241, 250.

⁵ Reg. 81, fol. 259-262.

tandis que le gouvernement suspectait au contraire sa fidélité. Ils en arrivèrent, en décembre et janvier, à ne plus vouloir payer aucun impôt. Mais, d'autre part, le maréchal de Brézé, à qui, depuis l'hiver précédent, ils devaient une petite somme, les menaçait d'une garnison s'ils ne s'acquittaient immédiatement envers lui¹. Le ministère ne pouvait leur pardonner l'échauffourée du 30 septembre. La Reine et Mazarin, qui n'attendaient qu'une occasion favorable pour déchirer l'édit de Saint-Germain, faisaient craindre à Angers comme à Paris de terribles représailles. Il en était, du reste, de même dans toute la France. Défiance d'un côté, perfidie de l'autre, tel était l'état moral du royaume aux derniers jours de 1648. La paix existait sur le papier. Mais elle n'était pas dans les cœurs.

¹ Reg. 81, fol. 253, 254.

CHAPITRE IV

La Fronde du Parlement et des Princes à Paris. — Grande effervescence à Angers. — Vains efforts du Corps municipal pour prévenir une révolte. — Soulèvement populaire. — Les Angevins et le duc de la Trémoille. — La ville assiège le château. — Paix de Rueil. — Prolongation de la guerre civile à Angers. (Janvier-avril 1649.)

La guerre civile éclata, comme on sait, à Paris, et par suite, dans presque tout le royaume, au commencement de 1649. Après quelques semaines employées à gagner le prince de Condé par le don de quelques villes, la Cour quitta nuitamment la capitale (6 janvier), sous le prétexte absurde que plusieurs membres du Parlement s'entendaient avec l'Espagne et voulaient lui livrer le Roi. Le lendemain cette compagnie tout entière reçut l'ordre de se transporter à Montargis. La députation qu'elle envoya à Saint-Germain pour demander à la Reine quelques éclaircissements n'obtint même pas l'honneur d'être reçue. Anne d'Autriche voulait la guerre. Le Parlement l'accepta résolument. Pendant que le vainqueur de Lens faisait venir ses vieux régiments de Flandre et les disposait autour de la ville pour l'affamer, les quatre Cours souveraines, d'accord avec le Prévôt des Marchands et les Echevins, prenaient d'énergiques mesures de défense, votaient un million pour lever des troupes, mettaient les compagnies bourgeoises sur le pied de guerre, exigeaient de chaque maison un cavalier ou un fantassin, enfin s'emparaient de la Bastille et la confiaient au vieux Broussel (8-13 janvier). Malheureusement les magistrats se hâtèrent trop d'accepter l'alliance des seigneurs mécontents, qui ne pouvait que les compromettre. Leur cause n'avait rien à gagner en s'unissant à celle des ambitieux qui, tant de fois déjà sous le prétexte de la religion ou du bien public, avaient ensanglanté le royaume et augmenté la misère générale. Mais les noms de Conti, Beaufort, Longueville, Bouillon, La Rochefoucauld, Elbeuf, fascinèrent les bourgeois. On s'estima trop heureux d'avoir des princes pour généraux ; on se crut bientôt invincible. L'audace des pamphlétaires qui, chaque jour, couvraient de honte et de ridicule la Régente et son ministre, alla si loin, que le Parlement lui-même dut essayer, mais vainement, de la réfréner.

Bientôt Paris fit appel à la France. Par une lettre circulaire du 18 janvier, la capitale invita les villes de province à se joindre à elle pour la revendication des libertés publiques. La Régente répondit, il est vrai, en transférant aux Présidiaux la juridiction souveraine du Parlement et en convoquant les Etats-Généraux pour le 15 mars. Mais presque nulle part les tribunaux inférieurs n'osèrent exercer les attributions nouvelles dont on les dotait provisoirement. D'un autre côté, la nation ne prit pas au sérieux cette promesse de la consulter qui n'était pas sincère, et qui, à supposer qu'elle le fût, n'assurait au Tiers-Etat qu'une déconvenue semblable à celle de 1615. Aussi le ministère eut beau renouveler ses sommations aux Parisiens (2 février) ; Condé eut beau prendre d'assaut le village de Charonton et gêner les arrivages (8 février) ; les Frondeurs tinrent bon

; et le Parlement, sur l'avis de Broussel, refusa de recevoir un héraut qui venait de la part de la Reine (10 février)¹.

A ce moment, en effet, l'insurrection gagnait chaque jour du terrain. L'Espagne, impatiente, comme autrefois, de se mêler à nos troubles civils et d'exploiter nos discordes, expédiait à Paris un agent que, malheureusement, les princes n'allaient pas rougir de recevoir et d'écouter. Les magistrats, moins coupables que leurs alliés, sollicitaient les provinces et les entraînaient les unes après les autres dans la révolte. Déjà les Parlements d'Aix et de Rouen avaient fait leur jonction avec celui de Paris (janvier). La Provence, la Picardie, la Normandie étaient en feu. La Guyenne et le Languedoc commençaient à remuer. Le Poitou était agité par des meneurs actifs et entreprenants. Le duc de La Trémoille, entre autres, se faisait fort de soulever en quelques semaines toutes les provinces de l'Ouest².

Il n'était peut-être pas en France de ville mieux préparée qu'Angers à la guerre civile. Si les Angevins ne prirent pas les armes dès le mois de janvier, c'est qu'ils ignorèrent pendant plusieurs semaines les nouvelles de Paris, ou ne les surent qu'imparfaitement. Un des moyens qu'employa Mazarin pour circonscrire la révolte dans la capitale fut d'interrompre le service des postes³. Mais avant même qu'il eût pris cette décision, les magistrats et le Corps de ville d'Angers s'étaient, à ce qu'il semble, donné la tâche de prévenir tout désordre en gardant pour eux seuls les nouvelles et les pièces qu'ils recevaient de la capitale. Le Présidial — dont faisaient partie le maire Cupif et plusieurs conseillers ou échevins influents, les Lanier par exemple — formait, comme nous l'avons montré plus haut, une aristocratie toujours portée à contrecarrer la faction populaire, qui cherchait elle-même à l'exclure de l'administration municipale. Ajoutons que les magistrats angevins gardaient un profond ressentiment de l'arrêt de 1601, par lequel le Parlement de Paris avait rétabli dans leur ville la liberté des élections. Aussi se montrèrent-ils dès le début de la guerre civile aussi dévoués à la royauté qu'hostiles au parti de la Fronde ; attitude fort à remarquer ; car dans presque tout le royaume, à cette époque, les tribunaux inférieurs firent cause commune avec les Cours souveraines.

Le maire Cupif et ses collègues du Présidial surent sans doute dans la première quinzaine de janvier les événements qui venaient de s'accomplir à Paris. Mais ils les tinrent cachés. Le public angevin n'apprit que par de vagues rumeurs les troubles dont la capitale était alors le théâtre. Mais la réserve des magistrats et les précautions prises par le gouvernement pour arrêter les nouvelles suffisaient pour montrer au peuple que le ministère courait quelque grave péril. Le maréchal de Brézé vint bientôt, en sonnant l'alarme, confirmer l'opinion générale. Du fond de sa retraite de Milly, ce personnage suivait depuis longtemps les progrès de l'orage qui s'amoncelait sur la tête de Mazarin. Il ne portait, il est vrai, qu'un intérêt fort médiocre à la fortune du Cardinal. Mais il détestait par-dessus tout les factions populaires. Des bourgeois en révolte contre une autorité établie lui paraissaient clignes des plus rigoureux châtements. Il écrivait peu auparavant⁴ à M. de Serrant — l'ancien intendant de Tours —, à propos de je ne sais quelle

¹ *Mémoires de Retz. — Journal du Parlement en 1648 et 1649. — Registres de l'Hôtel de Ville*, ap. *Archives curieuses de l'Histoire de France*, 2e série, t. VII.

² H. Martin, *Histoire de France*, t. XII, p. 318. — Floquet, *Histoire du Parlement de Normandie*, t. V, p. 177-333.

³ *Journal de Jousselin*, publié par C. Port, etc., p. 434.

⁴ Le 30 décembre 1648. *Archives de Maine-et-Loire*, série E, 3250-3252.

mutinerie : ... Je vous puis assurer que quand vous ordonnerez je feray une si honneste distribution de coups de poin, qu'il y en aura mainte dent incommodée.

Aussi, à peine informé de ce qui venait de se passer à Paris, ne manqua-t-il pas de prendre ouvertement des mesures pour empêcher la rébellion de se propager dans sa province. Il prescrivit notamment au Corps municipal d'Angers de mettre sur pied la milice urbaine, d'organiser la garde des portes, de préserver enfin la ville d'un coup de main (17 janvier)¹. Grand fut l'embarras du Conseil à la lecture de cet ordre. Le maréchal n'avait pas l'air de se clouter qu'appeler aux armes les compagnies bourgeoises, c'était les provoquer à l'insurrection. Il était évident, en effet, que, loin de défendre la cause royale, elles passeraient à la première occasion sous les drapeaux du Parlement. L'Echevinage déclara donc qu'il serait sursis à la mesure réclamée par le gouvernement, à cause des dangers qui en pouvaient résulter. Eu attendant de nouveaux ordres, le Maire se fit remettre chaque soir les clefs des portes de la ville, prescrivit aux hôteliers de lui apporter quotidiennement les noms de leurs hôtes, et défendit la vente de la poudre et du plomb à **aucunes personnes qu'aux habitans** d'Angers (19 janvier)².

Faire voir au peuple qu'on le redoutait, c'était l'enhardir. Les officiers municipaux s'estimèrent bientôt heureux que les compagnies bourgeoises ne courussent pas d'elles-mêmes aux armes. Brézé n'osa trop les blâmer de leur prudence. Mais peut-être les soupçonna-t-il de secrète connivence avec leurs concitoyens. Tout au moins trouva-t-il que leur zèle pour la cause royale n'était ni assez éclatant ni assez efficace. Il voulut, en tout cas, les contraindre à se déclarer hautement pour la Régente. Une députation du Corps de ville alla, sur sa demande, le trouver à Milly dans les derniers jours de janvier. Le 5 février, les envoyés étaient de retour. Le maréchal avait dit **qu'il estoit necessaire de deputer vers le Roy pour asseurer Mrs du Conseil de la fidélité des habitans et leur très-humble obéissance et service**. La perplexité de l'Echevinage alla croissant. Que faire ? se rendre au désir du maréchal, c'était provoquer dans la ville une protestation presque générale, peut-être un soulèvement. Refuser, c'était s'exposer à la colère de Brézé, attirer sur une cité déjà si éprouvée de nouvelles rigueurs. Le Conseil municipal eût bien voulu se dispenser de répondre, ou échapper à la responsabilité de la décision qu'il lui fallait prendre en appelant à y concourir les députés des paroisses. On a vu qu'elle les convoquait dans toutes les occasions importantes. Mais dans le cas présent il était trop dangereux de les consulter. Les mandataires des paroisses auraient sûrement rejeté la demande du maréchal. Le Conseil s'abstint donc d'en faire part à la population. Il s'adressa seulement au corps judiciaire. Le Présidial, la Prévôté, l'Election envoyèrent leurs représentants à l'hôtel de ville. Les Juges des marchands y vinrent aussi (9 février). Cette assemblée sans mandat, qui avait à décider de la paix ou de la guerre, se montra naturellement fort timorée. N'osant répondre ni oui ni non, elle se tira d'embarras par un faux-fuyant. **La nécessité et pauvreté des habitans ne pouvant, conclut-elle, supporter les poix et depance d'une telle deputation extraordinaire... et les Estatz-Généraux ayant esté indiquez à tenir à peu de jours, pour lesquelz il est mandé de députer, les mesmes deputez rendront l'assurance au Roy et à Nosseigneurs de son Conseil de la submission au service de Sa Majesté**. Il était fort douteux que les Etats-Généraux dussent se réunir, malgré la convocation du 22 janvier. En tout cas, ils ne devaient s'ouvrir que le 15 mars. En attendant, la fortune pouvait, en se prononçant soit pour Paris, soit

¹ Archives anciennes de la Mairie, série BB, registre 81, fol. 270.

² Archives anciennes de la Mairie, série BB, registre 81, fol. 270.

pour Saint-Germain, permettre aux Angevins de se déclarer, sans se compromettre, pour l'un ou l'autre parti¹.

La réponse du Corps de ville était trop politique pour plaire à Brézé. Elle n'était pas non plus de nature à calmer l'impatience et l'irritation des habitants. La population d'Angers commençait à se rendre un compte exact des circonstances et à apprécier l'opportunité qu'il y avait pour elle à seconder les mouvements de Paris. Des cris de guerre se faisaient entendre en pleine rue. Des gentilshommes accouraient de tous les points de l'Anjou, pour exciter les bourgeois à la révolte, et retournaient dans leurs châteaux, après avoir fait bonne provision d'armes et de munitions. Le Maire s'efforçait vainement d'empêcher l'exportation de la poudre². Le public manifesta bientôt si hautement sa sympathie pour la cause parlementaire, que la magistrature crut devoir, pour sa propre sûreté, se départir de son mutisme et de sa réserve. Le Présidial avait reçu depuis longtemps la circulaire envoyée le 18 janvier par le Parlement à tous les tribunaux de France. Mais il avait d'abord refusé d'y répondre et ne s'était même pas expliqué sur le contenu de cet acte important. Le 19 février, sommé de se prononcer, il conclut qu'il serait écrit à Mrs du Parlement, en la personne de M. le premier Président, pour l'assurer de la fidélité de cette compagnie au service du Roy et de son respect aux Arrests de la Cour³. Cette réponse ambiguë montre de quels ménagements des magistrats si dévoués à l'autorité royale étaient obligés d'user vis-à-vis d'une population tout entière portée vers la Fronde.

Le feu qui couvait depuis si longtemps dans la ville était près d'éclater. Les officiers municipaux le sentaient. Leur autorité était à toute heure méconnue. Le rétablissement de l'ordre ne dépendait plus d'eux. Il n'était même pas au pouvoir du commandant royal du château, M. de Jalesnes, de tenir la population en respect. Ce gentilhomme n'avait ni assez de soldats ni assez de munitions. A peine se trouvait-il en sûreté derrière les hautes murailles qu'il avait à défendre. La milice bourgeoise frémissait d'être retenue dans l'inaction. Les Angevins demandaient hautement à prendre les armes. Quel usage en allaient-ils faire ? Cupif ne le savait que trop. Aussi, ne pouvant résister davantage à leurs sommations, informa-t-il Brézé de la situation critique dans laquelle il se trouvait. Le maréchal, qui méprisait le populaire, répondit qu'il ne blâmait pas que les compagnies urbaines fussent chargées de la garde des portes ; que, du reste, il était sur le point de se rendre à Angers. Le Maire, désireux avant tout de rejeter sur un autre la responsabilité qui pesait sur lui, n'eut plus en tête que de retarder la prise d'armes jusqu'à l'arrivée du Gouverneur. On était au 23 février. Le Conseil décida que les habitants feraient la garde, comme ils le désiraient, mais seulement à partir du 28⁴.

En temps de révolution, on ne peut faire au peuple sa part. Il la prend d'ordinaire et dépasse bien vite les limites entre lesquelles ses chefs espèrent le contenir. En apprenant le délai que le Corps municipal imposait à leur impatience, les Angevins s'ameutèrent. On protesta de toutes parts, avec violence, contre le retardement de faire la garde. Les habitants déclarèrent bientôt que quoy qu'il

¹ Archives anciennes de la Mairie, série BB, reg. 81, fol. 273-277.

² Archives anciennes de la Mairie, série BB, reg. 81, fol. 280.

³ *Registre du siège présidial d'Angers* (de 1649 à 1782), p. 6. — Ce document, très-précieux pour l'histoire de la ville, se trouve en manuscrit à la bibliothèque municipale. Il a été publié en grande partie (1649-1738), avec des notes, par Bougler, dans la *Revue de l'Anjou* (année 1861).

⁴ Archives anciennes de la Mairie, série BB, reg. 81, fol. 281, 282.

eust esté conclud par le Corps de ville, ils la feroient absolument plus tost, que mesme des le soir de ce jour ils commenceroient. Et en effet ils commencèrent. Il ne resta plus au Maire qu'à faire légaliser par un vote cette espèce d'insurrection qu'il n'avait pu empêcher. A partir du 24 février, les compagnies bourgeoises se tinrent aux murailles, prêtes à faire feu sur les troupes royales, si elles osaient se présenter devant la place. En vain, le 26, Cupif détermina quelques capitaines, qui étaient de ses amis, à lever la garde. Les miliciens s'obstinèrent à rester aux portes. Le commandeur de Jalesnes se vit bientôt bloqué clans le château — qui domine, comme on sait, la partie centrale de la ville —. Il lui restait la rivière pour communiquer avec le dehors ; les habitants la barrèrent en y établissant à demeure un bateau chargé d'hommes et de munitions¹.

Malgré ces dispositions menaçantes, les Angevins n'avaient point encore ouvertement et sans retour embrassé le parti de la Fronde. Ils se tenaient sur la défensive, mais n'attaquaient pas le gouvernement royal. C'est ce que l'Echevinage s'efforçait de faire remarquer au maréchal, qui témoignait, paraît-il, quelque mauvaise humeur de ce qu'on mit tant de précipitation à prendre les armes. Une députation municipale l'alla trouver à Milly et entreprit la tâche honorable, mais difficile, de lui donner le change sur les sentiments du peuple d'Angers. D'après les envoyés de l'Hôtel de Ville, si les bourgeois avaient fermé leurs portes, s'ils montaient la garde avec tant de vigilance sur les remparts, c'était pour défendre leur cité contre les ennemis du roi, pour empêcher les seigneurs de la faction rebelle de s'en rendre maîtres². De fait, ils ne mentaient pas — à ce moment — en assurant que leurs concitoyens restaient étrangers aux menées et insensibles aux provocations de la noblesse. Les Angevins ne confondaient pas encore leur cause, comme ils le firent un peu plus tard, avec celle des princes. Des rixes éclataient même quelquefois entre le peuple et les gentilshommes qui, depuis quelque temps, affluaient dans la ville. Deux seigneurs, MM. de Crissé et de Scépeaux, qui, en état d'ivresse, avaient insulté la milice urbaine, furent fort malmenés et faillirent être mis en pièces par la foule (26 février)³. Les habitants ne s'opposaient point à ce que les officiers municipaux arrêtaient et missent sous le séquestre les armes et munitions de guerre que les châtelains de l'Anjou venaient se procurer dans la ville. Bref, s'ils étaient en réalité prêts à la guerre, ils semblaient vouloir la faire seuls et s'abstenir de toute alliance compromettante.

Ces considérations calmèrent sans doute pour un temps l'inquiétude et l'irritation du maréchal. Aussi ne crut-il pas devoir se rendre à Angers, comme il l'avait promis, négligence qu'il devait peu après amèrement regretter. Il pensa peut-être qu'une indifférence ou une confiance affectée ferait plus que des menaces pour éteindre une ardeur belliqueuse qui n'était, à ses yeux, qu'un feu de paille. Il faut ajouter, pour expliquer son inaction, que les nouvelles qu'il recevait à ce moment de Paris et de Saint-Germain lui faisaient regarder comme prochaine la

¹ Archives anciennes de la Mairie, série BB, reg. 81, fol. 282-284.

² Reg. 81, fol. 284, 285.

³ Reg. 81, fol. 285, 286. — Le Conseil de guerre s'assembla le jour suivant, où on se contenta, en considération de la noblesse, qu'on ne voulut pas désobliger, de leur remontrer leur témérité, qui eust mérité un chastiment exemplaire, et de les obliger à faire satisfaction à la ville, en la personne de M. le Maire, et aux particuliers offensez. Jousselin, 434, 435.

fin de la guerre civile. Or, le Parlement s'accommodant avec la Cour, comment supposer que les Angevins fissent un pas de plus dans la voie de la rébellion ?

Des négociations venaient, en effet, de s'ouvrir, le 22 février, entre le parti de la Fronde et celui de Mazarin. Le Parlement commençait à regretter d'avoir accepté le concours intéressé de princes et de grands seigneurs qui subordonnaient le bien public à leurs ambitions personnelles et se montraient disposés à tout, même à la trahison, pour atteindre le but de leurs convoitises. Les émissaires des Gondi et des Bouillon s'efforçaient de soulever, contre le gouvernement qu'ils combattaient, des armées françaises alors engagées contre l'étranger pour le salut du pays. Le maréchal de Turenne, cédant à ces coupables incitations, détournait ses regards de l'Allemagne et essayait d'entraîner ses troupes sur le chemin de Paris. Un agent de l'Espagne, c'est-à-dire de l'ennemi, venait faire aux frondeurs des offres de service ; et les princes ne rougissaient pas de conclure avec l'Escurial un traité secret, dont les conséquences fatales eussent été l'invasion, la ruine et le démembrement de la France. Le patriotisme des Cours souveraines s'indigna, comme on sait, à la pensée de ce honteux compromis. Le premier président Mathieu Molé, qui dirigeait les négociations entamées avec la Régente, prit hardiment sur lui de signer la paix de Rueil (11 mars). La fureur du peuple et des seigneurs ne troubla pas cette âme stoïque. Les calculs de l'aristocratie frondeuse furent dévoilés. Le Parlement, entièrement détrompé sur les sentiments et la conduite de ses anciens alliés, admit en principe l'accommodement conclu par Molé (15 mars). Il ne resta plus aux grands, que tout le monde abandonnait, qu'à traiter de leur côté avec la Reine-mère et à vendre le plus cher possible leur soumission. C'est ce qu'ils firent, et l'acte qui rétablissait la paix, à peu près sur la base de l'édit de Saint-Germain, fut reconnu et enregistré au Parlement le 1er avril 1649¹.

Malheureusement, les provinces n'étaient pas à l'unisson de Paris. Au moment même où dans la capitale les esprits tendaient à la paix, de regrettables malentendus les poussaient ailleurs à la guerre. Ce fut justement dans le temps où les négociations de Rueil touchaient à leur terme, que la ville d'Angers, prise d'une sorte de vertige, se jeta à corps perdu dans la rébellion.

Cupif et ses collègues de l'échevinage s'étaient flattés de l'espoir que leurs concitoyens resteraient jusqu'au bout sourds à l'appel des grands qui les incitaient à prendre l'offensive. Ils purent même croire, le 2 mars, que les Angevins étaient las de jouer aux soldats. Car ils réduisirent, sans que le public protestât, à une seule compagnie l'effectif de la garde². La ville était redevenue relativement calme. Mais les meneurs du parti populaire ne cessaient d'exciter, en dessous, les pauvres gens, contre la petite aristocratie municipale, qu'ils représentaient comme vendue à la Cour. Ils leur faisaient craindre les fureurs — déjà trop connues — du maréchal. L'arrivée de Brézé, plusieurs fois annoncée, n'était, d'après eux, retardée que par les préparatifs d'une exécution militaire bien plus cruelle que celle de janvier 1648. Comment éviter cette catastrophe ? En invoquant ou en acceptant la protection d'un seigneur assez puissant pour tenir tête au redoutable gouverneur de l'Anjou. Telle fut bientôt dans la ville l'opinion générale.

Le défenseur, le sauveur, s'offrait, du reste, de lui-même, en la personne du duc de La Trémoille qui, comme nous l'avons vu plus haut, avait un des premiers

¹ Henri Martin, *Hist. de France*, XII, 321-333.

² Jouselin, 485. — *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 81, fol. 286, 287.

donné le signal de la guerre civile dans les provinces de l'Ouest. Par les immenses domaines qu'il possédait dans le Poitou, l'Anjou et le Maine, par ses relations personnelles et par sa valeur propre, c'était bien l'homme le mieux fait pour diriger l'insurrection nobiliaire dans cette partie de la France. Il avait commencé par lever quelques troupes aux environs de Thouars et de Loudun. De là il avait passé à Laval, et, sa petite armée grossissant chaque jour, il avait offert ses services au Parlement, mais en dictant ses conditions. La Cour souveraine, ne sachant encore comment se termineraient les négociations de Rueil, lui conféra, par arrêt du 11 mars, le commandement supérieur des provinces que ses bandes étaient en train de ravager et même de quelques autres où elles n'avaient pas encore pénétré. Par ce semblant de légalité, le Poitou, la Bretagne, le Maine, l'Anjou, la Touraine, devinrent sa proie. Ce fut à lui à arracher ces malheureux territoires aux gouverneurs royaux, et à y établir, comme il pourrait, son autorité suprême¹.

Il ne tarda pas à se diriger vers Angers, qu'il considérait avec raison comme le chef-lieu stratégique de la vaste contrée où il prétendait dominer. Juste au même moment, cette ville était l'objectif d'un autre frondeur, que le hasard semblait avoir amené tout exprès dans ce pays pour en faire le lieutenant de La Trémoille. Le marquis de La Boulaye, gentilhomme hardi, sans scrupules², très-dévoué au parti des princes, était sorti de Paris, dans le courant de janvier, pour recruter des soldats et recueillir des vivres qu'il se proposait de ramener dans la capitale. Lorsqu'il y voulut rentrer, il trouva la route barrée par l'armée de Condé. Désespérant de forcer cet obstacle, il prit bravement son parti et se dirigea avec sa troupe vers Chartres et le Mans, levant partout des contributions et forçant les villes qui se trouvaient sur son passage à se déclarer pour le Parlement. Quand il eut connaissance des progrès de La Trémoille, il résolut d'aller le rejoindre. Ces deux chefs, dont les intérêts se confondaient, n'eurent pas de peine à s'entendre. Vers le milieu de mars, l'un et l'autre n'étaient plus qu'à quelques étapes du chef-lieu de l'Anjou.

Cette province, loin de leur opposer la moindre résistance, était prête à les recevoir et se déclarait presque tout entière en leur faveur. La noblesse riche et puissante qui la peuplait inclinait en grande partie vers la Fronde et s'était mise depuis longtemps en mesure de prendre les armes au premier signal. Les La Barre³, les Soucelles, bien d'autres, avaient muni leurs châteaux. Les du Bellay, les Cossé-Brissac suivaient sans hésitation la bannière du célèbre coadjuteur Paul de Gondy, leur parent et leur ami ; des liens de famille rattachaient les d'Avaugour aux Montbazou, qui tenaient une place importante dans les conseils de la Fronde. Bref, la plupart des nobles Angevins attendaient avec impatience l'arrivée de La Trémoille et de La Boulaye pour se mettre eux aussi en insurrection. Beaucoup d'entre eux s'étaient rendus à Angers, sous le vain prétexte des élections pour les États-Généraux, mais en réalité pour entraîner

¹ *Reg. du Présidial*, 7.

² V. les *Mémoires* de Retz, de Joly, etc.

³ Anne de Chivré, marquis de la Barre, fut un des principaux lieutenants du duc de La Trémoille, qui lui donna commission de lever incessamment jusques à la concurrence de deus mil hommes de pied armez, de la meilleur des paroisses et communautez de cette province de Mayne et d'Anjou... desquelz il l'établit mestre de camp, avec pouvoir de les diviser par compaignie de 50 hommes chascune et d'y establir les officiers à son choix, lui attribuant en outre la charge de lieutenant du chasteau, ville et gouvernement de Chasteaugontier. *Arch. de Maine-et-Loire*, série E, 2010.

dans la révolte qu'ils méditaient les bourgeois, qu'ils savaient de longue date disposés à se mutiner.

Ces excitations aristocratiques finirent par porter leurs fruits. Le 16 mars, le Corps municipal venait de tenir paisiblement séance ; les conseillers de ville se retiraient ; le Maire traversait les Halles pour regagner son domicile, lorsqu'une foule menaçante lui barra le passage en lui intimant l'ordre de retourner sur-le-champ dans la maison commune. A la tête du peuple était un homme dont le nom reparaitra plusieurs fois dans nos récits. C'était le docteur Claude Voisin, professeur de droit en l'Université d'Angers, personnage recommandable par son savoir, fougueux et mordant avocat, qui avait acquis depuis quelques années une bruyante popularité par son zèle pour le bien public¹. Il s'était fait d'office le défenseur des contribuables contre le fisc. C'était un orateur passionné, un écrivain violent, un meneur turbulent, toujours porté à l'attaque, incapable de retenir le peuple et de s'arrêter lui-même sur la pente de la rébellion. Cupif, intimidé, dut obéir aux injonctions de ce factieux et remonta en tremblant dans la salle des délibérations municipales. Il y trouva plusieurs échevins et conseillers, qu'un autre meneur, nommé La Touche-Chéreau, avait arrêtés comme lui et forcés de rebrousser chemin. La foule envahit l'hôtel de ville et entra pêle-mêle avec ces malheureux magistrats, criant qu'elle ne voulait plus être trompée, qu'il fallait sur l'heure placer la milice urbaine sous le commandement d'un major, qui n'eût pas d'ordres à recevoir du maire. Elle désignait pour cette fonction le sieur Lemarié, conseiller au Présidial, que sa profession n'empêchait pas, paraît-il, de jouir des sympathies populaires. Les officiers municipaux, plus morts que vifs, votèrent, au milieu d'un tumulte épouvantable, la décision que l'émeute était venue leur dicter². Le nouveau chef militaire de la ville aurait bien voulu se dérober au périlleux honneur qui lui était conféré. Mais lui aussi dut subir la violence. Ses excuses, ses allégations de jeune âge et d'inexpérience pour le fait de la guerre ne purent empêcher que le peuple ne l'enlevast et portast à la maison de ville pour y prestes serment devant M. le Maire, qu'on fit de sa maison retourner aud. hostel à cet effect³.

Grâce à ce coup d'État populaire, les Angevins pouvaient disposer souverainement de leur cité et l'ouvrir aux frondeurs, ce qui était bien leur intention. Le maréchal de Brézé eût vainement frappé aux portes ; elles étaient fermées pour lui ; et il n'avait pas de troupes pour les forcer. Qu'on juge de sa colère ! A la première nouvelle de la petite révolution qui venait d'éclater dans la ville, il écrivit aux officiers municipaux, leur reprochant leur faiblesse, et leur enjoignant, s'ils ne pouvaient faire davantage, de lui dénoncer au moins les meneurs du parti populaire qui venait de triompher. L'infortuné Cupif, que ses concitoyens accusaient de trahison, répondit noblement : Pour ce qui est des nouvelles de la ville, vous les apprendrez d'autres que de nous, qui sommes obligés par nos charges de faire et dire du bien de ceux qui nous déshonorent⁴. Mais cette lettre, qui était une belle action, n'eut d'autre effet que d'exaspérer le maréchal.

Toute la population d'Angers était en armes. Les murailles et les portes étaient réparées. Les faubourgs étaient hérissés de barricades. Des préparatifs de

¹ Notamment dans l'affaire des *Subsistances*.

² *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 81, fol. 292.

³ Jouselin, 435.

⁴ Cette lettre, qui est du 18 mars 1649, se trouve à la bibliothèque d'Angers (Mss. 874, pièce 6).

défense on passa bientôt aux mesures d'attaque. Cent hommes furent envoyés en reconnaissance du côté de Brain-sur-l'Authion ; la garde de la Maine fut renforcée ; plusieurs des compagnies bourgeoises se détachèrent des remparts et se rapprochèrent du château, comme pour en faire le siège. Mais les Angevins attendaient, pour le commencer sérieusement, l'arrivée de La Trémoille et de La Boulaye. Ces deux seigneurs, instruits de tout ce qui venait de se passer, arrivaient à marches forcées. Le 24 mars, des cavaliers venant de leur part annoncèrent que sous peu de jours ils entreraient dans la ville. Ils présentèrent en même temps au maire et au major des lettres par lesquelles M. de La Trémoille les requérait de le recevoir, lui et ses troupes, et de le reconnaître comme gouverneur d'Anjou **soubs l'autorité du Parlement**. Ni l'un ni l'autre n'osèrent assumer une aussi grave responsabilité. Ils prirent le parti d'en appeler au Corps judiciaire et aux paroisses, dont les députés furent convoqués à l'hôtel de ville pour le lendemain¹.

Pendant ce temps, Brézé, réduit, dans sa solitude de Milly, à une impuissance presque absolue, se répandait en invectives contre les Angevins, **enragez**, disait-il, **et bien opiniastres à procurer leur ruine**. C'est sur ce ton qu'il écrivait, le 25 mars, à M. de Jalesnes, l'adjurant sur l'honneur de tenir ferme, de ne répondre qu'à coups de canon et de mousquet aux sommations des rebelles, et de faire tirer sans relâche sur **cette infame canaille**. — **Je finis**, ajoutait-il, **en vous conjurant de vous souvenir que vous servez Dieu, le Roy et un Roy mineur, et innocent, vostre honneur et vostre conscience, et contre le plus maudit et ingrat peuple qui soit soubs le ciel, et que je verré dans peu de temps chastié dans la dernière rigueur comme il le mérite**.

Le maréchal demandait des nouvelles. Celles qu'il reçut n'étaient pas de nature à calmer son irritation. Le jour même où il adressait à Jalesnes la lettre dont nous venons de faire mention, les seize paroisses d'Angers nommaient leurs députés à l'hôtel de ville, **avec tant d'ardeur, dit un contemporain, qu'on voulut que les charges fussent exprimées ; qui estoient de déclarer qu'on feroit les submissions à M. de La Trémoille pour l'exercice de ses commissions**²... Le lendemain, en effet, 26 mars, l'assemblée générale convoquée par le Maire se prononça pour ce seigneur à l'unanimité. Les officiers municipaux avaient renoncé à une opposition qui aurait pu leur être funeste. Une députation fut envoyée, au nom de la ville, au duc de La Trémoille, **pour luy rendre très-humbles grâces du soing qu'il avoit pour les habitans... et le supplier donner ses ordres et esclaircir de ce qu'il vouloit que l'on fist**. Une autre — dont faisait partie le docteur Voisin — dut aller trouver La Boulaye et le prier de ne rien entreprendre contre l'autorité du nouveau gouverneur³. Le Présidial lui-même, si attaché à la Régente et à Mazarin, céda forcément à l'entraînement général, envoya faire ses compliments aux deux chefs des rebelles et enregistra passivement l'arrêt du 11 mars, qui donnait à La Trémoille le commandement des provinces de l'Ouest. Il lui fallut même aller plus loin et publier comme légale la défense **de faire aucunes levées de gens de guerre sans commission du Roy et attache du Parlement**⁴.

Le peuple angevin était en pleine révolte et n'avait plus rien à ménager. La liberté qu'il s'était donnée ne tarda pas à dégénérer en licence et en désordre.

¹ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 81, fol. 293, 294. — Jouselin, 435.

² Jouselin, 435.

³ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 81, fol. 295, 296.

⁴ *Reg. du Présidial*, p. 7.

Dès le 16 mars, et avant même que l'assemblée de l'hôtel de ville eût achevé de délibérer, la foule se rua, furieuse et poussant des cris de mort, sur la demeure du capitaine des gabelles. Cet officier, nommé Grandet, s'était depuis longtemps rendu odieux par sa dureté envers les pauvres gens. On l'accusait à ce moment de recruter des soldats pour renforcer la garnison du château. Sa femme était aussi très-haïe. On l'appelait vulgairement *Marie-Sans-Pitié*. Il fallait, disait-on de toutes parts, être également sans pitié pour eux. Ils parvinrent à fuir. Mais tous les efforts du major Lemarié et de son lieutenant Dupas pour préserver leur maison du pillage demeurèrent impuissants. Tout fut enlevé, *jusques aux grilles, vitres, fenestres et gouttières*. Deux jours après, deux cents hommes, tant cavaliers que fantassins, coururent à la Pointe¹, *retraite ordinaire des gabeleurs, qui ne s'y trouvèrent*. Ne pouvant se donner le plaisir de les massacrer, ils délivrèrent du moins les prisonniers qui y étaient détenus pour faux-saunage, s'emparèrent du sel royal, et le ramenèrent triomphalement à Angers pour en faire gratuitement la distribution. Ils saisirent aussi dans la même localité un grand amas d'armes de guerre et de munitions, qu'ils rapportèrent dans la ville².

Ils en avaient besoin, car, dès la veille, le commandeur de Jalesnes, fidèle aux instructions de Brézé, avait commencé le feu contre les quartiers de la cité avoisinant le château. Aux premiers coups de canon, le pont des Treilles avait été emporté. Le corps de garde placé sur la rivière par la faction rebelle fut attaqué, dans la nuit du 27 au 28 mars, et *laschement abandonné*, dit Jouselin, par ceux qui sont *villants en leurs cheminées ou à leur table*. Toute la partie de la ville située entre la cathédrale et la forteresse fut barricadée et garnie de troupes, *pour empêcher surprise de la part du chasteau, de peur qu'en sortants les plus forts ils n'esgorgeassent le corps de garde et se saisissent de la Cité*. Le 29, M. de Jalesnes fit savoir à la municipalité qu'il allait abattre tous les ponts, faire donner toute son artillerie et réduire Angers en ruines. Mais aussitôt les révoltés s'emparèrent de l'abbaye du Ronceray, située sur la rive droite de la Maine, presque en face de la citadelle, et y retinrent prisonnières les religieuses avec leur supérieure, qui se trouvait être une tante du maréchal de Brézé. On informa en conséquence le commandeur *ou qu'on seroit obligé d'exposer lesd. dames aux volées de ses canons, ou qu'on ne pourroit empêcher le peuple de faire violence sur lad. maison, puisqu'on avait assez de peine à le retenir*. Le lieutenant de Brézé se le tint pour dit, et, sans interrompre absolument les hostilités, ne tarda pas à ralentir son feu³.

La situation de cet officier devint d'autre part plus critique par l'arrivée de La Trémoille et de La Boulaye, qui, ce jour même (29 mars), firent solennellement leur entrée dans la ville. Le maire, les échevins, les compagnies bourgeoises et *quantité de cavalerie* étaient allés les attendre à une certaine distance d'Angers. Les plus grands honneurs furent rendus au gouverneur parlementaire de l'Anjou. Le Présidial alla — un peu à contre-cœur sans doute — lui offrir ses hommages dans le beau logis Louet, qu'il avait pris pour demeure⁴. La Trémoille et son lieutenant, après avoir entendu beaucoup de harangues et de compliments, déclarèrent qu'ils étaient venus pour pousser énergiquement le siège du château. Dès le 30, ils l'allèrent reconnaître. Jalesnes fit tirer sur eux ; *les balles*

¹ Village situé au confluent de la Maine et de la Loire.

² Jouselin, 436, 437. — *Arch. anc. de la Mairie*, reg. 81, fol. 296, 297.

³ *Arch. anc. de la Mairie*, série BB, reg. 81, fol. 296. — Jouselin, 436-438.

⁴ *Archives anciennes de la Mairie*, série BB, reg. 81, fol. 298. — Jouselin, 437. — *Registre du Présidial*, 7, 8.

tombèrent entre les jambes de leurs chevaux. Le danger qu'ils avaient couru ne fit que redoubler l'ardeur qu'ils avaient d'en finir. Le duc dit aux officiers municipaux et aux chefs de la milice qu'il fallait à tout prix que la place fût prise. Les habitants ne demandaient pas mieux, et tout le monde applaudit. Mais les acclamations n'étaient pas une monnaie dont ce grand seigneur fût disposé à se contenter. Les Angevins étant d'accord avec lui pour le **siège, prise et rasement du château**, il les mit en demeure de lui fournir les ressources nécessaires pour mener à bonne fin cette entreprise. Vingt mille livres lui étaient, paraît-il, indispensables pour commencer. Tous les corps de la ville furent invités à s'entendre pour fournir cette somme (31 mars-1er avril). Les paroisses envoyèrent leurs députés à l'hôtel de ville et s'exécutèrent de bonne grâce (3-4 avril). Les membres de la justice et du Corps de Ville essayèrent vainement de biaiser. Le subside demandé par La Trémoille fut voté. Le Clergé lui-même consentit à en payer une partie, **encores**, fit-il remarquer, **que le corps ecclésiastique ne se deust mesler de la guerre**¹.

Ainsi l'insurrection angevine, loin de s'affaiblir, prenait chaque jour de nouvelles forces. Les hostilités entre la ville et le château avaient repris avec violence. La canonnade et les feux de mousqueterie étaient incessants. Le Maire, qui, à raison du danger, tenait à honneur de rester à son poste, était debout nuit et jour. Les habitants, pleins d'ardeur, encombraient les rues, les places, les églises, de leurs corps de garde. Ils surveillaient activement les alentours de la place assiégée, arrêtaient et menaçaient de mort quiconque était soupçonné de vouloir y introduire des armes, de la poudre ou des provisions. Ils en vinrent, le 5 avril, à s'établir à quelques pas des murailles, dans une maison nommée le **Mont-Saint-Michel** et dans quelques autres non moins rapprochées, d'où ils ouvrirent un feu terrible contre le château. **Et tient-on que si on eust continué huit jours durant, on l'eust réduit aux abois, tant il avoit peu de monde et de provisions**². Déjà les habitants commentaient à miner une des tours de la vieille forteresse. Leur fureur s'en prenait même aux propriétés privées ; et, le 6 avril, ni le maire ni le major ne purent empêcher la foule d'aller piller, hors ville, plusieurs maisons appartenant à des soldats de M. de Jalesnes³.

Comment les Angevins ne connaissaient-ils pas à ce moment la paix de Rueil signée depuis longtemps et enregistrée au Parlement de Paris ? Nous ne pouvons nous expliquer la prolongation de leur rébellion qu'en remarquant que ce traité ne leur avait pas encore été **officiellement** notifié. Ils savaient sans nul doute qu'un arrangement avait été conclu entre la Cour et les Frondeurs. Mais ils feignaient de l'ignorer, apparemment pour se donner le temps de prendre et de détruire le château. Il fallut bien cependant qu'ils en admissent l'existence, quand le maréchal de Brézé en eut informé directement le Présidial d'Angers (7 avril). Le Corps de Justice, heureux de pouvoir rentrer dans la légalité, donna immédiatement la plus grande publicité au traité de paix, le signifia au Conseil de Ville, à M. de Jalesnes, au duc de La Trémoille⁴. Ce dernier, qui ne portait aux Angevins compromis par lui qu'un fort médiocre intérêt, et qui avait fait en secret, comme les autres chefs de la Fronde, son accommodement particulier avec le ministère, ne demandait qu'à se laisser forcer la main pour accepter la

¹ *Archives anciennes de la Mairie*, série B13, reg. Si, fol. 39S-302. — Joussetin, 438. — *Registre du Présidial*, 8.

² Joussetin, 438, 439.

³ Joussetin, 439, 440. — *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 82, fol. 15-20.

⁴ *Reg. du Présidial*, 8, 9. — Joussetin, 440.

pacification. Le peuple, au contraire, n'en témoigna pas de grands agréments, tant à cause des menasses qu'il viendrait bientôt des soldats en ville, que de quelques paroles un peu hautes dites par aucuns officiers du siège, qui desjà festoient pas trop bien voulus¹. Les compagnies bourgeoises refusèrent d'abord de poser les armes. L'infortuné Maire, qui n'avait cessé de se dévouer pour le salut de ses concitoyens, fut assailli, dans la soirée, par une foule furieuse. Frappé, menacé de mort, poursuivi dans les rues, il se réfugia éperdu dans la demeure de M. de La Trémoille. Mais il n'y trouva pas plus grande sureté de sa personne à cause que la noblesse, que mon dit seigneur avoit fait venir en cette ville, luy demandoit instamment de l'argent. Quelques amis le tirèrent enfin du péril. Il sortit de la ville, au milieu de la nuit, et, dès le lendemain matin, fit porter au Conseil une lettre par laquelle, loin de menacer les Angevins, il offrait d'aller à Paris en qualité de député, pour les préserver des représailles ministérielles².

A ce moment, les esprits, si fort échauffés la veille, commençaient à se calmer. Les habitants d'Angers reconnaissaient l'impossibilité de prolonger une lutte dans laquelle ils ne devaient pas être appuyés par la noblesse. La Trémoille, à la prière du Corps municipal et du Présidial, faisait déjà chanter un *Te Deum* et allumer des feux de joie en l'honneur de la paix. Le jour suivant il partit avec toute sa noblesse, après avoir reçu les compliments de tous les ordres. Il déclara, d'un air fort désintéressé, que la ville avoit besoin d'assistance, à cause des grands ennemis qu'elle avoit au dedans et au dehors. Il crut sans doute avoir assez fait pour la malheureuse cité qu'il avait provoquée à la révolte, et qu'il laissait exposée aux vengeances du gouvernement royal³.

¹ Jouselin, 440.

² Jouselin, 140. — *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 81, fol. 302.

³ *Reg. du Présidial*, 9. — *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 81, fol. 303. — Jouselin, 441.

CHAPITRE V

Menaces de représailles. — La ville en est préservée par son nouvel évêque, Henri Arnauld. — Réconciliation du maréchal de Brézé avec les Angevins. (Avril-septembre 1649.)

Après une révolte si bruyante et si prolongée, les Angevins devaient s'attendre à un rigoureux châtement. Abandonnés par La Trémoille et La Boulaye, qui, la paix faite, étaient partis sans même payer leurs dettes de cabarets¹, les insurgés de la veille tombèrent tout à coup dans le plus profond abattement. Plus de noblesse pour les défendre. Plus de maire pour les représenter et parler au nom de la ville : ils venaient de le chasser. Le vice-maire, Moynard, n'avait ni l'autorité, ni l'influence, ni peut-être le courage nécessaires pour les préserver du péril. Le peuple angevin, tout à l'heure menaçant, maintenant consterné, sentait que le traité de Rueil n'avait pas été fait pour lui. Du reste, avaient-ils bien le droit d'en réclamer le bénéfice, ceux qui avaient protesté si brutalement contre la paix en poursuivant dans les rues l'infortuné Cupif et le forçant à quitter la ville ?

Au milieu de l'abattement presque général, quelques nobles cœurs se vouèrent à la tâche ingrate d'apaiser les colères et de conjurer les vengeances que venaient de provoquer les Angevins. Les magistrats, chefs de ce parti qui avait fait tant d'efforts pour prévenir la révolte, ne voulurent plus voir dans les anciens frondeurs que des concitoyens et des frères. Leur fidélité bien connue au gouvernement royal leur permettait de parler haut. Mais il y avait de leur part, il faut l'avouer, courage et générosité à confondre leur sort avec celui de leurs ennemis malheureux, et à revendiquer en face d'un maître prêt à punir une solidarité qu'ils avaient eu la sagesse de repousser devant la rébellion triomphante.

Dans quelles dispositions d'esprit était le maréchal de Brézé ? Dans quelle mesure se proposait-il de châtier la ville ? Son caractère, sa conduite en janvier 1648, sa lettre à Jalesnes du 25 mars, faisaient craindre qu'il ne se portât aux dernières violences contre cette ingrate cité. Il allait venir sans doute de Saumur avec des troupes, *le fer et le feu à la main* — c'étaient ses propres expressions² — et se venger cruellement de l'affront que ce peuple lui avait fait en recevant M. de La Trémoille. Il fallait au plus vite le voir, le supplier, essayer de l'adoucir. Dès le 9 avril, deux magistrats, Goureau et Verdier, qui faisaient partie du Corps de Ville, lui furent députés par le Conseil, *pour le remercier d'avoir envoyé la déclaration du Roy pour la paix et pour luy faire des offres de services du général et particulier et le supplier de nous conserver sa bonne volonté et protection*³. Le lendemain, le Présidial chargea encore d'une mission semblable trois de ses

¹ V. les réclamations adressées, à ce sujet, au Corps de ville, le 15 juin 1649. *Archives anciennes de la Mairie*, série BB, registre 82, fol. 22.

² *Mémoires* de l'abbé Arnauld, dans la collection Petitot, 2e série, t. XXXIV, p. 283.

³ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 81, fol. 303.

membres les plus respectés, le premier président Lanier de Saint-Lambert et les conseillers de La Bigotière et Audouin¹.

L'intervention de Lanier, qui jouissait d'un certain crédit auprès du maréchal, pouvait être décisive. Pourtant les deux députations n'obtinrent rien du gouverneur. Verdier et Goureau revinrent tristement, le 12 avril, rapporter au Corps de Ville que Brézé n'avait point voulu faire de promesses. Rien n'avait pu désarmer sa colère. Le même jour, Jalesnes sommit le vice-maire de **faire mener au chateau quantité de provisions, de farine, bleds, chairs, sel, vins et autres**. Enfin, une lettre, arrivée de La Flèche, augmentait encore, s'il était possible, la consternation des Angevins. L'excellent Cupif qui, dans sa disgrâce, ne songeait qu'à rendre le bien pour le mal, écrivait à ses collègues que le marquis de Jarzé, seigneur d'Anjou, fort attaché au prince de Condé, était à Montmirail **avec quantité de troupes**, et qu'il se dirigeait vers la ville². Le pauvre maire offrait encore ses bons offices. Mais que pouvait-il faire en cette circonstance ? La nouvelle qu'il annonçait n'était que trop vraie. Le gouvernement était fort irrité de l'insurrection angevine qui, du reste, avait été démesurément grossie par de faux rapports. On croyait, à Saint-Germain, le château d'Angers rasé par les révoltés, ou du moins près de l'être³. Aussi après la pacification de Paris, s'était-on hâté d'envoyer au secours de Jalesnes et de Brézé une petite armée, bien pourvue d'artillerie et commandée par un homme qui connaissait à merveille l'Anjou, Angers et les Angevins. Jarzé avait, disait-on, **commission de démanteler la ville, luy oster ses privilèges et la rendre taillable**⁴. Après l'exécution qu'ils avaient subie en 1648 pour un simple retard dans le paiement des taxes, les Angevins pouvaient en effet s'attendre à ce redoublement de rigueur. Les rumeurs les plus sinistres circulèrent. On se représenta d'avance toutes les horreurs d'une ville prise d'assaut : le pillage, l'incendie, les supplices, les proscriptions. Un contemporain nous montre les habitants **effarez et songeant au délogement des femmes et filles ou au desménagement, ou se déterminant à la résistance en cas de violence**⁵.

C'en était fait sans doute des libertés municipales d'Angers, et la ville eût été frappée d'un tel coup qu'elle ne s'en fût jamais relevée, s'il ne s'était trouvé juste à ce moment un homme de grand caractère et de grand cœur pour la sauver. L'abbé de Saint-Nicolas, Henri Arnauld, récemment promu à l'évêché d'Angers, obtint par ses prières et son insistance la grâce que Saint-Lambert avait vainement sollicitée du maréchal.

Cet **ange de paix**⁶, dont l'Anjou doit à jamais vénérer et bénir la mémoire, ce prélat doux et ferme, qui, pendant une vie de près d'un siècle, donna l'exemple de toutes les vertus, de tous les dévouements, de tous les sacrifices, devait à ses services non moins qu'à son nom le crédit dont il jouissait en haut lieu. Fils du grand avocat Antoine Arnauld, frère du célèbre controversiste qui porta le même nom, ainsi que d'Arnauld d'Andilly, il s'était montré de bonne heure digne de sa race. Distingué, à 23 ans, par le cardinal Bentivoglio, qui l'avait emmené à Rome, il avait fait sous ce maître habile l'apprentissage de la diplomatie. Plus tard, protégé par Richelieu, il avait obtenu la riche abbaye de Saint-Nicolas

¹ *Registre du Présidial*, p. 9, 10.

² *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 81, fol. 303.

³ *Journal de Jousselin*, p. 441.

⁴ *Journal de Jousselin*, p. 441, 442.

⁵ *Journal de Jousselin*, p. 443.

⁶ Expression de l'abbé Arnauld.

d'Angers et avait été désigné plusieurs fois pour l'épiscopat. Mais il avait montré peu d'ambition. Mazarin, qui appréciait aussi ses talents et sa probité, dut presque violenter sa modestie pour lui faire accepter en 1645 l'ambassade de Rome. Durant trois années, Arnauld remplit avec autant d'adresse que d'énergie la délicate mission dont il avait été chargé auprès du Saint-Siège. Mais n'aspirant qu'à la retraite, il ne cessait de demander son rappel. Le gouvernement dut céder à ses vœux, mais non sans lui témoigner bien haut son entière satisfaction (1648). L'abbé de Saint-Nicolas eut, du reste, bientôt après, une preuve éclatante de la reconnaissance royale. Le siège épiscopal d'Angers, le seul qu'il ambitionnât, étant devenu vacant en janvier 1649, Aime d'Autriche et Mazarin le lui conférèrent sans hésitation. Ils ne pouvaient donner cette place à un sujet plus loyal ni à un meilleur chrétien.

Au commencement d'avril, Henri Arnauld, qui n'avait pas encore été sacré — n'étant qu'évêque désigné —, n'avait pas le droit de prendre possession de son diocèse. Mais il avait hâte de le venir visiter ; car il savait que sa présence y pouvait faire beaucoup de bien. Aussi le voyons-nous, dès cette époque, se diriger vers l'Anjou, dont la capitale était encore occupée par le duc de La Trémoille. Il dut s'arrêter d'abord à Saumur, et le fit sans cloute volontiers, car il y pouvait voir le maréchal et intercéder en faveur des Angevins.

L'arrivée de ce haut personnage dans la province fit renaître un peu d'espoir dans la ville. Le 12 avril, sur le rapport de Verdier et de Goureau, un troisième échevin dut aller à Saumur supplier le prélat, dit le Registre des Conclusions, [d'employer son credit auprès de M. le Mareschal pour destourner l'orage dont nous sommes menacez par les troupes du sieur de Jarzé](#)¹. Cette démarche était inutile. Le bon prélat avait adressé déjà bien des prières au gouverneur. Il les renouvela. Mais Brézé était encore trop prévenu et trop irrité contre les Angevins pour les écouter. Henri Arnauld, craignant de l'exaspérer en prolongeant ses instances, dut le quitter sans avoir pu tirer de lui aucune parole satisfaisante. L'évêque désigné entra tristement à Angers, le 14 avril au soir, et alla loger dans son abbaye. Le lendemain, tous les corps de la ville allèrent le complimenter et le remercier². Mais au lieu de la joie qu'en d'autres circonstances ils eussent manifestée à sa vue, ils ne purent exprimer qu'une terreur profonde, trop justifiée par l'imminence du péril.

Les troupes de Jarzé avançaient toujours. Le 16 avril, elles étaient à Saint-Maixent, près Montmirail. Le maire Cupif faisait de vains efforts pour retarder la marche de cette armée dévastatrice, devant laquelle les paysans affolés fuyaient de toutes parts. Le Corps municipal résolut d'implorer une dernière fois la miséricorde du maréchal. M. de Saint-Lambert, les échevins Girault et Verdier et le greffier de l'hôtel de Ville, Gaspard le Poitevin, furent chargés d'aller le trouver et de faire tous leurs efforts pour le fléchir³. L'accueil qu'il fit à cette députation ne fut pas de nature à relever le courage des Angevins. M. de Saint-Lambert et ses collègues, partis le 17 avril, trouvèrent, presque au sortir de la ville, le gouverneur, qui était venu prendre possession des Ponts-de-Cé. Le premier Président luy fit les excuses, les soumissions de la ville, mais avec tant d'affection que les larmes accompagnoient ses paroles. Brézé répondit qu'il s'étonnait de ce que celui qui avoit esté auparavant en grande presse, menasse

¹ Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 81, fol. 303.

² Journal de Joussetin 441. — Registre du Présidial, 10.

³ Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 81, fol. 304.

du pillage, contraint de se faire garder, intercédait pour des mutins, que néantmoins il lui donnerait ce qu'il pourroit. Il fallut se contenter de cette assurance équivoque. Le maréchal, sans vouloir entrer à Angers, partit pour le château du Verger, sur la route de La Flèche, afin de se rapprocher de Jarzé. Les députés, voulant faire leur devoir jusqu'au bout, l'y suivirent, plus morts que vifs.

Ils y trouvèrent un auxiliaire puissant en la personne de l'abbé de Saint-Nicolas, qui, n'y tenant plus, s'était, lui aussi, remis en campagne et voulait à tout prix sauver les Angevins. Le château du Verger était alors la résidence du prince et de la princesse de Guéméné, qui s'étaient hautement prononcés contre la Fronde. L'un et l'autre cependant joignirent leurs instances à celles du Prêlat et des Angevins. Tout fut inutile. Le maréchal répondit seulement qu'il aviserait lorsqu'il serait à La Flèche et qu'il aurait conféré avec le marquis de Jarzé. Ce que voyant Arnould déclara qu'il ne le quitterait pas. Ainsi firent les députés. A La Flèche, le gouverneur essaya de se dérober aux sollicitations en prétextant les affaires qui l'accablaient. L'évêque le vainquit enfin en opiniâtreté. Il eut une patience de huit heures entières pour l'attendre, et enfin après une longue conférence obtint qu'en cas que les habitans luy rendissent les déférences deues à un gouverneur, il leur feroit voir sa bienveillance¹.

Cette bienveillance était, il est vrai, toute relative, car le maréchal ne renonça point à l'idée de faire occuper militairement la ville. Mais il promit que de toutes les troupes de Jarzé il n'entrerait à Angers que le régiment d'infanterie de la Reine et le régiment de cavalerie de Villette. Force fut donc de se contenter de cette grâce incomplète. Le prêlat et les députés la reçurent avec la joie la plus vive et la reconnaissance la plus sincère. Ils se disaient que la réaction bienveillante qui commençait à se produire dans l'âme de Brézé ne s'arrêterait pas là ; que le maréchal était à demi-gagné ; et que ce cœur violent, mais loyal et impressionnable, ne résisterait pas longtemps à de bons procédés et à des attentions délicates.

Ils coururent sans retard vers la ville pour y annoncer la bonne nouvelle. Dans la matinée du 20 avril, ils allèrent par les rues d'Angers, à cheval, répétant et commentant le message dont ils étaient porteurs. Ils assuraient que la garnison serait peu nombreuse, qu'elle ne commettrait ni violences ni désordres, que le maréchal serait là du reste, pour la surveiller et la contenir ; mais qu'il fallait le bien recevoir ; qu'il était surtout urgent que les lois reprissent leur empire, que le trafic du sel, qui continuait ouvertement malgré de récentes ordonnances et causait chaque jour des rixes et des meurtres, fût entièrement abandonné².

Il va sans dire que ces conseils furent écoutés avec soumission. Les Angevins n'en étaient plus à marchander leur obéissance. On se prépara immédiatement à recevoir le gouverneur, qui devait arriver dans l'après-midi du même jour. Il vint en effet à quatre heures et fut presque porté en triomphe. Mille ou douze cents bourgeois, montés sur de beaux chevaux et ayant à leur tête l'abbé de Saint-Nicolas, étaient allés au-devant de lui jusqu'à trois ou quatre lieues d'Angers. Le Corps municipal tout entier le reçut à la porte Saint-Michel. Le vice-maire Moynard le harangua, lui présenta les clefs de la ville et lui offrit les présents ordinaires de bougies et de vin. Le peuple, qui remplissait les rues, l'escorta aux

¹ Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 81, fol. 306, 307. — Journal de Jousselin, 442, 443.

² Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 81, fol. 307. — Journal de Jousselin, 441-443.

cris mille fois répétés de : *Vive le Roi et Monseigneur le Maréchal !* jusqu'au logis Barrault, dont la porte était ornée des armes de Brézé¹.

Cette réception sympathique, cette joie naïve de toute une ville qui l'accueillait en père après l'avoir si longtemps traité en ennemi, cet hommage rendu à sa magnanimité, touchèrent si fort le maréchal qu'à partir de ce moment il se déclara presque l'ami des Angevins. Ces *enragez* que, la veille encore, il parlait de châtier avec la dernière rigueur, lui paraissaient maintenant dignes de son estime et de ses égards. Il se fit présenter le docteur Voisin et le conseiller Lemarié — l'ex-major des milices insurgées —. Il voulut même voir la compagnie dite des *Loricards*, formée des artisans et bateliers du quai Ligny, des rues Baudrière, de la Poissonnerie, etc. C'étaient les frondeurs les plus déterminés et les plus compromis. Loin de leur faire des reproches, il leur dit *qu'il estimait leur résolution*. Ces braves gens le quittèrent ravis de sa bonhomie. Quelques jours après (27 avril), ils vinrent le prier de poser la première pierre d'une pyramide qu'ils voulaient faire bâtir en son honneur à l'entrée du port Ligny. Il se rendit de bonne grâce à leurs désirs, *descendit dans la foncée et mist douze pistoles sur ladite pierre*. Le monument fut construit aux frais communs des *Loricards* et du Corps de ville ; et l'on grava sur une de ses faces cette inscription, qui remplit d'aise le Maréchal :

*Magne Brezæo, Franciæ polemarcho,
Andegaviæ moderatori, hoc monumentum
Strenna Loricardi proies erexit,
Cujus ipse fundamenta jecit
4 Cal. Maii, anno reparatæ salutis
1649, regnante Lud. XIV a Deo dato*².

Brézé ne fut pas moins sensible à la marque de déférence qui lui fut donnée le 1^{er} mai par le corps électoral. Le mandat du maire Jean Cupif allait expirer. Le maréchal avait témoigné le désir qu'on lui donnât pour successeur un conseiller au Présidial, Audouin de la Blanchardière, dont il appréciait l'esprit à la fois ferme et modéré. L'unanimité des suffrages se porta sur ce candidat, et Brézé eut encore la satisfaction de voir nommer comme échevins deux de ses protégés, un ancien magistrat, Audouin de bannes, et un marchand nommé du Port³.

Il ne faut donc pas s'étonner du soin qu'il prit d'épargner à la ville les représailles et les brutalités militaires qu'il lui avait prodiguées en 1648. D'abord il mit en liberté un certain nombre d'habitants que les archers de la Gabelle avaient arrêtés à la Pointe⁴. Quant aux troupes, il ne voulut pas qu'elles vécussent à discrétion. Six à sept cents fantassins et quatre cents cavaliers entrèrent à Angers, du 21 au 24 avril. Ils furent logés presque tous chez les hôteliers et cabaretiers. La ville dut s'engager à payer chaque jour 756 livres pour le régiment de la Reine et 1.600 livres pour le régiment de Villette. Elle dut aussi fournir quotidiennement 800 pains de 24 onces chacun pour la nourriture des troupes. Ceux des habitants qui avaient à loger des soldats ou des officiers

¹ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 81, fol. 307. — *Journal de Jousselin*, 443. — Barthélemy Roger, *Histoire de l'Anjou*, 505, 506.

² *Journal de Jousselin*, 443, 444. — Barthélemy Roger, *Hist. de l'Anjou*, 503, 506. — *Arch. anc. de la Mairie*, BB, 82, fol. 11, 12.

³ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 82, fol. 3. — Barthélemy Roger, *Hist. de l'Anjou*, p. 368.

⁴ *Journal de Jousselin*, 443.

étaient déchargés de la taxe. Beaucoup d'autres cherchèrent à s'en faire exempter. Mais pour couper court aux réclamations, le maréchal déclara qu'il paierait lui-même sa part de l'impôt comme habitant de la paroisse de Saint-Michel-la-Palud, et il fist bailler aux collecteurs 150 livres, qu'il les força de prendre¹.

Dès ses premières entrevues avec les officiers municipaux (21, 22 avril), il leur avait offert ses bons offices pour obtenir des ministres d'Etat le deslogement des troupes au plus bref temps possible. En attendant la réponse que devait rapporter de Paris son envoyé, M. de Monac, il donnoit bonne assurance que le tout se passeroit sans aucun désordre, et que s'il en arrivoit quelqu'un, il feroit faire chastiment exemplaire. Effectivement, quelques soldats ayant maltraité M. de la Boulaye, procureur du Roi au Présidial, il les fit mettre en prison. Il ne les remit en liberté qu'à la prière de ce magistrat, et après leur avoir adressé une rude réprimande. Le maréchal partit pour Milly le 5 mai. Le jour même, trois soldats dévalisèrent et tuèrent un jeune écolier d'Ancenis. Mais les instructions du gouverneur furent sévèrement exécutées. Deux des meurtriers purent être arrêtés. L'un fut décollé, à cause qu'il estoit cavalier, et l'autre fut pendu. Cet exemple suffit ; les troupes se tinrent dès lors dans le devoir².

Malgré ces adoucissements, l'occupation militaire, qui se prolongea près de quatre semaines, était très-douloureuse à une ville presque ruinée par les exactions des années précédentes. Le Corps de ville avait chargé les délégués des paroisses de lever la taxe ordonnée pour l'entretien des troupes d'après le rôle des Subsistances de 1643. Mais les sommes sur lesquelles il avait compté furent loin de rentrer en entier. Les deux régiments ne reçurent que 40.000 livres en numéraire. La moitié des habitants étaient sans ressources³. La municipalité aux abois, dut s'adresser au clergé, qui, cédant à ses instances, offrit 2.400 livres (14 mai) par aumone et charité pour le soulagement de beaucoup de familles qui n'avoient aucun moyen de payer les taxes. Le Corps de ville dut, d'ailleurs, reconnaître que le dit clergé n'y estoit tenu, et que cette concession ne tirerait pas à conséquence⁴.

La misère publique augmentait chaque jour. Le blé se vendait, comme l'année précédente, 20 francs le setier⁵. Le Maire et les Echevins réitéraient vainement leurs injonctions aux collecteurs de la taxe. Ceux-ci mettaient autant de négligence à percevoir que les contribuables en témoignaient à payer. Les esprits, un instant rassérénés, recommençaient à s'assombrir. Le 13 mai, une rixe entre un soldat de garde au logis Barrault et des habitants du quartier de la *Vieille-Chartre* faillit amener une collision générale. Les troupes coururent aux armes. Les Angevins en firent autant. Fort heureusement l'abbé de Saint-Nicolas et M. de Saint-Lambert, s'étant trouvés par hasard sur le lieu du tumulte, rétablirent la paix et prévirent une catastrophe⁶.

Les ordres que Brézé avait fait demander à la Cour arrivèrent enfin, et la garnison sortit d'Angers le 17 mai. Il était temps. Les Angevins perdaient

¹ *Journal de Jouselin*, 444. — *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 81, fol. 308-313.

² *Journal de Jouselin*, 445. — *Arch. anc. de la Mairie*, BB, 81, fol. 308-313.

³ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 82, fol. 4, 7, 9, 11, 12, etc.

⁴ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 82, fol. 5, 7, 11, 12.

⁵ 19l 19s 3d en moyenne pendant l'année 1649. *Arch. anc. de la Mairie*, série HH, 2 (Mercuriales).

⁶ *Journal de Jouselin*, 445, 446.

patience. Une plus longue occupation les eût sans doute poussés au désespoir. Le curé frondeur de Sainte-Croix, qui a consigné sur son journal les principaux faits de cette histoire, ne peut retenir un soupir de joie et de soulagement en rappelant le départ des soldats. *Deus custodiat exitum eorum ex hoc nunc et osque in sæculum*¹. C'est le cri du cœur ; et tous les Angevins le poussèrent d'un même élan.

Quoi qu'il en soit, on voit que la ville avait été relativement bien traitée. Une révolte déclarée en 1649 lui avait coûté moins d'argent et de pleurs que n'avait fait, en 1648, un simple retard dans le paiement de l'impôt. Le maréchal de Brézé avait subi malgré lui la douce et charitable influence de l'abbé de Saint-Nicolas. Il faut dire aussi, sans diminuer le mérite de ce prélat, que le beau-frère de Richelieu, boudeur incorrigible, voué par caractère au rôle de mécontent, était peut-être plus porté qu'il ne le croyait lui-même à s'entendre avec les Frondeurs. Blessé dans son amour-propre, plutôt que dans ses convictions, par la préférence que les Angevins avaient accordée au duc de La Trémoille, il leur pardonna dès qu'ils s'adressèrent à sa vanité et qu'ils surent le flatter. Plusieurs lettres de lui, écrites durant cette période de la guerre civile, montrent qu'il vivait en assez mauvais termes avec Mazarin et qu'il ne tenait ce ministre qu'en médiocre estime. Quelques mois plus tard, il devait se donner ouvertement à la Fronde.

Il faut enfin remarquer que Brézé, quoique âgé seulement de 52 ans, était de fait un vieillard ; que la maladie et les chagrins² avaient ruiné ce corps, autrefois si vigoureux, et détendu cette âme, jadis si énergique. Le maréchal se sentait mourir. Dégoûté depuis longtemps de son gouvernement, il avait hâte de le quitter. Mais il semblait tenir à ce que les Angevins gardassent de lui une bonne impression et un souvenir sympathique.

Il reparut encore une fois dans le chef-lieu de sa province. Nous l'y retrouvons le 9 juillet 1649. Son humeur impérieuse semble un instant sur le point de renaître. Il exige que les clefs de la ville lui soient portées chaque soir au logis Barrault. Mais le maire Audouin qui, pour avoir accepté, peu auparavant, une candidature officielle, n'avait pas entendu aliéner son indépendance, s'oppose, au nom de la Charte municipale, à cette prétention. Le Corps de ville représente énergiquement à Monseigneur l'intérêt qu'a cette compagnie de conserver le droit de garder les clefs des portes de la ville, comme le principal des privilèges attachés à MM. les Maire et Eschevins, et duquel ils ne se peuvent départir sans honte et prévarication³.

Rien ne prouve que le maréchal ait pris cette résistance en mauvaise part. En tout cas la bonne intelligence entre lui et le Corps de ville ne fut pas longtemps troublée. Car dans le courant du mois d'août, comme il allait partir pour les eaux de Pougues, une députation municipale alla le voir à Milly, pour le remercier encore une fois de ses bons offices. Elle rapporta qu'elle l'avait trouvé disposé à faire tout ce qu'il pourrait pour le bien et avantage de cette ville et pour le soulagement des habitants.

Nous avons lieu de croire que ce furent les derniers rapports du maréchal avec les Angevins. Le 10 septembre 1649, son successeur au gouvernement de l'Anjou était nommé. Malheureusement la province n'allait guère gagner au

¹ *Journal* de Jouselin, 446.

² Il avait perdu en 1646 son fils unique Armand de Maillé-Brézé, duc de Fronsac, tué d'un boulet de canon au siège d'Orbitello.

³ Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 82, col. 32.

change. Le nouveau gouverneur, quoique plus doux que Brézé, devait faire plus de mal que lui à un pays et à une ville déjà si cruellement éprouvés.

CHAPITRE VI

Rohan-Chabot gouverneur de l'Anjou. — Son attitude au milieu de la Fronde princière. — Siège et capitulation du château de Saumur. (Septembre 1619-mai 1650.)

Le maréchal de Brézé, fort attaché à la ville de Saumur, qu'il appelait *sa patrie*, en conserva le commandement particulier. Mais à la prière de son gendre, il voulut bien se démettre, moyennant 300.000 livres, du gouvernement général de l'Anjou. Condé, tout-puissant alors à la Cour, fit conférer cette charge à un jeune seigneur dont il s'était constitué le patron et qu'il comptait bien retenir dans sa clientèle. Ce gentilhomme, nommé Henri de Chabot, cadet d'une famille illustre mais peu aisée, était venu de bonne heure chercher fortune auprès des grands. Sa bonne mine, la souplesse de son caractère et le charme de sa conversation l'avaient fait remarquer de Gaston d'Orléans, frère de Louis XIII. Ces qualités lui avaient un peu plus tard valu la faveur du duc d'Enghien, qui, lors de son amour romanesque pour Mlle du Vigean, l'avait pris pour confident. Ce brillant cavalier avait enfin inspiré une insurmontable passion à une des plus nobles et des plus riches héritières du royaume. Mlle de Rohan, fille unique de l'ancien adversaire de Richelieu, et qui aurait pu épouser un prince, avait, malgré sa mère, choisi ce parvenu. Les ducs d'Orléans et d'Enghien, par affection pour Chabot, avaient favorisé ce mariage (1645). Anne d'Autriche et Mazarin les avaient secondés, pour empêcher la fille de Rohan de reconstituer la faction protestante en donnant son nom et sa fortune à quelque grand seigneur calviniste : Eu dépit des envieux, et malgré quelques tracasseries de famille, Henri de Chabot avait pris possession des immenses domaines que sa femme possédait en Bretagne. Le titre de duc et pair, attaché à ces fiefs, lui avait été promis ; et quoique le Parlement n'eût pas encore enregistré l'ordonnance qui le lui conférait, il ne laissait pas de le porter. Durant la première Fronde, il n'avait pas eu de peine à se déclarer contre les rebelles ; car tous ses amis et ses protecteurs étaient dans le camp du gouvernement ; tous ses ennemis personnels se trouvaient dans le camp opposé. Mazarin et Condé, un moment alliés, mais à la veille d'une éclatante rupture, avaient, en lui donnant l'Anjou, également placé leur confiance en lui. Au fond, l'un et l'autre se trompaient. Rohan-Chabot, incapable de haine, l'était aussi de reconnaissance. Principalement occupé de sa propre fortune, il devait exploiter les partis plutôt que les servir. Évitant de s'engager sans réserve et de se compromettre, il allait donner dans le même temps beaucoup d'assurances, mais peu de preuves de dévouement à deux factions contraires. La force des choses seule devait un jour le contraindre à se prononcer sans retour pour l'une d'elles.

Les magistrats angevins, si attachés à la cause royale, apprirent avec plaisir la nomination du nouveau gouverneur, que tout le monde regardait alors comme un *Mazarin*. Le parti populaire, de son côté, n'eut qu'à se louer de ses premiers rapports avec le successeur de Brézé. Rohan-Chabot ne se borna pas en effet à écrire — dès le mois de septembre — pour promettre à la ville entière ses bons

offices et sa protection¹. Il fit son possible pour la soustraire aux exigences nouvelles du fisc, auxquelles une misère chaque jour croissante ne lui permettait pas de satisfaire. S'il ne put la faire exempter de 20.000 livres demandées pour les Subsistances de 1649 et de 18.000 livres imposées pour l'entretien du régiment de Brézé, il la préserva du moins presque entièrement d'une occupation militaire qui eût pu être aussi ruineuse que celle de 1648. Menacés, pour l'hiver de 1649 à 1650, d'une nombreuse garnison, les Angevins durent à leur nouveau gouverneur de n'avoir à loger que l'état-major et une compagnie du régiment de cavalerie de Chamboy, qui appartenait au duc de Longueville. Peu après, une compagnie de cheveu-légers ayant reçu l'ordre de venir renforcer cette petite troupe, le duc obtint qu'elle fût détournée et qu'elle allât s'établir à Craon. Il sembla même prendre les intérêts des Angevins plus qu'ils ne faisaient eux-mêmes. C'est du moins ce qui résulte d'une lettre qu'il écrivit aux officiers municipaux le 29 décembre, et dans laquelle il leur reprochait de ne pas compter assez sur son assistance. *Messieurs, leur disait-il, j'ai appris que la compagnie des gendarmes qui est en votre ville prétend estre traitée pour leurs ustensiles et vivres autrement que les chevaux légers, et se faire payer au nombre de cent, ce que je trouve fort estrange, et ne s'ils pas resollu de souffrir qu'on outre passe les ordres du Roy, vous ordonnant de les faire suivre exactement et empescher qu'il n'y soit contrevenu. J'ay trouvé très-mauvais le traitté que vous aviez fait avec les compagnies qui estoient en votre ville.... Tout le monde icy le trouve fort desavantageux pour vous, et je ne veux plus que vous en fassiez en aucune fasson, vous assurant que j'ay assés de crédit et auctorité pour vous protéger et conserver quand vous ne contreviendrez pas aux ordres et réglemens de S. M.... Je vous prie de faire sçavoir ma volonté à tous les autres lieux où il y a des gens de guerre en garnison, et qu'ils fassent pratiquer exactement le règlement que je vous ay envoyé, vous promettant d'y tenir la main*².

Cette lettre était sans doute rassurante. Mais la présence de Rohan-Chabot au milieu des Angevins eût été un moyen plus efficace de tenir les soldats dans le devoir. On a lieu d'être surpris que, plus de trois mois après sa nomination, ce personnage n'eût pas encore mis les pieds dans une province dont il paraissait d'ailleurs très-heureux d'être le gouverneur. Un pays si fortement éprouvé par la guerre civile et par la misère ne pouvait rester longtemps loin de l'œil du maître sans qu'il eu résultât de nouveaux malheurs. Le duc le savait bien. Pourquoi donc se hâtait-il si peu de venir s'établir en Anjou ?

Vu son caractère et ses antécédents, vu aussi ce qui se passait à la Cour à cette époque, il est facile de répondre à cette question. Chabot ne s'était élevé à la haute position qu'il occupait qu'à force de souplesse et de complaisance pour les grands. Il avait recherché toutes les amitiés, toutes les protections. La multiplicité des relations qu'il s'était créées, des obligations qu'il avait contractées, finit par le mettre dans le plus cruel embarras. Ses divers protecteurs, brouillés entre eux et prêts à se déclarer la guerre, se disputaient le pouvoir. Quel parti prendre ? Il eût bien voulu n'en adopter aucun. Aussi ne se hâtait-il pas d'aller prendre possession d'une charge qui pouvait l'obliger à se déclarer pour les uns ou pour les autres. Il restait à Paris, observant les hommes et les choses, cherchant à maintenir l'union entre ses deux patrons, Mazarin et

¹ *Archives anciennes de la Mairie*, BB, reg. 82, fol. 49.

² *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 82, fol. 51-82.

Condé, et faisant, dit Lenet, mille allées et venues vers l'un et vers l'autre pour en venir à bout¹.

Effort stérile, du reste, et qui ne pouvait que retarder une rupture inévitable. On sait que le vainqueur de Lens n'avait pris parti contre la Fronde, en 1649, que dans l'espoir secret de supplanter au ministère le cardinal Mazarin. Toujours au premier plan durant la guerre civile et les négociations de Rueil, ce fier soldat s'était habitué vite au rôle de maire du Palais. Il lui parut dur d'y renoncer quand le souple Italien eut repris, grâce à l'empire qu'il exerçait sur la Régente, son ancienne place dans l'État. Fort exigeant pour lui et pour ses amis, il obtint d'abord beaucoup d'un gouvernement qui le craignait. Les premiers refus qu'il essuya l'exaspérèrent. Plusieurs brouilleries et réconciliations entre le prince et le cardinal eurent lieu dans le courant de 1649. A la fin, Condé, soit pour faire affront à la Reine, soit, comme on l'a dit, pour lui imposer un galant et la dominer par l'amour, poussa un de ses amis à une démarche singulière. Le marquis de Jarzé, jeune seigneur angevin, renommé pour sa bonne mine et pour son esprit, lui était passionnément attaché. Plein de suffisance et de vanité, ce gentilhomme avait osé récemment se mesurer avec le duc de Beaufort, le héros de la Fronde parisienne. Heureux auprès des femmes, il ne cloutait pas que les plus belles et les plus nobles ne dussent s'estimer heureuses d'attirer ses regards. Condé n'eut pas de peine à lui persuader que la Régente elle-même ne lui pourrait résister. Anne d'Autriche avait quarante-huit ans. Mais elle était reine. Jarzé affecta donc pour elle la plus violente passion. L'imprudent ne se borna pas à parler, il écrivit. Sa lettre, déposée par une main complaisante sur la toilette de la reine, produisit un effet tout contraire à celui qu'il en attendait. Anne d'Autriche, sachant que le coup venait de Condé, ne put contenir sa colère. Le marquis osa reparaitre devant elle. Mais elle l'accueillit par un discours fort aigre, que lui avait préparé Mazarin, et lui intima l'ordre de quitter la Cour. Le prince prit la disgrâce pour lui. Il alla déclarer à Mazarin, à Le Tellier, à d'autres ministres, qu'il entendait que la reine reçût Jarzé comme par le passé ; que cela serait parce qu'il le voulait. **Je le mènerai par le poing, dit-il, et si elle lui fait mauvaise mine, je m'en prendrai au cardinal**².

Anne d'Autriche dut subir cette humiliation. Mais, à partir de ce moment (fin de novembre 1649), elle voua au prince de Condé une haine implacable. Ce dernier, de son côté, se sentant menacé, fit hardiment ses préparatifs de guerre. Nous le voyons à cette époque mander à Paris son beau-père, le maréchal de Brézé, qui, déjà mal disposé à l'égard du cardinal, devait embrasser volontiers sa querelle. Peu après, il dépêche un de ses partisans, le jeu duc de Richelieu, vers le Havre, pour s'emparer de cette importante position. Mais d'autre part Mazarin travaille activement à le perdre, le brouille sans rémission avec le Parlement de Paris, surtout avec les anciens chefs de la Fronde, Beaufort, Gondi, etc., se rapproche de ces derniers (décembre-janvier), et prépare avec eux l'arrestation de Condé. Grâce à cet accord, le prince ne tarde pas à tomber dans les pièges de son adversaire. Le 18 janvier 1650, il est arrêté au Louvre, ainsi que son frère Conti

¹ *Mémoires* de Lenet, collection Petitot, 2e série, t. LIII, p. 37.

² Pour cette affaire de dire, voir *Mémoires* de Mme de Motteville, collect. Petitot, 2e série, t. XXXV, p. 405, 406. — *Mém.* de la duchesse de Nemours, *ibid.*, t. XXXIV, p. 446-448. — *Mém.* de Lenet, *ibid.*, t. LIII, p. 210. — *Journal* d'Olivier Le Fevre d'Ormesson (dans les *Documents inédits de l'Histoire de France*), t. I, p. 780 ; — et les citations de Dubuisson-Aubenay et des *Carnets* de Mazarin données par M. Chéruel.

et son beau-frère Longueville, conduits à Vincennes, puis à Marcoussis et au Havre, où il demeurera longtemps prisonnier¹.

Cette espèce de coup d'Etat ne causa pas de mécontentement à Paris, où Condé n'était pas aimé. Mais il eut pour conséquence de faire renaître la guerre civile dans plusieurs provinces et en particulier dans l'Anjou. Pendant que la duchesse de Longueville allait essayer de soulever la Normandie, puis détourner de son devoir le maréchal de Turenne ; que le duc de Bouillon partait pour agiter le Limousin et la Guyenne ; que d'autres encore prenaient les armes en Bourgogne au nom des princes prisonniers, le maréchal de Brézé, fidèle aux engagements qu'il avait pris envers son gendre, se hâta de regagner le Saumurois. Il avait, comme nous l'avons dit, conservé le gouvernement de Ce petit pays. Il y était puissant, y possédait de vastes domaines et pouvait en quelques jours y faire prendre les armes à plusieurs milliers d'hommes. Il ne désespérait pas non plus d'entraîner Angers et le reste de la province, déjà très-portés à la rébellion. L'absence de Rohan-Chabot favorisait, du reste, ses desseins.

La mort vint le surprendre au milieu de ses plans de révolte. Quoique peu âgé — car il n'avait que cinquante-trois ans —, il était fort affaibli, souffrait depuis longtemps de la goutte. Une attaque nouvelle de cette maladie l'emporta le 13 février 1650, peu de jours après son retour à Milly. Le bruit se répandit dans le pays que le maréchal s'était empoisonné, pour échapper, sans doute, à l'obligation de se déclarer contre le roi². Pour qui ne connaît le caractère énergique et résolu du personnage, une telle supposition est inadmissible. La preuve que Brézé n'était point resté, comme on l'a dit³, fidèle au gouvernement jusqu'à la mort, et qu'il n'avait point hésité à prendre le parti de son gendre, c'est que la Régente crut devoir lancer contre lui, dès le 12 février, une déclaration de lèse-majesté. Cet acte, envoyé à Angers, fut enregistré par le Présidial de cette ville le 12 du même mois, c'est-à-dire la veille même de la mort du maréchal⁴. Quelques semaines après, sa maîtresse, Mlle Darvas, qui avait sans doute été de moitié dans ses projets de rébellion, était arrêtée à Paris et enfermée à la Bastille⁵.

Du reste, les agents fidèles auxquels le maréchal laissa le commandement de ses châteaux montrèrent assez par leur attitude quelles avaient été les dernières instructions de leur maître. Des Chapizeaux à Milly, La Marti-fièvre à Brézé, surtout Dumont à Saumur, servirent de toutes leurs forces la cause des princes. Ils s'exposaient beaucoup, n'étant point grands seigneurs. On ne peut donc admettre qu'ils aient pris l'initiative de la guerre civile.

Quoi qu'il en soit, l'agitation qu'ils entretenaient dans une partie de l'Anjou gagnait de proche en proche. Ils purent bientôt tendre la main au marquis de Jarzé, qui, disgracié cette fois sans rémission, était revenu dans son château du Plessis-Bourré, altéré de vengeance, prêt à tout pour délivrer son maître et se

¹ Henri Martin, *Histoire de France*, t. XII, p. 347, 348.

² Godard-Faultrier, *Journal de Maine-et-Loire*, 30 mars 1843.

³ Cette erreur se trouve dans l'étude, d'ailleurs intéressante, de M. Eusèbe Pavie sur le *Château de Milly-le-Meugon et les Maillé-Brézé* (*Revue de l'Anjou*, 3e année, t. II, mai 1870, p. 314).

⁴ *Registre du Présidial*, p. 17.

⁵ C'est Gui Patin qui nous l'apprend dans ses Lettres (I, 526), à la date du 1er avril 1650. *Les Angevins ont encore si peur*, ajoute-t-il, *du maréchal de Brézé et de sa tyrannie*, qu'ils ne savent s'ils osent dire qu'il soit véritablement mort et même semblent en douter.

laver lui-même du ridicule qu'il venait d'encourir. Ce seigneur s'occupait activement à lever des troupes. D'autre part, les agents des princes prisonniers parcouraient la province, sentaient l'or et les promesses. Les importants domaines que Condé possédait à Candé et Longueville à Montreuil-Bellay semblaient devoir être de nouveaux points d'appui pour la guerre civile¹.

Le ministère, pris au dépourvu par le soulèvement de plusieurs provinces, n'eut d'abord presque rien à opposer à celui de l'Anjou. Il se contenta, dans le courant de février, d'envoyer vers Dumont, qui tenait Saumur, un exempt pour le sommer de rendre cette place au comte de Comminges, qui venait d'en obtenir le gouvernement². D'autre part, il licencia les soldats de Cham-boy, qui tenaient garnison à Angers, comme suspects d'attachement au duc de Longueville. Les Angevins virent avec joie partir ces pillards, qui sans doute allèrent grossir les bandes de la nouvelle Fronde. Les hôteliers et cabaretiers obtinrent la permission de faire saisir et vendre les chevaux des garnisaires, qui refusaient de payer leurs dépenses ; ces cavaliers partirent clone à pied. Il est vrai que, peu de jours après, les Angevins eurent à loger et nourrir non plus une, mais deux compagnies (3 février). Ces dernières étaient du régiment de Rouvray et inspiraient plus de confiance au gouvernement³.

Au milieu des intrigues et des troubles que nous venons de raconter, le duc de Rohan avait paru, comme toujours, très-affairé, très-bien intentionné pour tous les partis, mais moins pressé que jamais de se montrer clans sa province. En février et mars 1650, au moment où la guerre civile menaçait d'embraser tout l'Anjou, il négociait à Paris avec le cardinal Mazarin, avec la princesse de Condé, le coadjuteur, avec tout le monde enfin, mais ne se déclarait ouvertement pour personne⁴. Aux Angevins, qui le suppliaient de venir enfin les visiter et les protéger, il répondait chaque jour qu'il allait se mettre en rente. Mais les semaines s'écoulaient, et Chabot ne partait jamais.

Ces retards pouvaient faire perdre patience à la ville et la pousser à quelque parti désespéré. Privée de guide et de modérateur, cette malheureuse cité n'allait-elle pas céder au vent de révolte qui soufflait de toutes parts autour d'elle ? La guerre civile, dans laquelle elle s'était jetée l'aminée précédente en présence de Brézé, n'allait-elle pas renaître plus facilement encore en l'absence de son successeur ? La classe populaire n'allait-elle pas trouver dans de nouvelles misères un nouvel aliment de haine et de vengeance contre le pouvoir établi ? Les hommes modérés ne seraient-ils pas entraînés, comme toujours, par la majorité ?

On pouvait le craindre ; et l'effervescence qui commençait à se manifester parmi les habitants d'Angers semblait présager un soulèvement prochain. Au commencement de mars, sur la nouvelle que le duc de Rohan se disposait à venir dans sa province, le conseiller Lemarié, que l'émeute avait pris pour chef militaire l'année précédente, assembla au Pré-d'Allemagne un certain nombre de jeunes gens, pour se livrer avec eux à des exercices de cavalerie. Il n'avait d'autre but, disait-il, en formant cet escadron, que de faire honneur au duc le

¹ Les *Mémoires* de Lenet, collect. Petitot, 2e série, t. LIII, passim, et ceux de La Rochefoucauld, *ibid.*, t. LIII, le prouvent surabondamment.

² Barthélemy Roger, *Histoire de l'Anjou*, p. 509.

³ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 82, fol. 81-87.

⁴ *Mém.* de Lenet, collect. Petitot, 2e série, t. LIII, p. 114-116.

jour de son entrée dans la ville. Mais beaucoup de personnes crurent que ce n'était qu'un prétexte pour colorer une prise d'armes illégale.

On accusait aussi Lemarié de propager l'agitation clans les campagnes, et notamment dans la paroisse de Corné, où il avait des domaines. De vives attaques furent portées contre lui au Présidial et au Corps de ville. Il se défendit de son mieux, mais ne put désarmer ses ennemis qu'en renonçant à ses exercices¹.

Ces débats ravivèrent la haine du parti populaire contre les magistrats. Les membres du Corps judiciaire continuaient à dominer dans le Corps de ville. Le maire, Audouin, était un d'entre eux. Le 15 mars, dans une assemblée générale convoquée pour la nomination d'un échevin perpétuel, les marchands, les avocats et les délégués de plusieurs paroisses vinrent déclarer d'un ton menaçant ... qu'ils formolent opposition à ce qu'il feust esleu en la dite charge aucun officier du roy, protestant, où il en serait fait eslection, d'en appeler et le prendre à partye. Le vice-maire Verdier, membre du Présidial, n'en obtint pas moins la majorité des suffrages². Mais l'opposition populaire était toujours redoutable, et le Corps de ville, c'est-à-dire l'aristocratie municipale, voyait chaque jour décliner son autorité. Le 22 mars, les hôteliers, les cabaretiers et les habitants des faubourgs, qui avaient particulièrement souffert des garnisons, adressèrent à l'Echevinage une sommation virulente. Eux seuls, disaient-ils, depuis cinq ans, logeaient et nourrissaient les troupes ; pour paiement, ils n'avaient jamais reçu que des promesses. Les dits habitans, ajoutaient-ils, ne peuvent plus subsister... par certaine passion et vengeance que lesdits habitans de la ville ont contre ceux des fauxbourgs, comme il se voit lorsqu'il arrive des régimens d'infanterie ou cavallerie, au nombre de 500 à 600, il n'en loge pas la vingtième partie dans la ville, et auxquels gens de guerre on ne deslivre les billets que bien tard et après jour, ce qui cause de très grands desordres, par vols, viols, exceds et violences, qui se commettent par lesd. gens de guerre en la personne desd. habitans des fauxbourgs, et mesure le debris et degast de leurs portes, fenestres, vitres et vaisseaux... Les requérants continuaient en demandant avec instance un peu d'argent, attendu que la plupart desd. habitans mendient leur vie, tant à cause de la cherté des vivres que pauvreté, et qu'ils ne gagnent leur vie qu'au jour la journée, pour estre tous mercenaires, comme Massiers, savattiers, tixiers, et que futile qu'ils feront de leur en faire delivrer, qu'ils seront contraincts d'abandonner leurs maisons pour les violenees que leur font les gens de guerre, dont lesdits sieurs Maire et Eschevins seront responsables... On verra, disaient-ils en terminant, si les ordres du roi portent que ce soit lesdits fauxbourgs et habitans d'iceux qui en soient tenuz — des logements — en la descharge desdits habitans qui sont en plus grand nombre de plus de dix mille qu'il n'y a esdits fauxbourgs capables desdits logemens, dans lesquels fauxbourgs il n'y en a pas cent qui les puissent loger...³

Ces plaintes n'étaient point sans quelque fondement ; car le lendemain, 23 mars, nous voyons le Présidial lui-même, malgré sa circonspection, protester contre les exactions militaires dont souffraient la ville et la province. Il est nécessaire, dit

¹ Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 82, fol. 97. — *Journal de Jouselin*, p. 447.

² Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 82, fol. 100.

³ Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 82, fol. 124, 125.

son député Brechu à l'Echevinage, de pourvoir aux violences des gens de guerre qui ruinent à présent la province sous prétexte de faire payer les tailles¹.

La situation était si grave à ce moment-là que, sous peine de voir sa province lui échapper, Rohan ne pouvait tarder davantage à la venir visiter. On le lui fit sans doute comprendre en haut lieu. Le 18 mars, son capitaine des gardés, La Viollaye, vint annoncer au Corps de ville son arrivée prochaine². C'était apparemment pour faire prendre patience aux magistrats angevins. Toujours est-il que malgré l'imminence d'un soulèvement populaire, le nouveau gouverneur ne se pressa point et vint à fort petites journées, comme il dit pu faire en pleine paix. C'était encore gagner du temps et reculer l'embarrassante obligation de prendre un parti. Il n'arriva que le 24 mars sur les bords de la Loire, à Sainte-Gemmes, château qui appartenait au célèbre conseiller d'Etat et diplomate Laitier, ancien ami de Richelieu. Quoique cette résidence ne soit qu'à une lieue d'Angers et que les circonstances rendissent un nouveau retard inexcusable, le duc fit halte à Sainte-Gemmes et y demeura cinq jours entiers. Il y reçut un grand nombre de députations venues d'Angers et de divers points de la province. Enfin le 29, ayant épuisé tous les délais et tous les prétextes, donné vingt fois le temps à la rébellion de se produire et d'embraser l'Anjou tout entier, il opéra son entrée dans la capitale de son gouvernement.

Les Angevins le reçurent avec une pompe et une solennité extraordinaires. Les uns voyaient en lui le représentant du pouvoir central, le défenseur de l'ordre ; les autres le protecteur des classes populaires, l'ami secret des rebelles. Tous rivalisèrent de zèle pour lui témoigner leur attachement. Le duc répondit, du reste, par sa tenue et son langage, à l'idée avantageuse qu'on s'était faite de sa personne. Il arriva vêtu d'un magnifique habit de velours bleu, passémenté d'or et d'argent et qui rehaussait sa bonne mine ; monté sur un cheval alezan caparaçonné de velours rouge ; précédé de la compagnie des archers de la Maréchaussée, d'un écuyer et de douze pages. Derrière lui venaient ses gardes eu superbe ordonnance, puis la duchesse *vêtue d'un habit de toile d'argent, en son carosse aussi houssé de velours rouge cramoisi et frangé, d'or, dans lequel étaient pareillement les demoiselles de Rohan, sa fille, et de Chabot, sa belle-sœur*. Deux ou trois cents gentilshommes, accourus de tous les points de la province, fermaient la marche. Arrivé dans le faubourg Bressigny, le duc rencontra le lieutenant-particulier, Ménage, qui vint le haranguer à la tête d'environ trois cents cavaliers. Cette troupe était, dit un contemporain, composée de quelque soixante personnes d'honneur, *advocats, bons bourgeois, marchands et notaires, et de quantité de clerks, facteurs de boutiques, cabarettiers, fripiers, la plupart montez sur chevaux de mestairie déferrez et aussi bien équippez que ceux qui les montoient, gens sans ordre, séparez quelquefois de plus de cent pas les uns des autres*. Plus près de la ville étaient échelonnées les douze compagnies bourgeoises, bien armées et munies chacune de vingt livres de poudre pour les salves d'usage. Quand il fut à la porte Saint-Michel, décorée pour la circonstance des armes du Roi, de la Ville et du Gouverneur, Rohan trouva le Maire qui, accompagné du Corps municipal, le complimenta et lui offrit les clefs d'Angers. Ce n'était là qu'une simple formalité ; le duc refusa de les prendre, ce que les Angevins remarquèrent avec plaisir. On constata aussi qu'il était descendu de cheval pour écouter la harangue de M. de la Blanchardière. Ce dernier *salua et baisa Mme la duchesse, et après luy avoir*

¹ Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 82, fol. 102, 103.

² Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 82, fol. 101.

fait aussi le compliment, il monta à cheval en housse et se mit à la gauche de Monseigneur.

On avait préparé pour le gouverneur un dais, sous lequel il ne voulut pas se mettre ; on admira encore cette marque de modestie. Les applaudissements éclatèrent partout quand on vit Rohan-Chabot admettre dans son cortège **au second rang de ceux qui le suivoient**, le conseiller Lemarié, et faire entrer la femme de ce magistrat dans le carrosse de la duchesse. A la cathédrale, le gouverneur fut reçu par le grand-doyen et tout son clergé, entendit un *Te Deum* et édifia tout le monde par sa piété. Il alla voir ensuite le château et se rendit enfin au logis Barrault, qui lui avait été assigné pour résidence. Ce gracieux monument de la Renaissance, où jadis avait séjourné César Borgia, venait d'être restauré par le Corps de ville. Là le duc entendit encore les compliments du Présidial, de l'Élection, du Grenier à sel, de la Prévôté, de tous les corps judiciaires et de presque toutes les communautés religieuses de la ville et de la province. L'aimable courtisan répondit à tous avec à-propos. Chacun partit enchanté de lui. Jamais aucun gouverneur n'avait été dès le premier jour aussi populaire et n'avait eu des allures plus conciliantes.

Le lendemain, 30 mars, outre les présents ordinaires de flambeaux, bougies et confitures, le Corps de ville vint offrir au duc douze bouteilles de vin et un cadeau d'orfèvrerie. Ce dernier consistait en **trois grands bassins, deux ronds et un ovale, six flambeaux, deux éguières ou pots couverts, le tout d'argent façon de Paris, dont le prix revenait à la somme de 1.795 livres.**

Enfin, le 31, Monsieur et Madame furent traités à dîner à cent couverts et servis de poisson en la grande salle de l'Hostel de Ville, qui, à cette fin, avait été préparée et tapissée, et divertiz ensuite par un bal général aux flambeaux, durant lequel il fut présenté aux dames une collation de douze bassins de dragées et confitures... Le duc, excellent danseur, charma les Angevines aussi bien que leurs pères et que leurs époux. Il voulut que tous les habitants, invités ou non, pussent assister à cette fête. Bref, son affabilité, non moins que la distinction de ses manières, lui gagna tous les cœurs¹.

Cependant les fonctions d'un gouverneur, à cette époque surtout, ne pouvaient se borner à banqueter et à tourner quelques compliments. Pendant que Rohan-Chabot faisait admirer sa grâce et augmentait par la délivrance de quelques prisonniers sa facile popularité², la guerre civile, grondant presque aux portes d'Angers, préparait à sa dextérité diplomatique de plus rudes épreuves.

L'agitation causée dans la province d'Anjou par l'arrestation des princes avait survécu, nous l'avons dit plus haut, à Urbain de Maillé-Brézé. Les serviteurs et amis du maréchal s'étaient mis aux ordres de la princesse de Condé, sa fille, jeune femme réputée insignifiante, mais qui sut déployer pour la cause de son mari prisonnier une virilité digne de sa race. Le conseiller d'État Lenet, esprit actif et fertile en expédients, organisait en son nom le soulèvement des provinces. Il songeait à réunir les principaux seigneurs de l'Ouest dans une ville du Poitou, Loudun par exemple, conseillant **de ne parler que de bien public, de la réformation de l'État... et de faire résoudre que chacun se tiendrait sous les armes et prendrait chacun de son côté l'argent dans les recettes voisines.** Mais

¹ Pour tout ce qui concerne l'arrivée de Rohan-Chabot à Angers, voir *Arch. anc. de la Mairie*, BB, 82, fol. 100-106. — Journal de Joussetin, 446-449. — Barthélemy Roger, *Hist. de l'Anjou*, 507-509.

² Joussetin, 448.

les nouvelles qui lui vinrent de Saumur changèrent le cours de ses idées en lui montrant la possibilité de s'appuyer sur une place de guerre beaucoup plus importante que Loudun¹.

Saumur, seconde capitale de l'Anjou, siège d'un gouvernement particulier, était regardée à cette époque comme un poste militaire et commercial de premier ordre. Par le château-fort qui la domine, cette ville commandait un des passages les plus fréquentés de la Loire. Les grandes routes de Paris, Nantes et Bordeaux venaient se croiser sous ses canons. Le roi de Navarre avait fait jadis de la possession de cette place la condition sine qua non de son alliance avec Henri III. Pour être bien sûr de la conserver, il l'avait confiée au plus fidèle de ses serviteurs, Duplessis-Mornay. Cet austère calviniste avait fait de Saumur la capitale du protestantisme français. L'Académie qu'il y avait fondée², rivale de l'Université d'Angers, avait vu dès les premières années affluer les professeurs illustres et les écoliers de toutes les nations. Des Écossais, des Anglais, des Allemands étaient venus y entendre les leçons de Duncan³, de Cameron⁴, de Cappel⁵, de Gomar⁶ et d'Amyraut⁷. En 1621, Louis XIII, partant pour combattre les huguenots du Midi, n'avait pas cru pouvoir sans danger laisser Saumur entre les mains d'un des leurs. Il l'avait donc reprise, assez déloyalement, du reste, à Duplessis-Mornay⁸. Depuis, cette place avait eu divers gouverneurs. Brézé l'avait tenue de 1626 jusqu'à sa mort. La ville n'avait point trop souffert de ces changements. Le commerce des vins et le transit de la Loire lui procuraient toujours de gros revenus. L'Académie attirait encore en 1650 grand nombre d'étudiants français et étrangers. Le château, fièrement assis sur un rocher

¹ *Mém. de Lenet*, collect. Petitot, 2e série, t. LIII, p. 108-131.

² La bibliothèque de Saumur conserve le *Registre des arrêtés du Conseil de l'Académie* de 1613 à 1674 (Mss. in-f°). C'est un recueil précieux pour l'histoire de l'enseignement et de l'Église réformée au XVIIe siècle.

³ Marc Duncan, gentilhomme écossais, philosophe et médecin, fort estimé du roi Jacques Ier, dirigea 23 ans, comme principal, le collège de Saumur (1616-1641). Ses principaux ouvrages sont un *Compendium de logique* et un livre contre la Possession des religieuses de Loudun.

⁴ Jean Cameron, autre écossais, né en 1580, mort à Montauban en 1625. Ses cours de théologie eurent un grand succès. Il reste de lui : 1° *Prælectiones theologicæ*, Saumur, 1626 et 1628, 3 vol. ; — 2° *Sermons*, Saumur, 1624, in-8° ; — 3° *Defensio de gratia et libero arbitrio*, Saumur, 1624 ; — 4° *Myrothecium Evangelicum*, Saumur, 1677.

⁵ Louis Cappel, hébraïsant et théologien, né en 1585, mort en 1658. Ministre et professeur, il fut aussi huit fois recteur de l'Académie. Son ouvrage le plus remarquable (*Arcanum punctuationis revelatum*, Leyde, 1624), souleva de son vivant de violentes polémiques.

⁶ François Gomar, théologien célèbre, né à Bruges en 1563, mort en 1641, a donné son nom à la secte des Gomaristes, qui triompha des Arminiens au synode de Dordrecht (1618). Il professa quatre ans à Saumur (1614-1618) et y exerça les fonctions de recteur de l'Académie.

⁷ Moïse Amyraut, né à Bourgueil en 1596, mort à Saumur en 1664, s'efforça de concilier le Gomarisme et l'Arminianisme. Il jouit d'un grand crédit auprès de Richelieu et fut l'ami du maréchal de Brézé. Moraliste et prédicateur renommé, il a laissé, entre autres ouvrages : 1° *Traité des religions contre ceux qui les estiment indifférentes*, Saumur, 1631, in-8° ; — 2° *De la Prédestination*, 1634 ; — 3° *Discours sur l'état des fidèles après la mort*, Saumur, 1646, in-4° ; — 4° *Apologie pour ceux de la religion*, *ibid.*, 1646, in-12 ; — 5° *Discours de la souveraineté des rois*, Paris, 1650, in-4° ; — 6° *Morale chrétienne*, Saumur, 1652-1660, 6 vol. in-8° ; — 7° *Vie de F. de Lanoue*, Leyde, 1661, in-4°.

⁸ Pour cette surprise, voir la *Correspondance de Duplessis-Mornay* et les *Recherches sur l'Anjou*, de Bodin, t. II, p. 252-256.

presque inaccessible et bien réparé par Mornay, semblait ne pouvoir être pris que par la famine¹.

Les Saumurois, il est vrai, n'étaient pas alors aussi portés à la rébellion que les Angevins. Les huguenots semblaient avoir pour mot d'ordre de ne s'associer à aucune révolte, pour ne pas s'exposer à voir supprimer ce qui restait de l'édit de Nantes². Du reste, ils étaient, malgré leur nombre, en minorité dans la ville. La masse des habitants n'avait point de haine contre le gouvernement. Le maréchal de Brézé, qui aimait cette ville, l'avait toujours protégée contre le fisc. Les Saumurois se seraient peut-être jetés dans la Fronde pour lui complaire. Mais il venait de mourir. Aussi restèrent-ils fidèles et se déclarèrent-ils pour le nouveau gouverneur que le ministère leur envoya. C'était le comte de Comminges, officier des gardes de la Régente fort hostile à la cause des princes. Ce gentilhomme s'était fait précéder à Saumur d'un exempt chargé de demander au capitaine Dumont livraison du château. Dumont, vieux serviteur du Maréchal — nous le voyons sous ses ordres dès 1638 —, avait refusé net. Commines dut venir à son tour (mars 1660). Mais il arriva presque seul, la Cour n'ayant pas prévu cette résistance ou n'ayant pu sur-le-champ lui fournir des troupes. Il trouva heureusement de l'appui parmi les Saumurois, qui, bien commandés par M. de La Roche-Avril, leur sénéchal, se mirent à sa disposition pour affamer et assiéger le château. Cette place fut aussitôt bloquée. Les rues de la ville furent barricadées pour prévenir toute sortie, et les hostilités commencèrent. Dumont fit bonne contenance. Il avait des vivres, des canons. Ses murailles défiaient les assauts³. Il ouvrit un feu terrible sur la ville, qui le supporta bravement. Les édifices religieux ne furent pas épargnés. Le couvent *de la Fidélité* formait un poste avancé presque au niveau du château. Après quelques jours d'hésitation, le chef rebelle fit savoir aux religieuses qui l'habitaient qu'il allait tirer sur leur demeure. Elles durent s'enfuir à la hâte et aller chercher un asile dans la célèbre abbaye de Fontevrault, pendant que Dumont criblait de boulets les murs de leur monastère⁴.

On était au commencement d'avril. La longue résistance du château de Saumur donna aux amis des princes le temps de secourir cette place, ou du moins de le tenter. Lenet, fort au courant de ce qui se passait dans l'Anjou, s'ingéniait jour et nuit à faire parvenir des renforts au capitaine Dumont. Cet agitateur ne doutait pas que si les partisans de Condé tenaient une fois solidement la Loire, le duc de Rohan ne se déclarât en leur faveur. Il faisait sans cesse sonder ce gouverneur, qui, suivant son habitude, ne répondait ni oui ni non, mais semblait très-disposé à se laisser faire violence.

Un seigneur plus hardi que Chabot fut sur le point de le tirer d'embarras en l'entraînant dans la rébellion. De même qu'en 1649 le duc de La Trémoille était venu, au nom de la Fronde parlementaire, exploiter le mécontentement de la ville d'Angers ; de même, en 1650, le duc de La Rochefoucauld, au nom de la Fronde princière, voulut mettre à profit la révolte du capitaine de Saumur. Cet

¹ Pour tout ce qui concerne l'Académie de Saumur, voir l'étude intéressante de M. Dumont dans les *Mémoires de la Société Académique de Maine-et-Loire*, t. XI, p. 1-112.

² Amyraut publiait cette année même (1650) son *Discours sur la souveraineté des rois*, comme une protestation contre l'esprit de révolte qui semblait alors animer les peuples.

³ *Mém.* de La Rochefoucauld, coll. Petitot, 2^e série, t. LII, p. 28. — *Mém.* de Lenet, *ibid.*, *ibid.*, t. LIII, p. 135. — Barthélemy Roger, *Hist. de l'Anjou*, p. 509.

⁴ Bodin, *Recherches sur l'Anjou*, t. II, p. 319-324. — *Vie de la Révérende Mère Madeleine Madeleine Gautron, prieure du monastère de la Fidélité de Saumur*, Saumur, 1689, in-8°.

intrigant personnage, qui n'eut jamais assez de foi dans sa propre vertu pour croire à celle des autres, s'était jeté dans l'opposition dès le début de la Régence (1643). Le dépit l'y avait poussé ; l'amour et l'ambition l'y retinrent. En 1649, l'heureux adorateur de Mme de Longueville s'était fait récompenser de sa rébellion par le gouvernement du Poitou. En janvier 1650, il avait suivi sa maîtresse en Normandie. On sait que cette héroïne, n'ayant pu soulever Rouen, dut peu après s'embarquer et gagner les Pays-Bas. Cette fois, La Rochefoucauld s'abstint de l'accompagner. Il courut dans le Poitou. Nous l'y voyons en mars, fort préoccupé de deux projets qu'il ne tarda pas à communiquer à Lenet. L'un consistait à réunir toute la noblesse de l'Ouest et à la diriger sur Brézé ou sur Milly, pour y recevoir le jeune duc d'Enghien et les deux princesses de Condé, alors prisonnières à Chantilly ; l'autre à marcher sur Saumur, pour dégager Dumont, occuper fortement la Loire et faire déclarer Rohan-Chabot.

De ces deux plans, le second seul fut goûté des princesses, qui redoutaient l'ambition de La Rochefoucauld et ne voulaient point se mettre à sa merci. Après plusieurs voyages, le secrétaire du duc, Courville, rapporta à son maître plein pouvoir d'agir sur Saumur. La princesse-mère de Condé envoyait 20.000 francs pour cette entreprise. Des Chapizeaux, qui commandait à Milly, avait ordre de fournir les chevaux et la vaisselle d'argent du feu maréchal de Brézé. Jarzé, qui continuait ses levées dans le Haut-Anjou, devait combiner ses mouvements avec La Rochefoucauld et marcher en même temps que lui vers Saumur. Enfin dans le temps même où s'opérerait cette tentative, Mme de Condé devait s'évader de Chantilly avec le petit duc d'Enghien et gagner les provinces du Centre, pour y semer la révolte. Cette dernière partie du programme s'accomplit seule ponctuellement. Le 11 avril, la jeune princesse et son fils, se dérochant à la surveillance de Mazarin, partirent pour le Berry, où ils arrivèrent le 44, toujours escortés du fidèle Lenet. La Rochefoucauld fut moins heureux. Sous prétexte de célébrer avec pompe les funérailles de son père, mort depuis peu, il avait convoqué à Verteuil — un de ses châteaux — la noblesse du Poitou et du Limousin. Beaucoup de gentilshommes vinrent auprès de lui, mais tous ne voulurent pas le suivre à Saumur. Il avait compté sur 2.000 cavaliers, il n'en eut que 700 — Gourville dit même 300. Un colonel, nommé Bins, qui avait promis de lui amener son régiment, lui manqua de parole à la dernière heure. Il n'en persévéra pas moins dans son dessein ; et étant parvenu à former avec ses amis, leurs valets et les gens de ses terres, une troupe d'environ 2.000 hommes, il partit lui aussi le 11 avril et se dirigea vers Loudun, pour gagner de là Montreuil-Bellay, puis Saumur.

Mais le bruit de sa marche le précédait de plusieurs lieues. A la première nouvelle de ses projets, les habitants de Loudun, très-dévoués au ministère, prirent les armes. Deux cent cinquante d'entre eux partirent incontinent pour aller renforcer Comminges devant le château de Saumur. Les autres fermèrent les portes de leur ville, et, quand le duc les fit sommer de le recevoir en qualité de gouverneur, ils lui répondirent **qu'ayant toujours été fidèles au Roy et ayant eu naguères défense expresse de le recevoir, ils estoient résolus de n'ouvrir leurs portes à qui que ce soit, sans les ordres de Sa Majesté.**

D'autre part, Comminges, informé des préparatifs de La Rochefoucauld, avait si bien sonné l'alarme, que le ministère s'était enfin décidé à lui envoyer des renforts. Le 11 et le 12 avril, le gouverneur titulaire de Saumur reçut, outre les 250 Loudunois, les régiments d'Harcourt et de Picardie, de 1.400 fantassins, le régiment de cheveu-légers du cardinal Mazarin et une autre troupe de cavalerie conduite par le comte de Gonnord. Aussitôt, il occupa toutes les positions par

lesquelles le château pouvait être secouru et se montra disposé à donner l'assaut.

La Rochefoucauld, quelque peu découragé par l'échec de Loudun, était sur la route de Montreuil-Bellay, quand on vint l'avertir de cette concentration de troupes. La surprise qu'il avait voulu opérer était désormais inexécutable. La levée tumultuaire qu'il menait ne pouvait se mesurer avec les régiments royaux, qui avaient, outre l'avantage de la discipline, ceux du nombre et de la position. Le duc apprenait, du reste, dans le même temps, que le château de Brézé venait d'être rendu par son commandant, La Martinière, et que Jarzé, malgré ses promesses, n'avait point paru aux environs de Saumur. Il rebroussa donc chemin, congédia une partie de ses hommes, et ne songea plus qu'à gagner avec les autres le Limousin, où le duc de Bouillon l'attendait pour se diriger vers Bordeaux.

Le capitaine Dumont, qui, depuis plusieurs semaines, tenait tête à Comminges et aux Saumurois dans l'espoir d'être secouru, se vit perdu par toutes ces défections. Il ne lui restait plus en perspective que la potence, s'il était pris les armes à la main. Aussi, sur le conseil d'un gentilhomme angevin, nommé M. de Cerizay, se décida-t-il aisément à traiter. La Rochefoucauld, pour se disculper lui-même, le représenta aux yeux de Mme de Condé comme un traître. **Dumont traita**, dit-il, **huit jours avant la fin du temps qu'il lui avoit promis de tenir**. Il y a là inexactitude manifeste. Dumont capitula verbalement le 12 avril, c'est-à-dire le jour où le duc rentrait dans le Poitou, laissant la place exposée à un assaut. Il demanda, du reste, six jours de délai, pour donner à ses auxiliaires le temps de faire un nouvel effort. Et ce fut seulement le 18 avril qu'il signa le traité qu'on peut lire dans *l'Histoire de l'Anjou* de Barthélemy Roger. En vertu de cet acte, Comminges prit possession du château le jour même, après avoir fait dresser l'inventaire des armes et munitions qu'il contenait. Dumont, avec ce qui lui restait d'hommes, quelques femmes, des chevaux exténués et plusieurs charrettes de bagages, se retira, sous la protection du vainqueur, jusqu'à Milly. On lui permit de demeurer trois jours dans le château pour licencier sa petite troupe¹.

La capitulation de Saumur découragea les amis des princes dans la province d'Anjou. Ceux qui avaient pris les armes se hâtèrent de les déposer ou passèrent, comme La Rochefoucauld, dans d'autres parties de la France. Ceux qui avaient seulement fait des vœux pour le coup de main de la Loire se consolèrent en pensant que la Fronde bordelaise les vengerait de cette déconvenue.

Au milieu des événements, qui devaient intéresser au plus haut point le gouverneur de l'Anjou, qu'avait fait le duc de Rohan-Chabot ? Rien, absolument rien. Absorbé sans doute par des devoirs de politesse et des fêtes de bienvenue, il avait paru ignorer le siège de Saumur et la marche de La Rochefoucauld. Nous ne trouvons nulle part trace du moindre effort tenté par lui en faveur de Comminges ; rien qui prouve non plus qu'il ait songé à mettre Angers en garde contre un coup de main. Les registres municipaux nous permettent de constater qu'il n'y eut plus de garnison dans la ville à partir du 2 avril ; et nous ne voyons

¹ Pour toute cette affaire de Saumur, voir *Mém.* de Lenet, coll. Petitot, 2e série, t. LIII, p. 130-200 ; — *Mém.* de La Rochefoucauld, *ibid.*, LII, p. 26-30 ; — *Mém.* de Gourville, *ibid.*, LII, p. 225. — Barthélemy Roger, *Hist. de l'Anjou*, p. 513. Ce dernier auteur donne en entier la capitulation conclue par Dumont et Comminges.

pas, d'autre part, que, jusqu'au 18, le gouverneur ait ordonné la fermeture des portes et fait prendre les armes aux compagnies bourgeoises. Rien, d'ailleurs, de sa part en faveur de La Rochefoucauld ; pas une démarche, pas un mot. Il attendait le résultat. Attitude prudente, mais à coup sûr très-machiavélique, et, que n'eût certes pas tenue le maréchal de Brézé¹.

Le résultat, c'est l'échec de la Fronde, c'est la capitulation du 18 avril. Aussitôt, volte-face complète. Rohan-Chabot fait éclater aux yeux de tous son dévouement à la cause royale. Dès le 19, au matin, il fait venir les officiers municipaux, exhibe un mandement de la Reine, une lettre de Le Tellier, prescrivant de fermer les portes et de faire la garde nuit et jour aux remparts. La missive royale était du 9 avril et datée de Dijon ; l'ordre ministériel du 14 et daté de Paris. Ils avaient donc mis, l'un dix jours, l'autre cinq, à parvenir à Angers². Comment admettre cet étrange retard, dans d'aussi graves circonstances, quand on se rappelle qu'un courrier avait apporté en trente-six heures dans cette ville la nouvelle de la Saint-Barthélemy³ ?

Les Angevins, qui n'ignoraient pas la reddition de Saumur, ne pouvaient prendre au sérieux des précautions désormais sans objet. Beaucoup d'entre eux, du reste, faisaient secrètement des vœux pour la Fronde. Aussi mirent-ils peu de zèle à monter la garde. Le gouvernement les dispensa bientôt d'un service dont l'inutilité n'échappait à personne. Le 26 avril, la garde fut levée, en vertu d'une nouvelle lettre de Le Tellier. Cette fois, l'ordre ministériel, daté du 24, n'avait pas mis deux jours à venir de Paris⁴.

Pour colorer son inaction aux yeux de la Cour, Rohan-Chabot fit sans doute valoir qu'en présence de la rébellion maîtresse d'une partie de la province, il n'eût pas été prudent d'appeler les Angevins aux armes ; car ils eussent pu s'en servir, comme en 1649, contre le gouvernement royal. Le duc fit probablement agréer cette excuse et passa aux yeux d'Anne d'Autriche pour un serviteur aussi sage que fidèle. La pacification de l'Anjou parut son œuvre. Dans la ville même, les chefs du parti modéré, les officiers municipaux, les magistrats, crurent voir dévouement et politique profonde là où il n'y avait eu qu'égoïsme et indécision. Rohan fut pour eux non plus seulement le protecteur, mais le sauveur d'Angers. Aussi lui témoignèrent-ils leur gratitude en allant solennellement planter un niai dans la cour de son hôtel. Le duc reçut modestement cet hommage, fit boire la foule qui remplissait le logis Barrault et donna aux notables un grand festin⁵.

Le nouveau gouverneur vit ainsi grandir une popularité qu'il avait acquise, en somme, à peu de frais. Son succès passait ses espérances. Adoré des Angevins, estimé de la Cour, recherché des princes, il avait gagné de la gloire sans combats, de l'affection sans bienfaits, de la confiance sans services. Les plus fins courtisans reconnurent en lui un maître.

¹ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 82, fol. 104-108.

² *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 82, fol. 109-111.

³ V. Mourin, *la Réforme et la Ligue en Anjou*, p. 107.

⁴ *Arch. anc. de la Mairie*, série BB, reg. 82, fol. 111-114.

⁵ V. le récit détaillé de cette fête, qui eut lieu le 3 mai, dans le registre 82, fol. 122-123.

CHAPITRE VII

Départ de Rohan. — Fronde municipale et démocratique d'Angers.
— Affaire des Procureurs. — Les Mazarins restent victorieux. (Maidécembre 1650.)

Les habitants d'Angers ne s'étaient point associés à la Fronde princière. S'ils avaient peu de sympathie pour la Régente et son premier ministre, ils en éprouvaient moins encore pour Condé. Il leur semblait en outre fort impolitique de se prononcer pour cet illustre prisonnier, alors que son client et son ami, le duc de Rohan-Chabot, plus intéressé que personne à embrasser sa cause, croyait devoir rester dans la neutralité. Le gouverneur de l'Anjou n'avait pas eu grand'peine à les maintenir dans l'obéissance. Il n'en jugea pas moins nécessaire, après avoir suffisamment écouté leurs acclamations et leurs harangues, d'aller goûter un peu de repos hors de la province. Il partit dans les premiers jours de mai 1650 et passa quatre mois en Bretagne ou à Paris¹, louvoyant, connue d'habitude, entre les partis, ménageant à la fois la Cour, les anciens frondeurs, les princes, le Parlement, se montrant, en un mot, digne de son passé.

La retraite de La Rochefoucauld et le voyage de Rohan semblaient dénoter un apaisement complet dans la province d'Anjou. Le gouvernement détourna donc son attention des bords de la Loire, pour la reporter au nord de la France, où Turenne, uni aux Espagnols, menaçait la Picardie ; et au sud-ouest, où La Rochefoucauld, Bouillon et la princesse de Condé soulevaient la Guyenne. Les historiens ignorent en général presque complètement ce qui se passa depuis ce moment jusqu'au milieu de 1651 dans la ville d'Angers. Les registres de la Mairie et du Présidial nous montrent que ce fut dans cette période que se produisit spontanément, avec toute son originalité locale, une Fronde purement angevine. En 1618 et 1649, la ville s'était laissé entraîner dans la faction du Parlement. Plus tard, en 1652, elle s'abandonna à celle des princes. Elle ne fut vraiment elle-même qu'en 1650 et 1651. A ce moment, nous la voyons fronder pour son compte, sans aucune attache extérieure. Elle profite seulement du trouble général et (le la désorganisation des pouvoirs publics pour tenter sa petite révolution intérieure.

Il ne s'agit, dans le récit que nous allons faire, que de passions, de menées et de mouvements restreints aux murs étroits d'une cité. Mais n'y a-t-il pas quelque intérêt à montrer, par cet exemple, qu'en dehors des Parlements et de la noblesse, il y eut dans la Fronde un parti vraiment populaire ? La démocratie urbaine du XVII^e siècle n'est certes ni très-disciplinée ni très-instruite. Elle manque de clairvoyance et de mesure. Elle est souvent égoïste, peu généreuse. Mais, à tout prendre, elle inspire plus de sympathie que toutes les oligarchies que l'ancienne royauté employait à la contenir.

¹ *Archives anciennes de la Mairie, série BB, registre 82, fol. 139, etc. — Registre du Présidial, p. 23.*

La lutte qui éclate à Angers en 1650 ressemble à celles qui, dans tous les temps, ont troublé les petites républiques. C'est le duel de la plèbe et du patriciat. Ces deux classes existaient de longue date dans cette ville. En racontant les origines municipales d'Angers, nous avons fait remarquer la naissance et les progrès (le cette aristocratie bourgeoise, qui, pendant tout le suie siècle, avait exercé sur la cité une autorité sans contrôle¹. L'arrêt de 1601, qui, en droit, donnait gain de cause au parti populaire, l'avait plus humiliée qu'affaiblie. Cette atteinte portée à ses privilèges avait surexcité son orgueil sans diminuer sensiblement sa puissance. Elle était demeurée en fait prépondérante. Durant près d'un demi-siècle, elle avait presque toujours réussi à diriger et à maîtriser les élections. La masse populaire s'était vue jouée ; les anciennes haines s'étaient ravivées. Bref, la ville d'Angers formait encore deux camps, l'un ne renfermant guère que le corps judiciaire, l'autre composé des corporations libérales et ouvrières, du clergé et de l'Université, c'est-à-dire de l'énorme majorité des habitants.

Ces diverses classes, qui s'étaient déjà coalisées au XVI^e siècle pour arracher aux magistrats le partage des fonctions municipales, se réunirent de nouveau en 1650, mais cette fois pour les exclure complètement de l'Hôtel de Ville. Le parti populaire ne demandait autrefois qu'un peu de place dans l'Echevinage. Il prétend maintenant y régner en maître. Déjà le 15 mars, à propos de l'élection de Verdier, plusieurs paroisses avaient demandé que l'édit de Henri II, écartant les juges des charges municipales, fût appliqué aux magistrats angevins². Leur voix n'avait pas été écoutée à l'Hôtel de Ville. Elle eut plus de retentissement au dehors. On s'en aperçut bien le 1^{er} mai, lorsque l'assemblée générale dut procéder au renouvellement partiel de l'Echevinage. Des deux places vacantes, le corps judiciaire ne put en obtenir qu'une. L'autre fut décernée au marchand Blouin, clos chefs les plus déterminés du parti populaire³. Quelques jours plus tard (18 mai) les corporations eurent à nommer deux délégués, qui devaient, avec ceux des autres villes du Centre et de l'Ouest, délibérer à Orléans sur les intérêts commerciaux des provinces riveraines de la Loire. Elles élurent Pierre Prévost et Jacques Téard, qui, comme Blouin, figuraient au premier rang de l'opposition⁴. Ces choix, très-significatifs, l'étaient pourtant moins que ceux qui furent faits, le 27 mai, dans une nouvelle réunion générale de l'Hôtel de Ville. Les paroisses devaient nommer des commissaires chargés de liquider les comptes des hôteliers et cabaretiers, toujours en souffrance. Elles en désignèrent quatre, tous étrangers au corps municipal, tous ennemis déclarés des officiers royaux. C'étaient deux avocats, Antoine Deschamps et Pierre Touraille ; et deux marchands, Simon Coustard et Michel Esnault⁵.

Ces symptômes étaient alarmants pour le corps judiciaire. Mais tant que l'opposition se tenait dans les bornes de la légalité, le danger pouvait être conjuré. Tout à coup, vers la fin de mai, les magistrats s'aperçurent avec effroi que le sol était miné sous leurs pieds ; qu'une conspiration, dont presque tous les habitants étaient complices, venait d'être tramée contre eux ; et qu'un pouvoir révolutionnaire, organisé dans l'ombre, était prêt à leur disputer, peut-être à leur enlever à jamais l'autorité municipale.

¹ Voir plus haut, au chapitre premier.

² *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 82.

³ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 82, fol. 121, 122.

⁴ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 82, fol. 131, 132.

⁵ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 82, fol. 133, 134.

Voici ce qui s'était passé. Les meneurs du parti populaire, délégués sans doute par les paroisses et les corporations, s'étaient réunis plusieurs fois, surtout la nuit, en divers lieux, et notamment au cloître des Cordeliers. Leurs délibérations, dirigées par des gens de loi, avaient abouti, le 19 mai, à la nomination de huit commissaires ou *Procureurs-généraux des habitants d'Angers*, chargés de prendre le soin et la conduite des affaires municipales. Ces élus étaient, naturellement, les hommes les plus avancés et les plus énergiques de la faction : d'abord trois avocats, Laurent Gault, Germain Nivard, Antoine Deschamps ; puis cinq marchands ou industriels, nommés Claude Dupas, Nicolas Margariteau, René de Crespy, Jacques Téard et François Tartaret. L'acte qui les plaçait ainsi, contre toute légalité, à la tête de la ville, avait été passé devant un notaire, Caternault, qui en garda la minute. Les huit Procureurs se proposaient de demander des comptes au Corps de ville, de le poursuivre par toutes les voies de rigueur pour ses dilapidations, de protéger enfin le peuple contre de nouvelles taxes, nécessaires peut-être pour l'extinction des dettes de la ville, mais que nul ne voulait payer tant que l'ancien Echevinage resterait en charge¹. Le maire, Audouin, n'eut connaissance que le 29 mai de ces menées ténébreuses ; le secret avait été bien gardé. Ce jour était un dimanche. Mais, sans attendre au lendemain, ce magistrat convoqua aussitôt dans sa propre demeure ses collègues du Corps de ville. Il leur fit part du mystère qu'il venait de découvrir. Tous furent d'avis qu'il fallait d'abord obliger Caternault à donner communication de l'acte dont il était dépositaire. Ce notaire commença par refuser et ne céda que devant une sommation judiciaire du lieutenant-général Boylesve. L'acte étant connu, on put mesurer l'étendue du péril, et on se mit promptement en mesure de le conjurer. Dans sa séance du 31 mai, le Corps de ville porta contre les Procureurs des conclusions pleines de fermeté. *Attendu*, y est-il dit, *que la qualité de Procureurs-généraux des habitants est injurieuse contre l'honneur et auctorité des officiers ; qu'elle tend à diviser le peuple et à troubler le repos desdits habitants en les séparant de l'obéissance qu'ils doivent à leurs magistrats populaires pour le service du Roy ; que la nomination des prétendus Procureurs-généraux a esté faite dans une assemblée illicite, par monopole, en un lieu secret et caché, contre l'ordre estably dans cette ville ; l'on se plaindra partout où besoing sera de l'assemblée et nomination susdite, et pour cet effet les pièces seront envoyées avec ordre et instruction à M. de Bannes, eschevin et député de ce Corps à Paris, pour se pourvoir et présenter requête à Nosseigneurs du Parlement de Paris, aux fins de faire casser ladite nomination et demander que defenses soient faites à toutes personnes de faire pareilles assemblées ailleurs qu'en cet hostel en la manière accoustumée, ny de prendre la qualité de Procureurs-généraux ou sein dies des habitants, au préjudice des officiers de ce Corps, auxquels la direction et administration des affaires publiques appartient privativement à tous autres*².

Le même jour (31 mai) eut lieu au Présidial une séance extraordinaire, dans laquelle toutes les compagnies judiciaires de la ville vinrent affirmer leur solidarité et se liguier pour la défense de l'ordre établi³. L'effarement des magistrats, comme on le voit, n'avait pas duré. Leur ferme attitude en imposa aux *perturbateurs* et sauva, pour quelque temps, le Corps de ville. Dès le 31 mai, les officiers royaux dénoncèrent à Paris et représentèrent sous les couleurs

¹ Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 82, fol. 134. — *Registre du Présidial*, p. 21, 22.

² Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 82, fol. 135, 136.

³ *Registre du Présidial*, p. 21, 22.

les plus alarmantes la révolution toute locale qui venait de commencer. En attendant la réponse de la Cour, l'Echevinage essaya de calmer les mécontents en se disculpant par un acte public des abus qui lui étaient imputés (4 juin)¹. Mais, quatre jours après, les dépêches du ministère lui permirent de prendre une attitude menaçante. La Reine, dans les lettres qu'elle adressait au Gouverneur, au Maire et au Lieutenant-général, semblait voir dans l'acte qui venait de se produire un soulèvement politique. Elle y qualifiait sévèrement des personnes qui, disait-elle, **ont témoigné depuis quelque temps en ça le peu d'affection qu'ils ont à nostre service et repos commun de nos subjects**. Elle cassait, cela va sans dire, la commission des prétendus Procureurs-généraux et ordonnait au Présidial de les poursuivre suivant toute la rigueur des lois².

Le Parlement de Paris, qui eut aussi à se prononcer sur cette singulière affaire, se montra moins sévère que la Régente. Il reçut même l'appel des Procureurs-généraux et ne se prononça pas sur le fond de leurs réclamations. Mais il dut condamner l'illégalité de leurs procédés ; et par son arrêt du 15 juin — publié le 21 à Angers — il leur interdit de porter la qualité qu'ils s'étaient fait indûment attribuer, ainsi que de tenir de nouvelles assemblées³.

Le parti populaire ne se tint pas tout-à-fait pour battu. Les Procureurs-généraux s'abstinrent peut-être de porter leur titre. Mais ils continuèrent longtemps encore à agiter le public et à harceler le Conseil de ville de leurs réclamations. La prompte répression provoquée contre eux par leurs ennemis eut seulement pour effet de prévenir un soulèvement matériel. Devant la ferme attitude du Présidial et de l'Echevinage, les Angevins n'osèrent pas encore recourir aux armes. Il faut aussi attribuer la docilité relative qu'ils montrèrent dans les derniers mois de 1650 à l'ascendant militaire d'un agent royal, qui remplaça quelque temps Rohan-Chabot dans la province d'Anjou. Dès la fin de mai, le ministère avait confié la lieutenance-générale de ce gouvernement au marquis de Sainte-Suzanne, seigneur riche et puissant, déjà pourvu du gouvernement particulier de La Flèche. C'était un homme violent et peu porté sans doute à l'indulgence envers les Angevins, qui n'aimaient pas sa famille. Il descendait de La Varenne, favori de Henri IV, qui avait longtemps gouverné la ville et le château, au grand préjudice des habitants. Son père, qui avait exercé la même charge, n'avait aussi laissé derrière lui que de fort mauvais souvenirs⁴. Mais si les Sainte-Suzanne étaient haïs du parti populaire, ils vivaient en fort bonne intelligence avec la classe judiciaire, de laquelle, du reste, ils étaient sortis. C'est donc dans les termes les plus flatteurs et les plus amicaux que le nouveau lieutenant-général fit part aux officiers municipaux de sa nomination. Il n'avait reçu le pouvoir, disait-il, que pour le partager avec eux. Il voulait être traité par eux, **comme enfant de la ville et concitoyen**, formant du reste le vœu de **passer sa vie dans une cité où son grand-père et son père avaient reçu tant de douceur et de satisfaction**⁵. Les Echevins allèrent le voir à La Flèche et lui rendirent ses compliments avec usure. Quelque temps après (5 juillet), ils lui votèrent, sur sa demande, un logement gratuit dans la ville, comme ils avaient fait pour le Gouverneur⁶.

¹ Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 82, fol. 136.

² Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 82, fol. 139. — *Registre du Présidial*, p. 22, 23.

³ Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 82, fol. 148, 449.

⁴ V. le *Journal* de Louvet, dans la *Revue de l'Anjou* (années 1854, 1855, 1856).

⁵ Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 82, fol. 138. — *Registre du Présidial*, p. 20.

⁶ Arch. anc. de la Mairie, série 13B, reg. 82, fol. 152.

Pour conserver l'amitié de M. de Sainte-Suzanne, seigneur fort hostile à la Fronde, et sans doute aussi pour réagir avec plus d'éclat contre le parti populaire, le Conseil de ville affecta à cette époque un zèle peut-être excessif en faveur de l'autorité royale. Au commencement de juillet, la Régente, dénonçant à la France la rébellion de Turenne et celle de la princesse de Condé, partit de Paris pour aller combattre cette dernière en Guyenne. Elle laissait au duc d'Orléans, son beau-frère, le gouvernement général de toutes les provinces situées au nord de la Loire¹. Les officiers municipaux d'Angers ne perdirent pas cette occasion de lui témoigner leur dévouement. Ils allèrent à Tours, où la Cour devait passer, et là rendirent **au nom de toute la ville le devoir et les civilités**, non-seulement à la Reine-mère et au jeune Roi, mais au cardinal Mazarin, qui ne méritait certainement pas la reconnaissance des Angevins².

Quelques jours plus tard, un gentilhomme, nommé Razilly, étant venu enrôler des soldats dans la ville, ils le menacèrent de la prison, craignant qu'il ne fit des levées pour le compte des princes. Cet officier, qui était pourvu d'une commission royale, dut réclamer auprès de M. de Sainte-Suzanne, qui ordonna de le laisser faire, mais loua fort le Corps de ville de sa fidélité (29 juillet)³.

Le duc de Rohan-Chabot revint enfin au chef-lieu de son gouvernement — commencement de septembre⁴. Il y trouva le calme rétabli, du moins en apparence, et n'eut pas grand-peine à le maintenir, pendant que les armées royales achevaient d'écraser en Guyenne, en Champagne, la Fronde princière. La princesse de Condé, qui avait quelque temps régné à Bordeaux, vint, dans le courant d'octobre, cacher à Milly son humiliation et ses regrets. Peu d'amis allèrent sans doute la consoler. Car après être restée quelques jours dans ce château, d'où jadis son père avait répandu l'effroi dans toute la province, elle le quitta pour n'y plus revenir et se retira dans le Berry⁵.

Si le duc de Rohan la vit partir avec satisfaction, ce fut pas non plus sans joie qu'il vit peu après arriver un personnage considérable, dont la présence au milieu d'Angers devait être une nouvelle garantie de tranquillité. L'évêque Henri Arnauld, qui avait sauvé la ville des violences militaires en 1649, était retourné depuis à Paris. Sacré au mois de juin 1650, il fit au mois de novembre suivant son entrée solennelle dans sa cité épiscopale. Le peuple l'acclama fort. Le Corps de ville lui fit des présents. Le duc de Rohan voulut le recevoir chez lui, et lui témoigna des sentiments bien éloignés de ceux qu'il devait éprouver plus tard pour ce saint prélat⁶.

En décembre enfin, la ville apprit que la dernière armée frondeuse, celle de Turenne, venait d'être défaite à Rethel. La cause des princes semblait perdue. La France tout entière parut pacifiée. Les amis du gouvernement en témoignèrent une grande satisfaction. Le duc de Rohan crut pouvoir sans se compromettre faire chanter un Te Deum en l'honneur du parti victorieux et venir allumer de ses propres mains un feu de joie sur la place des Halles (28 décembre). En réalité,

¹ *Arch. anc. de la Mairie*, série BB, reg. 82, fol. 155, 156.

² *Arch. anc. de la Mairie*, série BB, reg. 82, fol. 158.

³ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 82, fol. 159, 160.

⁴ *Registre du Présidial*, p. 23.

⁵ *Mém. de Lenet*, collection Petitot, 2e série, t. LIV, p. 208 et suivantes.

⁶ *Journal de Jouselin*, p. 449, 450. — *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 82, fol. 171. — *Registre du Présidial*, p. 24. — *Mémoires de l'abbé Arnauld*, coll. Petitot, 2e série, t. XXXIV, p. 292.

presque tout le monde se faisait illusion : le gouvernement, qui croyait les princes réduits à l'impuissance ; Rohan, qui croyait sa province à l'abri de nouveaux troubles ; le Corps de ville, qui se croyait hors de danger¹.

¹ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 82, fol. 583. — *Registre du Présidial*, p. 25, 26. — *Journal de Jousselin*, p. 450.

CHAPITRE VIII

Nouvelle garnison. — Malheurs publics, inondations. — Recrudescence de haine entre les deux factions. — Événements de Paris. Le duc de Rohan commence à se prononcer pour M. le Prince. Le parti démocratique à la Mairie. (Janvier-mai 1651.)

L'année 1651 s'ouvrit sous de fâcheux auspices pour la ville d'Angers. Les partis qui s'y disputaient le pouvoir, quelque temps contenus par Sainte-Suzanne, Rohan-Chabot, Arnauld, puisèrent, dans les calamités qui vinrent l'accabler, de nouveaux motifs de haine et de nouveaux désirs de vengeance. La masse populaire était toujours debout, plus compacte et plus menaçante que jamais. A sa tête on voyait encore les huit meneurs auxquels le Parlement avait interdit la qualification de Procureurs-généraux. Ils s'intitulaient maintenant *Députés des habitants d'Angers* et continuaient leurs instances pour forcer le Corps de ville à rendre ses comptes et le purger de tout élément judiciaire. La magistrature rendait coup pour coup, et prenait même parfois l'initiative des attaques. Les deux factions, trop surexcitées pour rester justes et loyales, étaient prêtes à se rejeter mutuellement la responsabilité de malheurs dont ni l'une ni l'autre n'auraient pu préserver la ville.

Il ne dépendait en effet ni du peuple ni des magistrats d'arrêter la garnison qui, au mois de janvier 1651, vint s'établir à Angers pour y passer le quartier d'hiver¹. Le gouverneur de la province lui-même ne put cette fois ni écarter ni atténuer le fléau. Le cardinal Mazarin commençait sans doute à suspecter la fidélité de ce personnage, dont l'attitude expectante pendant la guerre civile ne prouvait pas un grand attachement au ministère. Il jugea prudent, sans lui retirer son commandement, de le faire surveiller de près et d'envoyer en Anjou des forces suffisantes pour le tenir en respect. Plusieurs régiments se répandirent, par son ordre, dans la province. Celui dont le cardinal était propriétaire, qui portait son noie, et dont les officiers lui étaient particulièrement dévoués, fut dirigé vers Angers². L'état-major et quinze compagnies de ce corps prirent possession de la ville ; le reste s'établit dans les bourgs et villages avoisinants. Les soldats de Mazarin, assurés d'une haute protection, commirent mille méfaits. On en surprit un à voler le tronc des pauvres dans l'église de Saint-Michel-du-Tertre. Il fallut pendre quelques-uns de ces *belistres* ; et le duc de Rohan, qu'ils ne respectaient guère, eut beaucoup de peine à protéger contre eux les personnes et les propriétés³.

Il n'était pas non plus au pouvoir des partis de prévenir l'effroyable inondation qui dévasta la ville juste dans le même temps (janvier 1651). Les débordements de la Loire et de la Maine n'étaient pas plus rares au XVIIe siècle qu'à notre époque. Mais ils étaient infiniment plus ruineux et plus meurtriers. De 1600 à

¹ Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 82, fol. 187.

² Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 82, fol. 195.

³ Jousselin, 452.

1650, ces deux cours d'eau étaient sortis trente-deux fois de leur lit et avaient causé dans la ville et les campagnes riveraines des dommages incalculables. Le cataclysme de 4615 avait laissé des souvenirs lugubres dans le peuple. On l'avait appelé le *Déluge de Saumur*¹. Mais tous les malheurs passés furent oubliés devant l'inondation de 1651, la plus violente qu'on mit jamais vue, au dire des contemporains. Le gouvernement ne faisait rien pour réparer les turcies et levées qui eussent pu contenir les rivières ; rien non plus pour créer aux eaux, enflées outre mesure, des débouchés artificiels. Il laissait le fond de la Loire, de la Maine, de la Sarthe, s'exhausser par l'envasement. Cette négligence est constatée dans bien des documents, notamment dans le livre de Bourneau, et dans les instructions données en 1650 par les marchands d'Angers aux délégués qu'ils envoyaient à l'assemblée d'Orléans. Quant à la province et à la ville, elles étaient si misérables et si obérées, que les travaux de nécessité publique laissés à leur charge, restaient depuis longtemps à l'état de projets.

Rien donc, ou presque rien, ne protégeait les Angevins contre la fureur des eaux. Tout à coup, le 14 janvier 1651, la Maine s'enfla extraordinairement et, en quelques heures, dépassa le niveau des quais. Le 15 et le 16, elle continua de monter et envahit toute la partie basse de la ville. Ce fut une désolation inexprimable dans ces quartiers si compactes et si mal bâtis, où vivaient tant de pauvres gens. Le pont des Treilles, à peine réparé depuis la dernière inondation, fut emporté par le torrent. Deux arches des Grands-Ponts tombèrent ; vingt-huit maisons qui les garnissaient s'abîmèrent avec elles. Les communications furent interceptées entre les deux bords de la rivière. L'eau, se divisant en plusieurs courants, abattit à droite et à gauche nombre d'habitations et en entoura d'autres si complètement, que ceux des habitants qui n'avaient pas eu le temps de fuir se trouvèrent prisonniers. Les flots avaient envahi presque tout le quartier de la bourse ; ils s'élevaient au-dessus du maître-autel de l'église des Carmes ; ils avaient éventré l'église de la Trinité, dans laquelle on ne pouvait plus pénétrer qu'en bateau. D'autre part, ils allaient clapoter jusqu'au bas de la montée Saint-Maurice, c'est-à-dire jusqu'au cœur de la ville, et menaçaient de couvrir la fontaine Pied-Boulet. On ne voyait au loin que meubles emportés à la dérive, débris de charpente surnageant. Les malheureux que les eaux retenaient dans leurs demeures s'attendaient à sombrer ou à mourir de faim. D'autres, presque nus, et penchés sur le bord de l'abîme, s'efforçaient d'arrêter au passage quelque épave de leur mobilier, quelque reste avarié de leurs provisions.

Les haines des partis semblèrent un instant disparaître devant le désastre qui frappait tant d'innocentes victimes. C'est l'effet ordinaire que produisent sur la foule les grandes calamités publiques. Tous les Angevins parurent réconciliés, ou du moins ne rivalisèrent pendant quelques jours que de dévouement et d'activité à faire le bien. Le bon exemple, du reste, partit d'en haut. Le duc de Rohan se montra fréquemment sur le théâtre du sinistre, surveilla et accéléra autant qu'il fut en lui le sauvetage des personnes, des meubles, des effets de toute nature, fit distribuer aux pauvres gens que l'inondation réduisait à la mendicité des vêtements, des vivres, de l'argent ; ses aumônes s'élevèrent en un seul jour jusqu'à cinq cents livres. L'évêque Henri Arnauld fit plus encore. Bravant le danger et n'écoutant que la voix de son cœur, on le vit plusieurs fois se jeter dans une barque chargée de pains, qu'il allait porter lui-même dans les maisons bloquées par les eaux. Sans se préoccuper des courants, qui pouvaient l'emporter et le briser, il allait partout où il y avait une infortune à secourir. Sa

¹ V. le *Déluge de Saumur*, par Bourneau (Saumur, 1618, in-8°).

présence consolait, sa bénédiction rappelait à l'espérance les plus abattus, sa parole raffermisait les courages¹.

Toute la bourgeoisie angevine voulut, elle aussi, contribuer à réparer le désastre. Les actes de dévouement se multiplièrent. Les **damoyelles** des premières familles de la ville allèrent quêter à domicile et recueillirent en faveur des inondés des souscriptions considérables. Les magistrats répartirent les secours équitablement et mirent, de concert avec le duc de Rohan, un zèle louable à rétablir les passages entre les deux rives de la Maine. Les arches détruites des Grands-Ponts furent remplacées provisoirement par des bateaux ; et des notables, qui se relevaient chaque jour, y perçurent un droit destiné à la **refection** du monument endommagé. Le mal, du reste, ne tarda pas à décroître ; les eaux baissèrent peu à peu dans les derniers jours de janvier ; le 1^{er} février elles ne couvraient plus que les prairies voisines de la ville ; les rues défoncées furent rendues à la circulation, les quartiers en ruines revirent leurs habitants².

Mais la discorde n'avait pas attendu si longtemps pour reparaître. La misère publique survécut au péril, dont l'imminence avait un instant rapproché tous les cœurs. Le mois de janvier n'était pas terminé, que le parti populaire, surexcité par la faim et la crainte de nouveaux malheurs, s'élevait avec plus d'aigreur et de violence que par le passé contre l'oligarchie. Par contre, le Corps de ville et la magistrature devenaient plus hautains et plus injustes envers une population qu'ils accusaient de ne rêver que pillage et sédition.

Il serait trop long de suivre jour par jour les péripéties de ce duel qui devait être si fatal à la mairie d'Angers. Il suffit, pour donner une idée de l'exaspération qui régnait dans les deux camps, de rapporter quelques faits, choisis entre bien d'autres, qui remplissent les volumineux registres de l'hôtel de ville.

Le Corps municipal, secondé — il faut le dire — par les paroisses, avait fait retomber tout le poids de la dernière occupation militaire sur les hôteliers et les cabaretiers ainsi que sur les habitants des faubourgs. Loin de recevoir l'indemnité qui lui était due depuis deux ans, cette partie de la population avait encore à loger et nourrir des garnisaires. Il est vrai qu'une assemblée générale, tenue en présence du duc de Rohan, avait voté une taxe de 20.000 livres pour la dédommager et subvenir à l'entretien des troupes³. Mais l'Echevinage répartit-si mal cette contribution, que la levée en fut presque impossible. Cinq paroisses, qui montraient plus d'animosité que les autres contre les magistrats, durent payer à elles seules plus de 16.000 livres. Celle de Saint-Maurille, qui avait pour procureur de fabrique l'avocat Antoine Deschamps, un des meneurs les plus influents du parti populaire, était taxée à 5.000 livres ; celle de la Trinité, la plus éprouvée de toutes par l'inondation, à 2.850 livres. Il en était d'autres, en revanche, qui, comme celle de Saint-Evrault, ne devaient contribuer que pour

¹ Sur l'inondation de 1651, voir Jouselin, 450-452 ; — *Journal* de Valuche (publié par M. Port dans la *Revue de l'Anjou*, année 1870) ; Mss. 528 de la Bibliothèque d'Angers ; — *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 82, fol. 194, 195, 200, etc. ; — Godard-Faultrier, *Étude sous Henri Arnauld (Journal de Maine-et-Loire, 2 mai 1855)*.

² Il semble que le gouvernement, qui était jusqu'à un certain point responsable de ces malheurs, eût dû accorder quelques secours à une cité si cruellement éprouvée. Il ne fit aucun don ; tin moins nous n'en trouvons la trace nulle part. La seule faveur que les Angevins obtinrent de lui fut de n'avoir à payer aux soldats et officiers de la garnison que douze prêts et trois demi-montres, au lieu de 18 prêts et 6 demi-montres, que le ministère avait d'abord exigés. *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 82, fol. 222, 224, 232.

³ 12-23 janvier. *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 82, fol. 192, 193, 197, 198.

quelques centaines de livres. Malgré la différence qui pouvait exister entre les paroisses au point de vue de la population et des richesses, une pareille répartition était tout à fait disproportionnée avec les ressources de chacune d'elles¹. Il y eut donc de nombreuses protestations ; la taxe fut mal payée ; et, le 17 février, le Corps de ville porta au dernier degré l'exaspération de ses ennemis en demandant que des gens de guerre fussent envoyés chez les contribuables récalcitrants et même chez les collecteurs, pour y vivre à discrétion².

Mais, d'autre part, la faction populaire ne se montrait ni moins haineuse ni moins agressive. Nous voyons dans les Conclusions municipales qu'à la date du 24 janvier les huit prétendus *Députés des habitants* poursuivaient leur instance devant le Parlement pour faire exclure du Conseil de ville tous les membres du corps judiciaire³. Les chefs de la magistrature angevine, Lanier de la Guerche, Lanier de Saint-Lambert, Éveillard, Ménage, Goureau, Verdier, Cochelin, Audouin de la Blanchardière, Audouin de Dannes, étaient nominativement compris dans cette poursuite. Le Conseil, auquel ils firent part de l'assignation qu'ils avaient reçue, prit fait et cause pour eux, attendu, lisons-nous dans le Registre, que cet hostel a toujours été depuis son établissement composé pour la plus grande partye des principaux officiers de la justice, que mesme il est important pour le service du Roy et l'utilité de ceste ville de les y admettre, estant des plus capables d'entre tous les habitans d'icelle de l'administration des affaires publiques...⁴ Comme ils formaient la grande majorité de cette assemblée, ils n'eurent pas de peine à emporter cette décision.

Le procès n'en continuait pas moins et pouvait mal tourner pour eux. En attendant la décision du Parlement, les Huit harcelaient sans relâche les magistrats. Ils déclaraient, par exemple, ne pas vouloir reconnaître comme légal le mandat que le Corps de ville avait donné à M. de Bannes, échevin, et au maire Audouin de la Blanchardière d'aller solliciter en Cour en faveur de la cité⁵.

Le Conseil, loin de se laisser intimider, les poursuivit, comme des perturbateurs, devant le lieutenant-général, et, non content de maintenir au Maire la qualité qu'il lui avait donnée, il lui adjoignit comme collègue le lieutenant-particulier Ménage. Les deux députés furent priés de partir sans délai, autant pour affirmer les droits du Corps municipal que pour procurer un prompt soulagement à la ville (10 février)⁶.

Ils restèrent pourtant encore plusieurs semaines à Angers, et les registres de la Mairie ne nous font pas connaître les motifs de ce long retard. Il est facile de les deviner en se représentant les intrigues qui agitaient à ce moment la Cour et la capitale. La Fronde, éteinte en décembre 1650, était sur le point de renaître en janvier 1651. Le pouvoir de Mazarin était plus menacé que jamais. En se mettant en route au commencement de février, les députés angevins s'exposaient à

¹ Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 82, fol. 204, 200.

² Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 82, fol. 210.

³ Ce qu'il y a de plus singulier dans cette instance, c'est qu'un des huit députés, de Crespy, faisait partie du Corps de ville, à titre de conseiller perpétuel. Il avait à la fois un pied dans la légalité, l'autre dans l'insurrection.

⁴ Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 82, fol. 198, 199.

⁵ Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 82, fol. 202.

⁶ Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 82, fol. 209.

trouver le cardinal renversé ou si préoccupé de ses propres affaires que celles de leur ville ne le toucheraient guère. Ils préférèrent attendre la fin de la crise.

Par excès de finesse, le premier ministre s'était mis dans une position bien difficile au milieu des partis. On se rappelle qu'il n'avait fait arrêter les princes que grâce à une alliance secrète avec les chefs de l'ancienne Fronde, Gondi et Beaufort notamment. La connivence de cette faction, qui entraînait avec elle le Parlement, lui avait permis de combattre et de vaincre les partisans de Condé sur tous les points du royaume, en Normandie, en Bourgogne, en Anjou, en Guyenne, et, tout récemment encore, en Champagne (décembre 1650). Le danger passé, le souple Italien oublia ses nouveaux amis, ne tint pas les engagements qu'il avait pris envers eux, se laissa vingt fois réclamer par le coadjuteur le chapeau de cardinal, qu'il lui avait promis, et se félicita trop ouvertement de l'avoir joué. Gondi, plus remuant et plus versatile encore que Mazarin, n'était pas homme à lui pardonner cette nouvelle fourberie. Quelques jours suffirent à l'audacieux prélat pour entraîner de nouveau Beaufort et le Parlement dans le parti des mécontents. Le duc d'Orléans, faible et malléable comme toujours, se laissa également endoctriner par lui. Un traité secret conclu avec les princes, alors détenus au Havre, compléta la coalition. La Cour souveraine ouvrit le feu contre le ministère. Le vieux Broussel invectiva contre le cardinal ; les Enquêtes demandèrent à grands cris la mise en liberté de Condé et l'expulsion des étrangers. Le public applaudit. Les pamphlets contre *Madame Anne* et *le Mazarin* recommencèrent à courir. La Régente résista plus d'un mois aux sommations. Mais l'émeute grondait de toutes parts autour d'elle. Un mot imprudent du premier ministre, qui compara le Parlement de Paris à celui d'Angleterre, provoqua l'explosion que ses ennemis avaient préparée contre lui (31 janvier). La Cour souveraine porta son ultimatum à la Reine : Liberté des princes, renvoi du cardinal. Le programme était court, mais fort net. Anne d'Autriche voulut atermoyer (5 février) ; dès le lendemain, le Parlement la déposa, pour ainsi dire, en ne reconnaissant plus d'autre autorité que celle du duc d'Orléans, lieutenant-général du royaume. Enfin le 7 février, il exigea d'elle une déclaration formelle excluant du pouvoir **tous étrangers ou autres qui auront serment à d'autres princes que le roi**.

Mazarin, pris de peur, avait fui dès la veille. Il espérait que la Reine le suivrait, enlèverait le Roi, comme en 1649. Elle y songeait en effet. Mais son projet était connu des chefs de la coalition. Le peuple, soulevé, vint faire la garde autour du Palais-Royal, et voulut qu'on lui montrât le jeune Louis XIV endormi dans son lit (9-10 février). En même temps, la Cour souveraine portait contre le cardinal un arrêt de bannissement, lui enjoignant de sortir du royaume sous quinze jours, avec tous les siens (9 février). Les princes, au contraire, étaient remis en liberté par ordonnance royale (11 février). Ils rentrèrent presque triomphalement à Paris, pendant que le ministre déchu, qui était allé lui-même leur ouvrir les portes du Havre, se retirait en Allemagne, aux applaudissements de toute la France (février-mars).

La révolution qui venait de s'opérer n'était pourtant pas aussi complète que le gros du public était porté à le croire. Du fond de son exil, Mazarin continua de régner sur l'esprit et sur le cœur d'Anne d'Autriche. La correspondance qu'il entretenait avec elle à cette époque prouve que la Régente ne cessa pas un instant de se conduire d'après ses avis. Bientôt, comme il l'avait prévu, la coalition qui l'avait renversé se divisa. Les éléments dont elle se composait étaient trop hétérogènes pour rester longtemps réunis. Trois ou quatre partis se formèrent, qui, dès le mois de mars, furent près d'en venir aux mains. L'arrêt du 7 février,

sanctionné bientôt par une déclaration royale (20 février), écartait du pouvoir les cardinaux et même les simples prélats. Gondi était directement atteint par cette mesure. Il protesta violemment. Derrière lui marchait tout le clergé, qui tenait alors à Paris son assemblée quinquennale. Le Parlement se brouilla dans le même temps avec la noblesse, qui, réunie, au nombre d'environ 300 seigneurs ; par le duc d'Orléans, délibérait, non plus seulement sur la prison des princes ou le renvoi de Mazarin, mais sur la réforme de l'État. La vieille caste féodale, fort jalouse de l'aristocratie de robe, en vint à déclarer (mars 1651) que les États-Généraux étaient le seul moyen de remédier aux maux du royaume. Pour faire échec à la magistrature, qui, depuis quelque temps, prétendait se substituer aux anciennes assemblées nationales, les grands n'hésitaient pas à faire appel aux passions populaires, qui pouvaient emporter la monarchie. Mazarin jugea sans cloute que les États seraient moins dangereux que le Parlement. Il fit un signe, et la Régente en accorda la convocation pour le 8 septembre suivant (16-23 mars). La Reine et le ministre se réservaient, du reste, *in petto*, de jouer la nation comme les magistrats et de faire annuler la convocation par le jeune Louis XIV, qui allait atteindre à sa majorité le 5 septembre.

Entre tous les partis, le duc d'Orléans et le prince de Condé étaient restés quelque temps indécis. L'alliance du dernier surtout paraissait indispensable, dans le moment, au cardinal et à la Régente. Ils firent donc les plus grands efforts pour le gagner. Condé se vendit cher, mais enfin se vendit. On lui promit la Guyenne pour lui, la Provence pour son frère, Blaye et la lieutenance de la Guyenne pour La Rochefoucauld, l'Auvergne pour le duc de Nemours. Le prince employa son crédit à maintenir au pouvoir les créatures de Mazarin, et ne tarda pas à rompre ouvertement, non sans scandale, avec Gondi (mars-avril). Il paraissait tout-puissant. Au fond, Mazarin le jouait encore¹.

Les événements que nous venons de raconter avaient été accueillis avec joie, dans les provinces, par la grande majorité du public. A Angers, notamment, si les magistrats avaient vu avec douleur la chute apparente de Mazarin, le parti populaire avait applaudi au renvoi d'un ministre, que, depuis longtemps il regardait connue l'auteur principal de ses misères. L'arrêt du 7 février avait été colporté, proclamé dans toute la ville, crié aux oreilles des officiers de la garnison, ce qui avait amené quelques rixes. Le 18 février, en apprenant l'élargissement des princes, la foule s'était portée devant le logis Barrault et y avait allumé un feu de joie². En haine de Mazarin et des magistrats qui le soutenaient, les Angevins dépassaient de plus en plus la mesure dans laquelle ils s'étaient fort sagement tenus l'année précédente. En 1650, ils avaient laissé Dumont capituler à Saumur ; ils n'avaient pas dit un mot en faveur de Condé ; en 1651, ils étaient prêts à se jeter dans ses bras et à compromettre pour cet ambitieux leurs libertés municipales.

Ils y furent cette fois encouragés par le duc de Rohan-Chabot, qui crut enfin pouvoir sans danger prendre un parti. Ce personnage, jusque-là fort embarrassé entre ses deux protecteurs, était parti pour Paris, au moment où la fortune du cardinal commençait à chanceler et où l'astre de Condé reparaisait à l'horizon. Nous ne savons au juste à quelle date il accomplit ce voyage. Il était encore à Angers au commencement de février³. Il partit sans doute dans le courant de ce

¹ H. Martin, *Hist. de France*, XII, 365-375.

² Jouselin, 453.

³ Jouselin, 451.

mois. Il ne fut de retour que le 2 avril¹. Il put donc voir M. le Prince rentrer en vainqueur dans la capitale, et ne fut pas sans doute des derniers à lui aller faire sa cour. Condé dut lui reprocher sa mollesse, son indécision. Rohan, fort à l'aise depuis que Mazarin était en exil, rassuré en outre par l'apparente faveur dont jouissait le prince à la Cour, n'eut pas de peine à se déclarer pour le soleil levant. Il revint en Anjou disposé, sinon à se compromettre pour son protecteur, du moins à laisser agir en sa faveur le parti populaire.

La discorde et l'animosité des partis n'avaient fait que croître pendant son absence. La situation financière de la ville, qui, loin de s'améliorer, empirait chaque jour, ne contribuait pas peu à exaspérer la faction populaire. L'Échevinage était assailli de créanciers, qui le poursuivaient en justice, et n'en pouvait satisfaire aucun. Les deniers communs étaient entièrement saisis, et la ville ne pouvait même pas disposer d'un sou de ses revenus². Dans cet état de choses, les habitants auraient dû s'entendre pour obtenir une diminution de charges. Ils ne songeaient au contraire qu'à s'entredéchirer. Le 20 mars, ils apprirent que le régiment de Mazarin — devenu régiment d'Hocquincourt depuis l'exil du cardinal — allait enfin quitter l'Anjou. Ils s'en réjouirent fort, mais comme ils ne voulurent pas payer l'arriéré de solde dû à la garnison, les troupes occupaient encore les faubourgs le 30 mars. L'ordre de départ était pourtant venu du ministère. Le temps pressait. Le vice-maire, Audouin de Dannes, crut devoir convoquer une assemblée générale à l'hôtel de ville, pour adjurer les paroisses de s'exécuter. L'avocat Deschamps, un des meneurs du peuple, y vint, mais pour se plaindre que cette assemblée estoit précipitée et contre les formes accoustumées, l'ordre estant pour faire trouver dans la maison de ville les deputez des paroisses de publier le dimanche à la messe paroissiale un mandement des maire et eschevins, en vertu duquel les habitants se pussent assembler et deputer ; ce que n'ayant esté fait, la dite assemblée n'estoit pas légitime, que c'estoit les surprendre..... Sur quoi M. de Dannes lui dit, non sans raison cette fois, que s'il eust eu tant de zèle pour le bien public comme il vouloit faire croire, il ne s'arresteroit pas à condamner cette assemblée, qu'au contraire il loueroit ceux qui l'auroient invitée, s'agissant de délivrer promptement la ville des gens de guerre, mais qu'il y avoient des espritz si meschantz qu'ils interpretoient toujours injustement les bonnes intentions... Toutes ses excuses furent inutiles. Le parti populaire était le plus fort. L'assemblée fut remise, et la cité resta occupée par des troupes qui la menaçaient d'un pillage général³.

Fort heureusement, le gouverneur fut de retour le 2 avril. Le 8, le Corps de ville et les députés des paroisses délibérèrent en sa présence et, sur sa proposition, votèrent une levée extraordinaire de 6.595 livres, qui durent être avancées sur-le-champ par un certain nombre de notables. L'argent versé, les compagnies partirent. Angers et le reste de la province furent délivrés⁴.

La grande question qui préoccupa dès lors les deux partis fut de savoir qui l'emporterait aux élections municipales du 1^{er} mai. Le mandat du maire Audouin, candidat presque imposé en 1619 par le maréchal de Brézé, allait expirer. Un des

¹ Du dimanche 2 avril 1651. M. le duc de Rohan étant de retour de Paris, MM. de cette compagnie sont allés le saluer eu son logis, après la procession générale, M. le premier président portant la parole. *Registre du Présidial*, p. 26.

² *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 82, fol. 212-221.

³ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 82, fol. 222-232.

⁴ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 82, fol. 233-237. — Mss. 874 de la bibliothèque d'Angers (pièce 8).

échevins, du Port, était mort ; un autre, M. de Pannes, arrivait, comme le maire, au terme de sa mission. Les élections qui se préparaient empruntaient aux circonstances extérieures et à l'état de la ville une importance particulière. La faction des Huit allait disputer légalement le pouvoir aux magistrats. Mais sa victoire pouvait être regardée en haut lieu comme une déclaration formelle de la ville d'Angers en faveur du prince de Condé.

Le Corps judiciaire essaya quelque temps de soutenir une lutte dans laquelle il était peu probable qu'il triomphât¹. C'est sans doute pour se refaire une popularité que les officiers municipaux publièrent, dans le courant d'avril, un nouveau règlement, relatif surtout aux séances du Conseil et à la comptabilité. La plupart des prescriptions contenues dans cet acte étaient fort anciennes ; mais depuis longtemps elles étaient méconnues. En les remettant en vigueur, les magistrats voulurent prouver qu'ils avaient autant de souci que leurs adversaires de la régularité et de la probité administratives².

Ce retour au bon ordre et à la légalité devait être certainement très-profitable à la ville. Mais il était trop tardif de la part des magistrats pour que le parti populaire pût leur en savoir beaucoup de gré. Loin donc de se rapprocher d'eux, il ne vit dans le règlement qu'une manœuvre électorale. Les meneurs durent même remarquer que cet acte était l'aveu le plus clair que les officiers municipaux eussent pu faire des irrégularités et des dilapidations dont on les accusait depuis longtemps. Bref, le Corps judiciaire s'aperçut bientôt qu'il s'était trompé et que rien ne lui ferait regagner, de longtemps du moins, la faveur du public.

Le candidat que la foule portait à la Mairie était déjà célèbre par son active coopération à la première Fronde. C'était le docteur Claude Voisin, avocat populaire, jurisconsulte éminent, ancien recteur de l'Université. On se rappelle qu'en 1649, à la tête d'une bande d'émeutiers, il avait contraint le Corps municipal à reconnaître l'autorité militaire du conseiller Lemarié, ce qui avait permis à La Trémoille d'entrer quelques jours après dans la ville. Ce souvenir l'avait rendu cher aux Angevins. Il lui nuisit auprès du duc de Rohan, qui, tout en lui témoignant beaucoup d'égards, s'efforça de lui faire comprendre que l'intérêt de son parti était de faire entrer à la Mairie un homme moins compromis et moins compromettant. L'évêque Henri Arnauld joignit ses instances à celles du gouverneur. Les magistrats cabalèrent contre Voisin, qu'ils redoutaient plus que tout autre candidat, à cause de son énergie et de ses talents. S'estimant trop heureux de l'écartier, ils finirent par consentir à une transaction, en vertu de laquelle le parti populaire adopta et présenta à la Mairie un autre avocat, Michel Bruneau, fort honnête homme, mais beaucoup plus obscur et moins influent. Comme échevins, la coalition des habitants désigna le marchand Téard — un des Huit — et un certain Chevrier des Noyers, dont le principal titre était d'être maître d'hôtel ordinaire du prince de Condé³.

¹ MM. du Présidial, désirants conserver en leur Corps toute l'autorité dans la ville, vouloient faire nommer aucuns d'entre eux, ou à leur dévotion ; le reste des habitans disoient qu'il n'estoit juste que ces charges fussent entre les mains de personnes exemptes de censure à cause de leurs offices.... Jouselin, 453.

² Reg. 82, fol. 241-244. — Nous donnons l'analyse de ce règlement aux *Éclaircissements et pièces justificatives*, n° 8.

³ Jouselin, 453.

L'accord s'étant fait sur ces noms, l'élection ne fut qu'une pure formalité. Les magistrats semblèrent vouloir atténuer, en y coopérant eux-mêmes, une défaite qu'ils n'avaient pu éviter. A la presque unanimité, l'assemblée générale du Pr mai proclama Bruneau maire, Téard et Chevrier échevins. Au milieu de la joie publique, qui éclatait de toutes parts, les huissiers de l'hôtel de ville allèrent chercher les nouveaux élus. Ceux-ci entrèrent dans la salle du Conseil au bruit de l'artillerie municipale, tonnant en leur honneur. Là ils prêtèrent serment entre les mains d'Audouin de la Blanchardière, qui remit à son successeur ses sceaux, la copie sur parchemin des privilèges de la ville, les insignes du commandement civil et militaire. Bruneau reçut, selon l'usage, **le gros bouquet de par chacun an par le chapelain du Rizeau**, puis d'autres bouquets, avec de petits tambours verts, offerts par les tambours de l'hôtel de ville. Enfin, pour rester fidèle à la tradition, il se rendit, suivi de toute l'assemblée, à l'église Saint-Serge, pour y adresser à Dieu ses actions de grâces¹.

Il manqua pourtant un complément à cette fête. Un incident comique, mais qui présageait à Bruneau bien des contrariétés et des déboires, ne permit pas d'en exécuter le programme jusqu'au bout. Il était d'usage que le nouveau maire offrît, le jour de son installation, un somptueux banquet aux membres du Conseil et aux notabilités de la ville. C'était une grosse dépense, mais dont le chef de la municipalité manquait rarement de se dédommager aux dépens de la cité. Cette coutume ruineuse était donc condamnée par le peuple. Bruneau, s'inspirant du sentiment général et tenant compte de la misère publique, qui s'accordait mal avec cette dépense superflue, avait déclaré plusieurs fois qu'il ne donnerait pas le festin traditionnel. Le Conseil n'en avait pas moins chargé officiellement, quelques jours avant l'élection, son procureur, Thomas, de le commander à un pâtissier, nommé Champain. Les magistrats avaient sans doute pensé que, le dîner une fois servi, Bruneau n'oserait pas refuser de le payer. Aussi avaient-ils ordonné de ne rien épargner. Le repas fut estimé, à dire d'experts, à 1.183 livres, **sans le pain et le vin**. Mais le nouveau maire prit fort mal cette taquinerie. Le pâtissier étant venu lui demander quelles étaient ses armes, pour en décorer des paons, **il fit réponse que si les pans avoient les ailes assez grandes, il avoit un vieil mousquet**. Il ne voulut pas, du reste, que les tables fussent dressées chez lui, et refusa de paraître au banquet. Le gouverneur, l'évêque ne s'y rendirent pas non plus. Le repas, déjà tout servi, fut vendu à vil prix ou pillé par la foule. Quelques jours après, Bruneau, interpellé au sujet du paiement, répondit : **Le festin doit estre payé par celuy qui l'a commandé ou ceux qui l'ont ordonné**. La majorité du Conseil prit fait et cause contre lui pour le procureur Thomas, que poursuivait le pâtissier Champain. Ainsi, dès le début de sa mairie, l'élu du parti populaire put pressentir que les magistrats, qui dominaient encore dans le Conseil, ne lui épargneraient pas les tracasseries².

La victoire que la coalition angevine venait de remporter sur le Corps judiciaire était loin d'être complète. Assez éclatante pour l'humilier et le blesser, elle n'était pas assez efficace pour rendre la faction du peuple invulnérable. Elle donnait des armes à la foule, mais elle n'affaiblissait pas sensiblement les officiers de judicature. Elle devait avoir pour résultat de rendre la lutte plus ardente, au grand détriment de la ville, en la portant au sein même du Corps municipal.

¹ Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 83, fol. 1-3.

² Jouselin, 454. — Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 82, fol. 244, 245 ; reg. 83, fol. 4.

CHAPITRE IX

Antagonisme des partis à Angers après les élections municipales. Les États-Généraux. — Coutumes électorales de l'ancienne France. — Lutte politique, très-vive dans les trois Ordres, mais surtout dans le Tiers-État. — Victoire des Mazarins à Angers. — Rédaction des Cahiers. — Doléances de la province d'Anjou. — Avortement des États-Généraux. — Reprise de la guerre civile. (Mai-septembre 1651.)

Les élections municipales du 1er mai 1651 ravivèrent à Angers les passions populaires. Le triomphe partiel qu'elle venait de remporter à l'hôtel de ville parut n'avoir inspiré à la foule que le désir, naturel il est vrai, mais peu légal, de se soustraire aux charges publiques. Les Angevins se croyaient presque dispensés, par l'avènement de Bruneau, de payer les impôts. Les taxes *esgaillées* sur les paroisses, pour indemniser les hôteliers et cabaretiers, rentraient de moins en moins. Le péage établi sur les Grands-Ponts, pour aider à la réparation des monuments détruits par les grandes eaux, ne produisait presque plus rien. Nous voyons deux des collecteurs chargés d'exiger ce droit des passants, l'avocat Babin et le marchand Détriché, venir un jour se plaindre d'avoir été battus et outragés *de divers coups de poing par une femme nommée Lambert et autres hommes et femmes accourus en foule, ce qui les auroit obligés de quitter ledit pont*¹. Bientôt même il ne se trouva plus personne pour remplir cette périlleuse fonction. Peu après — commencement de juin —, un nouveau symptôme de révolte se manifeste : le public murmure hautement contre les archers de la Gabelle et exige qu'ils soient expulsés du faubourg Saint-Jacques, *à faute de quoy, on leur fera observer les arrests, et chastier les violences qu'ils commettent sans respect contre les particuliers*².

D'autre part, l'ancienne oligarchie manifeste sa mauvaise humeur par les obstacles qu'elle accumule sous les pas du nouveau maire. Le Conseil de ville, où elle domine encore, intente à Bruneau un procès ridicule, pour l'obliger à payer le banquet du 1er mai³. Le président de la Prévôté prétend soumettre à son tribunal les officiers municipaux, qui, en qualité de nobles, ne sont justiciables que de la Sénéchaussée. Si la ville, dans une nécessité pressante, réclame les bons offices des magistrats, ceux-ci la rebutent durement. Ainsi, le 17 juin, le maire, obligé d'avancer l'étape à un régiment de passage à Angers, se voit fermer la caisse municipale. Les deniers communs sont saisis au nom des créanciers de la ville. En vain l'Échevinage demande au lieutenant-général de la Sénéchaussée la permission d'en employer une partie, sauf à la remplacer sous peu de jours. Ce magistrat refuse, et les soldats logent chez les habitants⁴. Enfin, dans le même temps, les officiers royaux usent du crédit qu'ils ont à Paris

¹ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 83, fol. 5.

² *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 83, fol. 18.

³ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 83, fol. 4, 8, 19, 20.

⁴ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 83, fol. 28.

au détriment de leur ville, dénoncent les Angevins comme rebelles, et provoquent contre eux une sévère répression. Ils se plaignent surtout d'**assemblées illicites de jour et de nuit, tenues en la maison de M. Lemarié**, un de leurs collègues pourtant, mais qui, par exception, tenait pour le parti populaire¹.

Ils étaient mal fondés, croyons-nous, à les incriminer. Il était, en effet, assez naturel que les habitants tinsent des réunions, publiques ou privées. Car la France et l'Anjou en particulier étaient alors en pleine période électorale. La Régente, pressée par la noblesse, venait de convoquer les Etats-Généraux (17 mars, 4 avril). Les trois ordres de la nation devaient se réunir à Tours le 8 septembre pour donner leur avis sur la situation du pays et proposer leurs plans de réformes. Ce n'était pas la première fois qu'Anne d'Autriche adressait à ses sujets un appel de ce genre. En 1649, au milieu de la Fronde parlementaire, elle avait déjà ordonné la réunion des Etats. Mais le public n'avait vu dans cette mesure qu'une ruse de guerre destinée à diviser les ennemis du gouvernement. Les élections n'avaient même pas eu lieu, et, après le traité de Rueil, le ministère n'avait plus parlé de consulter la nation. La France se montra, quoi qu'on en ait dit, beaucoup moins indifférente en 1651. Deux ans de guerre civile, de brigandages et d'agitations avaient aggravé ses maux au point de les lui rendre intolérables. Elle saisit avec empressement l'arme légale que la reine mettait entre ses mains. En l'employant bien, c'est-à-dire sans faiblesse comme sans violence, elle pouvait obtenir, sinon la réforme complète de l'Etat, du moins de profondes améliorations. L'autorité royale n'était point, comme en 1614, coalisée avec le clergé et la noblesse. Presque isolé au milieu d'un royaume à moitié soulevé, le ministère n'eût pu dissoudre les Etats-Généraux aussi facilement qu'il l'avait fait sous Louis XIII. Mais, sans nous arrêter aux suppositions, constatons que la France prit fort au sérieux l'appel du gouvernement. Dans presque toutes les provinces, la lutte électorale s'engagea avec une ardeur et un acharnement dont les historiens tiennent trop peu de compte². Les violents débats et les mouvements qu'elle provoqua en Anjou suffiraient à prouver que la nation française n'avait alors perdu ni le souvenir ni le goût (de ses anciennes libertés).

Il serait malaisé de retracer les agitations dont cette province et surtout sa capitale furent le théâtre, si l'on ne donnait d'abord un aperçu des lois électorales de l'ancienne France. Ce mot de lois est peut-être un peu ambitieux. Celui de traditions serait préférable. Le mode de convocation des Etats-Généraux et d'élection des députés n'était point fixé au XVII^e siècle par d'invariables règles. De même que le roi jugeait seul de l'opportunité d'un appel à la nation, pouvait dissoudre la représentation du pays, ou ne pas tenir compte de ses votes ; de même, il dépendait de lui d'étendre, de restreindre, de modifier enfin de toutes façons le droit électoral. On voit pourtant, en repassant notre histoire, que, sur cette matière, nos souverains n'aimaient guère à innover. Ils s'écartaient, en général, fort peu, de la procédure coutumière que nous allons indiquer.

Quand le chef de l'État s'était décidé à convoquer les trois classes de la nation, il en donnait avis aux gouverneurs de province, en leur enjoignant de veiller à ce que l'exécution de ses volontés n'entraînât aucun désordre. Il notifiait aussi sa décision aux Baillis et aux Sénéchaux, dont les ressorts judiciaires formaient les circonscriptions électorales. Chacun de ces fonctionnaires, réduit à n'exercer

¹ C'était l'ancien major de 1649. — *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 83, fol. 9, 10.

² Sainte-Aulaire, *Histoire de la Fronde*, t. II.

guère qu'une sinécure, était remplacé dans son tribunal par deux officiers de judicature, dont le plus considérable portait le titre de lieutenant-général civil. C'était au lieutenant-général à faire exécuter les ordres du souverain. Tout d'abord, ce magistrat réunissait tous les juges-conseillers de la sénéchaussée, qui, à la requête du procureur du roi, enregistraient les lettres royales et fixait le jour des élections. Les trois ordres étaient alors assignés à comparaître au chef-lieu de la circonscription à la date indiquée. Les ecclésiastiques pourvus de bénéfices et les nobles possédant fiefs étaient convoqués personnellement et avaient la faculté de se faire représenter par des procureurs. Les communautés religieuses, les prêtres sans bénéfices et les nobles sans fiefs pouvaient seulement envoyer des délégués. Pour le tiers-ordre, un certain nombre de paroisses — très-variable suivant le temps — étaient sommées, à son de cloche, et par proclamations faites dans les tribunaux et dans les églises, de nommer leurs représentants à la sénéchaussée. Elles procédaient à cette opération préliminaire soit par acclamation, au sortir de la messe, soit par le vote plus réfléchi des corporations d'arts et métiers ou du Corps de ville.

Au jour marqué avait lieu l'assemblée des trois ordres. Le lieutenant-général en faisait l'ouverture, recevait les réclamations relatives aux élections préliminaires, et prenait le serment de tous les membres présents. Les Etats se séparaient ensuite, et chacun d'eux procédait à part à un double choix. Il avait en effet à nommer non-seulement les députés qui devaient le représenter à l'assemblée nationale, mais aussi les commissaires chargés de rédiger le cahier de ses doléances. Cette dernière opération, que beaucoup d'historiens négligent dans leurs récits, était souvent plus importante que la première. On sait en effet que les députés aux Etats-Généraux recevaient une espèce de mandat impératif. En s'écartant du programme tracé par leurs *cahiers*, ils s'exposaient à être désavoués par leurs commettants. Ils restaient ordinairement très-fidèles à la ligne qui leur avait été tracée. Les rédacteurs des doléances avaient, par la nature même de leur mission, beaucoup plus de latitude. Aussi le choix de ces commissaires était-il l'acte décisif de la lutte électorale. C'était pour un parti le véritable moyen d'assurer sa victoire.

Les nominations faites par les trois ordres pouvaient être, dans certains cas, annulées par le lieutenant-général. S'il les approuvait, les députés, d'une part, les commissaires, de l'autre, prêtaient serment entre les mains de ce magistrat de s'acquitter fidèlement de leur mission, dans l'intérêt du roi et du pays. Puis, les uns se retiraient, les autres se livraient à leur travail. Tous les citoyens étaient invités à leur faciliter cette tâche en leur apportant les avis, plaintes, projets de réformes qu'ils jugeraient dignes de l'attention des Etats. Même, pour que la liberté fût plus grande, on plaçait dans l'hôtel de ville un coffre en forme de tronc, fermant à trois clefs, et chacun pouvait y déposer son mémoire sans être connu.

Enfin lorsque les cahiers étaient dressés, les ordres se réunissaient de nouveau, pour en entendre la lecture, les arrêter et les signer. Il ne restait plus aux députés qu'à se rendre aux Etats-Généraux.

La tradition laissait aux autorités locales une grande latitude pour fixer la date des opérations préliminaires et celle des élections. La France ne nommait pas en un seul jour, -comme elle le fait aujourd'hui, tous ses représentants. Certaines Sénéchaussées se hâtaient d'exécuter les ordres du roi ; d'autres y mettaient au contraire beaucoup de lenteur. En 1651, la période électorale dura plus de cinq mois. Ce temps ne suffit pas à la ville de Paris pour faire choix de ses députés ;

car nous voyons qu'elle s'en occupait encore le 20 août, le 4 septembre. A ce moment, il faut le dire, presque toutes les provinces avaient déjà désigné leurs mandataires¹.

En Anjou, les opérations principales furent terminées à la fin de juin. Avant la réunion des ordres, fixée à cette époque par la sénéchaussée d'Angers, il y eut sans doute bien des réunions particulières et préparatoires. Quelques-unes durent être assez tumultueuses. Mais nous ne savons guère ce qui s'y passa. Les documents contemporains nous parlent seulement, et encore sans détails, des conciliabules qui se tinrent à Angers chez le conseiller Lemarié et d'assemblées particulières des Etats qui eurent lieu dans les ressorts de Saumur et de La Flèche. C'était une entreprise nouvelle, dit l'historien Roger² ; elle n'eut pas le succès qu'on espéroit, pour le peu de personnes qui s'y trouvèrent, tant du clergé que de la noblesse.

La vraie bataille fut livrée au chef-lieu de la province et à l'époque fixée par l'assemblée générale. Les deux partis qui, depuis si longtemps, se disputaient la direction municipale de la ville d'Angers, se retrouvèrent opposés sur le terrain électoral. D'un côté la faction populaire, alliée malheureusement au prince de Condé, et assez ouvertement favorisée par le duc de Rohan ; de l'autre la magistrature, presque tout entière dévouée au cardinal Mazarin, se disputèrent avec acharnement la victoire. Soit qu'ils fussent moins divisés, soit qu'ils montrassent moins de scrupules ou plus d'habileté, les officiers royaux eurent plus de succès que leurs adversaires dans cette campagne. Deux d'entre eux, personnages très-remuants et très-énergiques, qui paraissent avoir commandé tout le parti à cette époque, doivent attirer particulièrement notre attention. Le premier était Louis Boylesve, lieutenant-général civil, chef d'une famille depuis longtemps illustre³, et attaché plus que personne à Mazarin par son frère, Gabriel, évêque d'Avranches, âme damnée du cardinal⁴. Le second, François Eveillard, sieur de Pignerolles, exerçait depuis longtemps la charge de président de la Prévôté. Il était conseiller de ville et avait été maire d'Angers en 1641. C'était un magistrat savant et qui fut de son temps une des lumières de la jurisprudence française. Il avait écrit des ouvrages estimés. La bibliothèque d'Angers conserve un manuscrit de lui fort précieux pour l'histoire du droit local ; ce sont les *Erotèmes sur la coutume d'Anjou, ou demandes et réponses pour l'intelligence d'icelle* (in-fol., 1218 p.). Malheureusement Eveillard devait à son caractère aigre et cassant, peut-être aussi à quelques prévarications commises dans l'exercice de sa charge, une irrémédiable impopularité. Aussi montrait-il au nouveau maire, à ses fauteurs et amis politiques, une malveillance infatigable. Inférieur à Boylesve dans la hiérarchie judiciaire, il lui était supérieur par l'influence que lui donnaient ses grands talents⁵. Réunis, ces deux hommes

¹ Sur tout ce qui concerne les traditions électorales de l'ancienne France, voir de Mayer, *Des États-Généraux*, t. VII, p. 358-399.

² *Hist. de l'Anjou*, p. 515.

³ Elle avait la prétention de se rattacher à cet Étienne Boyleau ou Boylesve, qui publia, sous saint Louis, l'*Établissement des métiers de Paris*.

⁴ Il fut souffleté comme tel en 1649 par le célèbre pamphlétaire Marigny. Il était fort intrigant et peu scrupuleux. Sur ce prélat, voir le *Journal* d'Olivier Le Fèvre d'Ormesson (publié par M. Chéruef), t. I, 665, 750 ; — et C. Port, *Dictionnaire historique de Maine-et-Loire*, t. I, 471.

⁵ Sur Eveillard, voir C. Port, *Dictionnaire historique de Maine-et-Loire*, t. II, 129.

pouvaient mener la province entière, la faire voter à leur gré. On en eut la preuve aux élections politiques de 1651.

L'assemblée générale des trois États de l'Anjou avait été fixée au 20 juin. Au dernier moment, le lieutenant-général, sans doute pour se donner le temps de mieux dresser ses batteries, la retarda de huit jours¹. C'est donc seulement le 28 juin que le clergé, la noblesse et le tiers-ordre de la province, après avoir comparu devant lui, purent procéder au choix de leurs députés et de leurs commissaires.

Il n'y eut presque pas de lutte au sein du corps ecclésiastique. Les magistrats mazarins s'y étaient ménagé une victoire facile en s'abstenant de convoquer un grand nombre de prêtres séculiers dont ils redoutaient l'opposition. Leur principal candidat était l'évêque d'Angers, Henri Arnauld, qui s'attachait de plus en plus au cardinal et à la Régente par horreur de la rébellion. Il passa sans conteste. Avec lui furent nommés Magdelon Heurtault de Saint-Offange, abbé de Saint-Maur-sur-Loire, et René Lamier, trésorier et chanoine de la cathédrale. Ce dernier était frère du premier président Lanier de la Guerche. Beaucoup de membres de l'assemblée auraient voulu l'écarter ; et **si on eust donné les suffrages par billets, ils eussent fait autre nomination**. Mais Arnauld, qui présidait, eut soin de faire exprimer les votes à haute voix. Les électeurs furent intimidés ; et le clergé angevin, bien malgré lui, n'eut que des mazarins pour représentants².

L'assemblée de la noblesse fut beaucoup plus tumultueuse que celle du premier ordre. Trois cents gentilshommes environ avaient répondu à l'appel du lieutenant-général. Beaucoup d'autres, ne pouvant venir, avaient envoyé leurs procurations. Le duc de Rohan, qui penchait de plus en plus vers le parti de Coudé, crut devoir porter comme candidats à la députation deux seigneurs notoirement hostiles à la Régente et au cardinal. C'étaient le marquis de la Barre, ancien lieutenant de la Trémoille, fort compromis par la part qu'il avait prise en 1649 au soulèvement d'Angers ; et le chevalier de Jarzé, frère du petit-maître dont nous avons rapporté précédemment les impertinences et la disgrâce. Grâce aux voix des absents, dont il disposa sans doute arbitrairement, le gouverneur obtint pour ses protégés une majorité telle quelle. Mais une grande partie de l'assemblée protesta contre leur élection. Chabot n'était pas fort aimé de la haute noblesse de sa province. Il avait eu des démêlés avec les Montbazon, les Brissac. Beaucoup de seigneurs le jalouaient à cause de sa rapide fortune et n'étaient pas fâchés de lui faire échec pour l'humilier. Il faut croire aussi que Boylesve, Éveillant et leurs amis n'épargnèrent rien pour augmenter la malveillance dont il était l'objet. Le fait est que plus de cent cinquante gentilshommes, présents à l'élection, déclarèrent ne pas reconnaître la Barre et Jarzé comme députés de leur ordre. Le choix du premier était inadmissible, dirent-ils, en ce que La Barre était huguenot. L'assemblée du clergé, qu'ils prièrent de se joindre à leur opposition, ne manqua pas de les approuver. Bref, une contre-élection faite par les nobles opposants valut le titre de députés à MM. de la Courbe-du-Bellay et de Chambellay, seigneurs qui devaient un peu plus tard prendre les armes en faveur de la Reine et de Mazarin (29 juin). Le baron de Villiers fut envoyé en Cour pour faire approuver cette irrégularité. Le Conseil d'État, juge de la contestation qui venait de s'élever, s'empressa d'annuler la

¹ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 83, fol. 29.

² Jousselin, 455-456. — B. Roger, *Hist. de l'Anjou*, 515.

nomination de la Barre et de Jarzé, et les élus de la minorité furent seuls reconnus comme représentants de la noblesse angevine¹.

La lutte fut plus ardente encore dans l'assemblée du Tiers-État, où, par une innovation hardie, Boylesve avait essayé de neutraliser l'influence des Frondeurs. Le parti populaire d'Angers désignait comme candidats, pour la députation, le maire Michel Bruneau et le conseiller Lemarié ; pour la rédaction des cahiers, le docteur Voisin, les avocats Leroyer, Siette, les consuls Sandon, Huet, le marchand Dupas². Ces noms, abhorrés des magistrats, étaient assurés du succès, si les anciennes formes électorales eussent été respectées. En effet, d'après les traditions, l'assemblée du tiers-ordre de la province d'Anjou ne devait comprendre que les éléments suivants : 1° le Corps municipal d'Angers, soit dix-sept personnes, dont un tiers appartenait au parti populaire ; 2° la députation des seize paroisses, soit trente-cieux délégués, tous hostiles aux magistrats et à Mazarin ; 3° enfin la représentation de vingt localités secondaires, dont chacune n'envoyait au chef-lieu (le la province qu'un seul électeur : Saumur, Rangé, Beaufort, Vendôme, la Flèche, Château-Gontier, Craon, Candé, Cholet, Thouarcé, Pouancé, Brissac, Chemillé, Beaupréau, Vihiers, Ingrandes, Champocé, Saint-Florent-le-Vieil, Segré, Châteauneuf. On voit que les paroisses d'Angers formaient la majorité et devaient emporter l'élection sans conteste. Pour les neutraliser et les dominer, le lieutenant-général imagina de convoquer à l'assemblée non pas seulement les vingt villes précitées, mais quatre-vingts ou cent paroisses de la province, et d'attribuer à chacune d'elles non plus une voix, mais deux. Mesure très-habile ; car en étendant la faculté de voter à ce grand nombre de localités, Boylesve semblait soucieux d'assurer au Tiers-État de la province une représentation plus sincère et plus complète. Il gagnait à son parti les bourgs et villages qu'il gratifiait du droit de suffrage ; il groupait autour de lui une majorité compacte. Enfin, donnant aux anciennes coutumes une extension à la fois libérale et équitable, il réduisait les Angevins à des récriminations égoïstes qui devaient assurer leur défaite.

Le coup était difficile à parer. Le maire Bruneau montra par la vivacité de ses plaintes combien Boylesve avait frappé juste. Le matin du 28 juin, au moment de se rendre avec le Corps de ville et les députés des paroisses urbaines à l'assemblée générale des trois ordres, le chef de l'échevinage protesta hautement contre les innovations du lieutenant-général. *Elles feront, dit-il, un notable prejudice à ce corps et au général des habitans, les voix desquels seront surmontées en nombre par les villages, qui pourront à la pluralité faire députer telz de la compagnie qu'ils adviseront, lesquelz, comme ils ne seront point interressez aux droicts et privileges de cette ville, en mepriseront la deffense.* Il demandait, en conséquence, qu'il fût fait opposition *aux dites nouveautés* ; que la décision du lieutenant-général, dans le cas où elle serait défavorable aux Angevins, fût frappée d'appel ; et qu'en attendant, le duc de Rohan fût prié de *sursoir la deputation d'une quinzaine, pendant laquelle l'on scauroit les volontez du Roy.* Les magistrats qui faisaient partie du Conseil de ville se récrièrent aussitôt. Éveillard déclara que l'assemblée n'avait pas le droit de délibérer sur de pareilles propositions, *lesquelles sont de plus grande conséquence que l'on ne s' imagine.* Si l'on réduisait les paroisses rurales à n'avoir qu'une voix, pourquoi celles-ci ne demanderaient-elles pas une restriction analogue au détriment des paroisses de la ville ? A cette objection le maire repartit en rappelant les anciens

¹ Jousselin, 456. — B. Roger, *Hist. de l'Anjou*, 515.

² *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 83, fol. 35-40.

usages. La majorité des assistants lui donna raison. Mais Éveillard et ses collègues du Corps judiciaire, Lanier, Camus, Dumont-Avril, Gantier, de Ballée, Bourceau et Goureau, sortirent de la salle, ne voulant pas autoriser par leur présence une délibération qu'ils trouvaient illégale.

Les réclamations des Angevins furent soumises le jour même (28 juin) au lieutenant-général. La cause de la ville fut plaidée par Bruneau, celle des paroisses rurales par Guillaume Courtois, sénéchal de Durtal. Ce dernier fit ressortir l'injustice qu'il y avait à priver de représentation des localités dont l'ensemble formait la plus grande partie de la province. Boylesve n'eut garde de lui donner tort. Ce magistrat décida que, sans préjudicier à l'appel que Bruneau pourrait porter devant le Parlement, il serait passé outre aux élections suivant les nouvelles formes.

Cette sentence, bien que prévue, exaspéra le parti populaire. Les Angevins maugrèrent hautement contre les **forains** qui avaient été **mandez et mendiez** pour leur nuire. L'agitation alla si loin **qu'aucuns furent maltraitez à cette occasion et menassez de prison**. Le 30 juin, le maire et ses amis persistaient à ne vouloir admettre à l'assemblée électorale que les délégués des vingt anciennes villes et à repousser le doublement des voix. Le duc de Rohan, que ce tumulte effraya, dut intervenir. Et comme il ne lui convenait pas encore de rompre en visière à la magistrature, il conseilla aux Angevins de céder. Tout ce qu'il put obtenir en leur faveur fut que Michel Bruneau serait député aux États-Généraux. Mais c'était un mince avantage ; car l'assemblée donna pour collègue au maire son adversaire le plus acharné, Louis Boylesve. Les électeurs ruraux affirmèrent, du reste, leur triomphe par le choix des commissaires chargés de rédiger le cahier de l'ordre. Éveillard, président de la Prévôté, Montreuil, conseiller au Présidial, de Boissimon, procureur du roi à l'Élection, six autres magistrats d'Angers ou de la province et un avocat, nommé Coiscault, reçurent cette mission¹.

Comme on le voit, si le Corps judiciaire avait été battu aux élections municipales de mai 1651, les élections politiques de juin lui avaient permis de prendre une éclatante revanche.

Les commissaires des trois ordres angevins commencèrent sans doute dès les premiers jours de juillet leur travail de compilation et de rédaction. A quelle époque le terminèrent-ils ? Nous l'ignorons. Les cahiers qu'ils durent dresser ne nous sont point parvenus. Les vœux du clergé et de la noblesse n'ont pas laissé de traces dans les archives et les bibliothèques qu'il nous a été donné de fouiller. Pour le Tiers-État, nous avons seulement retrouvé un mémoire manuscrit, qui doit provenir de la **boîte en forme de tronc** où tous les citoyens étaient invités à déposer leurs avis. C'est une supplique au roi, fort incorrecte pour le style et l'orthographe, mais précieuse à consulter par les détails précis et instructifs qu'elle donne sur les souffrances de la province d'Anjou². L'auteur, sans s'arrêter

¹ Sur tout ce débat électoral, *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 83, fol. 33-40 ; — Jouselin, 456 ; — Roger, 515.

² Elle est intitulée : *Memoire qui pourra servir L ceux qui seront deputez par MM. du Tiers-Estat de cette province d'Anjou pour dreser le cahier des remonstrances et plaintes dudit Ordre à la tenue des Estats Generaux de royaume convoquez par le roy en la ville de Tours au mois de septembre de la presente année 1651*. — Cette pièce se trouve à la bibliothèque d'Angers (Mss. 823).

aux maux que ses compatriotes subissaient en commun avec toute la France, s'est attaché à décrire ceux dont son pays avait particulièrement à se plaindre.

Il s'élève d'abord avec énergie contre les tyrannies et les iniquités de la *taille* ou taxe sur les revenus fonciers. Sous Charles VII, elle n'avait été que de 1.800.000 livres pour tout le royaume ; sous Louis XIII elle dépassait déjà 40 millions (130 ou 140 millions d'aujourd'hui). La province d'Anjou, qui n'était pas la trentième partie du royaume par l'étendue et la population, tenait le dixième ou le douzième rang par le chiffre de sa contribution. Ce n'est pas tout ; la taille qui, dans certains pays, était *réelle*, c'est-à-dire assise sur la terre et non sur les personnes, était en Anjou *personnelle*, c'est-à-dire imposée seulement aux propriétaires et fermiers roturiers. Or la noblesse et le clergé possédaient en ce gouvernement les deux tiers, peut-être les trois quarts des biens fonds. Presque tous en jouissaient par main, c'est-à-dire sans intermédiaire, et étaient de droit exempts de la taille ; exempts aussi les magistrats, la plupart des fonctionnaires, les maires, échevins et leurs descendants, sans compter les clients des privilégiés, auxquels un patronage puissant valait d'ordinaire une immunité presque complète. *Ainsy, dit l'auteur du mémoire, il n'y a que les plus pauvres et misérables... qui paient presque toutes les tailles... et qui n'ont d'autre bien que le travail de leurs mains, qui ne peut les nourrir ny leurs femmes et enfans, la plupart d'eux aimant mieux mandier miserablement que de se voir au hasard de mourir en prison.*

La province d'Anjou avait été chargée plus que les autres à l'époque de l'établissement de la taille permanente, parce qu'elle était plus riche et mieux pourvue de voies commerciales. Mais ses ressources étaient diminuées de plus des cinq sixièmes au milieu du XVIIe siècle, par suite des tributs de toute nature qui lui avaient été imposés dans les trente ou quarante dernières années. Ce malheureux pays était devenu la proie de *donneurs d'avis* et de *partisans* éhontés, qui, spéculant sur l'avidité du fisc, lui avaient inspiré ses mesures les plus vexatoires, pour en partager le bénéfice. *Comme ces gens là, dit notre anonyme, issuz de la lie du peuple, se sont tellement enrichiz que la plupart ont plus de revenu que les princes, ducs et pairs et les plus illustres maisons de vostre royaume, et font plus de despance qu'eux à leur table par le moien de la faculté qu'ils tirent des partiz, les marchans ont quitté leurs boutiques pour se faire banquiers et usuriers, de banquiers partizans et de partizans se sont jetez aux principales charges de vos finances, mesme se sont par leurs excessives richesses donné entrée en vostre Conseil. Ne croirait-on pas entendre Lesage faire le portrait de Turcaret ?*

Au nombre des taxes iniques qui pesaient sur le commerce angevin jusqu'à l'étouffer, il faut citer les *Aides* et les *Traites*. Les unes étaient des impôts sur les bois-sous et autres marchandises vendues, les autres des droits de douane perçus à l'intérieur du royaume. Plus qu'aucune autre province l'Anjou avait à en souffrir. Les propriétaires de ce pays voyaient les Bordelais et les Bourguignons transporter leurs produits en franchise dans tout le royaume. Pour eux, ils étaient obligés de garder leurs vins et leurs eaux-de-vie qui, jadis, avaient fait leur principale richesse. Des droits énormes — 7 livres 16 sous par pipe de vin, 23 livres 8 sous par barrique d'eau-de-vie — détournaient en effet les étrangers de les leur acheter. *Depuis les nouveaux subsides, dit avec tristesse l'auteur du Mémoire, il s'est plus planté de vignes en Bretagne qu'il n'y en a eu dans tout l'Anjou.* Presque chaque année, du reste, les Aides étaient augmentées d'un, deux ou quatre sous pour livre, et le peuple en était si exaspéré que les collecteurs, ou maltôtiers, comme on les appelait, n'osaient parfois se présenter

qu'escortés de soldats au milieu des marchés. En 1647, le gouvernement s'était approprié en entier les recettes des octrois, qui faisaient la principale ressource des villes. Angers perdait du coup les deux tiers de ses revenus. Il lui fallut naturellement doubler les octrois. Sous le rapport des douanes intérieures, l'Anjou était si maltraité, que l'échange des produits y était devenu à peu près impossible. Les marchands payaient pour y entrer, payaient pour en sortir, payaient pour passer les rivières. Les transports par eau y étaient soumis à six sortes de droits : Le *trépas de Loire*, l'*ancienne réappropriation d'icelly* et la *nouvelle*, la *nouvelle imposition*, l'*augmentation* et le *droit de massicault*. Par terre, les marchands ne pouvaient sans argent passer d'un bailliage ou ressort de bureau dans un autre, et la province en comptait trente-trois !

Mais toutes les haines suscitées par la Taille, les Aides et autres taxes plus ou moins vexatoires, étaient peu de chose devant l'horreur inspirée aux agriculteurs et aux pauvres gens par le plus inique et plus cruel des impôts, c'est-à-dire la *Gabelle*. Le sel, denrée de première nécessité, mais qui n'a sur les lieux de production qu'une valeur presque nulle, vu son abondance, était devenu dans certaines provinces l'objet d'un monopole abominable. Tandis qu'en Bretagne on le vendait librement, sur le marais, au prix de 10 livres le muid, les Angevins se voyaient condamnés à le payer 2.000 livres et ne pouvaient en acheter qu'aux greniers royaux. Et comme les contribuables auraient pu tromper les calculs du gouvernement en se privant de sel, la loi les contraignait à en prendre une quantité déterminée, sept, dix ou douze livres par personne et par an, suivant les paroisses. Les riches s'opposaient souvent à leur taxe et en obtenaient la diminution. L'Administration se dédommageait aux dépens des pauvres.

Le caractère vexatoire de la gabelle — comme de la taille, du reste — consistait surtout dans le mode de perception de cette taxe. Dans chaque paroisse l'Administration désignait annuellement huit habitants — quatre pour la gabelle et quatre pour la taille —, qui, sous le nom de Collecteurs, étaient chargés de répartir l'impôt et de le faire rentrer. C'étaient en général de fort pauvres gens, car les aisés trouvaient toujours moyen de se faire exempter de cette charge. La répartition ne pouvait être que très-irrégulière. Car ces malheureux, intimidés par les riches, faisaient retomber sur les plus nécessiteux presque tout le poids de la taxe. Qu'arrivait-il ? C'est qu'au bout de l'année, les subsides n'étant pas payés, l'Administration s'en prenait aux collecteurs, vendait leurs maisons, leurs meubles, et les mettait eux-mêmes sous les verrous. Elle établissait de plus entre eux une solidarité qui les obligeait à se cacher même après leur sortie de charge. Nous voyons qu'en 1647, les anciens collecteurs n'osaient pas venir aux foires d'Angers, de peur d'y être arrêtés. Quelquefois aussi, ces infortunés, ayant en mains l'argent des recettes, en employaient une partie à acheter du blé et du pain pour leurs familles, puis, ne pouvant la rendre, emportaient le reste, quittaient femmes et enfants et *s'en alloient vagabondant où ils n'étaient pas connus*. Mais le gouvernement s'en consolait bien vite en frappant la paroisse d'une surtaxe équivalente ou supérieure à la somme soustraite.

Si les collecteurs — notamment ceux de la gabelle — s'acquittaient fidèlement de leur emploi, ils n'en étaient pas moins exposés à la rapacité déloyale des commis de l'État. Les employés, lisons-nous dans le *Mémoire*, *retiennent pour les frais qu'ils font par les courses de leurs sergens, plus de la moitié de l'argent que leur portent lesdits collecteurs, quoique ils en retirent des quittances ; car tel leur porte 300 livres qui ne rapporte qu'une quittance de 150 livres*. Par telles voileries et par leurs fauces balances, ils s'enrichissent à la ruine de l'État et du peuple, qui ne s'ose plaindre de telles vexations, parce qu'on les ferait mourir en prison.

Mais ces injustices et ces violences n'étaient rien auprès de celles auxquelles donnait lieu la fraude appelée *faux-saunage*. Plusieurs provinces, voisines de l'Anjou, n'étant pas soumises à la tyrannie de la gabelle, ceux des Angevins que leur résidence rapprochait du Poitou ou de la Bretagne devaient forcément céder à la tentation de faire un peu de contrebande. Mais on avait organisé contre eux une surveillance féroce. Chaque année — souvent plusieurs fois dans la même année — on voyait défiler à Candé, Champtocé, Ingrandes, Angers ou autres lieux de longues troupes de paysans, que le bourreau fouettait dans les rues, ou qui allaient expier aux galères le crime d'avoir voulu se procurer du sel à bon marché. Souvent, les archers des gabelles, véritables voleurs de grands chemins, s'embusquaient derrière les haies, sous prétexte de guetter les faux-sauniers, tiraient sur les voyageurs inoffensifs, les tuaient ou les détroussaient, et restaient impunis. Nous ne pouvons obmettre, s'écrie notre anonyme, les meurtres, massacres, voileries et cruautés qui s'exercent sculs ce nom de gabelle. Les archers tuent les faux-sauniers aussy librement et impunément qu'ilz feroient les loups, les renartz et les serpens. Ilz en sont quittes pour un procès-verbal de rébellion, toutes les fois qu'ilz les rencontrent, quoyqu'ilz n'ayent pas ny poches ny sel. Ilz les dépouillent et leur ostent leur argent pour les empescher, disent-ils, de faire le faux saunage, et souvent les estropient ; pour leur osier la force de plus porter du sel. Soubz ce beau prétexte de faux saunage, ils vollent de pauvres gens qui n'ont jamais porté de sel. Un procès-verbal où ilz raportent que leurs habits sont humides et sentent le sel les met à couvert de la justice. Les plus cruels des archers sont les plus estimez et recompensez.

Le gouvernement mettait plus de zèle à assurer le recouvrement des impôts qu'à protéger les contribuables contre certaines calamités très-fréquentes et désastreuses en Anjou. Cette province était, nous l'avons vu, très-souvent inondée par les grandes rivières qui la traversent. En janvier 1651, douze lieues de pays avaient été recouvertes par les eaux, les arbres avaient été déracinés, les bestiaux noyés, les terres labourables ensablées et mises hors d'état de rien produire de plusieurs années. Le gouvernement n'avait rien fait pour consolider les *levées* et *turcies* destinées à défendre la province des inondations. Certaines paroisses, que la loi obligeait à les entretenir, avaient négligé ce soin, parce que les impôts les avaient réduites à un dénuement absolu. Quand les paysans se sont veuz privez de leur récolte, que leur bled n'estoit pas si tost batu qu'il ne fast saisy et vendu pour le paiement de leurs taux, ilz ont porté plus patiemment d'estre ruinez par la rivière que par les sergens.

Que résultait-il d'un tel état de choses ? C'est que le peuple mourait littéralement de faim. Qui ne serait ému à la lecture de ces lignes si pathétiques dans leur simplicité : S'il plaisait au Roy envoyer secretement des gens de bien dans les bourgs et villages pour visiter les maisons de ce pauvre peuple, il sçauroit la façon de laquelle il vit, n'ayant pas la moitié du pain qu'il lui fault pour substanter sa vie, couchant sur la paille comme les bestes, sans draps ny autres couvertures que de leurs habitz. Que sy Dieu nous affligeait d'une contagion, elle seroit plus horrible que toutes les precedantes qui ont jamais esté, par ce que de cent païsans il n'y en a pas un seul qui ait nioien de se secourir. Ne semble-t-il pas que Labruyère se soit inspiré de ce morceau quand il a voulu dépeindre la misérable condition des paysans de son temps ?

Tant de souffrances faisaient naître dans les classes populaires une irritation contenue, il est vrai, mais dont la trace est visible dans le document que nous venons d'analyser. Certes les Angevins de 1651 ne songeaient point à

bouleverser l'État et à proclamer la souveraineté nationale. Mais ils n'eussent point désavoué sans doute ces paroles fort significatives du Mémoire tant de fois cité : *Vostre Majesté... previndra la nécessité qui justifie tout, n'estant pas possible que les choses puissent longtemps demeurer en l'estat qu'elles sont.*

L'attente du public fut pourtant trompée. Les réformes demandées, qui eussent sans doute prévenu la violente explosion de 1649, n'eurent pas lieu. Les intrigues de cour, qui troublèrent Paris en 1651, et la guerre civile, qui se ralluma dans une grande partie du royaume, donnèrent à la reine-mère de spécieux prétextes pour ne pas tenir les Etats-Généraux, qu'elle avait convoqués.

Anne d'Autriche s'était, comme nous l'avons vu précédemment, rapprochée de Condé, pour tenir en échec les chefs de l'ancienne Fronde et garder au ministère les amis de Mazarin — Le Tellier, Servien, de Lionne —. Quand elle eut réussi à brouiller le prince avec le coadjuteur, elle refusa d'exécuter les promesses dont elle avait usé pour le séduire (avril-mai 1651). D'après le conseil du cardinal, qui ne cessait de la diriger du fond de son exil, elle tendit la main à Gondi. Ce prélat, peu scrupuleux, irrité du reste contre l'allié de la veille qui l'avait trahi, cabala dès lors avec la reine contre Condé, parla de l'arrêter, peut-être de le tuer. Le prince, inquiet, quitta Paris (5-6 juillet), dit bien haut qu'il n'y pouvait plus rester sans danger, et se mit à négocier avec l'Espagne. Il ne pouvait rien faire de plus funeste à sa gloire, de plus profitable à ses adversaires. La reine acheva de gagner les anciens frondeurs en renvoyant Le Tellier, Servien et de Lionne, sauf à les rappeler dès qu'elle n'aurait plus besoin de Gondi, puis elle accusa solennellement Condé d'intelligence avec l'ennemi (août). En vain le prince protesta, vint au Parlement, y amena des amis en armes, menaça le coadjuteur. Le coup était porté. Le vainqueur de Rocroy et de Lens, soupçonné de trahison, ne pouvait plus entraîner dans son parti Paris ni le Parlement. Il le comprit. Mais au lieu de se faire pardonner sa faute en rendant de nouveaux services à son pays, il l'aggrava en se jetant ouvertement dans les bras de l'étranger. Pendant que Louis XIV, déclaré majeur, l'appelait auprès de lui, et qu'Anne d'Autriche affectait de proclamer bien haut l'innocence du prince, lui promettait son affection et sa faveur, pour ne lui laisser aucun prétexte de rébellion (7 septembre), Condé se retirait à Chantilly en mécontent. On apprit bientôt qu'il avait quitté cette résidence, qu'il avait paru dans le Berry, enfin qu'il était allé soulever la Guyenne — province dont il avait le gouvernement — et qu'il y appelait des garnisons espagnoles (septembre-octobre)¹.

Le dernier acte de la Fronde allait commencer. C'en devait être le plus long et le plus triste. L'histoire voudrait pouvoir oublier qu'un prince français, qui avait été si longtemps l'orgueil et la gloire de sa patrie, en fut pendant huit ans la terreur et la honte. Le bien que le royaume aurait pu se faire pacifiquement par les Etats-Généraux fut retardé par lui d'un siècle et demi. Le désappointement et l'excès des souffrances populaires furent tels, que de nobles et patriotiques cités, comme Bordeaux et Angers, se laissèrent aller à l'alliance d'un homme qui était non plus seulement un rebelle, mais un traître.

¹ H. Martin, *Hist. de France*, t. XII, p. 375-383.

CHAPITRE X

Contre-coups de la révolte de Condé en Anjou. — Efforts de l'évêque Henri Arnauld pour maintenir la paix dans cette province. — Tergiversations de Rohan-Chabot. — Il se déclare enfin contre la Cour et met Angers en état de défense. — Éloignement d'Arnauld. — Emprisonnement de Boylesve. (Octobre 1651-février 1652.)

La révolte de Condé (septembre-octobre 1651) mit Anne d'Autriche et son gouvernement dans le plus cruel embarras. Privée du cardinal Mazarin, qu'on l'avait obligée de bannir, la reine se voyait suspectée à Paris par les anciens frondeurs et le Parlement, qui lui reprochaient d'être restée en correspondance avec son favori. Plusieurs provinces étaient en pleine insurrection contre elle ; et les Espagnols, appelés par les rebelles, pénétraient par plusieurs points sur notre territoire. Le duc de Nemours, à la tête des vieux régiments de M. le Prince, faisait sa jonction avec les étrangers à Stenay ; il fallait s'attendre à le voir marcher sous peu vers l'Ile-de-France. Au sud-ouest, Condé, également renforcé par des troupes castillanes, occupait la Guyenne, s'étendait sur la Charente et, menaçait déjà le bassin de la Loire. Que faire ? Rester à Paris, c'était donner le temps à la rébellion de s'étendre par tout le royaume, c'était s'exposer à être pris entre deux feux. Marcher vers le Nord, c'était laisser imprudemment derrière soi un général jusqu'alors invaincu et auquel quelques semaines suffisaient pour soulever toutes les provinces de l'Ouest et du Centre. Il fallait avant tout arrêter Condé. La reine le comprit et se décida, au commencement d'octobre, à partir pour le Berry, où le prince avait laissé quelques partisans. Cette province une fois soumise, elle dirigerait ses troupes vers la Guyenne. Quant aux rebelles de la Champagne, elle se proposait de les contenir en faisant rentrer en France, à la tête d'une petite armée, le cardinal Mazarin, qui, à ce moment même, quittait Brühl pour se rapprocher de notre frontière. Il est vrai qu'elle s'exposait, en le rappelant, à voir Paris et une partie de la France prendre les armes. Mais cette éventualité était encore éloignée, et il s'agissait de pourvoir aux dangers présents.

Donc, pendant que le cardinal hâtait ses préparatifs de guerre (octobre-décembre 1651), la cour sortit de la capitale et se dirigea vers Bourges. Réduire cette ville et le territoire avoisinant à l'obéissance fut l'affaire de quelques jours. Une déclaration de lèse-majesté fut lancée contre M. le Prince et ses fauteurs (8 octobre). Puis, pendant que le comte d'Harcourt, à la tête des troupes royales, poursuivait ses avantages et allait refouler Condé des bords de la Charente à ceux de la Dordogne et de la Garonne (octobre-novembre), Anne d'Autriche fixa sa résidence à Poitiers. Elle s'établit dans cette ville avec ses enfants, ses ministres, et, en attendant le retour de son favori, elle rappela ceux des amis du cardinal qu'elle avait été contrainte de renvoyer. Le Tellier, par exemple, redevint

secrétaire d'Etat, et Servien, sans reprendre ses anciens titres, fut ouvertement employé par la reine-mère¹.

Ce n'était pas sans dessein que cette princesse avait établi à Poitiers le siége provisoire de son gouvernement. Là en effet, elle se trouvait assez près du théâtre de la guerre pour communiquer presque journellement avec le comte d'Harcourt. D'autre part, elle y était on ne peut mieux placée pour surveiller le pays d'Anjou, dont les habitants et le gouverneur lui inspiraient une égale méfiance.

Il régnait effectivement dans cette province une fermentation qui faisait craindre un prochain soulèvement. L'avortement des Etats-Généraux y avait exaspéré presque toute la population. Les régiments royaux, qui s'y succédaient sans relâche — se rendant à Poitiers —, y commettaient des déprédations capables de pousser à la révolte les sujets les plus respectueux et les plus dociles². Les vassaux de Condé, fort nombreux dans les territoires de Brézé, Milly, Beaufort, Candé et Champtoceaux³, tenaient pour ainsi dire l'Anjou par les quatre coins. Ceux de Mme de Longueville s'agitaient près de Montreuil-Bellay. Les clients et amis du prince, unis à d'anciens frondeurs, battaient le pays dans tous les sens, s'y fortifiaient, y faisaient des levées. Les La Barre, les Avaugour, les Goello, les Bonchamp⁴, bien d'autres encore, prenaient les armes et se tenaient prêts à marcher au premier signal. Le célèbre marquis de Jarzé, plus désireux que jamais de laver le ridicule attaché à son nom, levait dans l'Anjou et le Maine un régiment entier pour le compte de son protecteur. Le désordre était tel dans tout le royaume qu'il put conduire cette troupe à **petit bruit** jusqu'à Cognac, sans être inquiété⁵.

La ville d'Angers s'était jetée depuis longtemps dans le parti de Condé. Nous l'avons vu par les élections de mai et de juin 1651. En juillet, c'est-à-dire au moment où le prince méditait sa rébellion, elle avait envoyé à Paris, sous prétexte d'y poursuivre quelque instance devant le Parlement, un des nouveaux échevins, Chevrier des Noyers, homme et serviteur de Condé⁶. Ce député dut servir d'intermédiaire entre son maître et ses concitoyens. Nous voyons, par le registre des Conclusions municipales, qu'il ne négligea rien pour surexciter le mécontentement des Angevins. Il leur écrivait au mois d'août que leurs libertés et privilèges étaient **en grand hazard d'estre perduz**⁷, c'est-à-dire confisqués par la royauté. Que se passa-t-il dans la ville en septembre et octobre, c'est-à-dire quand M. le Prince se fut ouvertement déclaré contre la reine-mère ? Nous ne le savons pas au juste ; car, à partir de ce moment, jusqu'en mars 1652, notre guide ordinaire, c'est-à-dire le registre des Conclusions de la mairie, nous fait entièrement défaut. Pendant toute cette période, c'est-à-dire au moment même

¹ Henri Martin, *Histoire de France*, t. XII, p. 382-387.

² Les habitants du bourg du Lion d'Angers ont tous deslogé, à cause qu'ils ne pouvoient plus supporter les logemens de tant de régimens de soldatz qui ont passé par ledit Lion pour aller vers le Poictou. *Journal* de Jacques Valuche, marguillier de Candé, publié par la *Revue d'Anjou* (année 1870).

³ *Rapport* de Charles Colbert sur l'Anjou en 1665, dans les *Archives d'Anjou*, de Marchegay, t. I, p. 123.

⁴ *Archives d'Anjou*, de Marchegay, t. I, p. 132-134. — Barthélemy Roger, *Histoire d'Anjou*, p. 521, 522.

⁵ Barthélemy Roger, *Histoire d'Anjou*, p. 516.

⁶ *Arch. anc. de la Mairie*, série BB, reg. 83, fol. 48.

⁷ *Arch. anc. de la Mairie*, série BB, reg. 83, fol. 52.

où Angers prend la part la plus active à la Fronde, les délibérations municipales n'ont pas été transcrites par le greffier de l'hôtel de ville. Si elles l'ont été, il faut admettre, avec M. Port¹, qu'elles ont été plus tard arrachées du registre, par ordre du roi, comme un souvenir de honte et de crime. Cette lacune dans les archives angevines est fort regrettable. Nous n'y pouvons suppléer, du moins pour ce qui concerne les mois d'octobre, novembre et décembre, qu'en recueillant les indications éparses dans ses documents fort incomplets. Heureusement, à partir des derniers jours de 1651, l'histoire Angevine trouve dans des pièces plus abondantes des preuves si nombreuses qu'on est parfois obligé de faire un choix entre elles.

Quoi qu'il en soit, nous pouvons affirmer que la ville, vu le rôle qu'elle avait déjà joué dans la Fronde et celui qu'elle était appelée encore à y remplir, ne resta pas indifférente à la nouvelle guerre civile. Le parti populaire d'Angers, qui haïssait la reine-mère et Mazarin, était très-disposé, pour les combattre, à se jeter dans l'alliance compromettante de Condé. Il le fit bien voir au mois de janvier suivant.

Il semble qu'à ce moment (novembre 1651) il n'y eût plus dans toute la province qu'un homme qui osât parler hautement au peuple de paix et d'obéissance. C'était l'évêque d'Angers, Henri Arnauld. Si, en 1649, ce digne pasteur avait préservé sa ville des fureurs royales, ce n'était pas par sympathie pour la rébellion. C'était par humanité et par le sentiment profond qu'il avait de ses devoirs. Fier du nom qu'il portait et qu'il avait déjà honoré, Arnauld tenait à remplir rigoureusement toutes les obligations de l'épiscopat. Il était venu se fixer à Angers en 1650 et avait juré d'y demeurer toute sa vie. Beaucoup d'évêques, moins soucieux de leur mission, passaient le meilleur de leur temps à Paris et se montraient rarement à leurs ouailles. Pour lui, il s'astreignit à une résidence si exacte que, pendant les quarante-deux ans qu'il exerça ses fonctions, il ne sortit qu'une fois de son diocèse ; encore était-ce pour aller convertir au catholicisme une dame calviniste. Il avait aimé autrefois le luxe et la vie mondaine. Il y renonça dès qu'il eut charge d'âmes et qu'il lui fallut prêcher d'exemple. Les meubles de sa chambre, à l'évêché d'Angers, ne valaient pas cinquante écus. Dans ses tournées pastorales, il allait presque toujours à pied. **Ce qu'il mangeoit sembloit être un amusement plutôt qu'une nourriture.** Il se levait à trois heures du matin et partageait son temps entre les exercices d'une piété infatigable et l'administration de son diocèse. Quelqu'un lui ayant conseillé de prendre un jour par semaine pour se reposer : **Je le ferai, dit-il, pourvu que vous me donniez un jour où je ne sois pas évêque**². Cet amour austère du devoir, qu'il portait en lui, il aurait voulu l'inculquer à tout son clergé. Le recueil de ses statuts et ordonnances témoigne de ses énergiques efforts pour ramener ses subordonnés aux mœurs rigides et aux habitudes laborieuses qui, d'après lui, devaient être l'apanage de l'Église. Il avait fort à faire, et plusieurs de ses prédécesseurs avaient échoué dans des tentatives semblables. Le clergé séculier vivait en Anjou avec une extrême liberté³. Les prêtres fréquentaient les cabarets et autres lieux

¹ *Inventaire analytique des archives anciennes de la Mairie*, p. 451.

² Besoigne, *Vies des quatre évêques engagés dans la cause de Port-Royal*, t. I, p. 241-245.

³ On en trouve fréquemment la preuve dans le *Journal de Louvet (Revue d'Anjou, années 1854, 1855, 1856)*. — Voir aussi, sur les désordres du clergé au temps d'Arnauld et de son prédécesseur (Claude de Rueil), le Mss. 895 de la bibliothèque d'Angers, 1er carton, notamment ce qui concerne les abbayes de Saint-Florent-le-Vieil et de Saint-Florent de Saumur.

où ils pouvaient se laisser aller au libertinage ou à l'excès du vin. On les voyait souvent dans l'équipage des plus déterminés chasseurs ; d'autres fois vêtus sans soutane ni soutanelle... et avec quantité de rubans et autres vanités indignes. L'habitude qu'ils avaient prise de confesser les femmes dans les sacristies avait déjà causé bien des scandales¹. Beaucoup d'entre eux se prêtaient encore aux mariages clandestins². Quelques-uns cumulaient indûment les revenus de plusieurs bénéfices. Le clergé régulier vivait aussi dans le désordre. Beaucoup d'abbayes étaient données en commende à des titulaires qui, parfois, n'avaient seulement pas reçu les ordres, et qui, en tout cas, se contentaient de toucher les revenus sans remplir aucune des fonctions de leur charge³. Les abbés étaient riches, mais les pauvres ne recevaient pas d'aumônes, les bâtiments religieux tombaient en ruines et les moines mouraient de faim. Ces derniers ne remplissaient pas du reste beaucoup mieux leurs devoirs que leurs supérieurs. Les femmes de mauvaise vie affluaient dans le monastère de Saint-Aubin, le plus ancien et le plus illustre d'Angers⁴.

Lorsque Henri Arnauld voulut porter la main sur tous ces abus, le clergé angevin résista. L'évêque passa, aux yeux de ses subordonnés, pour un janséniste, presque un hérétique⁵. L'hostilité sourde des curés et des moines empoisonna la vie de ce digne prélat. Dès ses premiers pas dans l'épiscopat, Arnauld put s'apercevoir, au peu de cas que les uns et les autres firent de ses conseils politiques, de la malveillance secrète qu'ils nourrissaient à son égard.

L'évêque d'Angers s'était fait de ses devoirs de sujet une idée non moins nette et non moins rigoureuse que de ses obligations de prêtre. Il se croyait appelé par ses fonctions non-seulement à donner l'exemple du dévouement, de l'austérité, du travail, mais aussi à faire rentrer dans les cœurs le respect de l'autorité royale, qu'il regardait comme sacrée. Pour lui, le monarque et la loi ne faisaient qu'un. Quels que pussent être ses sentiments intimes sur Mazarin, il ne séparait pas la cause de ce ministre de celle du souverain. La confiance qu'Amie d'Autriche et Louis XIV mettaient dans le cardinal le faisait à ses yeux participer à l'inviolabilité royale. Arnauld était de ceux qui n'admettent pas que les peuples aient dans aucun cas le droit de rébellion contre les princes. Il se trompait, en thèse générale. Mais, dans les circonstances où le royaume se trouvait placé, à la fin de 1651, on ne peut le blâmer d'avoir réprouvé la révolte. Condé, ses

¹ Synode de 1657. — Voir l'étude de M. Godard-Faultrier sur Henri Arnauld dans le *Journal de Maine-et-Loire*, du 21 avril 1855.

² Une ordonnance royale, de 1639, avait interdit ces sortes d'unions. Certains prêtres continuaient pourtant à les favoriser. Nous trouvons dans les *Arch. anc. de la Mairie*, série GG (reg. des paroisses), 201, fol. 85, une sentence de l'officialité d'Angers contre Michel Petor, prêtre habitué en la paroisse d'Allonnes-sous-Montsoreau, *coustumier à faire des mariages clandestins*. — Henri Arnauld constate et condamne cet abus par un statut de 1651 (Godard-Faultrier, *Journal de Maine-et-Loire*, 27 avril 1855).

³ Sur les abbés commendataires, voir l'*Histoire du prieuré de l'Évière* publié par la *Revue d'Anjou*, t. III (année 1853), p. 342-344.

⁴ Les moines de Saint-Aubin contestaient à l'évêque le droit de visite et de contrôle auquel il voulait les soumettre. Cette querelle provoqua une enquête ecclésiastique sur les mœurs de ces religieux. On en trouve le résultat aux *Archives de Maine-et-Loire*, série G (*Arch. ecclésiastiques*), 22. Mais les détails contenus dans ce dossier sont d'une crudité telle que, par bienséance, nous ne croyons pas devoir les reproduire.

⁵ Cette accusation a été renouvelée contre Arnauld même de nos jours, notamment par M. l'abbé Pletteau, et a motivé une polémique assez vive entre cet ecclésiastique et M. Grégoire Bordillon.

fauteurs et ses amis, malgré la légitimité de leurs colères, n'avaient pas le droit de s'allier avec l'étranger contre le gouvernement de leur pays. Pour un peuple qui se respecte, pour un homme qui aime sa patrie, il faut le dire bien haut, la misère, la servitude, la mort, tout est préférable à la trahison. Arnauld n'était sans doute pas d'un autre avis. Le fait est qu'à partir d'octobre 1651, c'est-à-dire du moment où la Cour se mit en campagne contre les rebelles, il ne cessa de manifester son attachement pour le parti du roi. Aussitôt, dit-il dans un de ses mandements, que nous l'avons vu entreprendre un voyage difficile dans une saison si incommode, nous nous sommes adressés au Roy des Roys, comme à celui qui est le protecteur et l'appuy de ceux qui tiennent sa place sur la terre, ordonnant que tous les prêtres de cette ville et des faux-bourgs fissent comme nous des prières particulières en leurs saints sacrifices pour la conservation de la personne de Sa Majesté, l'heureux succès de son voyage et la pacification du Royaume¹. Peu après, la guerre civile se prolongeant, l'évêque jugea bon de se déclarer plus ouvertement encore en faveur de l'autorité souveraine, du maintien de laquelle dépendait, selon lui, notre commun repos. Il ordonna, le 17 novembre, des neuvaines dans toutes les paroisses de la ville et une procession générale, à laquelle tout le clergé d'Angers assisterait et convierait la population². Cette dernière manifestation, destinée dans sa pensée à attirer les bénédictions célestes sur les armes royales, eut lieu le surlendemain 19. Les magistrats, fort dévoués, comme on sait, à Mazarin, répondirent avec empressement à l'appel du prélat³. Il est douteux que tous les curés d'Angers, dont quelques-uns devaient se signaler dans la rébellion, aient suivi la procession d'aussi bon cœur. Il y a lieu de croire, d'autre part, que le peuple ne s'y porta point en foule, étant peu disposé à prier pour le triomphe du cardinal.

Le gouverneur de la province lui-même ne paraît pas avoir assisté à cette cérémonie. Peut-être avait-il jugé à propos de s'absenter à ce moment pour n'avoir pas à se déclarer entre les deux partis⁴. On a vu précédemment avec quel soin Rohan-Chabot avait toujours évité de se compromettre dans nos discordes civiles. Ménageant les Frondeurs, les Princes, la Cour, il avait louvoyé sans cesse au milieu des factions, donnant à toutes de bonnes paroles, mais peu de preuves de dévouement réel. A son retour de Paris (avril 1651), croyant n'avoir plus à compter avec Mazarin exilé, il avait affecté pour Condé beaucoup de zèle et d'affection. Il en avait donné des preuves — qui ne lui coûtaient guère, du reste — en favorisant le parti populaire dans les mouvements électoraux de mai et de juin. Mais, un peu plus tard, lorsqu'il avait fallu passer de la parole à l'action, Rohan s'était senti repris de son indécision habituelle. Tout en assurant le chef des rebelles de ses bonnes dispositions, il avait conservé vis-à-vis du gouvernement l'attitude d'un sujet respectueux et fidèle. La Cour le suspectait ; car elle avait cassé l'élection de ses amis La Barre et Jarzé ; plus récemment, elle n'était venue s'établir à Poitiers que pour le surveiller. D'autre part, Condé avait subi quelques échecs au début de la campagne. Le gouverneur d'Anjou croyait donc prudent de rester clans l'expectative. S'il n'empêchait pas les seigneurs rebelles de lever des troupes dans sa province, il avait l'air du moins d'ignorer leurs menées et envoyait fréquemment à la reine-mère l'expression de

¹ *Mandements* de messire Henry Arnauld (Angers, 1683), p. 2.

² *Mandements* de messire Henry Arnauld (Angers, 1683), p. 2, 3.

³ *Registre du Présidial*, p. 27, 28.

⁴ Il semble résulter d'un passage du *Registre du Présidial* (p. 27), qu'à la date du 8 novembre 1651, le marquis de Sainte-Suzanne faisait les fonctions de gouverneur dans la province d'Anjou.

son attachement¹. Ses protestations étaient mal reçues. Les ministres songeaient à le déposséder de son gouvernement ou du moins à le réduire à l'impuissance. C'est seulement lorsqu'il en eut la certitude que Rohan-Chabot se jeta ouvertement dans la révolte.

Il passa probablement hors de l'Anjou une bonne partie des mois de novembre et décembre 1651. Plusieurs auteurs nous parlent du séjour qu'il fit en Bretagne sur la fin de cette année². Il y possédait, du chef de sa femme, de vastes domaines. Mais l'influence qu'il exerçait dans cette province n'était pas proportionnée au grand nom qu'il portait. Les Bretons lui avaient témoigné jusqu'alors peu de considération. Aussi les ministres purent-ils lui infliger, en présence de ce peuple, qu'il aspirait à diriger, la plus humiliante leçon que pût recevoir un homme de son rang.

Le duc de Rohan s'était rendu à Nantes, où allaient se tenir les États de Bretagne. Vu l'importance particulière que la guerre civile donnait à cette assemblée, il crut devoir en briguer la présidence. Mais le maréchal de La Meilleraye, gouverneur de la province, serviteur dévoué de la reine-mère et du cardinal, avait reçu l'ordre de le contrecarrer en lui opposant le duc de Vendôme. Soldat énergique et hautain, La Meilleraye n'était pas homme à se laisser intimider par Chabot, qu'il n'aimait pas et qu'il avait eu déjà occasion d'humilier. Le gouverneur d'Anjou fit d'abord sonner très-haut ses prétentions, amena cinq ou six cents gentilshommes, qui **promettoient de lui faire avoir satisfaction**. Le maréchal, décidé à le repousser par la force, **plaça ses gardes et ses soldats sur les avenues, et sur les remparts du château quelques pièces de canon qui enfiloient la rue par laquelle cette noblesse devait venir**. Puis, quoiqu'il eût la goutte, **il se fit mettre sur un bidet, résolu d'aller à leur rencontre et de les charger**. L'ardeur belliqueuse de Rohan ne tint pas devant cette ferme attitude. Le prudent parvenu renonça à emporter la salle des séances. Il essaya seulement, par sa femme, de soulever le peuple de Nantes. Mais le maréchal, ayant fait prendre les armes aux bourgeois, lui enjoignit de quitter la ville sur-le-champ, avec ses amis. Le duc obéit. La duchesse, qui avait l'humeur moins docile, **voulut se donner la satisfaction de décharger sa bile**. Accompagnée du marquis de Molac et du comte de Carnay, elle alla trouver La Meilleraye, **le traita de tyran**, et le défia hautement, au nom de son mari. **Le maréchal ne s'emporta point, et lui répondit en riant qu'il s'étonnoit qu'elle voulût faire battre M. de Rohan, et qu'elle ne l'avoit pas épousé pour cela**. Le marquis de Molac s'étant voulu mêler de parler, et ayant dit, entre autres choses, que s'il n'étoit maréchal de France, il étoit du bois dont on les faisoit : *Il est vrai*, reprit M. le maréchal, *quand on en fera de bois, vous le pourrez être...* Enfin, après les avoir traités fort civilement, ne payant leurs injures que de railleries, il conduisit Mme de Rohan hors du château, et la fit après sortir de la ville.

Après l'outrage qu'il venait de recevoir, Chabot ne pouvait plus se faire illusion sur les dispositions de la Cour à son égard. Bafoué aux yeux de toute la France, atteint dans son honneur, menacé dans sa fortune, il revint à Angers (18 décembre)³ altéré de vengeance, prêt à se départir enfin de sa réserve habituelle. Il s'aperçut du reste, en y rentrant, que la Cour avait mis à profit son absence

¹ *Mémoires de Montglat*, collect. Petitot, 2e série, t. L, p. 320.

² Et notamment l'abbé Arnould, qui raconte avec beaucoup de détails la querelle de Rohan-Chabot et de La Meilleraye (*Mém.*, dans la coll. Petitot, 2e série, t. LXXIV, p. 293-295).

³ Le Présidial alla le saluer le 19. *Registre du Présidial*, p. 28.

pour miner son autorité au sein même de son gouvernement. Un agent vigoureux et fidèle de Mazarin, l'ex-ministre Servien¹, avait été chargé de cette tâche. C'était un homme adroit autant qu'énergique, fort influent dans la province, où il s'était marié et possédait de grands domaines². Il connaissait du reste fort bien les Angevins, pour avoir passé autrefois plusieurs années au milieu d'eux. Le Registre du Présidial (p. 28) nous apprend que, le 1er décembre, il était logé chez l'évêque Arnauld, avec lequel il prenait sans doute des mesures pour contenir et arrêter au besoin le gouverneur. Le Corps judiciaire alla lui rendre ses hommages au palais épiscopal et reçut de lui des instructions qui ne pouvaient être que défavorables au duc de Rohan. Ce dernier sentait donc, en rentrant au logis Barrault, comme un pouvoir occulte juxtaposé au sien et pouvant à un certain moment l'annihiler. Sa mauvaise humeur ne diminua donc pas. Mais elle fut portée à l'exaspération, quand un exempt, nommé Lignerolles, vint le sommer de lui remettre le château des Ponts-de-Cé. Presque à la même heure, un régiment se présentait pour occuper cette importante position³.

Il fallait cette fois prendre un parti et le prendre vite. Rendre les Ponts-de-Cé, c'était mettre la clé d'Angers dans la main de la reine-mère, se dessaisir d'une garantie sérieuse, s'exposer à la colère, peut-être aux violences des Angevins. C'était faire à la Cour un sacrifice gratuit et qui ne sauverait pas Rohan d'une disgrâce inévitable. Ne valait-il pas mieux, en résistant, conserver une chance de rester gouverneur d'Anjou ? Les circonstances semblaient, du reste, favoriser la rébellion. Mazarin, qui avait terminé ses préparatifs, était prêt à pénétrer en France. Son rappel devait évidemment soulever contre la Cour une grande partie du royaume. Paris et le Parlement allaient se déclarer ; le duc d'Orléans, patron de Rohan, manifestait bien haut l'intention de s'opposer par les armes au retour du cardinal ; Condé tenait toujours bon dans la Guyenne. Les princes seraient probablement vainqueurs. Le gouverneur de l'Anjou avait besoin d'eux ; il voulait aussi s'assurer les bonnes grâces du Parlement, qui n'avait pas encore enregistré ses lettres de duc et pair⁴. Toutes ces raisons lui donnèrent une hardiesse apparente, qui n'était que le calcul d'une âme intéressée. Il refusa donc de livrer les Ponts-de-Cé, courut à ce château, dont le gouverneur particulier, M. de Serrant, lui était suspect, et y mit une garnison sur le dévouement de laquelle il croyait pouvoir compter. Le régiment de Picardie, qui était venu pour l'occuper, dut se retirer sans avoir accompli sa commission. Un officier résolu, Poillac, proposa bien d'arrêter le duc de Rohan comme rebelle et de le conduire à Poitiers. Mais la Cour n'en avait pas donné l'ordre, et les autres capitaines n'osèrent assumer la responsabilité de ce coup de main (24 décembre)⁵.

Après l'acte de rébellion qu'il venait de commettre, il est étrange que le gouverneur de l'Anjou ait eu l'audace de renouveler à la reine-mère ses assurances de fidélité. Il garda Lignerolles auprès de lui, l'entretint de son

¹ C'est le célèbre diplomate qui négocia les traités de Westphalie. Disgracié sous Louis XIII pendant sept ans (1636-1643), il avait passé presque tout ce temps à Angers et à Sablé.

² Notamment le marquisat de Sablé, duquel relevaient cinquante paroisses. *Rapport* de Ch. Colbert, dans les *Archives d'Anjou*, de Marchegay, t. I, p. 128.

³ *Mém.* de l'abbé Arnauld, coll. Petitot, 2e série, t. XXXIV, p. 295-300. — *Mém.* de Montglat, *ibid.*, t. L, p. 320. — *Journal* de Jousset, p. 457.

⁴ *Mémoires* de Guy Joly, t. I, p. 220.

⁵ *Mém.* de l'abbé Arnauld et *Mém.* de Montglat, *ubi supra*. Barthélemy Roger, *Hist. de l'Anjou*, p. 516, 317. — *Lettre de Mgr le duc de Rohan à S. A. R. sur les entreprises du cardinal Mazarin contre la ville d'Angers* (Paris, La Caille, 1652).

inviolable attachement à la cause royale. Il envoya même à Poitiers un gentilhomme pour s'excuser sur ce que si les autres villes de la province eussent vu entrer des garnisons dans le Pont-de-Cé, elles se seroient toutes révoltées sans qu'il eût pu l'empêcher, dans la crainte qu'elles eussent eue d'avoir aussi des troupes¹.

Anne d'Autriche goûta peu ce système de défense. Rohan se disposait peut-être à renouveler d'aussi faibles excuses, lorsque de graves nouvelles, venues de Paris, le décidèrent à lever entièrement le masque. Mazarin avait franchi la frontière, le 24 décembre, et pris la route de Poitiers. Il avait amené une petite armée, et le maréchal d'Hocquincourt en avait pris le commandement. Au premier bruit de son retour, Paris s'était ému. Le Parlement avait donné pleins pouvoirs au duc d'Orléans pour arrêter le cardinal ; puis, dépassant toute mesure, il avait promis à quiconque livrerait Mazarin mort ou vif une prime de 450,000 livres, à prendre sur les biens mêmes du proscrit (29 décembre)². En apprenant ces mesures violentes, qui lui parurent présager un soulèvement général et prochain, le gouverneur de l'Anjou ne crut plus avoir aucun ménagement à garder envers le ministère. Il vit peut-être déjà Mazarin mis à mort, les princes victorieux et disposant de toutes les charges. Il fallait se hâter de se ranger parmi les amis de la veille, pour pouvoir prendre part à la curée du lendemain.

Aussitôt, Rohan-Chabot manifesta une ardeur très-vive pour le service de Condé, une horreur profonde pour le cardinal et ses séductions, un attachement sans bornes au bien public. Il fit venir à plusieurs reprises dans son hôtel les chefs de la bourgeoisie angevine, les corporations d'arts et métiers. Il parla au peuple en ami, qui voulait contribuer de toutes ses forces au soulagement des opprimés. Plusieurs auteurs contemporains nous disent qu'il déploya toute sa faconde pour entraîner ces pauvres gens à la rébellion, qu'il fut à la fois insinuant, chaleureux, attendrissant, et que la foule émerveillée, subjuguée, n'osa lui refuser son concours. Vous savez, dit-il, combien je vous ai toujours considérés, portant vos intérêts autant ou plus que les miens propres. Mais ce que j'ai fait par le passé n'est rien comparé à ce que je prétends faire aujourd'hui. Vous savez que les princes ont une armée, à laquelle va se joindre toute la France, pour prendre le cardinal Mazarin en quelque lieu qu'il se réfugie. Voilà une lettre qu'il m'envoie, par laquelle il nie prie de lui mettre en mains votre ville et château, pour faire sa place d'armes et lieu de refuge ; il me promet payer comptant mon gouvernement au double, ou m'en donner encore à l'avenir un plus considérable ; mais faire cela, c'est penser à mon profit et à votre perte, c'est faire mes affaires par la ruine des vôtres, me mettre en faveur auprès du Roi, de la Reine, de Mazarin, et vous en disgrâce auprès de toute la France, dont les armes venant en bref vous assiéger pour avoir le Mazarin, vous feroient périr avec luy. Je n'ai garde, je vous aime mieux que tout l'or et l'argent et veux m'exposer à périr pour votre conservation³.

Il n'était pas besoin de tant d'habiletés pour entraîner les Angevins clans la rébellion. Ils y étaient assez portés naturellement. Les auteurs qui attribuent aux artifices oratoires de M. de Rohan la faute grave qu'ils commirent en s'unissant

¹ L'abbé Arnould. — Montglat.

² Henri Martin, *Hist. de France*, t. XII, p. 390-392.

³ *Extrait de l'Histoire du prieuré de l'Évière*, publié par la *Revue d'Anjou*, t. III (année 1853) p. 338-340.

au parti de Condé, ont sans doute voulu l'atténuer aux yeux du gouvernement. Eux-mêmes étaient Angevins ; un sentiment louable les a fait parler ainsi¹. Mais ils n'ont pu ignorer que, longtemps avant les démarches de Rohan, la jonction avec M. le Prince était le vœu manifeste du parti populaire, c'est-à-dire de la population presque entière de leur ville. La foule avait besoin non d'être poussée, mais d'être retenue². Loin de voir avec appréhension le gouverneur se jeter dans la guerre civile, elle trouvait probablement qu'il avait trop tardé à se déclarer. Les plus déterminés de la faction commençaient à le suspecter. Pour dissiper leur méfiance, il dut aller jusqu'à leur offrir de garder eux-mêmes le château, afin qu'ils ne crussent point que par la considération du dit château, il se voulut avantager sur les dits habitants³. Ils virent dans cette proposition un gage de sa bonne foi, mais ne cessèrent pas pour cela de le surveiller, de peur qu'il ne négociât secrètement avec la Cour. L'abbé Arnould, neveu de l'évêque, nous le montre entouré à toute heure de force bourgeois révoltés, qui étoient presque aussi grands maîtres que lui. Le docteur Voisin ne le quittait pas. Enfin le duc était contraint, pour ne pas effaroucher ses censeurs, de peser toutes ses paroles et d'affecter une assurance frondeuse qui n'était pas dans son cœur⁴.

Quoi qu'il en soit, la coopération du peuple rendait Rohan très-fort. Maître de la Loire par les Ponts-de-Cé, maître d'Angers, que les habitants étaient bien résolus à défendre⁵, il pouvait attirer autour de lui toutes les forces vives de sa province, réunir une armée, jouer enfin au chef de parti. L'ambition lui donna une certaine énergie. Par ses soins, la ville fut mise rapidement en état de soutenir un siège. Les canons de la mairie furent mis en batterie au château et sur les remparts. Les compagnies bourgeoises furent complétées, exercées, distribuées entre les différents postes. Plusieurs régiments d'infanterie et de cavalerie, levés par le gouverneur dans la banlieue, vinrent les renforcer et les encourager. Certains seigneurs angevins, qui tenaient la campagne, imitèrent le gouverneur et mirent garnison, au nom de M. le Prince, dans les villes et les châteaux qu'ils trouvaient à leur convenance. Le comte de Goëlle, par exemple, occupa Champtocé. D'autres, avec leurs hommes, vinrent se mettre à la disposition de Rohan⁶. Ils furent bientôt si nombreux que ce dernier dut leur assigner des maisons religieuses pour logement. La Barre ou Soucelles, protestant, devint ainsi l'hôte des moines de Saint-Aubin, ce qui, même au milieu de la confusion qui régnait alors, parut irrégulier et scandaleux aux catholiques⁷.

Le gouverneur de l'Anjou était déjà bien compromis dans la rébellion. Bientôt, il lui fut impossible de s'arrêter dans la voie où il venait de s'engager, et il dut se

¹ V. Joussetin et Roger.

² Il ne lui fut pas difficile d'engager celui (le peuple) d'Angers dans ses intérêts, d'autant plus que ce peuple était d'ailleurs assez porté à des remuements par sa légèreté naturelle. *Mémoires* de l'abbé Arnould, coll. Petitot, 2e série, t. XXXIV, p. 295.

³ *Journal* de Joussetin, p. 457.

⁴ *Mém.* de l'abbé Arnould, coll. Petitot, 2e série, t. p. 297.

⁵ Les plus déterminés étaient, comme d'habitude, les bateliers du port Ligny et de la Poissonnerie. *Journal* de Joussetin, p. 456.

⁶ *Journal* de Joussetin, p. 457. — B. Roger, *Hist. d'Anjou*, p. 517. — *Journal* de Jacques Valoche, dans la *Revue d'Anjou* (année 1870). — *Lettre de Mgr le duc de Rohan*, etc., citée plus haut.

⁷ Pour donner crédit aux hérétiques, il en fit ses principaux conseillers et les logea dans une maison religieuse et dans l'appartement d'un des plus grands prélats de ce royaume, qui en est abbé. (L'archevêque de Paris, alors abbé de Saint-Aubin.) *Mandements* de messire Henry Arnould, p. 4.

compromettre encore davantage. Bien qu'il occupât militairement la ville, le parti des *Mazarins* était encore assez fort à Angers pour lui créer de sérieux embarras. Il fallait réduire à l'impuissance une minorité riche, influente, qui restait en correspondance avec la Cour et conspirait de toutes ses forces au rétablissement de l'autorité royale. L'évêque surtout, par ses vertus, son ascendant moral, son indomptable fermeté, était pour Rohan-Chabot un adversaire dangereux. Mais comment atteindre un homme que ses fonctions rendaient sacré, que ses bienfaits avaient rendu populaire ? L'arrêter était odieux et impolitique ; lui fermer la bouche, impossible. Le gouverneur était donc fort en peine, quand le hasard lui fournit un moyen facile et peu violent d'éloigner le trop fidèle prélat.

L'ex-ministre Servien, qui s'employait officieusement pour la Cour en attendant que le retour de Mazarin lui permît de rentrer au Conseil, habitait alors Notre-Dame-des-Aubiers, entre Poitiers et Angers. Sa femme étant morte en janvier 1652, il éprouva, paraît-il, de cette perte une grande douleur et pria Henri Arnauld, son ami, de le venir voir pour lui donner quelque consolation. L'évêque ne crut pas devoir lui refuser cette marque de sympathie et quitta sa ville épiscopale, non sans quelque appréhension du mal que pourraient faire les rebelles en son absence¹. Cette visite, faite en pleine guerre, à un homme connu pour son attachement à Mazarin, et qui tout récemment était venu apporter à Angers le mot d'ordre du cardinal, éveilla les soupçons du parti populaire. On crut dans le public que l'évêque n'avait vu dans la mort de Mme Servien qu'un prétexte pour aller conférer avec le parti de la Cour sur les affaires de la ville. Peut-être Arnauld, bien qu'il l'ait nié, avait-il en effet cette intention. Toujours est-il que la foule la lui prêta. Rohan, qui partageait sans doute l'opinion générale, n'eut garde de la combattre. Il accrédita au contraire cette idée, que le prélat n'était sorti de la ville que pour solliciter contre elle des mesures de répression et dénoncer les principaux chefs de la révolte. Le peuple conçut bientôt autant d'aversion qu'il avait eu jadis de sympathie pour son évêque². Aussi le gouverneur ne le scandalisa-t-il point en empêchant Arnauld de rentrer à Angers. Sachant que l'évêque approchait, le duc envoya son capitaine des gardes aux Ponts-de-Cé, pour le persuader, par de belles raisons, et par la vue même de sa sûreté, de ne point revenir. Mais comme il continuait d'avancer, sans se laisser effrayer, l'officier finit par l'arrêter, s'opposa même à ce qu'il séjournât aux Ponts-de-Cé et le contraignit à rebrousser chemin. L'évêque dut aller coucher à Brissac (21 janvier), d'où il se rendit peu après à Saint-Maur-sur-Loire, puis à Saumur³.

La nouvelle de cette retraite forcée ne causa point de trouble dans la ville. Le clergé, obligé par bienséance de protester contre la violence qui venait d'être faite à son chef, vint demander au duc quelques explications. Rohan assura qu'il avait le plus profond respect pour le prélat, qu'il ne lui avait fermé qu'à regret les

¹ B. Roger, *Hist. d'Anjou*, p. 517. — *Journal* de Jouselin, p. 457. — *Mém.* de l'abbé Arnauld, coll. Petitot, 2e série, t. XXXIV, p. 296.

² Et d'autant qu'il (le duc de Rohan) ne pouvait agir en notre présence avec une entière liberté, connaissant que nous n'étions pas capable de manquer à l'obéissance que l'Église nous commande de rendre aux rois... il se servit par un artifice honteux de suppositions et de calomnies pour essayer de nous rendre odieux auprès des peuples, et enfin, par une violence qui approche de l'impiété des tyrans... il nous empêcha l'entrée dans la ville de notre résidence, pour attirer plus aisément en notre absence les esprits à la révolte... *Mandements* de messire Henry Arnauld, p. 4.

³ *Mém.* de l'abbé Arnauld. — Jouselin. — Roger.

portes d'Angers ; enfin qu'Arnauld pourrait revenir, s'il voulait donner sa parole de ne se mesler d'aucune chose concernant le gouvernement politique. L'ordre ecclésiastique, en partie gagné à la rébellion, et peu dévoué du reste à son évêque, se tint pour satisfait de cette réponse. Plusieurs curés et chanoines allèrent la porter à Arnauld ; mais ils le trouvèrent inébranlable dans la résolution de faire jusqu'au bout ce qu'il regardait comme son devoir de pasteur et de sujet. Il déclara loyalement, à plusieurs reprises, qu'il ne donnerait aucune parole pour son retour, ne pouvant manquer au service qu'il devait au roy, et ne voulant pas que M. de Rohan pût lui imputer d'avoir manqué à ce qu'il lui auroit promis. Cette fermeté, si conforme à ses habitudes et à son passé, ne lui permit donc pas de rentrer dans sa ville épiscopale. Mais, du fond de son exil, il continua de la surveiller. Pour rester au courant de ce qui s'y passait, il y fit retourner son neveu, l'abbé Arnauld, qui, pendant quelque temps, put encore entretenir avec lui une correspondance chiffrée¹.

L'évêque d'Angers étant éloigné, le duc de Rohan se trouvait un peu plus à l'aise pour agir contre la Cour. Mais, pour être absolument maître de la ville, il lui fallait encore avoir raison du Corps judiciaire. Les magistrats, terrifiés un moment par l'appareil militaire dont il s'était entouré, avaient peu à peu repris courage et se livraient contre lui à de sourdes menées, qui ne pouvaient lui échapper. En apprenant l'expulsion de l'évêque, Eveillard, président de la prévôté, avait couru les rues, adjuré les curés de prescher hautement, pour que les peuples prissent part en cet esloignement. Mais l'un d'eux, Jousselin, très-ardent frondeur, lui avait répondu sans esmotion, qu'ils n'avoient pas cet ordre². Le clergé ne bougeant pas, le peuple était demeuré fort calme. Les officiers du roi résolurent alors de frapper eux-mêmes un grand coup. Leur chef, le lieutenant-général Boylesve, correspondait activement avec la reine-mère et avec Mazarin. Il exerçait, depuis quelque temps déjà comme un gouvernement occulte qui limitait, surveillait et pouvait à un moment donné annuler celui de Rohan. Tout à coup, le 26 janvier, le bruit se répandit clans la ville que ce magistrat venait de recevoir de nouveaux ordres du roi, par un ordinaire de Sa Majesté nommé Archambault. Habituellement, les dépêches officielles du souverain passaient avant tout par les mains du gouverneur. Pourquoi étaient-elles remises cette fois sans intermédiaire au lieutenant-général ? Apparemment parce qu'elles prescrivaient des mesures désavantageuses au duc de Rohan. Peut-être renfermaient-elles l'ordre de l'arrêter. Le public n'eut pas de peine à le croire. Aussi, dès le lendemain matin (27 janvier), le maire et les échevins, interprètes de l'anxiété générale, allèrent-ils au Palais de justice, où le présidial était assemblé, et demandèrent-ils à voir les ordres du roi. Mais les magistrats étaient sur leurs gardes. Ils furent impénétrables. Cette compagnie n'a encore reçu les ordres du roi, dit le premier président Lanier, et quand elle les aura reçus, elle en fera donner avis au maire. Cette réponse n'était pas sincère ; car, quelques minutes après, les diverses compagnies judiciaires de la ville, convoquées préalablement par le lieutenant-général, faisaient leur entrée au Palais et se réunissaient au présidial. Elles y venaient évidemment pour recevoir la communication que les officiers municipaux avaient demandée en vain, sans doute aussi pour porter un arrêt d'union et décréter contre le gouverneur.

Le temps pressait, et la situation de Rohan-Chabot était fort critique. Une sentence judiciaire en bonne forme pouvait détacher de lui une grande partie de

¹ L'abbé Arnauld. — Jousselin. — Roger.

² *Journal* de Jousselin, p. 459.

ses partisans. Un coup de main tenté par un homme aussi résolu que Boylesve pouvait lui coûter la liberté. Le duc résolut de le prévenir. Informé de ce qui se passait au Palais, il y courut aussitôt, avec soixante gardes bien armés et ses conseillers populaires, parmi lesquels on remarquait le docteur Voisin. Des gentilshommes l'accompagnaient aussi, pour lui prêter main-forte en cas de besoin. Sa brusque apparition déconcerta quelque peu les magistrats. Lanier et Boylesve se portèrent au-devant de lui, comme pour lui faire honneur. Mais le duc leur ayant demandé avec aigreur le motif de cette assemblée faite sans son ordre, le lieutenant-général reprit toute son audace et déclara net qu'ils n'étaient pas obligés de lui en rendre compte et qu'ils avaient ordre du roi de ne plus le reconnaître. Le duc, avec sa souplesse et sa grâce ordinaires, s'efforça de démontrer aux magistrats qu'il n'était jamais sorti ni du droit ni de la légalité. Il n'avait fait, en prenant les armes, qu'exécuter les ordres du roi et les arrêts du Parlement contre Mazarin. Le devoir du présidial et des autres compagnies était de se joindre à lui. Il était venu pour les y convier. Il ne voulait rien faire que de concert avec elles. Mais Boylesve, sans se payer de ces sophismes, repartit qu'ils sçavoient bien à quoy leurs charges les obligeoient, mais qu'ils ne reconnoissoient point le Parlement quand il donnoit des arrests contraires aux volontés du roy ; que ceux dont estoit question estoient de cette nature ; traitta messieurs du Parlement de rebelles... Enfin, il me menaça, ajoute Rohan dans le récit qu'il a écrit de cette scène, de faire esmouvoir toute la ville contre moy.

Après une déclaration aussi nette, les paroles étaient inutiles ; il fallait en venir aux actes. Chabot, emporté par la colère, et sans calculer peut-être la gravité de l'acte qu'il allait commettre, prit le lieutenant-général par la main et le déclara prisonnier. Boylesve portait les insignes de sa charge, le bonnet et la robe. C'est dans ce costume qu'il traversa la place des Halles et la partie la plus populeuse de la ville, toujours conduit par le gouverneur et escorté des soixante gardes, qui criaient et faisaient crier au peuple : *Vive le roi et M. le duc et point de Mazarin !* Ferme jusqu'au bout dans sa résistance, bravant outrages et menaces, le lieutenant-général marchait la tête haute, disant : *Si Mazarin est serviteur du roy, je le suis*¹.

Ce courageux magistrat, digne contemporain de Mathieu. Molé, fut enfin écroué dans le château d'Angers, où, du reste, le gouverneur ordonna qu'il fût traité selon son rang. Quant à ses collègues, ils essayèrent d'abord de soulever la foule, au nom de la justice outrageusement violée ; mais trop de vieilles haines séparaient les classes populaires du corps judiciaire pour que cet appel fût entendu. *Pas un ne remua*, dit Jouselin², non sans une évidente satisfaction. Ce que voyant, les magistrats prirent le parti le plus digne qu'ils pussent adopter, celui d'interrompre le cours de la justice. Les tribunaux d'Angers cessèrent toute juridiction dès le 27 janvier. Les officiers du roi sortirent pour la plupart d'Angers et allèrent rejoindre la Cour. Quelques-uns restèrent dans la ville, pour y servir encore la cause de Mazarin. Mais le duc de Rohan ne tarda pas à les emprisonner ou à les chasser. Eveillard reçut l'ordre de se retirer. Ménage, lieutenant-particulier, La Boulaye, procureur du roi, Sicault, lieutenant de la prévôté, furent arrêtés. Dans le même temps, quelques gentilshommes, suspects d'attachement à la Cour, et certains officiers des compagnies bourgeoises étaient expulsés ou

¹ Pour les divers détails de cette affaire, voir Journal de Jouselin, p. 458-459. — B. Roger, *Hist. d'Anjou*, p. 517. — *Registre du Présidial*, p. 28, 29. — *Lettre de Mgr le duc de Rohan*, etc., citée plus haut.

² *Journal de Jouselin*, p. 459.

enfermés au château. L'abbé Arnauld était réduit à fuir pour conserver sa liberté (janvier-février 1652)¹. Par ces mesures énergiques, la ville restait décidément au pouvoir de Rohan-Chabot. Enfin ce gouverneur, naguère si prudent et si timoré, s'enhardit si fort par le succès, que les fourriers de la Cour, venant avec le sieur Beauvais Herbereau, valet de chambre de la maison du roy, pour marquer les logis à Angers, furent arrestez aux flanchets, à demie lieue de ladite ville, par les gardes de M. le duc, et contraints de retourner².

La guerre était déclarée ; il ne restait plus au roi qu'à assiéger la ville rebelle.

La révolte d'Angers compliquait et aggravait singulièrement les embarras de la Cour. C'était comme l'avant-coureur du soulèvement général que le duc d'Orléans et le Parlement voulaient provoquer contre Mazarin. Prendre cette ville était pour la reine-mère une nécessité politique autant que militaire. Négliger Angers, c'était inviter toute la France à l'imiter. L'assiéger et ne la pouvoir prendre, c'était enhardir les factions, assurer le triomphe des rebelles. Il sembloit, dit Larochefoucauld³, que toute la France étoit en suspens pour attendre l'événement de ce siège, qui pouvoit avoir de grandes suites... Car, outre que M. le Prince eût pu s'assurer des meilleures places des provinces voisines, il est certain que l'exemple de M. le duc d'Orléans et du Parlement eût été suivi par les plus considérables corps du royaume ; et si la Cour eût été contrainte de lever ce siège, on peut dire qu'elle se seroit trouvée dans de grandes extrémités, et que la personne du roi eût été bien exposée, si ce mauvais succès fût arrivé dans le temps que le duc de Nemours entra en France avec l'armée de Flandre et les vieilles troupes de M. le Prince, sans rencontrer de résistance.

¹ *Journal de Jousselin*, p. 459, 460. — B. Roger, *Hist. d'Anjou*, p. 517. — *Mém. de l'abbé Arnauld*, coll. Petitot, 2e série, t. XXXIV, p. 300-302.

² *Journal de Jousselin*, p. 460.

³ *Mémoires*, dans la collection Petitot, 2e série, t. LII, p. 114.

CHAPITRE XI

Anne d'Autriche et Mazarin à Saumur. — Opérations de l'armée royale. — Siège et capitulation d'Angers. (Février-mars 1652.)

Prise entre Rohan-Chabot et Condé, menacée par le duc d'Orléans du soulèvement de Paris, la Cour était perdue si le cardinal Mazarin ne fût enfin venu à son secours. L'ancien ministre avait mis à profit les derniers temps de son exil pour lever une armée. Plusieurs milliers d'Allemands et de Polonais, enrôlés à son service et parés de ses couleurs, lui avaient permis de rentrer en France sans trop redouter l'effet des menaces parlementaires. Ces étrangers ne partageaient nullement les passions politiques qui agitaient alors le royaume. C'étaient en général de vieux soldats. Ne voyant dans la guerre qu'une entreprise à forfait, ils étaient prêts à la faire de leur mieux pour le parti qui les payait. Mazarin pouvait donc compter sur eux. Malheureusement, ces routiers, dont l'avidité n'épargnait pas plus les amis que les ennemis, allaient augmenter les misères de notre pays en le pillant avec une brutalité inouïe même à cette époque¹.

Pour les commander, le cardinal avait trouvé un vrai *condottiere*, le maréchal d'Hocquincourt. Soldat énergique et politique sans consistance, ce personnage avait rendu des services à tous les partis et n'avait su s'attacher à aucun. Caractère altier, cœur sensible, esprit original, il aimait par-dessus tout la guerre, après la guerre Mme de Montbazou, et après Mme de Montbazou la philosophie². C'est pour plaire à sa maîtresse qu'il s'était jeté dans la Fronde, en 1649 ; c'est pour la belle des belles qu'il était allé s'emparer de Péronne. Plus tard, de nouvelles amours l'avaient brouillé personnellement avec M. le Prince. Il s'était donné corps et âme à la Cour, avait hardiment proposé de faire tuer Condé. C'était l'homme des colins de main et des résolutions violentes³. Peu d'années après, grâce à une nouvelle palinodie, il devait passer à l'ennemi et mourir honteusement dans les rangs espagnols. En attendant, et sans cesser apparemment de le surveiller, Mazarin se servait de lui. D'Hocquincourt était brave, hasardeux. Son intérêt et ses passions lui commandaient dans le moment d'être fidèle. Deux lieutenants éprouvés menaient, sous ses ordres, la petite armée du cardinal. C'étaient les comtes de Navailles et de Broglio, ce dernier originaire d'Italie comme Mazarin et inviolablement attaché à sa fortune.

Entouré de ses soldats, le favori d'Anne d'Autriche put braver les fureurs populaires et traverser sans accident la plus grande partie du royaume. Il était peut-être moins pressé de rentrer au ministère que la reine-mère n'était

¹ Sur la levée de cette armée, voir *Lettres du cardinal Mazarin à la Reine*, etc., écrites pendant sa retraite hors de France en 1651-52, et publiées par M. Ravenel (1836). — *Mém.* de Mme de Motteville. — *Mém.* de la duchesse de Nemours.

² V. Saint-Evremond, *Conversation du P. Canaye et du maréchal d'Hocquincourt*, citée par M. Eugène Berger, dans sa rapide, mais intéressante étude sur la *Fronde en Anjou* (*Revue d'Anjou*, t. III, année 1853, p. 519, 520).

³ *Mém.* du cardinal de Retz. — *Mém.* de Guy Joly. — *Mém.* de Mme de Motteville, etc.

impatiente de le revoir. Quand il approcha de Poitiers, cette princesse ne put contenir sa joie. Elle resta plusieurs heures à sa fenêtre pour le voir arriver de loin. Elle serait allée au-devant de lui si sa dignité ne lui eût interdit cette démarche. Elle envoya du moins sur la route le jeune roi, qui fit plus d'une lieue au-devant du cardinal et l'amena presque triomphalement dans la ville¹. Inutile d'ajouter que Mazarin reprit immédiatement sa place dans le Conseil et redevint à la face de la France ce qu'il n'avait pas cessé d'être en secret, c'est-à-dire chef du ministère (28 janvier 1652).

Son retour était un avantage considérable pour la cause royale. Grâce aux ressources infinies de son esprit non moins qu'aux troupes qu'il amenait, la Cour pouvait reprendre l'offensive sur plusieurs points et menacer à la fois tous ses adversaires. Mais de quel côté devait-elle diriger ses principaux efforts ? Le renfort qu'elle venait de recevoir allait-il être porté vers la Guyenne ou vers l'Anjou ? Le ministère s'attacherait-il avant tout à écraser Condé ? Négligerait-il Rohan ? Ou partagerait-il ses forces de façon à lutter en même temps contre ces deux ennemis ?

Ces questions furent posées dans le Conseil peu d'heures après le retour de Mazarin, et tout d'abord elles y provoquèrent une scission. Le marquis de Châteauneuf, ancien frondeur, ennemi de Condé et du cardinal, avait tenu la première place dans le cabinet jusqu'à l'arrivée de ce dernier. Dépité de n'occuper plus que la seconde, il proposa un parti, qui, pour avoir sa raison d'être, n'en devait pas moins déplaire profondément à son rival. C'était de marcher sur Bordeaux avec toutes les forces disponibles, sans se préoccuper de la rébellion angevine. Condé une fois battu, Rohan s'empresserait de se soumettre. Mais le cardinal jugeait, fort sagement, que, s'enfoncer dans le Midi, c'était laisser à toutes les provinces du Nord le temps d'imiter l'Anjou, permettre au duc de Nemours d'opérer sa jonction avec Beaufort, à tous les deux d'occuper la ligne de la Loire, et à Paris de s'insurger. Or il fallait avant tout, suivant lui, se rapprocher de la capitale, afin de pouvoir ou la réduire ou l'intimider assez pour qu'elle n'osât pas se déclarer en faveur des princes. Sans cesser de refouler Condé en Guyenne, la Cour devait consacrer le gros de ses forces à prendre à revers Rohan, Beaufort et Nemours. Ces trois chefs vaincus ou seulement arrêtés, c'était assez pour que la France, provoquée par le Parlement à la guerre civile, hésitât à s'y précipiter, pour que le Parlement lui-même revînt sur ses premières déclarations. C'était en tout cas gagner du temps ; et la devise du cardinal était : *Le temps et moi*.

Châteauneuf, qui avait vu d'abord son projet adopté, montra beaucoup de dépit quand il apprit que la reine-mère avait changé d'avis. Turenne et son frère Bouillon, récemment rebelles, maintenant tout dévoués à la cause royale, offraient leurs services à la Cour. L'épée du premier surtout était précieuse. Le cardinal n'eut pas de peine à démontrer à la reine que ce grand capitaine ne pouvait être employé nulle part plus utilement que sur la Loire. Pendant que le comte d'Harcourt tiendrait tête à M. le Prince sur la Dordogne et la Garonne, on l'emploierait à contenir Nemours et Beaufort ; d'Hocquincourt irait faire dans le même temps le siège d'Angers. Celle ville prise, la Cour enverrait à Turenne les

¹ Le soir, après souper, le cardinal, accompagné du roi, de son frère le duc d'Anjou et de plusieurs seigneurs portant chacun une feuille de laurier, alla saluer la reine, 'lui le reçut avec beaucoup de joie. — Voir Mss. Denesde, cité par Thibaudeau dans son *Histoire du Poitou*.

troupes dont elle pourrait disposer. Puis elle se rapprocherait de Paris¹. Mazarin ne pensait pas, du reste, qu'Angers dût retenir bien longtemps ses soldats. Plusieurs magistrats, chassés par Rohan ou fuyant sa colère, étaient venus à Poitiers et avaient dit bien haut que cette place ne tiendrait pas devant l'armée royale. Elle n'était, d'après eux, dominée que par le gouverneur et une poignée de factieux ; l'immense majorité des habitants était dévouée au gouvernement. Les Angevins ne demandaient qu'à prouver leur fidélité. Paralysés par un tyran, ils allaient retrouver tout leur courage à l'approche de d'Hocquincourt, se soulever contre Rohan, ouvrir leurs portes, fêter le roi et sans doute aussi le cardinal².

La reine-mère décida donc que l'armée amenée par Mazarin serait employée à la reprise d'Angers. Châteauneuf, froissé, offrit sa démission. Anne d'Autriche l'accepta. Le cardinal demeura sans conteste chef du Conseil ; et le 3 février 1652³, la Cour quitta Poitiers et se dirigea vers la capitale de l'Anjou.

C'est à Saumur que Louis XIV et sa mère vinrent fixer, pour quelques semaines, le siège de leur gouvernement. Le choix de cette ville, dû sans doute à Mazarin, était assez heureux. Saumur, en effet, était assez près d'Angers pour que la Cour pût à toute heure apprendre les moindres incidents du siège, s'entendre avec d'Hocquincourt, lui envoyer des renforts. Puis cette ville commandait un des passages les plus importants de la Loire. Par elle on surveillait une partie du fleuve, on restait en communication avec le Midi et on tendait la main à Turenne. Enfin la place n'avait rien à redouter d'un coup de main. La personne du roi y était en sûreté ; le château de Saumur était considéré comme très-fort ; et les habitants de la ville, qui avaient montré en -1650 tant de fidélité⁴, devaient être fiers de posséder le gouvernement et désireux de le défendre.

Les Saumurois furent en effet flattés de la préférence qui leur avait été accordée. Ils virent avec plaisir au milieu d'eux une reine généreuse, encore belle, et dont l'infortune faisait oublier toutes les fautes. Anne d'Autriche, par gratitude autant que par calcul, se montra douce et accessible à ce bon peuple. Très-fière de ses enfants, et surtout de l'aîné, elle aimait à faire admirer la grâce et les royales manières du jeune Louis XIV. Elle le conduisit un jour au couvent de la *Fidélité* — si fort éprouvé pendant les troubles de 1650 —, voulut qu'il y entendît la messe, et, après l'office, le fit approcher de la grille du chœur, disant aux religieuses qu'elle l'avait engagé à venir, afin qu'en le voyant, elles fussent animées à prier pour lui⁵.

Cette reine ne vit pas seulement les Saumurois s'unir cordialement à ses prières. Elle eut aussi la joie de rencontrer parmi eux le noble évêque d'Angers, qui, au

¹ *Mém.* de Larochehoucauld, collect. Petitot, 9e série, t. LII, p. 114. — *Mém.* du cardinal de Retz (Amsterdam, 1718), t. III, p. 23, 21, etc.

² *Journal* de Jouselin, 461-463.

³ *Mém.* de Montglat, coll. Petitot, 2e série, t. L, p. 323. — Mme de Motteville (*Mém.*, coll. Petitot, 2e série, t. XXXIX, p. 309) dit que la Cour ne quitta Poitiers que le 6 février. Mais, outre qu'on ne s'expliquerait guère qu'elle fût restée neuf jours dans cette ville après l'arrivée de Mazarin, on aurait peine à comprendre, si l'on admettait cette date, que les troupes royales eussent franchi du 6 au 8 février l'espace compris entre Poitiers et Angers. Or, elles étaient, le 8, devant cette dernière place, comme le *Journal* de Jouselin, p. 460, 461, permet de le constater. On voit aussi dans ce document que, dès le 7, on avait eu avis de *l'arrivée du Roi à Saumur* (p. 460).

⁴ V. plus haut, chapitre VI.

⁵ Bodin, *Recherches sur l'Anjou*, t. II, p. 341-343.

premier bruit de son voyage, était venu lui offrir son concours. Henri Arnauld trouva en elle une confiance et une faveur dont il ne profita plus tard que pour protéger contre la royauté victorieuse les rebelles désarmés. Mais si le digne prélat ne devait avoir pour les vaincus que sollicitude et pitié, il ne cessa, tant que la révolte dura, de protester contre elle. Le mandement qu'il donna à Notre-Dame-des-Ardilliers, près Saumur, le 7 février 1652, nous le montre fort affligé d'un soulèvement qu'il jugeait criminel et qui allait attirer de nouveaux malheurs sur la province d'Anjou. Il n'omet rien de ce qui peut détacher les Angevins du parti des princes, les ramener à la soumission. Comme le dessein de Sa Majesté, dit-il, n'est pas d'éteindre ce feu par le sang de ses sujets, entre lesquels nous sommes obligés de lui rendre ce témoignage, que le plus grand nombre est toujours demeuré ferme dans la fidélité qui luy est dette, les autres, par une facilité digne de compassion, s'étant laissé ébranler par les impostures dont on s'est servy pour les surprendre : Nous devons sans doute coopérer à ses intentions par nos prières... Suivent des prescriptions à tous les prêtres du diocèse, auxquels l'évêque enjoint d'exciter fortement les peuples à se conformer à nos sentimens et à nos intentions, leur déclarans que comme la justice de Sa Majesté punira sévèrement ceux qui luy seront rebelles, ils doivent croire aussy que s'ils n'écoutent la voix de l'Église, ils nous forceront d'en tirer le glaive et de leur faire sentir le poids de ses censures¹.

Mais les armes spirituelles ne suffisaient pas pour ramener à l'obéissance une population révoltée, qui croyait avoir le droit de son côté. Les Angevins s'étaient trop avancés dans la rébellion pour reculer sans combattre. Du reste, les foudres épiscopales les effrayaient peu ; car dans leur ville une bonne partie du clergé faisait cause commune avec le parti populaire. La Cour dut donc, sans dédaigner l'assistance morale d'Henri Arnauld, se mettre en mesure de réduire par la force la ville révoltée. Dès les premiers jours de février, les ministres adoptèrent un plan de campagne dont l'efficacité leur parut devoir être très-prompte. Ils résolurent de faire converger toutes les forces dont ils pouvaient disposer dans la province vers Angers, qui en occupait le centre. Ils voulaient former autour de Rohan-Chabot un cercle de fer qui, se resserrant peu à peu et l'isolant du reste de la France, le réduisit à périr ou à se rendre. Le maréchal d'Hocquincourt, avec le gros de ses troupes, devait descendre la Loire et déboucher devant Angers par les grandes plaines de Sorges et de Trélazé. Ses deux lieutenants eurent pour mission d'opérer sur ses ailes. Navailles, appuyant sur la droite, fut chargé d'éclairer la partie de l'Anjou qui avoisine le Bas-Maine, sans doute pour surveiller Beaufort, dont l'arrivée était imminente ; s'il ne rencontrait pas de résistance sur sa route, il devait se rabattre par Baugé sur Angers, qu'il bloquerait au nord-est, pendant que son chef la tiendrait assiégée au sud-est. A gauche, le comte de Broglio mènerait quelques régiments jusqu'à Chalonnes, ville située sur la Loire à quelques lieues au-dessous des Ponts-de-Cé². Il y attendrait un convoi de poudre et d'artillerie que le maréchal de la Meilleraye, gouverneur de Bretagne, devait lui envoyer par eau. Les canons, qui manquaient à l'armée royale, étaient nécessaires pour battre la place au cas où sa résistance menacerait de se prolonger. Dès que la flottille serait arrivée, Broglio l'escorterait jusqu'à la Pointe, lieu où la Maine tombe dans la Loire, et s'emparerait de cette position. Les bateaux pourraient alors remonter jusqu'aux portes d'Angers. Les

¹ Mandement sur l'obéissance qui est due au Roy par ses sujets, dans le recueil des *Mandemens* de messire Henry Arnauld (Angers, 1683), p. 3-6.

² *Mém.* de Montglat, coll. Petitot, 2e série, t. L, p. 323.

pièces seraient mises en batterie des deux côtés de la rivière et Broglio commencerait à investir la Doutre, c'est-à-dire la partie occidentale de la ville, située sur la rive droite de la Maine. La Meilleraye avait ordre d'occuper dans le même temps les places du Bas-Anjou et de couper les communications de Rohan avec la Bretagne. Enfin, dans le nord de la province, quelques seigneurs dévoués à la cause royale, les La Varenne, les du Bellay, les Chambellay, devaient réunir tous leurs amis, descendre par les vallées de l'Oudon, de la Mayenne, de la Sarthe et du Loir, et venir compléter la ligne d'investissement¹.

Si tous ces mouvements s'exécutaient sans retard et avec ensemble, les Angevins paraissaient perdus. Les opérations furent, il faut le dire, poussées au début avec une promptitude et une énergie de mauvais augure pour les rebelles. Les bandes polonaises et allemandes de d'Hocquincourt, pillant et dévastant tout sur leur passage, se montrèrent, dès le 8 février, à Sainte-Gemmes, Sorges, Trélazé, Saint-Léonard, c'est-à-dire à moins d'une lieue d'Angers². Les habitants de ces villages s'enfuirent éperdus, emportant le peu qu'ils pouvaient sauver de leurs meubles et de leurs effets. Dans le même temps, Navailles balayait tout le territoire compris entre Saumur et la Flèche. Maîtres de Baugé, ses soldats s'y comportèrent avec si peu de modération que l'un d'eux fut tué par les habitants. La ville fut aussitôt menacée d'une exécution militaire. L'incendie, le pillage, le viol, le meurtre allaient être déchaînés. Une simple religieuse préserva Baugé de toutes ces horreurs. On l'appelait sœur de la Haie. Elle était venue peu auparavant fonder dans cette ville un hôpital ; elle y était restée pour soigner les malades. Dissimulant avec soin son origine, elle avait voulu jusqu'alors vivre humble et cachée, faire le bien sans éclat. Les habitants de Baugé n'apprirent que par l'heureuse démarche qu'elle fit en leur faveur la haute naissance de Mlle de Melun³. Grâce à cette sainte fille, les troupes de Navailles continuèrent leur route sans commettre trop de violences. Elles arrivèrent en vue d'Angers fort peu de temps après celles du maréchal. A ce moment, Broglio se dirigeait vers Chalonnnes⁴, et les seigneurs du parti royal commençaient à se grouper au Lion-d'Angers⁵.

¹ Ce plan n'est formulé nulle part, mais il ressort des événements eux-mêmes et des indications de détail que nous trouvons dans les documents contemporains du siège.

² *Journal de Jouselin*, 460, 461. — Barthélemy Roger, *Histoire d'Anjou*, p. 518.

³ V. l'histoire touchante de Mlle de Melun dans Bodin, *Recherches sur l'Anjou*, t. II, p. 325-340. — Sa Vie a été écrite par Joseph Grandet, prêtre d'Angers (1687), et, plus récemment, par le vicomte de Melun (1854).

⁴ Barthélemy Roger, *Histoire d'Anjou*, 519.

⁵ *Journal de Jacques Valuche*, marguillier de Candé, imprimé dans la *Revue d'Anjou*, année 1870. — Tous les nobles de l'Anjou furent requis d'assister le Roi contre les rebelles. M. Godard-Faultrier cité, dans l'Anjou et ses Monuments, t. II, p. 473, la lettre adressée par Louis XIV à René Quatrebarbes, seigneur de la Rongère, pour réclamer ses services. C'est une espèce de circulaire, conçue en ces termes : M. de la Rongère, encores que je ne doute pas de vostre fidélité et affection à mon service, que j'y prenne une entière confiance et que j'espère que vous m'en donnerez des preuves à l'occasion des occurances présentes ; je vous ay néanmoins bien voulu écrire cette lettre pour vous exhorter et vous dire que vous ferez chose qui me sera très-agréable de vous employer avec vos amys pour restablir dans mon pays d'Anjou la tranquillité et réduire mes subjectz rebelz à leur devoir et à mon obéissance, vous assurant que les services que vous me rendrez me seront en particulière recommandation et que j'en conserverai la mémoire pour vous en recognoistre par les effectz de ma bienveillance quand il s'en offrira sujet. Et pendant, je prieray Dieu qu'il vous aye, mons. de la Rongère, en sa sainte garde.

Les préparatifs d'attaque et les premières opérations de Mazarin n'eurent pas pour effet d'intimider la ville rebelle. Encouragés par leur gouverneur, qui faisait bonne contenance et leur promettait un prompt secours de Beaufort, les Angevins se disposaient à soutenir vigoureusement le siège. L'assiette assez forte de leur place et le défaut de canons dans l'armée royale leur donnaient l'espoir de résister victorieusement à tous les assauts. La Maine, qui traverse Angers du Nord au Sud, était barrée en amont et en aval par des chaînes et des estacades. La ville proprement dite, située sur la rive gauche de ce cours d'eau, était entourée d'une muraille continue, dont l'emplacement est aujourd'hui indiqué par la ligne des boulevards. Ce rempart, protégé par un large fossé, et, du reste, assez fort pour ne pas redouter d'escalade, était percé de trois portes — Saint-Michel-du-Tertre, Saint-Aubin et Toussaint —, que des ouvrages avancés mettaient à l'abri de toute surprise. La portion méridionale de la muraille se reliait au château, vaste et importante construction féodale, qui constituait à elle seule une place forte capable de résister indépendamment de la ville. Cette vieille forteresse, encore solide, dominait, de ses dix-sept grosses tours, la cité, la rivière et la campagne. De l'autre côté de la Maine s'étendait la foudre, portion d'Angers plus petite que la première, entourée comme elle d'un rempart et communiquant avec le dehors par les deux portes Saint-Nicolas et Lyonnaise. Il faut ajouter à ces moyens de défense de vastes faubourgs — *Reculée, l'Esvière, Saint-Laud, Bressigny, Saint-Samson, Saint-Michel*, sur la rive gauche de la Gauvain, *Saint-Lazare, Saint-Jacques* sur la rive droite —, qui, bien barricadés, pouvaient arrêter quelque temps l'ennemi, et un certain nombre d'établissements religieux, comme les abbayes de Saint-Nicolas et de Saint-Serge, qui couvraient les approches de la ville. On ne peut donc s'étonner que les Angevins, ignorant le plan militaire de la Cour, aient cru pouvoir défier les efforts d'une armée qu'ils savaient, au début, dépourvue d'artillerie¹.

Les murailles, d'ailleurs, ne constituaient pas la seule force d'Angers. Il ne manquait pas de soldats pour les défendre. Dès le 4 février, les compagnies bourgeoises, équipées, armées en guerre, passées en revue par Rohan-Chabot, avaient été mises au complet². En temps ordinaire, elles formaient un effectif de 2.000 à 2.500 hommes³. Ce n'est pas exagérer que d'évaluer à 4.000 le nombre des combattants qu'elles durent fournir dans ce moment de crise. La population d'Angers était alors — suivant l'historien Roger — d'environ 50.000 âmes, et l'on ne doit pas oublier qu'elle s'était déclarée presque tout entière pour la rébellion. Le duc de Rohan venait, du reste, de lever pour son compte, soit dans la ville, soit aux environs, un régiment d'infanterie et un de cavalerie, qui ne se confondirent jamais avec la milice municipale. Bientôt, les écoliers bretons de

Escrit à Saulmur, le XIIe jour de febvrier 1652.

Signé : LOUIS.

¹ V. la curieuse *Description de la ville d'Angers*, par Péan de la Tuilerie (1778), nouvelle édition par Célestin Port (Angers, 1869), et le plan qui y est annexé.

² Ordonnance de Rohan (3 février) : Il est ordonné très-expressément aux habitants d'Angers de se trouver demain, à 1 heure précise après midi, dans la place des Halles, avec leurs armes, et de se ranger chacun en sa compagnie, son capitaine, auquel il est enjoint de les conduire pour faire la revue, sous peine à chacun des contrevenants de 100 livres d'amende. — Il est enjoint aux compagnies qui feront la garde de jour eu cette ville, de la faire aussi de nuit, à commencer d'aujourd'hui et jusqu'à nouvel ordre. Eugène Berger, *la Fronde en Anjou*, dans la *Revue d'Anjou*, t. III (année 1853), p. 517, 518.

³ V. *Journal* de Louvel, passim. — *Arch. anc. de la Mairie*, série BB, passim.

l'Université, poussés sans doute par le docteur Voisin, et des jeunes gens appartenant aux meilleures familles d'Angers s'équipèrent à leurs frais et formèrent un beau corps de 600 volontaires à cheval¹. C'était une troupe d'élite, pleine d'ardeur, fort propre à opérer des sorties et à harceler l'ennemi. L'armée rebelle comptait donc, dès le commencement de février, 6 à 7.000 hommes, c'est-à-dire autant que le corps principal du maréchal d'Hocquincourt. Elle en compta peu après bien davantage, par les renforts que lui amenèrent les seigneurs angevins du parti de M. le Prince. Ces gentilshommes avaient levé le ban et l'arrière-ban de leurs amis et de leurs vassaux ; chacun d'eux, après avoir bien garni son château², conduisit à Angers une petite troupe d'hommes résolus et habitués en général au métier des armes. Quelques-uns, comme La Barre, amenèrent leurs canons³. Ce personnage, qui avait déjà tenu une place importante dans la Fronde angevine de 1649⁴, se retrouve encore au premier rang dans l'armée de Rohan. Derrière lui se pressaient : son coreligionnaire, le protestant Soucelles, le chevalier de Jarzé — frère du célèbre marquis —, le comte de Goëlle — de la maison de Vertus et Avaugour, alliée aux Montbazou —, les marquis de Guibourg et de Clérambault, le vicomte de Challain, les sieurs de Landemont, de Montmusson, de Voisin, du Bois de La Ferté, de Langardière, de la Grandière, de Montjouffroy, de Bonchamp, etc.⁵. D'autres encore étaient attendus. Les provinces voisines de l'Anjou envoyaient elles-mêmes à Rohan leur contingent nobiliaire. En Bretagne, par exemple, le comte de Rieux⁶ et le marquis de Tonquedec faisaient des levées pour le compte de ce gouverneur. Le dernier promettait d'amener à lui seul un régiment⁷.

Les munitions et les armes ne manquaient pas plus que les soldats à la ville rebelle. L'artillerie surtout était formidable. Seize pièces de gros calibre avaient été extraites de l'hôtel de ville et mises en batterie sur les murailles, où s'en trouvaient déjà un grand nombre de plus petites⁸. D'autres avaient été amenées du dehors. Le château était abondamment pourvu de poudre et de canons. Les Angevins pouvaient ouvrir le feu de toutes parts et l'entretenir nuit et jour. Ils ne s'en firent faute.

Leur confiance et leur bonne humeur étaient encore augmentées par l'extension que la rébellion semblait avoir prise dans toute la province. Plusieurs châteaux, situés sur divers points de l'Anjou, tenaient pour M. le Prince. Champtocé, sur les confins de la Bretagne, pouvait gêner les communications de Broglio avec la Meilleraye⁹. Les seigneurs du parti royal s'assemblaient, il est vrai, au Lion-d'Angers. Mais Rohan dépêcha vers cette ville un corps de cavalerie assez fort pour les mettre en déroute¹⁰. D'autre part, le gouverneur d'Angers gardait sur la Loire l'importante position des Ponts-de-Cé. Il en avait confié la défense à 500

¹ Barthélemy Roger, *Histoire d'Anjou*, 518. — Eugène Berger, *ubi supra*.

² V. le *Journal de Valuche (Revue d'Anjou, année 1870)*.

³ *Journal de Jouselin*, 467.

⁴ V. plus haut, chap. IV.

⁵ Barthélemy Roger, *Histoire d'Anjou*, 521, 522. — *Rapport* de Charles Colbert sur l'Anjou, en 1665, dans les *Archives d'Anjou*, de Marchegay, t. I, p. 128-131.

⁶ Barthélemy Roger, 518. — Jouselin, 462.

⁷ *Mém. de Conrart*, coll. Petitot, 2e série, t. XLVIII, p. 89.

⁸ Eugène Berger, *ubi supra*.

⁹ *Journal de Valuche*, cité plus haut.

¹⁰ *Journal de Valuche*.

soldats d'élite et à un chef énergique, nommé le capitaine Alexandre¹. Ce dernier dernier disait que le feu du ciel pourrait seul lui faire abandonner son poste. Enfin Rohan-Chabot avait fait établir quelques retranchements en avant d'Angers, du côté de Sorges et de Trélazé ; et, pour prévenir toute attaque par la Maine, il songeait à barrer la Loire et à fortifier le village de la Pointe².

Tous ces moyens de défense n'empêchaient pas le gouverneur d'avoir au fond un peu moins de confiance qu'il n'en témoignait extérieurement. Le sol sur lequel il avait à combattre était miné sous ses pieds. Si l'énorme majorité des habitants était prête à soutenir un siège et à se sacrifier pour la cause de M. le Prince, il n'en restait pas moins dans la ville une minorité fort agissante pour le gouvernement. Si quelques magistrats, comme les frères Lemarié, Princé, Martineau, Goupilleau, Breslay³, s'étaient déclarés en faveur de Rohan, le Corps judiciaire presque tout entier avait hautement protesté contre l'attentat du 27 janvier. Presque tous les officiers royaux étaient allés rejoindre la Cour. Mais beaucoup d'entre eux étaient revenus, sans doute d'après un mot d'ordre de Mazarin. Nous en trouvons la preuve dans ce fait que, le 7 février, le parti oligarchique de la ville chargea Lanier de Saint-Lambert, président du Présidial, et trois ou quatre autres magistrats de se rendre à Saumur, pour faire les submissions de la ville au Roy. Cette tentative pouvait ébranler le Peuple d'Angers, tout au moins le faire réfléchir sur la légitimité de sa révolte. Le gouverneur envoya arrêter les députés à Sorges, et les fit conduire au château (8 février). Le même jour, quelques ecclésiastiques, qui se disaient chargés d'aller faire les submissions pour le clergé... furent conseillés par personnes qui avoient de l'accès en la maison du dit seigneur duc, de ne se hasarder à recevoir quelque déplaisir⁴. Les Mazarins d'Angers ne se tinrent pour battus ; car, dans la nuit suivante, ils essayèrent d'introduire l'armée royale dans la place. Une des portes devait être livrée à d'Hocquincourt, dont la cavalerie rôdait aux environs. Mais le complot fut déjoué ; l'alarme étant donnée, toute la ville fut souz les armes et y demeura jusques au matin de suivant. Instruit par cette leçon, Rohan fit partout doubler les postes, ordonna de creuser des tranchées entre les portes Saint-Aubin et Toussaint, et enjoignit, par avis imprimé, à tous ceux qui avoient quelque attache au Mazarin de vider la ville dans vingt et quatre heures. Il est vrai qu'il se relâcha bientôt de cette sévérité (8-10 février)⁵.

Pendant qu'il luttait ainsi contre les conspirateurs, le maréchal d'Hocquincourt prenait ses quartiers autour de la place et commençait résolument le siège. Bien que les canons lui fissent encore défaut, le chef de l'armée royale ne doutait pas que les Angevins, intimidés par sa ferme contenance, ne se rendissent à la première sommation. Après avoir emporté, le 10 février, les postes avancés de Sainte-Gemmes, Sorgos et Trélazé, il parut, le 11, devant les barrières du faubourg Bressigny. Plusieurs escadrons de cavalerie, conduits par un Angevin, le maître des requêtes Lanier, et par M. d'Amenay — gentilhomme récemment chassé par Rohan —, essayèrent d'emporter cette longue rue, qui menait droit à la porte Saint-Aubin. Refoulés par les rebelles, ils tournèrent l'obstacle, et

¹ Mss. 874 de la bibliothèque d'Angers (extraits d'une gazette secrète manuscrite de Paris, relativement au siège d'Angers en 1652), pièce 3. — *Archives de Maine-et-Loire*, G (série ecclésiastique), 924 (*Registre capitulaire de Saint-Laud*), fol. 174.

² Barthélemy Roger, 517, etc.

³ *Journal de Jouselin*, 475, 476.

⁴ *Journal de Jouselin*, 460.

⁵ *Journal de Jouselin*, 460, 461.

passant entre le faubourg et les Lices, arrivèrent jusqu'au poste de la porte Saint-Aubin. *Vivent le Roi et M. le Prince et point de Mazarin !* crièrent les Frondeurs en les apercevant. *Vivent le Roi et Mazarin !* repartirent les royaux. Alors commença une petite escarmouche où il resta huit à dix personnes de part et d'autre¹. L'avantage demeura aux Angevins. Mais la nuit suivante (11-12 février), d'Hocquincourt effraya si fort les habitants du faubourg Bressigny, que presque tous s'enfuirent, emportant ce qu'ils pouvaient de leurs meubles, effets et provisions. Les Mazarins n'eurent pas de peine à occuper le quartier abandonné. Ils s'établirent même dans quelques rues avoisinantes et au couvent de la Fidélité, se livrèrent à un pillage effréné et commencèrent à démolir les maisons pour se barricader. Les Angevins, les voyant si près de leurs murailles, ouvrirent, à partir du 12 février, un feu terrible sur le faubourg. La canonnade et la mousqueterie ne cessèrent plus jusqu'à la fin du siège. Un boulet emporta, dès le premier jour, le fils du maréchal. Rohan-Chabot, courtois comme toujours, envoya faire ses compliments de condoléance à d'Hocquincourt et offrit même de célébrer dans la ville les funérailles de ce malheureux jeune homme. Le maréchal répondit que son fils était déjà enterré et ne parut préoccupé que de le venger (12-13 février)².

L'occupation du faubourg Bressigny causa un certain émoi dans la place. Le peuple, furieux contre ceux des Angevins qui avaient servi de guides à l'armée royale, se rua sur leurs maisons et voulut les piller. Le duc préserva pour un temps ces immeubles, mais les déclara responsables des désordres qui se feroient en Brécigné³. Les premiers engagements, loin d'abattre le courage des rebelles, l'avaient, au contraire surexcité. Les Angevins montraient en général beaucoup d'ardeur et souhaitaient hautement l'insuccès de l'armée royale. Le clergé de la ville, peu docile à la voix de son évêque, s'associait en partie à la rébellion. Les frères Martineau, archidiacre et chanoine de la cathédrale, Bonchamp, chanoine, Blanchard, chapelain de Saint-Michel, Fromentière, prêtre de Saint-Maurille, Jousselin, curé de Sainte-Croix, se montraient ouvertement favorables à Rohan⁴. Le dernier nous apprend, dans son journal, que le mardi 13, se firent des processions... par la prière de Mgr le duc...⁵ Le peuple d'Angers, d'Angers, si attaché au culte catholique, voyait avec plaisir l'Eglise appeler le ciel au secours de M. le Prince. Le courage des assiégés était doublé par ces manifestations religieuses⁶. On se consola bien vite dans la ville d'avoir perdu le faubourg. Les cavaliers volontaires, sortant, à toute heure, par les portes Saint-Michel, Saint-Aubin et Toussaint, allaient escarmoucher avec succès jusque dans les cantonnements royaux et ramenaient chaque fois des prisonniers. Ils parlaient d'aller enlever les chefs mazarins au milieu de leurs soldats⁷. D'autre part, des renforts arrivaient journellement dans la ville. Si le marquis de Tonquedec oubliait sa promesse⁸, le comte de Rieux tenait la sienne et entrait

¹ Barthélemy Roger, 511. — *Journal* de Jousselin, 461. — Eugène Berger, *ubi supra*.

² Barthélemy Roger, 517, 518. — Jousselin, 461, 462. — *Journal* de Valuche, *ubi supra*.

³ Jousselin, 462.

⁴ Jousselin, 476.

⁵ Jousselin, 462.

⁶ Elles se renouvelèrent plusieurs fois, et jusque dans les derniers jours du siège. Le 26 février, une neuvaine est ordonnée attendu les guerres s'augmentent de plus en plus, la ville estant investie de tous côtés, assiégée et près d'estre battue de 15 pièces de canon par l'armée du Roi. *Registre capitulaire de Saint-Laud*, *ubi supra*.

⁷ Barthélemy Roger, 518. — Jousselin, 462.

⁸ *Mém.* de Conrart, coll. Petitot, 2e série, t. XLVIII, p. 89.

dans la place avec une troupe de cavaliers bretons (13 février)¹. D'excellentes nouvelles arrivaient du dehors. Le duc de Beaufort approchait avec une armée de secours ; il était déjà dans le Maine². La troupe envoyée par Rohan-Chabot avait battu au Lion-d'Angers les volontaires royaux. La Varenne et du Bellay avaient dit rétrograder³. Les Angevins pouvaient donc oublier l'échec qui leur avait tout d'abord été si sensible. Ils ne tardèrent pas, du reste, à en prendre une éclatante revanche. Le 17 février, 400 hommes, envoyés par le gouverneur, arrêtaient à la Pointe un premier convoi d'artillerie expédié par La Meilleraye. Une chaloupe chargée de poudre, balles et boulets et d'un perrier tomba en leur pouvoir. A partir de ce moment, et en prévision de l'arrivée prochaine des canons, Rohan-Chabot activa les travaux de défense qu'il avait ordonnés à la Pointe, maintint dans ce lieu une forte garnison et fit établir en travers de la Loire une solide estacade⁴.

Les assiégés ne se possédaient plus de joie. Ils s'imaginaient presque avoir exterminé l'armée royale. Ils firent grand bruit par toute la France de leur prétendu triomphe. A Paris, où le peuple souhaitait cordialement la défaite de Mazarin, on les crut volontiers vainqueurs. On lut dans tout le royaume un pamphlet intitulé : *La relation véritable de ce qui s'est passé entre les habitants de la ville d'Angers et les troupes du cardinal Mazarin conduites par le maréchal d'Hocquincourt, d'Angers les 14 et 17 février 1652*⁵. Ce récit présentait sous le jour le plus favorable aux Frondeurs les premières opérations du siège. Une brochure satirique, qui parut à la même époque dans la capitale, montre, par son seul titre, combien la résistance d'Angers avait inspiré de forfanterie au parti des princes. L'auteur avait imaginé de toutes pièces *la prise du bagage, meubles et cabinet de Mazarin par les habitants de la ville d'Angers avec la liste de tout ce qui s'y est trouvé*⁶. Dans l'énumération des ouvrages qui, selon lui, faisaient les délices du cardinal, se trouvaient au premier rang des livres obscènes et des traités politiques d'une morale douteuse. L'Arétin avait une place distinguée dans cette bibliothèque, et le Prince, de Machiavel, y tenait véritablement un rang de prince.

Sans tenir compte des exagérations et des fictions, un fait était manifeste, c'est que la ville d'Angers résistait avec succès à l'armée royale. Sur la foi de quelques magistrats trop intéressés à croire la victoire facile, la cour avait jugé que la place ne demandait qu'à se rendre. Or les Angevins n'avaient pas seulement répondu aux sommations par des coups de canon, mais ils tenaient en échec depuis plusieurs jours un maréchal de France. La durée imprévue du siège était plus qu'une humiliation pour le gouvernement ; c'était un danger sérieux. D'Hocquincourt ne pouvait tenter l'assaut sans avoir battu les murailles et pratiqué une brèche. Les canons lui manquaient. L'artillerie qu'on lui amenait par la Loire pouvait être indéfiniment arrêtée à la Pointe. Si, avant qu'il l'eût reçue, le duc de Beaufort faisait sa jonction avec Rohan-Chabot, il lui fallait lever le siège.

¹ Barthélemy Roger, 518. — Jouselin, 462.

² Jouselin, 462.

³ *Journal* de Valuche : M. de Rohan y envoya bien 600 cavaliers, qui empêchèrent ladite assemblée et les mirent en desroute et rompirent les ponts du Lion.

⁴ Jouselin, 463. — Barthélemy Roger, 519.

⁵ Paris, veuve J. Guillemot, 1652, 8 pages, n° 3947 de la *Bibliographie des Mazarinades*. *Mazarinades*.

⁶ Paris, Ant. du Hamel, 1652, 8 pages. La bibliothèque d'Angers en possède un exemplaire (section d'Histoire, n° 2063).

Le temps pressait. L'armée de secours envoyée vers Angers par le duc d'Orléans était déjà dans le Maine. La Cour, sans interrompre les opérations militaires, résolut de négocier avec les rebelles, ou plutôt avec leur chef. Mazarin, connaissant de longue date la flexibilité de Rohan, ne désespérait pas de l'amener, à force de promesses, à abandonner ses amis et à traiter séparément.

Le gouverneur était sans doute disposé à entrer en accommodement, s'il le trouvait conforme à ses intérêts propres. Mais le parti populaire d'Angers le surveillait de très-près ; et, d'autre part, Rohan ne pouvait croire sincères les promesses de la reine-mère et du cardinal, qu'il avait mortellement offensés. Aussi ne faut-il pas s'étonner de l'accueil un peu rude qu'il fit aux premières propositions du ministère. Un officier de l'armée royale, le comte de Quincé, envoyé pour parlementer, lui fit demander une entrevue dès le 15 février. Le duc la lui accorda sur-le-champ, mais après en avoir **communiqué aux habitants**. Le comte de Rieux l'accompagna, du reste, et assista à l'entretien qu'il eut avec le représentant de la Cour. Celui-ci, après avoir fait **offre de ses services à monseigneur**, lui déclara **qu'on estoit resolu de luy laisser le Pont-de-Cé, et que le roy désiroit venir en ville avec sa cour, mesme le Mazarin**. Rohan protesta bien haut de sa fidélité et de celle des Angevins au service du souverain, repoussa la proposition qui lui était faite, et renvoya Quincé, non sans lui avoir fait admirer **l'affluence des habitans mis en un instant sous les armes et... leur résolution**. Le lendemain, 16, un tambour étant venu de la part de ce gentilhomme porter encore **quelques paroles** au gouverneur, ce dernier **le renvoya fort rudement et voulut à peine l'entendre**. Il voulut bien cependant écrire **qu'estant engagé avec M. d'Orléans et MM. du Parlement, il ne pouvoit rien faire sans leur en avoir conféré**¹. Cette réponse dut plaire aux bourgeois d'Angers qui formaient son conseil ordinaire. Le gouverneur avait fort à faire pour conserver la confiance de ce peuple ombrageux, qui suspectait ses moindres démarches. Il lui fallait chaque jour donner de nouveaux gages à la rébellion. Les Mazarins demeurés dans la ville lui étaient dénoncés à toute heure ; et sous peine de perdre sa popularité, il devait les faire rechercher et mettre en prison.

Audouin de Damnes, ancien échevin, fut, par ses ordres, enfermé au château (15 février) ; le lendemain, ce fut le tour du président Eveillard et du conseiller Chevrolier, que les gardes du duc allèrent prendre jusque dans l'abbaye de Saint-Serge. Le sieur Mézille, **officier de chez le roy**, deux religieux bénédictins et le sieur de la Fontaine-Cuillé, greffier des eaux-et-forêts et capitaine du faubourg Saint-Michel, furent également arrêtés (16-18 février). C'étaient autant d'agents royaux de moins. Mais il en restait encore suffisamment dans la ville pour troubler la sécurité des rebelles².

Le cardinal Mazarin ne se contentait pas de négocier ostensiblement avec Rohan-Chabot. Il cherchait aussi secrètement à soulever contre lui les habitants. Les intelligences qu'il avait dans la place lui faisaient espérer qu'il serait facile d'y introduire quelques troupes par surprise. Dans la nuit du 18 au 19 février, le corps de Na vailles, qui venait de prendre position devant la ville, occupa le faubourg Saint-Michel. Ce quartier dominait la porte du même nom, située en contre-bas d'une petite éminence nommée la Butte-du-Pélican. Pour protéger leurs murailles de ce côté, les Angevins avaient dû établir deux postes en dehors des remparts, au sommet même de ce tertre. Les troupes royales, débouchant

¹ Joussetin, 462, 463. — Barthélemy Roger, 518.

² Joussetin, 462-464. — Barthélemy Roger, 518.

(lu faubourg, n'y trouvèrent que quelques soldats ivres. La négligence avec laquelle avait été gardée une position si importante était pour les assiégés un symptôme de trahison. La nuit suivante (19-20 février), peu s'en fallut que la place ne fût entièrement livrée à Navailles. Un savetier, nommé Lerouet, enseigna à ceux de dehors le moyen de descendre dans les fossés de la porte Saint-Michel. Dix hommes résolus s'y glissèrent sans bruit, puis tentèrent l'escalade du boulevard qui couvrait immédiatement la porte. C'en était fait peut-être de la ville, si un orfèvre, nommé Lelièvre, qui commandait ce poste, n'eût pris une hallebarde, tué du premier coup le chef de l'escouade royale et appelé ses soldats à son secours. Les volontaires de Navailles furent rejetés dans le fossé, l'alarme fut donnée partout, et la surprise tentée par les assiégeants échoua complètement. Le canon des Angevins délogea même Navailles des positions qu'il avait conquises près des murailles. Cet officier, ne pouvant tenir sans doute dans le faubourg Saint-Michel, se porta plus bas, vers la rivière, et se dédommagea de son échec en s'emparant de l'abbaye de Saint-Serge (21 février)¹.

Le siège se prolongeait, comme on voit, sans apporter aucun découragement aux Angevins, sans donner aucun avantage sérieux aux troupes royales. Les canons de Bretagne n'arrivaient pas. Mais, en revanche, le duc de Beaufort approchait chaque jour. Pour ébranler les assiégés et se donner en même temps une raison de renouer ses négociations, Mazarin fit intervenir Henri Arnauld entre la Cour et les rebelles. L'évêque, dont le dernier mandement, si paternel et si sage, n'avait eu aucun effet, tint, dans celui qu'il écrivit le 20 février, un langage sévère et menaçant. Son âme loyale se révoltait contre les distinctions au moyen desquelles les Frondeurs prétendaient rester fidèles au roi, tout en combattant son gouvernement. Nous ordonnons, disait-il, à tous ceux qui prêchent la parole de Dieu dans l'étendue de notre diocèse... de parler dans leurs sermons avec toute la force, le courage et la vigueur qui leur sera possible, du devoir des sujets envers leur Roy... et de faire connoître à ceux qui ont été assez malheureux pour s'en séparer, que l'Eglise ne peut les reconnoître pour ses enfants, pendant qu'ils n'obeissent pas à celui que Dieu leur a donné comme sa vive image pour leur commander et les gouverner, et que ce sont les véritables maximes de l'Evangile, contre lesquelles on ne peut alléguer que de faux raisonnemens, des équivoques artificieux... puisque sans s'arrêter à tant de subtilitez dont on se sert pour empoisonner l'esprit des peuples, il faut s'attacher fortement à la personne du roy qui est toujours accompagné des marques de l'autorité royale, et croire qu'un party dans lequel on ne la trouve point, ne peut passer que pour une faction funeste à la gloire et au bonheur de l'Etat, laquelle tous les véritables François doivent avoir en horreur. Si la théorie du droit divin des rois n'est pas soutenable, Henri Arnauld avait au moins le mérite de la défendre franchement et sans arrière-pensée. Rien d'étonnant à ce qu'ayant de pareilles idées il crût légitime l'emploi des armes spirituelles dans une lutte toute politique. Nous défendons, ajoutait-il, à tous les confesseurs... de donner l'absolution à aucun de ceux qui, sous quelque prétexte que ce puisse estre, portent les armes contre le roy, ou les conseillent, y adhèrent ou y consentent... Que si, par une désobéissance à l'Eglise et par un endurcissement de cœur — que nous ne voulons pas presupposer —, ils persistent dans leur rebellion, nous serons forcez, quoyqu'avec beaucoup de douleur, d'avoir recours aux remedes extremes que l'Eglise nous met entre les mains, en les declarant excommuniés,

¹ Joussetin, 464. — Barthélemy Roger, 518, 519.

et ordonnant que les peines qui suivent l'excommunication seront exécutées contre eux, et de mettre la ville et les faux-bourgs d'Angers sous l'interdit, en défendant à tous ecclésiastiques d'y faire aucun exercice public de religion.

Cet abus de l'autorité spirituelle était plutôt fait pour exaspérer que pour intimider les Angevins. Henri Arnauld était mieux inspiré lorsqu'il représentait aux rebelles la ruine presque inévitable à laquelle ils vouaient, comme de gaieté de cœur, non-seulement leur ville, mais toute la province d'Anjou. Nous les conjurons, disait-il avec grand sens, de faire une sérieuse réflexion sur l'état déplorable auquel est aujourd'hui réduite la province d'Anjou, et de considérer qu'elle auroit évité sa ruine et sa désolation, si celui qui est la seule cause des maux qu'elle souffre eût trouvé les esprits de ceux qui l'assistent dans sa rébellion affermis dans la résolution de périr plutôt que de se départir jamais de ce que la Loy de Dieu les oblige de rendre à leur Roy : De sorte qu'il ne s'agit pas seulement en ceci de la conservation de l'autorité royale, mais encore de l'établissement de la tranquillité publique, et du repos et du soulagement des peuples, lesquels enfin se repentent toujours de s'estre laissez séduire et corrompre par des personnes, qui, après s'estre servis d'eux pour leurs intérêts particuliers de fortune, d'ambition ou de vengeance, les laissent dans la misère, dont la justice de Dieu châtie presque toujours la revolte et la rebellion¹.

Ce langage était de nature à toucher un peuple naturellement doux, soucieux du repos et du bien-être, comme les Angevins. La Cour, qui comptait beaucoup sur l'effet du mandement, chargea l'archidiacre Garande, prêtre de la cathédrale, d'aller dans la ville en assurer l'exécution par de nouvelles propositions de paix. Un officier des gardes du roi, M. de Lortic, fut adjoint à cet ecclésiastique, pour traiter spécialement avec le duc de Rohan. Les deux négociateurs vinrent, le 22 février, promettre, assurer aux habitants et au gouverneur une amnistie complète ; mais ils demandaient en même temps que le roi fût reçu à Angers avec le cardinal Mazarin et autant de troupes que bon luy sembleroit, pour y vivre pendant trois jours à discrétion, et après qu'il adviseroit à ce qu'il feroit pour le gouvernement et pour la ville. Il y avait dans ce langage des contradictions et des menaces qui ne pouvaient échapper aux assiégés. Qu'était-ce qu'un pardon précédé de trois jours de pillage et d'exécutions ? Qu'était-ce qu'une amnistie qui coûterait probablement à la ville ses libertés municipales ? Les habitants, qui eurent connaissance de ces propositions dérisoires, dirent qu'ils aymoient autant mourir à une brèche, que de se soumettre à cette discrétion de l'ennemy de l'Etat, et n'estre point assurez de leur vie. M. de Lortic partit sur cette fière réponse et déclara qu'il allait prendre les ordres de la Cour (23 février)².

Il faut croire cependant que le mandement d'Henri Arnauld avait fait quelque impression sur une partie des assiégés. Car, tout en refusant de se rendre à discrétion, le peuple angevin commençait à incliner vers un accommodement. Le 23, après le départ de Lortic, beaucoup de bons bourgeois s'assemblèrent au convent des Jacobins et allèrent prier Rohan d'accepter l'amnistie. Le gouverneur ne leur donna que de belles paroles. Sept à huit cents femmes de la ville le vinrent aussi supplier. Mais il leur en dit tout autant, et ajouta que si elles avoient peur, Mme de Rohan les recevoit au château, où elles seroient en sûreté

¹ *Mandemens* de messire Henry Arnauld (Angers, 1683), p. 6-9.

² Jouselin, 464, 465. — Barthélemy Roger, 519.

avec elle¹. Le lendemain, Lortic, qui avait feint d'aller à Saumur, lui apporta des propositions fort acceptables : le cardinal ne parlait plus d'entrer dans la ville ; une amnistie générale, et sans réserves, était promise aux habitants ; enfin le duc de Rohan conserverait son gouvernement, à condition de s'absenter de l'Anjou pendant deux années. Si la Cour eût été sincère, le chef des rebelles eût commis un crime en repoussant de pareilles offres. Mais Chabot connaissait trop bien Mazarin pour s'aventurer sur la foi de promesses que le cardinal — nous le verrons bientôt — était fort résolu à ne pas tenir. Il venait d'apprendre, d'ailleurs, que M. de Beaufort était arrivé à La Flèche. Aussi ne répondit-il aux propositions royales que par des faux-fuyants. Il ne pouvait traiter, disait-il, **qu'après le temps nécessaire à l'approche dudit sieur duc de Beaufort**. Il demanda donc quatre ou cinq jours de délai. C'était plus qu'il n'en fallait à l'armée de secours pour atteindre Angers, à supposer que rien ne l'embarassât dans sa marche (24 février)².

Ainsi, ni les attaques de vive force, ni les tentatives de corruption, ni les négociations n'avaient fait brèche à la Fronde angevine. Le ministère était aux abois, et le parti des princes s'attendait à la levée du siège. Le dénouement approchait pourtant et ne devait pas être tel que l'espéraient les rebelles. Le parti de la paix, qui dès le 23 février, priait Rohan-Chabot de signer une capitulation honorable, semblait pressentir le danger sérieux qui approchait de la ville. Peut-être aussi doutait-il que les seigneurs fussent disposés à se sacrifier pour le peuple qu'ils avaient appelé à la révolte. Ses craintes ne furent que trop justifiées par l'événement.

Le comte de Broglio, chargé d'aller à Chalennes au devant du convoi de Bretagne, avait accompli sa mission. Plusieurs galiotes et frégates, chargées de canons, et envoyées par le maréchal de la Meilleraye, étaient arrivées en même temps que lui au rendez-vous (23 février). Il s'agissait de les protéger pendant qu'elles remonteraient la Loire, et surtout de leur faciliter l'accès de la Maine, c'est-à-dire le chemin d'Angers. Donc, pendant que ses éclaireurs allaient escarmoucher jusqu'aux portes de la Boutre, Broglio se dirigea résolument vers la Pointe, où, depuis plusieurs jours, Rohan-Chabot avait accumulé les mesures de défense. Emporter ce village et forcer l'estacade de la Loire, tel était le double but qu'il se proposait. L'entreprise ne semblait pas facile. Car, outre qu'il fallait escalader le tertre de la Pointe sous le feu plongeant des rebelles, il était nécessaire d'enlever plusieurs galiotes, qui protégeaient l'estacade et que Rohan-Chabot avait abondamment pourvues de canons et de **braves hommes**. Mais Broglio avait quatre ou cinq mille soldats résolus. Il savait que le succès du siège dépendait de son énergie et de son courage. Aussi n'épargna-t-il rien pour communiquer à ses troupes l'ardeur dont il était animé³. Le 25 février, il vint brusquement avec toutes ses forces attaquer les retranchements du village, pendant que la flottille de Bretagne essayait de se frayer un passage à travers la palissade de la Loire. Comment les frondeurs soutinrent-ils le premier assaut des régiments royaux ? Joussetin, curé de Sainte-Croix⁴, prétend, dans son *Journal*, que ces derniers, après s'être emparés d'un corps de garde, furent **par après repoussez**. Cette assertion est corroborée par une brochure qui parut, sans doute le jour même ou le lendemain de l'action, dans la ville d'Angers, et qui est

¹ Barthélemy Roger, 519.

² Joussetin, 465.

³ Barthélemy Roger, 519.

⁴ Joussetin, 465.

intitulée : *Relation véritable contenant la défaite des forces que le maréchal de la Meilleraye envoyoit contre Angers, par M. le duc de Rohan*¹. Mais c'étaient là des mensonges, qui ne pouvaient pas faire illusion plus de quelques heures aux plus naïfs des frondeurs. S'il est un fait incontestable, c'est que le soir du 25 février, Broglio était entièrement maître de la Pointe et avait fait entrer la flottille dans la Maine. Le combat avait été, à la vérité, assez vif. MM. de la Grandière et Montjouffroy, le chevalier de la Viollaye, capitaine des gardes de Rohan, cinquante ou soixante de leurs soldats et plusieurs habitants d'Angers avaient été tués. Le chevalier de Jarzé, qui commandait en chef le poste de la Pointe, n'avait pas péri, mais avait été fait prisonnier². Il fut, peu après, relâché par la Cour, bien que son nom fût fort peu sympathique à la reine-mère. Aussi crut-on plus tard dans le public qu'il n'avait opposé à Broglio **que une feinte résistance**³. Le gouverneur, averti de ce qui se passait, avait envoyé en toute hâte vers la position menacée le comte de lieux, avec un corps de cavalerie et quelque peu d'infanterie. Mais ce gentilhomme n'était arrivé à Bouchemaine, près de la Pointe, qu'après la déroute. Il avait dû rétrograder ; seulement, il avait fait, avant de rentrer dans la ville, quelques prisonniers. C'est cette capture qui permit au duc de Rohan de déguiser sa défaite en victoire aux yeux des assiégés⁴.

Mais ce gouverneur ne pouvait dissimuler plus d'un jour une vérité qui allait tonner aux oreilles de tous les Angevins. Entrée dans la Maine à la suite de la bataille, la flottille royale était allée le jour même débarquer ses canons à Bouchemaine. Vingt-quatre heures suffisaient amplement pour les distribuer des deux côtés de la rivière, les mettre en batterie sur les hauteurs et menacer la ville d'une entière destruction. Les quatre mille hommes de Broglio, animés par la victoire, allaient venir assaillir la Boutre. De mauvaises nouvelles arrivaient dans le même temps de l'extérieur. La Varenne, La Courbe-du-Bellay, Chambellay et leurs amis, chassés du Lion-d'Angers, avaient reformé leurs bandes à La Flèche, Château-Gontier, Segré. Puis, faisant un détour par Gaude, sans doute pour rallier quelques contingents bretons, ils avaient repris leur marche vers Angers. A ce moment même (25-26 février), leur cavalerie débouchait devant la place par la route du Louroux⁵. La ville allait être, non-seulement canonnée à outrance, mais bloquée de toutes parts. L'armée de Beaufort, harassée par des marches excessives, n'avait pas encore dépassé La Flèche⁶. Plusieurs jours de repos lui étaient encore nécessaires⁷. Mais quelque rapidité qu'elle mît à franchir sa dernière étape, elle ne pouvait plus empêcher le maréchal d'Hocquincourt de démolir la ville à coups de canon.

Rohan-Chabot et les Angevins se virent donc, le 26 février, enfermés dans un cercle de fer, qui devait les étouffer, s'ils ne cédaient de bonne grâce à la mauvaise fortune. Le gouverneur, qui, deux jours auparavant, repoussait ou

¹ Angers, J. Martin, 1652, 8 pages, n° 3182 de la *Bibliographie des Mazarinades*.

² Barthélemy Roger, 519, 520. — Jouselin, 465.

³ Mss. 874 de la bibliothèque d'Angers, pièce 3 (extraits d'une gazette manuscrite de Paris). — **La Pointe a esté prinse par trahison**, dit de son côté Jacques Valuche.

⁴ Barthélemy Roger, 520. — Jouselin, 465.

⁵ *Journal* de Valuche, *ubi supra*.

⁶ Jouselin, 465, 466.

⁷ ... **Il (le duc de Rohan) ruinoit les troupes par les grandes marches qu'il leur faisoit faire ; ce qui les fatiguoit beaucoup inutilement**. *Mém.* de Mlle de Montpensier, coll. Petitot, 2e série, t. XLI, p. 161.

éludait si cavalièrement les propositions royales, se montra tout à coup disposé à tenir un autre langage. Après avoir promis vingt fois aux Angevins de mourir pour eux, il ne songea plus qu'à dégager adroitement sa cause de la leur. Que sa personne et ses biens fussent en sûreté, il n'en demandait pas davantage. Peu lui importait que le gouvernement pardonnât aux Angevins, ou fût retomber sur eux tout le poids de sa vengeance. Penser d'abord à soi, telle était à cette époque la devise des princes et des seigneurs rebelles. C'était apparemment celle du chevalier de Jarzé, qui s'était laissé prendre à la Pointe. N'était-ce pas aussi celle du marquis de la Barre ? On peut le croire, car une gazette secrète du temps dit positivement que dans les derniers jours du siège ce fougueux frondeur sollicitait les Angevins de se rendre¹. Nous savons d'autre part qu'il fut fort bien traité dans la capitulation ; la Cour lui permit d'emmener ses canons². Eût-elle eu pour lui de tels ménagements, s'il ne les eût achetés par quelque complaisance ? Rohan-Chabot avait vu tomber plusieurs de ses amis. Les autres étaient ébranlés dans leur fidélité et pourvoyaient à leurs intérêts. Le gouverneur de l'Anjou n'avait point l'âme d'un héros. Il crut devoir faire ce qu'avaient fait avec profit les Gondi, les Beaufort, les Condé, à d'autres époques de la Fronde. Les nouvelles qui lui arrivèrent de Paris, sans doute à ce moment même, achevèrent de le dégoûter du rôle actif et apparent qu'il avait pris dans la guerre civile. Le Parlement avait blâmé sa conduite et semblait sur le point de prendre contre lui des mesures de rigueur. Cette haute Cour avait bien porté des arrêts contre Mazarin ; mais, par un scrupule qui l'honore, elle n'avait pas entendu que les princes fissent appel à l'étranger pour les exécuter. Indignée que le duc d'Orléans eût fait entrer en France des régiments espagnols, elle était allée jusqu'à interdire à qui que ce fût, **sans exception, de lever des troupes sans commission du Roi** (8 février)³. D'autre part, bien qu'elle fût loin de s'entendre avec tous les corps judiciaires du royaume, elle était prête à défendre, en tout état de cause, l'inamovibilité et l'inviolabilité des juges, garanties par l'édit de Saint-Germain. Elle avait donc accueilli favorablement la requête des magistrats Angevins emprisonnés ou chassés par le duc de Rohan. La Tournelle avait même donné arrêt contre ce gouverneur. Dans l'assemblée générale des Chambres, le 15 février, le duc d'Orléans avait dû lui-même prendre la défense de Chabot⁴, lire la lettre justificative qu'il avait écrite d'Angers après l'arrestation de Boylesve⁵. Les jours suivants, le débat avait été renouvelé par l'avocat-général Orner Talon. Gaston couvrait pour le moment le gouverneur d'Anjou de sa protection. Mais combien de temps s'interposerait-il ainsi entre la Cour souveraine et Rohan ? Ce dernier connaissait trop bien le prince pour ne pas craindre d'être abandonné de lui. Il tenait d'ailleurs pardessus tout à rester en bons termes avec le Parlement, qui n'avait pas encore enregistré ses lettres de duc et pair. L'irriter n'était pas le moyen d'obtenir qu'il remplît enfin cette formalité.

¹ Mss. 874 de la bibliothèque d'Angers, pièce 3.

² Jouselin, 467.

³ *Mém.* du cardinal de Rets (Amsterdam, 1718), t. III, p. 25.

⁴ V. ce curieux débat dans les *Mém.* d'Orner Talon, coll. Petitot, 2e série, t. LXII, p. 320-320-330.

⁵ *Lettre de Mgr le duc de Rohan à S. A. R. sur les entreprises du cardinal de Mazarin contre la ville d'Angers* (Paris, La Caille, 1652, 8 pages). N° 2004 de la *Bibliographie des Mazarinades*. La bibliothèque d'Angers en possède un exemplaire (section d'Histoire, n° 2063).

Ces réflexions et les événements qui venaient de s'accomplir décidèrent le gouverneur à négocier sérieusement avec la Cour. Dès le 26 février, il demanda une trêve de quatre heures. La duchesse, sa femme, alla conférer avec le maréchal d'Hocquincourt, et revint, apportant de grandes espérances d'accommodement¹. Cependant beaucoup d'habitants refusaient encore de se rendre, si la Cour n'accordait à la ville des conditions nettes et honorables. Mais le canon les rendit plus traitables. Le 27 au matin, l'artillerie royale, mise en batterie sur toutes les hauteurs qui dominaient la place, commença à tonner. Tous les couvents des environs d'Angers, l'Évière, Saint-Nicolas, Saint-Serge, le Perray, étaient occupés par les soldats royaux, dont le nombre grossissait à toute heure². Il ne restait plus un seul habitant dans les faubourgs, transformés en postes avancés, d'où les assiégeants tiraient presque à couvert sur les remparts³. L'effroyable canonnade dura toute la journée du 27 et une grande partie de celle du 28. Une grosse tour, qui protégeait la ville entre les portes Toussaint et Saint-Aubin, fut abattue par l'artillerie du maréchal. Le peuple, éperdu, ne comptant plus sur aucun secours extérieur, demanda bientôt la paix à grands cris. Une foule éplorée se porta au logis Barrault. Aux supplications des Angevins, le duc et la duchesse répondirent qu'ils étaient demeurés d'accord avec M. le maréchal d'Hocquincourt de luy livrer le chasteau sur sa parole, pourveu que la ville fut jouissante d'amnistie, exempte de pillage, contributions et logements de gents de guerre, sauf du régiment des gardes pour passage seulement, et que cela se devoit résoudre le suivant (27 février)⁴.

Le lendemain, en effet, sans que le feu fût interrompu de part ni d'autre, la négociation continua. Par les soins de M. de Lortic, une entrevue fut ménagée entre le maréchal et le duc de Rohan. Elle eut lieu au château. La discussion fut longue. Commencée à quatre heures du soir, elle ne se termina qu'à dix heures, par la signature de la capitulation. Le duc de Rohan, les seigneurs de sa suite, les habitants d'Angers stipulèrent les uns après les autres pour leurs intérêts et leur sûreté. La Cour renonça, tacitement, au projet qu'elle avait eu de faire son entrée dans la ville avec le cardinal Mazarin. Le nom du premier ministre ne fut pas prononcé dans la convention ; et, plutôt que de venir à Angers sans lui, la reine-mère préféra rester à Saumur. Du reste, le maréchal d'Hocquincourt se montra aux assiégés beaucoup plus accommodant que ceux-ci ne l'avaient espéré. Dans la situation critique où elle se trouvait, la ville pouvait s'attendre à être traitée en place conquise. Aussi fut-elle agréablement surprise lorsqu'elle apprit que le gouvernement lui accordait tous les honneurs de la guerre et s'engageait à la respecter dans ses biens, ses libertés et ses privilèges⁵.

La Cour semblait en effet faire la part bien belle à la rébellion vaincue. La capitulation du 28 février paraissait presque un succès pour les Angevins. Pour qu'on puisse en juger, nous donnons cette pièce en entier, d'après le *Journal* de Jouselin.

*Articles accordez entre M. le mareschal
d'Hocquincourt, général de l'armée du Roy servant*

¹ Barthélemy Roger, 520.

² Barthélemy Roger, 520. — Jouselin, 464-467. — *Histoire du prieuré de l'Évière*, imprimée dans la *Revue d'Anjou*, t. III (année 1853), p. 338-340.

³ *Arch. anc. de la Mairie*, série BB, reg. 84.

⁴ Jouselin, 466. — Barthélemy Roger, 520.

⁵ Jouselin, 466-477. — Barthélemy Roger, 520. — *Journal* de Valuche, *ubi supra*. — Mss. 874 de la bibliothèque d'Angers, pièce 3.

*près la personne de Sa Majesté et employé
présentement au siège d'Angers, et M. le duc de
Rohan :*

Que la ville et chasteau d'Angers seront remis présentement de bonne foy, avec toutes les pièces, armes et munitions de guerre qui sont dedans, suivant les inventaires faits par les officiers de Sa Majesté, pour estre mis dans ledit chasteau telle garnison, que ledit sieur mareschal jugera nécessaire, réservé cinq pièces de fonte qu'il sera permis à M. le marquis de la Barre de faire retirer en sa maison ;

Que les maires, eschevins, officiers du Roy et généralement tous les habitants de ladite ville d'Angers et tous ceux qui se sont trouvez ou gagez avec ledit sieur duc de Rohan, jouiront de l'amnistie générale que Sa Majesté leur accorde, à condition qu'ils renonceront à toutes ligues, associations, et intelligences contre le service du Roy ;

Que M. le duc de Rohan se pourra retirer avec sa famille et ses amis, équipages et meubles, en tel lieu du royaume qu'il lui plaira, à la réserve du Pont-de-Cé ; lesquels meubles il lui sera loisible de laisser en son logis, si bon luy semble. Ceux des amis dudit sieur duc, qui sont avec luy et qui se voudroient retirer chez eux, pourront le faire avec toute seureté et liberté ;

Au cas que ledit sieur mareschal d'Hocquincourt trouve à propos pour l'autorité de Sa Majesté, de faire entrer quelques compagnies des gardes de Sa Majesté, promet qu'il ne sera fait aucun désordre ny imposition nouvelle dans la ville ;

Que les choses demeureront en l'estat où elles sont présentement pour la police de la ville, et que pas un des bourgeois ne sera maltraité, ny en sa personne, ny en ses biens ;

Que les prisonniers de part et d'autre seront renduz sans rançon ;

Que Madame de Rohan pourra demeurer dans la ville d'Angers huit ou dix jours pour ses affaires domestiques, sans desloger du logis Barault, et aura pareille seureté de se retirer que ledit sieur duc ;

Que ledit sieur duc de Rohan ne recevra aucuns secours.

En foy de quoy a esté signé par ledit sieur mareschal d'Hocquincourt et ledit sieur de Rohan, le XXVIIe jour de feubvrier 1652. *Signé* : d'Hocquincourt, et le duc de Rohan¹.

La suite de ce récit montrera que cette convention n'était qu'un leurre et que les Angevins s'étaient grossièrement trompés en comptant sur l'exécution des promesses royales. Le gouvernement avait hâte d'en finir avec une ville qui,

¹ Jousselin, 467, 468.

depuis un mois, retenait le maréchal d'Hocquincourt et pouvait, en prolongeant sa résistance, compromettre l'armée de Turenne. Bien que la place fût étroitement bloquée, Mazarin redoutait l'arrivée imminente de Beaufort. Il fallait au plus tôt, d'après lui, s'assurer d'Angers, se retourner vers la Loire, vers Orléans, vers Paris. Le ministre avait donc jugé bon de faire quelques sacrifices apparents pour obtenir la reddition de la ville. Il lui en coûtait peu de promettre aux assiégés une amnistie complète. Tenir sa parole, c'était autre chose. L'indulgence royale ne devait en somme profiter qu'à l'homme le plus compromis dans l'insurrection et certainement le moins digne d'intérêt. Le duc de Rohan se tira avec sa souplesse et son bonheur habituels du mauvais pas où il avait eu l'imprudence de s'engager. S'il ne demanda point de garanties matérielles du traité en faveur des Angevins, il eut grand soin d'en exiger pour lui-même. Ayant quelque sujet de craindre qu'on ne l'empêchât de partir, malgré les termes de la capitulation, il se fit livrer par le maréchal d'Hocquincourt un otage, qui fut le comte de Quincé¹. Mais le gouvernement n'avait point l'intention de le retenir. Mazarin, loin de vouloir priver Rohan-Chabot de sa liberté, songeait à se servir de lui pour diviser et affaiblir les Frondeurs. Mlle de Montpensier dit en propres termes dans ses *Mémoires*² : Plusieurs croient qu'il s'engagea dès ce moment à M. le cardinal Mazarin et qu'il ne vint à Paris que pour l'y servir. Cette accusation est peut-être exagérée. Quoi qu'il en soit, l'étrange revirement qui s'était opéré, du jour au lendemain, dans son attitude politique, la précipitation avec laquelle il avait conclu en deux jours un arrangement qu'il avait précédemment repoussé pendant plusieurs semaines, et enfin l'indulgence inouïe dont il était l'objet, firent croire, dans le parti des Princes, qu'il avait bien pu se laisser corrompre par le ministère. La vérité, croyons-nous, est qu'il devint à juste titre suspect aux Frondeurs, mais qu'il ne cessa d'être odieux à la Cour. A force de vouloir ruser avec les deux partis, il était arrivé à perdre la confiance et la sympathie de l'un et de l'autre.

La capitulation fut exécutée dès le 29 février en ce qui concernait l'occupation d'Angers. Le maréchal d'Hocquincourt s'empara des portes et fit entrer dans la ville sept compagnies des gardes, dont deux prirent possession du château³. Le lendemain, 1er mars, le duc de Rohan partit tranquillement avec sa femme, sa *compagnie d'ordonnance* et ses amis. On remarquait parmi ces derniers plusieurs bourgeois d'Angers, qui se fiaient peu apparemment aux promesses royales, François Tartaret, René Bienvenu et le docteur Voisin⁴. La foule, qui prenait encore au sérieux les protestations de dévouement du gouverneur, se pressait sur son passage et le saluait avec respect. Le duc sortit par la porte Toussaint,

¹ Barthélemy Roger, 520.

² Coll. Petitot, 2e série, t. XLI, p. 161. — Cette princesse prétend que Rohan se rendit deux jours avant le terme qu'il avait marqué, *quoiqu'il sût l'armée (de Beaufort) proche et qu'elle devait arriver le jour qu'il l'avoit demandée*. — Guy Joly (*Mém.*, t. I, p. 220, 221) dit que Rohan, *qui de tout temps avait été attaché aux intérêts du cardinal*, fut blâmé des deux partis : *Celui de la Cour l'accusant d'ingratitude et d'infidélité, et celui de M. le Prince de sa lâcheté pour avoir rendu une place dont le secours était assuré*. — Le cardinal de Retz (édit. d'Amsterdam, 1718, t. III, p. 24) ; Montglat (*Mém.*, coll. Petitot, 2, série, t. L, p. 324) ; Larochehoucauld (*Mém.*, coll. Petitot, 2e série, t. LII, p. 114, 115) et d'autres encore doutent également que le duc de Rohan ait fait tout ce qu'il pouvait pour la défense d'Angers.

³ Joussetin, 467. — Barthélemy Roger, 521.

⁴ Joussetin, 476.

faisant espérer aux habitants qu'il les verroit bientôt. La cavalerie royale l'escorta jusqu'à quelques lieues d'Angers ; et l'Anjou ne le revit plus¹.

Le maréchal d'Hocquincourt, demeuré maître de la ville, reçut, le 1er mars, les hommages du Corps municipal, de la magistrature, du clergé, de toutes les communautés urbaines. Il renouvela aux Angevins l'assurance qu'ils ne seraient point maltraités. De fait, il s'efforça, du moins ce jour-là de contenir ses soldats dans une exacte discipline². Les habitants se félicitaient déjà d'avoir affaire à un vainqueur si humain, si accommodant. Au fond, le ministère était disposé à leur faire payer chèrement leur rébellion. Mais il voulait auparavant les réduire à l'impuissance absolue de lui nuire. Or le succès qu'il venait de remporter manquait d'un complément nécessaire. L'occupation d'Angers ne pouvait être sûre et durable, si les Ponts-de-Cé restaient au pouvoir des rebelles. Cette petite ville, si importante, à cause du passage de la Loire qu'elle commandait, n'était pas fortifiée régulièrement. Mais elle était dominée par un château, dans lequel le capitaine Alexandre et cinq cents hommes d'élite, placés par le duc de Rohan, avaient juré de tenir jusqu'à la dernière extrémité.

La capitulation d'Angers, loin d'intimider cette petite garnison, n'avait fait que surexciter son dévouement au parti des princes. Alexandre, fier d'avoir repoussé³ quelques attaques sans importance, se croyait capable de résister à toute l'armée royale. La défection de Rohan semble l'avoir exaspéré, car le comte de Rieux ayant voulu se jeter dans le château des Ponts-de-Cé, il lui en refusa l'entrée, sans doute parce qu'il craignait que cet ami du gouverneur ne le livrât aux troupes royales⁴. L'instant approchait cependant où la Fronde angevine allait être forcée dans ses derniers retranchements. Le maréchal d'Hocquincourt résolut d'emporter, à quelque prix que ce fût, une bicoque dont la résistance était non-seulement un embarras, mais un outrage. Il envoya donc, le 2 mars au matin, dix-huit pièces de canon, avec ses Polonais et sept ou huit régiments français, pour battre les Ponts-de-Cé et les emporter d'assaut. L'artillerie seule aurait suffi pour réduire la place. Pendant qu'elle tonnait, les troupes royales s'élançèrent à l'attaque du château. Une partie de cette puissante colonne tenta l'escalade des murailles d'un côté où, n'étant pas protégées par les eaux, elles offraient un accès relativement facile. Le reste se jeta dans des bateaux et vint, comme une armée navale, assaillir la portion des remparts baignée par la Loire et les canaux de dérivation. Malgré l'imminence du péril, Alexandre et ses soldats firent bonne contenance. Mais rien ne put résister à l'ardeur des assaillants. Les Polonais et le régiment de Navailles surtout firent merveille. Les défenseurs du château furent presque tous noyés dans les fossés ou passés au fil de l'épée. Leur chef, après s'être vaillamment comporté, fut fait prisonnier et envoyé à Saumur, où la Cour lui fit grâce, sans doute par égard pour sa bravoure⁵.

¹ Jouselin, 467. — Barthélemy Roger, 521.

² Jouselin, 467. — Barthélemy Roger, 521.

³ Notamment le 25 février. Ceux de dehors avoient eu dessein sur le Pont de Cé, et à cet effect s'estoient emparez du fauxbourg de Saint-Aubin dudit lieu ; mais le sieur Alexandre, qui y commande, les fit attaquer par les derrières ; et sur le pont levis avoit fait mettre deux fauconneaux, dont il les recent, et en tua trente ou quarante. Jouselin, 466.

⁴ Mss. 874 de la bibliothèque d'Angers, pièce 3.

⁵ *Registre capitulaire de Saint-Land*, déjà cité, fol. 174. Barthélemy Roger, 521. — Mss. 874 de la bibliothèque d'Angers, pièce 3. — *Journal de Valuche*. — Jouselin, 468. —

La prise des Ponts-de-Cé compléta la victoire du gouvernement (2 mars). Après cet événement, le cardinal Mazarin put considérer l'Anjou comme complètement soumis. Il lui suffisait dès lors d'y laisser quelques centaines de soldats pour tenir en respect toute la province. Le corps du maréchal d'Hocquincourt était presque tout entier disponible et pouvait aller renforcer l'armée de Turenne. La Cour, rassurée, était libre de marcher vers Paris ; la guerre civile ne pouvait plus s'étendre sur la France occidentale, comme on l'avait craint au mois de janvier. Le prince de Condé était isolé dans la Guyenne, Beaufort et Nemours l'étaient dans le Maine et l'Orléanais. La campagne d'Angers avait sauvé le ministère en coupant définitivement en deux le parti des rebelles.

CHAPITRE XII

Pillage d'Angers par les troupes royales. — Destitution des officiers municipaux. — Affaire de La Meilleraye. — Abattement et réveil du parti populaire. — Guerre de pamphlets. — Tactique des frondeurs à l'égard de l'oligarchie. — Le gouvernement alarmé et irrité chasse de la ville les chefs de la faction démocratique. — Les Angevins terrifiés. — Rentrée de la Cour à Paris et des exilés à Angers. (Mars-novembre 1652.)

Anne d'Autriche, réduite à l'impuissance et tenue en échec pendant plusieurs semaines par une poignée de sujets rebelles, avait juré de tirer des vaincus un châtiment exemplaire. Le succès qu'elle venait de remporter ne suffisait pas à son amour-propre. Jusqu'au dernier moment, les Angevins avaient refusé d'ouvrir leurs portes au cardinal Mazarin. La reine avait dû se résigner à ne pas mettre les pieds dans la ville soumise, pour ne pas subir l'humiliation d'y entrer sans lui. Ce sacrifice lui avait trop coûté pour qu'elle ne souhaitât pas de s'en dédommager par de sévères représailles. Ses passions étaient, du reste, en parfait accord avec celles de ses partisans, qui demandaient à grands cris des mesures de rigueur contre les Angevins. Les soldats, les officiers et le chef même de l'armée royale, humiliés d'être restés si longtemps devant une ville qu'ils s'étaient flattés d'enlever de prime assaut, exaspérés par la résistance qu'elle leur avait opposée, et alléchés par l'appât du pillage, voulaient qu'on les laissât vivre à discrétion dans la place. On sait quelle était la brutalité des mœurs militaires au XVII^e siècle. Autoriser les régiments de d'Hocquincourt à **s'accommoder**, comme on disait, chez les habitants, c'était leur permettre tous les crimes, c'était déchaîner sur les Angevins le vol, l'incendie, le viol et l'assassinat. La capitulation du 28 février garantissait, il est vrai, aux vaincus leur liberté, leurs biens et leur honneur. Mais Anne d'Autriche ne croyait point qu'un souverain pût jamais être absolument lié par aucun serment envers ses sujets. Aussi se montra-t-elle tout d'abord disposée à accepter les bénéfices du traité et à en rejeter les charges.

Un tel manque de foi n'avait rien qui lui répugnât. Mais il appartenait à un prêtre honnête et généreux de ramener Anne d'Autriche au sentiment de l'honneur et de l'humanité. L'évêque Henri Arnauld, qui la voyait chaque jour et jouissait de toute sa confiance, ne put, sans frémir, entendre les menaces qu'elle proférait contre les habitants de la ville vaincue. Il ne voulut pas quitter Saumur avant d'avoir ramené à la clémence ce cœur effarouché de haine et de vengeance. La tâche fut sans doute difficile ; mais le digne prélat mit à défendre ses diocésains, après leur défaite, autant d'énergie et de persévérance qu'il en avait mis à les combattre pendant leur rébellion. L'attachement qu'il avait toujours montré à la cause royale lui permettait de parler haut en faveur des vaincus. La reine-mère, qui le sentait bien, ne pouvait résister longtemps à l'ascendant de cette âme loyale. C'est au pied de l'autel que l'évêque lui arracha la grâce des Angevins. La reine avait voulu communier de sa main. **Recevez**, dit-il, en lui présentant l'hostie, **ce Dieu qui est mort en pardonnant à ses ennemis**. A cette grave parole, Anne d'Autriche fut subjuguée ; le cardinal Mazarin, qui n'était pas vindicatif,

joignit peut-être sa voix à celle d'Arnauld. Le fait est que les articles signés par le maréchal d'Hocquincourt furent ratifiés. La Cour devait bientôt en méconnaître plusieurs, sans aucun scrupule ; mais, en fin de compte, la ville ne fut pas entièrement saccagée, ce qu'elle aurait été, si la reine eût donné libre cours à son ressentiment¹.

On se demande à quelle condition auraient été réduits les Angevins, si les lois de la guerre leur eussent été appliquées dans toute leur rigueur. La clémence royale n'empêcha pas la cité amnistiée de souffrir plus de maux que n'en subirait de nos jours une ville prise d'assaut. Malgré les mesures que dut prendre le ministre pour contenir la soldatesque, bien des violences furent commises, bien des larmes coulèrent, bien des crimes restèrent impunis. Depuis Saumur jusqu'à Ingrandes et Champtoceaux, c'est-à-dire aux confins de la Bretagne, les deux rives de la Loire furent impitoyablement dévastées². Mais c'est surtout aux environs d'Angers que les soldats de d'Hocquincourt exercèrent leur cupidité et leur fureur. Les promesses royales ne protégeaient pas contre eux les paysans, qui, victimes innocentes de nos guerres civiles, étaient la proie ordinaire de tous les partis. Autour de la ville et à plusieurs lieues à la ronde, la campagne était, aux premiers jours de mars 1652, toute jonchée de ruines. Les faubourgs d'Angers, à moitié détruits pendant le siège, étaient entièrement au pouvoir des soldats ; tous les habitants avaient fui et les registres de la mairie nous apprennent que, plusieurs semaines après la capitulation, ils n'osaient pas encore rentrer dans leurs demeures dénudées ou en décombres³. Les pillards, d'après un témoin oculaire, enlevaient les vitres et toutes sortes de ferrures, les apportant avec les linges et habits et autres meubles, brûlant ceux qu'ils ne pouvaient apporter, et amenant tous les bestiaux d'autour la ville, jusques aux bœufs, et vendant tout aux habitants alléchés par le bon marché. Souvent, ces bandits ne se contentaient pas de voler, mais commettaient sans utilité des actes de vandalisme qu'on n'eust pas deu appréhender des Turcs⁴. Incendier des maisons, détruire les provisions qu'ils ne pouvaient ni consommer ni vendre, c'était pour eux un passe-temps, un plaisir. Les attentats contre les personnes étaient l'accompagnement habituel du pillage. Depuis la réduction de la ville, dit Jouselin⁵, qu'il sembloit que tout devoit être paisible, il s'est fait incomparablement plus de malheurs qu'auparavant, de pauvres hommes pendus effectivement pour trouver de l'argent, femmes violées en la présence des maris roués de coups, enfants à la mamelle tués... Ce langage n'est point exagéré ; tous les documents contemporains le corroborent. *Le Registre des baptêmes de la paroisse de la Trinité* nous montre les soldats royaux déchaînés dans la campagne, violant femmes et filles quoyque vieilles et jeunes⁶.

¹ Besoigne, *Vies des quatre évêques engagés dans la cause de Port-Royal*, t. I. — *Mémoires* de l'abbé Arnauld, coll. Petitot, 2e série, t. XXXIV. — Mss. 874 de la bibliothèque d'Angers, pièce 1.

² *Journal* de Valuche (*Revue de l'Anjou*, 1870).

³ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 84, fol. 2, 11.

⁴ Jouselin, 469, 470. — voir la *Très-humble remontrance faite au Roy et à la Reyne par Mgr l'Évêque d'Angers sur les actes d'hostilité, sacrilèges, violences et incendies commis par les troupes du maréchal d'Hocquincourt dans plusieurs lieux de son diocèse et singulièrement aux environs de la ville d'Angers* (Paris, Salomon Delafosse, 1652, 15 pages).

⁵ Jouselin, 470.

⁶ *Arch. anc. de la Mairie*, GG, 220, fol. 192.

Dans l'intérieur de la ville, les excès furent sans doute moins nombreux ; mais les habitants n'en durent pas moins subir bien des violences et des outrages. Les ordres de la reine n'arrêtaient pas toujours les brigands. Ils ne les empêchèrent pas notamment de saccager les églises, qu'ils convertirent en étables et en écuries, de voler [jusques aux calices et aux custodes](#)¹. La crainte du sacrilège n'arrêtaient pas ces Allemands et ces Polonais, en grande partie protestants, et, du reste, étrangers par leur façon de vivre à tout scrupule religieux. Les monastères angevins furent aussi, pour la plupart, la proie de leur cupidité. Dans ces établissements, déjà riches par eux-mêmes, beaucoup d'habitants avaient entassé leurs meubles et leurs effets les plus précieux, croyant ainsi les mettre en sûreté. C'était donner une tentation de plus aux pillards. L'abbaye du Perray-aux-Nonnains fut dépouillée de tout². A l'Évière, [il y avait un prieur fort pieux mais peu expérimenté dans ces rencontres, lequel eut bien comme il faut toute sorte confiance en Dieu, mais n'eut pas assez de défiance des hommes](#). Ses prières et celles de ses religieux ne préservèrent pas sa maison. Lorsque, s'avisant un peu tard de réclamer un secours humain, il alla se plaindre au maréchal d'Hocquincourt et aux autres chefs du pillage de son monastère, ils lui répondirent simplement : [Mon Père, vous avez grand tort ; que n'êtes-vous venu à nous de bonne heure pour avoir des gardes ? La reine nous avait recommandé tous les monastères et par-dessus tout ceux de Saint-Benoît](#). Cette impertinence signifiait au fond : [que ne vous êtes-vous racheté ?](#) Le pauvre moine n'avait pas compris qu'il fallait faire, comme on dit, la part du feu et donner une partie de son bien pour sauver le reste. Le prieur de Saint-Serge avait été plus avisé ; car il était allé au-devant des généraux, leur avait fait des présents et avait obtenu d'eux des gardes pour sa conservation ; [au moyen de quoi et à force d'argent donné aux dits gardes, il sauva son monastère du pillage](#). C'est par des sacrifices analogues que les couvents de la Visitation, des Récollets et quelques autres encore évitèrent leur ruine³.

On voit que la volonté de la reine ne pouvait tout à fait empêcher les soldats de piller, les officiers de rançonner les vaincus. L'état-major de l'armée mazarine n'était ni plus humain, ni plus généreux que la troupe. Les régiments de d'Hocquincourt comptaient beaucoup de capitaines d'aventures, vieux brigands mercenaires, à qui la guerre de Trente ans avait appris à brûler, tuer, voler sans pitié, sans remords. Les gentilshommes n'avaient pas, en général, l'âme plus haute ou plus noble. Pour eux, comme pour ces condottieri, la guerre n'était pas seulement un plaisir ; c'était aussi et surtout une affaire. Les princes et les grands combattaient beaucoup moins pour la gloire que pour l'argent. Toute l'histoire du XVII^e siècle le prouve. Rebelles ou fidèles, il était entendu que leur épée les devait enrichir. Endettés et ruinés, ils prenaient les armes et forçaient littéralement les caisses de l'État.

Il ne faut pas s'étonner que d'Hocquincourt n'ait pas montré, après la reddition d'Angers, plus de retenue que les officiers de son armée. Ce maréchal n'avait pas entendu servir gratuitement Mazarin. Dès le lendemain de la capitulation, nous le voyons demander sa récompense. Les compliments, les titres, ne lui suffirent pas. Il lui faut une preuve palpable de la reconnaissance royale. Il lui faut de

¹ Jousselin, 470.

² ... [En la plupart d'icelles](#) (abbayes et églises) [n'est rien demeuré du tout, non pas même les calices ou autres ornements, et commis de cruelles abominations dans les d. églises](#). *Archives de Maine-et-Loire, série G, 924 (Registre capitulaire de Saint-Laud)*, fol. 174.

³ *Histoire du prieuré de l'Évière*, publiée par la *Revue d'Anjou*, année 1853, p. 340-342.

l'argent. Mais le trésor est vide ; où trouver de quoi le satisfaire ? Cette question ne semble pas avoir préoccupé longtemps le cardinal. Si le ministère ne peut rien donner au maréchal, que celui-ci se dédommage aux dépens des Angevins. Qu'il frappe les vaincus d'une taxe quelconque. Le gouvernement ne le chicanera pas sur le chiffre. La capitulation porte, il est vrai, expressément **qu'il ne sera fait aucun désordre ny imposition nouvelle dans la ville**. Mais n'est-ce pas assez d'avoir laissé la vie à la plupart des habitants, et de leur avoir épargné l'incendie général de leur cité ? Leur vainqueur pouvait les ruiner, les proscrire. Ils s'estimeront sans doute fort heureux d'en être quittes pour une rançon. Donc, malgré la foi jurée, le maréchal d'Hocquincourt vient, aux premiers jours de mars, demander aux Angevins la somme de 100.000 écus. Il s'en contentera pour cette fois¹.

Cent mille écus ! c'était peut-être plus que la ville entière ne possédait à ce moment en numéraire. Les habitants se récrièrent si fort que le maréchal dut se rabattre à cinquante mille écus. Mais cette prétention parut encore exorbitante et lui-même fut obligé d'en convenir, puisque, en fin (le compte, il déclara que 60.000 livres lui suffiraient. Encore la ville demanda-t-elle du temps pour les payer². D'Hocquincourt ne pouvait exiger qu'elle s'exécutât de bonne grâce ; peu lui importait, du reste, qu'elle fût mécontente. Il avait dans la main des moyens de la rendre traitable. Son armée, ses canons lui garantissaient la solvabilité des Angevins.

Malheureusement pour lui, ce général ne put séjourner assez dans la ville pour y porter l'intimidation à ce point où le contribuable, affolé, offre de lui-même son argent. Le cardinal Mazarin l'appelait, lui et son armée, loin du théâtre de ses derniers exploits. Beaufort, en apprenant la capitulation de Rohan-Chabot, avait évacué le Maine et était allé se réunir à Nemours entre la Seine et la Loire. Ces deux chefs pouvaient écraser Turenne. Il était urgent de marcher au secours de ce dernier. En conséquence, d'Hocquincourt avait reçu l'ordre de se replier avec ses troupes dans la direction de Saumur. La Cour, escortée par lui, prit le chemin de Tours et d'Orléans. Les régiments royaux défilèrent les uns après les autres, à la grande joie des Angevins. Le 8 mars, il n'en restait plus qu'un seul autour de la ville, celui de Mercœur, qui devait occuper quelques jours les faubourgs de l'Evière et de Saint-Laud. Le maréchal ne quitta pas apparentement sans quelque regret une ville qui lui devait 60.000 livres. Il se donna du moins la consolation d'emmener une partie de l'artillerie angevine. C'était un gage bon à prendre et que, du reste, il se promettait bien de ne jamais rendre³.

Si la ville vit avec bonheur partir les troupes royales, elle n'eut pas longtemps à se réjouir d'en être délivrée. D'autres maux vinrent bientôt aggraver la condition misérable que lui avaient faite les derniers événements. La Cour, en s'éloignant d'Angers, avait voulu y assurer à jamais son autorité et y rendre impossible un nouveau soulèvement. Dès le 4 mars, elle y avait établi un gouverneur

¹ Extraits d'une gazette secrète manuscrite de Paris, relativement au siège d'Angers en 1652 (Mss. 874 de la bibliothèque d'Angers, pièce 3).

² Extraits d'une gazette secrète manuscrite, etc. (Mss. 874 de la bibliothèque d'Angers, pièce 3). — *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 84, fol. 19 et suiv.

³ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 84, fol. 13, 43 ; GG, reg. 220 (*Actes de baptêmes de la paroisse de la Trinité*), fol. 192. — Joussetin, 409, 470.

particulier, d'une fidélité à toute épreuve, avec une garnison de 400 hommes¹. Cet officier, nommé M. de Fourilles, s'était fait remarquer par son attachement à la reine-mère et au cardinal Mazarin. C'était un homme bien élevé, juste et accessible aux idées généreuses. Mais, esclave de la consigne et doué d'une grande énergie, il devait inspirer aux Angevins plus d'effroi que de sympathie. Installé au château et menaçant la ville du feu de ses canons, il lui suffisait de parler pour être obéi. Il restait encore à l'hôtel de ville quelques mousquets et quelques piques. Fourilles exigea bientôt que ces armes lui fussent remises ; et les Angevins n'eurent pas même l'idée de les lui refuser².

Si le gouvernement s'était borné à des précautions de cette nature, il n'eût point outrepassé son droit et ne fût point sorti de la légalité ; mais il en prit peu après de plus blessantes pour la ville, au mépris de ses propres engagements. La Cour ne laissa pas seulement à Angers un gouverneur militaire ; elle y établit, comme à poste fixe, un *intendant de justice, police et finances*, M. de Heere, qui connaissait bien la localité, car il avait longtemps administré, en cette qualité, la Généralité de Tours. Un édit de 1648 avait solennellement aboli l'institution, alors fort odieuse, des intendants. Le ministère violait donc sciemment, par la commission donnée à M. de Heere, une loi fondamentale de l'État. Mais les Angevins n'étaient pas en état de s'opposer à cette illégalité. Ils durent recevoir sans se plaindre l'espèce de gouverneur civil qui leur était imposé. Ce fonctionnaire ne se contenta pas de faire reconnaître en sa personne l'autorité royale. Il voulut aussi enchaîner les Angevins à leur devoir par un serment public. Le 11 mars, tous les Corps de la ville et les habitants en général furent convoqués par lui à la maison commune³. L'assemblée fut nombreuse, s'il faut en croire le procès-verbal de Cette cérémonie, rédigé par M. de Heere lui-même. Plus de deux mille personnes y assistaient. L'intendant commença par admonester les Angevins, au sujet de leur révolte. *Nous leur avons représenté, dit-il, combien la clémence du Roy a surmonté sa justice d'avoir pardonné et oublié un crime de cette qualité ; qu'ils devoient prendre garde de ne plus tomber en pareille infidélité et ne plus violier le serment qu'ils alloient prêter.* Après ce discours, le maire, les échevins et tous les membres du Corps de ville se levèrent et jurèrent, selon la formule prescrite, de vivre et de mourir pour le service du roi. Même engagement fut pris par les députés de l'Université, de la Prévôté, de l'Élection, du Grenier à sel, des avocats, des marchands, par les représentants des paroisses, enfin par tous les particuliers qui se trouvaient dans la salle. Le Présidial, qui avait donné de si éclatantes preuves d'attachement à la reine-mère et à Mazarin, ne fut point soumis à cette humiliation. Les membres de ce tribunal venaient d'obtenir, en récompense de leurs services, le droit de porter des robes rouges, comme les conseillers des Cours souveraines⁴.

Le 11 mars, ils comparurent devant M. de Heere, non comme des rebelles vaincus, mais comme des sujets dévoués et estimés. Ils jurèrent, non de rentrer dans le devoir, mais simplement de *continuer leur fidélité*⁵. Les députés du

¹ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 84, fol. 31, 32. — Extraits d'une gazette secrète manuscrite, etc. (Mss. 874 de la bibliothèque d'Angers, pièce 3). — *Mémoires de Montglat*, coll. Petitot, 2e série, t. L, p. 324.

² *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 84, fol. 25.

³ Jouselin, 470.

⁴ Extraits d'une gazette secrète manuscrite, etc. (Mss. 874 de la bibliothèque d'Angers, pièce 3).

⁵ *Registre du Présidial*, p. 29, 30.

clergé, qui n'avaient pas assisté à cette cérémonie, vinrent deux jours après (13 mars) et voulurent prêter le serment dans la même forme. Le gouvernement n'avait pas été assez satisfait des prêtres angevins, pendant le siège, pour leur accorder ce privilège. **M. de Heere ne voulut entendre ce mot de continuation et les députés se laissèrent aller au serment commun de tous les habitants**¹.

Mais le ministère ne borna pas là ses représailles. Bien que la capitulation eût garanti aux Angevins le maintien de leur charte municipale, Mazarin avait résolu de l'annihiler, du moins dans ses dispositions essentielles. Le bruit courait, dans les premiers jours de mars, que malgré la foi jurée, le roi allait réorganiser arbitrairement l'échevinage et la milice bourgeoise. Le 13, M. de Heere, ayant convoqué une assemblée générale à l'hôtel de ville, donna lecture de deux lettres par lesquelles Louis XIV destituait de sa seule autorité le maire Bruneau, les quatre échevins Blouin, Théard, Chevrier, Richard, et tous les capitaines, lieutenants et enseignes des compagnies angevines². Certes, les officiers municipaux ne pouvaient nier la part qu'ils avaient prise à la rébellion ; tout au plus alléguaient-ils pour leur défense qu'ils avaient été contraints par le duc de Rohan³. Les chefs de la milice ne pouvaient même pas donner cette excuse. Mais eussent-ils été cent fois plus coupables, le roi n'avait pas le droit de leur enlever des libertés que lui-même venait de leur reconnaître formellement, malgré leur révolte. Cet attentat n'en fut pas moins commis. C'est à peine si le gouvernement en daigna déguiser la violence sous de banales protestations, qui ne pouvaient tromper personne. Le souverain déclarait, en effet, que la mesure qu'il prenait, et que les circonstances avaient rendue nécessaire, ne tirerait pas à conséquence pour l'avenir. En d'autres termes, le droit électoral des Angevins était affirmé, proclamé en principe. Mais la royauté le violait en fait et se réservait de l'infirmier chaque fois qu'elle le jugerait à propos. Les Angevins sentirent d'autant plus cruellement le coup porté à leurs privilèges, que les lettres royales ne leur laissaient même pas la faculté de pourvoir au remplacement des officiers destitués. La ville presque tout entière vit avec douleur tomber — et presque sans espoir de les recouvrer jamais — les antiques franchises pour lesquelles elle avait tant souffert et tant lutté. Mais le Corps judiciaire se réjouit d'une révolution dont lui seul devait profiter. C'est, en effet, dans les rangs de la magistrature, et surtout du Présidial, que le ministère crut devoir prendre les nouveaux chefs de la municipalité, les nouveaux commandants de la milice bourgeoise. Guillaume Ménage, lieutenant particulier, qui, peu de jours auparavant, était prisonnier de Chabot, fut institué maire à la

¹ Jousselin, 470, 471. — ... Après avoir mis la main au pect, ont juré fidélité au Roy entre les mains de mond. Sr de Heere et ont promis de renoncer à toutes ligues, associations et intelligences contre son service, s'en départir pour jamais et demeurer inviolablement dans l'obéissance qu'ilz lui doibvent. *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 84, fol. 2.

² *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 84, fol. 2-9.

³ Nous lisons dans le Mss. 874 de la bibliothèque d'Angers (pièce 1) : Les officiers municipaux à qui l'admnistie accordée par la Cour fut adressée, déclarèrent ne l'avoir aucunement sollicitée, et n'en avoir aucunement besoin ; qu'eux et les habitants n'avoient partagé en rien la révolte du gouverneur, et que les gens de guerre à ses ordres avoient seuls et contre le gré des compagnies et des citoyens pris les armes contre le gouvernement. — Cette déclaration, si tant qu'elle ait été faite, n'était pas conforme à la vérité. Il paraît seulement que Rohan avait fait briser les serrures de l'hôtel de ville pour enlever les canons, mais cette violence n'avait sans doute été que simulée. (*Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 84, fol. 43.)

place de Michel Bruneau. Le conseiller Gohin de Montreuil et le procureur du roi Héard de Boissimon devinrent échevins. La cour leur adjoignit un avocat, Davy, et un marchand, Coustard-Narbonne, deux mazarins, du reste, qui avaient fait leurs preuves. Quant à l'état-major des compagnies bourgeoises, il fut complètement formé de magistrats. Le Corps judiciaire presque tout entier se retrouva à la tête des milices angevines. Sous des chefs qui s'appelaient Chauvel de la Boullaye, Audouin de Bannes, Boylesve, Gourreau, la petite armée municipale ne pouvait porter ombrage à la royauté. Du reste, pour affermir l'autorité des nouveaux officiers, le roi les autorisait à casser et remplacer, comme ils l'entendraient, les sergents et les caporaux des compagnies. Il est à croire qu'ils ne s'en firent pas faute.

La réorganisation de l'échevinage et de la milice eut lieu le 13 mars ; la consternation était presque générale dans la ville. Les réjouissances qui suivaient d'ordinaire les libres élections n'eurent pas lieu. Le maire et les capitaines imposés entrèrent tristement en fonctions, au milieu du silence désapprouvateur de leurs concitoyens, et sans que leurs amis osassent célébrer publiquement leur victoire. Deux jours après, de nouvelles menaces vinrent rappeler aux Angevins qu'ils étaient des vaincus, et que le vainqueur les tenait à sa merci. Bien que M. de Fourilles et M. de Heere parussent capables à eux deux de maintenir la ville dans l'obéissance, le ministère voulut qu'un agent plus puissant et plus énergique encore y fit respecter ses volontés. Le 15 mars, le maréchal de la Meilleraye, accompagné de ses gardes, vint descendre à l'évêché, où tous les Corps de la ville allèrent le complimenter¹. Malgré sa misère, il fallut encore qu'Angers souhaitât par des présents la bienvenue à ce haut personnage. Soixante - douze livres de bougie blanche, douze flambeaux de cire jaune furent offerts à la Meilleraye². Au fond, les habitants haïssaient et redoutaient en ce seigneur le champion déterminé de Mazarin³, l'ennemi personnel de Rohan-Chabot. Déjà gouverneur de Bretagne, il venait de recevoir le commandement supérieur des trois provinces de Poitou, Anjou et Maine. C'était une espèce de vice-roi de la France occidentale. Plein pouvoir lui était laissé de mener ses troupes où il le jugerait à propos, de rétablir l'autorité royale par les moyens qu'il jugerait convenables. Les Angevins ne crurent pas qu'il fût venu sans quelque arrière-pensée s'établir dans leur ville. Peut-être voulait-il lever des taxes ? châtier les amis de Rohan ? Les suppositions les plus alarmantes coururent dès le jour de son arrivée. En vain le maréchal répétait qu'il était entré dans la ville avec les intentions les plus amicales ; qu'il était lui-même Angevin et que ses concitoyens pouvaient compter sur sa bienveillance. Il avait l'âme loyale et, à certains égards, généreuse ; mais il était violent, et l'on ne pouvait croire qu'il ne fut venu pour exécuter rigoureusement les vengeances personnelles du cardinal.

La terreur avait un instant comprimé l'irritation dans le cœur des Angevins. La mauvaise foi qui se montrait dans les actes du gouvernement la fit éclater de nouveau. Les habitants de la ville vaincue ne voyaient partout autour d'eux que ruines, misères et menaces. Leurs libertés détruites, leurs personnes et leurs fortunes à la merci d'un gouvernement irrité, tel était le prix de la confiance qu'ils avaient eue dans la parole royale. M. de Heere réclamait instamment les

¹ *Registre du Présidial*, p. 30. — Extraits d'une gazette secrète manuscrite, etc. (Mss. 874 de la bibliothèque d'Angers, pièce 3.)

² *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 84, fol. 15.

³ Son fils, qui avait épousé une nièce du cardinal, porta plus tard le titre de duc de Mazarin.

60.000 livres que la cité avait promis de payer à d'Hocquincourt. Les soldats de Fourilles et de la Meilleraye semblaient venus exprès pour lui porter secours et lui faciliter de nouvelles exactions. L'oligarchie judiciaire relevait la tête et, sous l'égide du pouvoir royal, menaçait le parti populaire de cruelles représailles. La foule ne tarda pas à faire entendre des cris de fureur contre les magistrats qu'elle accusait d'avoir attiré sur elle les rigueurs ministérielles. Les noms de *Mazarin* et de *Loricard*, qui désignaient les deux factions, retentirent de nouveau dans la ville, unis à des invectives et à des provocations de mauvais augure. Les querelles, les rixes, symptômes ordinaires des guerres civiles, se multiplièrent ; les partis, exaspérés, parurent sur le point de reprendre les armes et d'en venir aux mains.

L'effervescence populaire alla bientôt si loin que, le 18 mars, un des gardes de la Meilleraye fut massacré dans la rue Baudrière, à deux pas de l'évêché, où logeait le maréchal. Ce dernier, alarmé déjà par tout ce qu'il voyait, s'imagina que ce meurtre était le signal d'un nouveau soulèvement. Quelques sons de cloche qu'il entendit lui firent l'effet du tocsin. Isolé avec quelques hommes au milieu d'une grande ville, qu'il jugeait prête à s'insurger, la Meilleraye ne crut pas prudent d'y rester. Dès le lendemain matin (19 mars), il partit bruyamment, sans dissimuler sa colère et ses projets de vengeance. Il annonçait en effet hautement son dessein de revenir quelques jours après avec des troupes nombreuses et de faire payer cher aux Angevins leurs méfaits et leurs mauvaises intentions¹.

Cette menace sembla réconcilier, pour quelques heures, les deux factions. L'une et l'autre étaient également intéressées à ce que la ville ne fût pas livrée aux fureurs de la soldatesque. Le nouveau maire et les quatre échevins coururent après le maréchal et le joignirent aux Ponts-de-Cé. Ils lui représentèrent que le meurtre de son garde n'était qu'un pur accident ; que la ville n'entendait pas se départir de la fidélité qu'elle venait de jurer au roi ; que, s'il y avait eu crime, les habitants se chargeaient d'en faire eux-mêmes prompte et sévère justice. Les députés de tous les Corps judiciaires, ceux des avocats et des marchands joignirent leurs voix à celles des officiers municipaux. Rassuré par tant de protestations, le représentant du pouvoir royal s'adoucit et promit d'épargner à la ville le châtement qu'il lui avait réservé. Il s'abstint même de retourner à Angers. Mais il fallut que la justice lui donnât effectivement satisfaction en poursuivant les auteurs présumés de l'assassinat. Les magistrats s'acquittèrent, du reste, avec plaisir et zèle d'une mission qui leur permettait de venger à la fois leurs propres injures et celles du maréchal. Ils ne manquèrent pas d'imputer aux chefs du parti populaire le crime qui avait été commis. L'ex-échevin Théard fut mis en prison ; un notaire, nommé du Pin, accusé d'avoir dit hautement que M. de Rohan viendrait bientôt à Angers, subit le même sort, ainsi que plusieurs autres bourgeois, tous plus ou moins compromis dans le parti de la Fronde. Certains meneurs, qui avaient jugé à propos de fuir, furent impliqués dans les poursuites, condamnés à mort par contumace et exécutés en effigie dans le courant du mois d'avril².

Ces rigueurs n'étaient pas de nature à porter l'apaisement dans les esprits. Elles ne firent que redoubler l'effervescence qui régnait dans la cité. Un seul homme, à ce moment, persistait à prêcher aux Angevins la concorde et la fraternité. C'était l'évêque Henri Arnauld. Après avoir obtenu d'Anne d'Autriche tout ce que la

¹ Jousselin, 471, 472. — *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 84, fol. 20.

² Jousselin, 472, 473. — *Archives anciennes de la Mairie*, BB, reg. 84, fol. 21-24.

colère inassouvie permettait à cette princesse de lui accorder, le bon prélat était rentré dans la ville et avait d'abord cherché à ramener son clergé à l'obéissance monarchique. Au bout de quelques jours, s'apercevant que la guerre civile était près de renaître au milieu du peuple angevin, il avait cru devoir intervenir entre les partis, se poser en médiateur, parler de réconciliation et d'amour à des factions qui, dans l'effarement de leurs haines, ne semblaient plus prendre souci de leurs propres intérêts. Le 23 mars, il adressa à ses diocésains une Lettre pastorale, dont l'effusion toute paternelle prouvait non-seulement sa haute intelligence, mais aussi son grand cœur. **Qu'il ne reste plus d'aigreur dans vos cœurs, disait-il en terminant, que toutes les partialités soient éteintes, que ces noms divers, qui ont servi de matière pour exciter les divisions, soient oubliés ; que les ecclésiastiques ayent un cœur égal pour tous les fidèles ; que les personnes les plus élevées ne méprisent point le peuple ; qu'ils embrassent leurs intérêts selon les règles de la charité ; que le peuple respecte les magistrats comme ceux auxquels Dieu et le Roy ont commis cette noble partie de leur pouvoir, en leur donnant la dispensation des lois et de la justice ; et enfin que vous n'ayez tous que les mêmes sentiments et une même volonté**¹.

Ce noble appel à l'union ne fut pas entendu. Tout au contraire, la fureur des partis sembla puiser dans la Lettre pastorale un nouvel aliment. La masse populaire surtout accueillit mal ce document. Depuis quelque temps, les frondeurs d'Angers ne regardaient plus l'évêque que comme un mazarin, c'est-à-dire comme un traître. Ses démarches à Saumur avaient été si mal interprétées, qu'on l'accusait dans le public d'avoir contribué à attirer sur ses diocésains les rigueurs du siége et les iniquités de la réaction. On disait à haute voix **que la ville n'avait pas de plus grand ennemy que luy**. Et, quoique l'évêque rendît le bien pour le mal à ceux qui tenaient de pareils propos, on refusait de croire à la sincérité de ses protestations. Le peuple ne vit généralement dans la lettre du 28 mars qu'un acte monstrueux d'hypocrisie. Il en témoigna même une indignation telle, que d'incorrigibles frondeurs, guettant tous ses mouvements, le crurent disposé à se jeter encore dans les hasards de la guerre civile².

Ces meneurs, d'autant plus hardis — en apparence qu'ils étaient à l'abri du danger, n'étaient autres que les compagnons d'exil du duc de Rohan. Ce seigneur, en quittant son gouvernement, s'était retiré à Paris, où le nom de Mazarin était exécré. Ceux des bourgeois d'Angers qui l'avaient suivi pouvaient donc fort à leur aise méditer de nouveaux plans d'attaque contre le ministère et ses alliés. Le plus remuant d'entre eux était le docteur Voisin, qui, fort au courant de ce qui se passait à Angers, épiait l'occasion d'y relever son parti et d'y reparaître. Ce boutefeu avait voué à l'évêque Arnauld une haine si vivace que, plus de vingt-cinq ans après la Fronde, il devait encore lui en donner des preuves manifestes. Aussi ne put-il lire sans fureur la prière si touchante que le prélat venait d'adresser à ses diocésains. Il écrivit aussitôt ou inspira à quelqu'un de ses compagnons un manifeste violent, qu'il ne craignit pas d'intituler : *Réponse des habitants d'Angers à la lettre pastorale de Mgr l'évêque d'Angers*. Plusieurs exemplaires de ce pamphlet³, imprimé à Paris, furent, dans les premiers jours d'avril, envoyés aux chefs populaires qui étaient demeurés dans la ville. L'ancien

¹ *Mandements* de messire Henry Arnauld (Angers, 1683).

² Jouselin, 473. — Extraits d'une gazette secrète manuscrite, etc., (Mss. 874 de la bibliothèque d'Angers, pièce 1).

³ On le trouve à la Bibl. nat. à Paris (département des manuscrits, coll. Gaignières, *Evêché d'Angers*).

maire, Bruneau, l'avocat Martineau, l'orfèvre Lelièvre, en reçurent et, probablement, en distribuèrent. Une telle publication, pleine de calomnies et d'excitations à la révolte, ne pouvait que faire tort au parti démocratique et compromettre inutilement la cité tout entière. Beaucoup d'habitants crurent donc devoir désavouer un libelle à la rédaction duquel tous étaient étrangers et qui n'était propre qu'à attirer sur eux de nouvelles rigueurs. Un bourgeois fort timoré — car il n'osa même pas signer sa protestation —, écrit l'*Apologie des habitants d'Angers sur le sujet d'un anonyme imprimé sous leur nom*¹. Ce morceau, fort incorrect et fort décousu, émane évidemment de quelque boutiquier que la réaction mazarine avait terrifié. L'exagération de son zèle pour le roi et de son indignation contre l'auteur de la Réponse donne la mesure de l'effet produit sur les âmes timides par ce pamphlet intempestif. Le pauvre bourgeois dénonce presque avec rage le *déclamateur républicain* qu'il ne connaît pas, mais qu'il voue de bon cœur aux plus cruels châtiments. Sa première pensée, dit-il, paraît dans le désir non pas seulement de diminuer les obligations que ce prélat s'est efforcé d'acquérir sur notre ville, à tous moments et aux occasions plus importantes, mais encore de prévenir l'esprit du peuple contre sa généreuse et charitable conduite, comme si ses mouvements avaient été pationnés pour attirer les forces du Roy dans la province au lieu de la conserver. L'autre dessein est qu'il veut former la tempeste, ainsi que ces vents impétueux qui font cesser la bonace ou comme ces tourbillons qui excitent la poussière et rendent tout confus, par la mauvaise impression qu'il s'efforce de donner aux inférieurs des puissances qui leur sont ordonnées, desquelles ils doivent toujours dépendre et s'unir à leur ministère par le vœu du respect et de la fidélité, taschant aussy d'embarrasser les plus faibles par des intérêts imaginaires, afin de tout diviser et rendre le peuple susceptible du poison qui lui est présenté. Ailleurs le naïf angevin déclare que ce misérable escript... paraît plutôt sortir des cannibales que de l'Anjou, ne tenant rien de la bénignité de ce climat, où la douceur a toujours fait son principal séjour. Mais, ajoute-t-il en terminant, l'absence du farouche qui l'a produit y ramènera le bonheur et les grâces pour y établir un siège souverain de tranquillité.

La Réponse des habitants d'Angers ne fut pas désavouée seulement par quelques particuliers. Elle le fut aussi hautement, et nous ne devons pas nous en étonner, par le Corps de ville, qui, après avoir examiné le libelle, le dénonça dans les formes au Présidial comme un faux manifeste, et requit *touttes les perquisitions possibles pour en découvrir les auteurs*... (10-11 avril). Le Corps judiciaire ne manifesta pas avec moins d'éclat son zèle monarchique. Dès le 12 avril, une sentence du Présidial condamna le malencontreux pamphlet à être brûlé par la main du bourreau². Mais, dit à ce propos le curé Jouselin, *ses cendres en ont produit d'autres qui ne valaient pas mieux*³.

Si les Angevins n'osèrent pas avouer le manifeste imprudent publié sous leur nom par les meneurs de Paris, ils se montrèrent moins timorés au sujet d'une démarche bien plus compromettante, qui leur fut attribuée dans le même temps. Voisin et ses amis se croyaient autorisés non-seulement à parler, mais à agir au nom de tous leurs concitoyens. Dans les premiers jours d'avril, ils eurent

¹ Mss. 633 de la bibl. d'Angers, pièce 19.

² *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 84, fol. 38. — *Registre du Présidial*, p. 30, 31.

³ Jouselin, 473. Il fait surtout allusion au libelle intitulé : la *Plainte de la réponse à la lettre pastorale de l'évesque d'Angers, brûlée par les Mazarins de la ville d'Angers*. Cette diatribe est également très-violente.

l'audace d'intenter, toujours *soubz le nom des mannans et habitans d'Angers*, une action contre le nouveau maire, Ménage, les quatre échevins et les capitaines imposés comme lui à la ville. Le Parlement accueillit leur requête et se montra disposé à infirmer des nominations que le ministère n'avait pu faire qu'en violant les engagements les plus sacrés. Les intrus, qu'une illégalité seule avait pu faire entrer dans le Corps de ville, se gardèrent bien d'en appeler aux paroisses ; elles eussent peut-être avoué les faussaires et poursuivi l'instance ouvertement. Ils se contentèrent de convoquer à la maison commune les députés des divers corps judiciaires, c'est-à-dire des amis sûrs. Ménage déclara gravement que ni lui ni les échevins n'avaient sollicité leur emploi, qu'ils ne l'avaient accepté que par obéissance, et que si les habitants de la ville étaient peu satisfaits de leur administration, ils n'avaient qu'à les en faire décharger par le roi. L'assemblée, gagnée d'avance, ne manqua pas de répondre qu'ils s'acquittaient fort dignement de leurs charges. Quant à la requête présentée à la Grand'Chambre, elle la désavoua solennellement au nom de la ville d'Angers, interdit à tous procureurs de poursuivre l'instance, à peine de faux, et décida même, sur la proposition d'Eveillard, que celui qui l'avait introduite serait sommé de révéler les noms de ses commettants (15-16 avril)¹.

Le Corps judiciaire resta donc au pouvoir. Mais l'énergie et la présence d'esprit dont il donnait chaque jour des preuves ne l'empêchaient pas d'être dans la position la plus fautive et la plus embarrassante du monde. Le parti populaire n'osait plus, il est vrai, l'attaquer en face. Mais il pouvait encore, par une résistance passive et une abstention systématique, lui créer d'insurmontables difficultés. Pour réduire le nouveau Corps de ville à l'impuissance, la meilleure tactique consistait non point à le harceler ou à le provoquer, mais à l'isoler et le mettre pour ainsi dire en quarantaine. Condamnés à porter seuls (les responsabilités que, d'ordinaire, la ville entière voulait partager, à exécuter seuls des mesures qui demandaient le concours de tous, les officiers municipaux devaient arriver bientôt au dégoût d'une charge qu'ils ne pourraient remplir. Ainsi raisonnaient les anciens chefs de la Fronde angevine. La consigne qu'ils donnèrent fut scrupuleusement observée par la masse populaire. Il se fit autour de l'échevinage comme une conspiration de silence et de dédain.

Le 30 avril, les députés des paroisses devaient se réunir à l'hôtel de ville, suivant l'usage, pour nommer deux administrateurs de l'hôpital *Saint-Jean* et deux directeurs des *pauvres renfermés*. Mais les officiers municipaux les attendirent vainement ; le peuple angevin protestait à sa manière contre la violation de ses droits et ne voulait plus procéder à aucune élection². En vain l'évêque Arnauld renouvela-t-il ses prières. Le mandement qu'il adressa le 3 mai aux diverses classes de la population, pour les conjurer d'oublier leurs discordes, resta lettre morte³. La grande majorité des habitants persista à s'abstenir et affecta une indifférence à peu près complète pour les affaires publiques. Lorsque l'échevinage, pressé par M. de Heere, parla des 60.000 livres que la ville devait au gouvernement, chercha des voies et moyens pour la levée d'une taxe, les paroisses firent la sourde oreille. Les magistrats décidèrent que cette somme

¹ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 84, fol. 39-41. C'est sans doute à cette affaire que se rapporte le *Factum pour les habitants de la ville d'Angers demandeurs en requête du 19 avril dernier* (sans lieu, 1652, 6 pages) indiqué par M. Port, *Inventaire analytique des arch. anc. de la Mairie*, 471.

² *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 84, fol. 48-50.

³ *Mandements* de messire Henry Arnauld (Angers, 1683).

serait fournie par un droit d'entrée sur les vins et que cet impôt serait affermé¹. Le peuple, bien décidé à ne pas payer, les laissa légiférer et eut l'air d'ignorer ce qui se passait à l'hôtel de ville. Le maire et les échevins, effrayés du silence qui se faisait autour d'eux, affectèrent, pour gagner les esprits, beaucoup de sollicitude pour les intérêts de la ville. L'autorité — illégale — de l'intendant de Heere, n'était pas reconnue par le bureau des finances de Tours, dont la province d'Anjou relevait au point de vue administratif. Grâce à ce conflit, le gouvernement pouvait bien faire payer deux fois les 60.000 livres qu'il réclamait. Puis, qui garantissait aux Angevins que, cette indemnité extraordinaire une fois soldée, le ministère n'exigerait pas d'eux, à tort ou à raison, quelque arriéré de *subsistances* ? Les officiers municipaux demandèrent — fort sagement — que le Conseil d'État statuât sur ces difficultés et dissipât, par des arrêts non équivoques, les appréhensions de leurs administrés. Mais le parti populaire ne leur sut aucun gré de cette démarche. Les paroisses, l'université, le clergé, persistèrent dans leur système d'abstention. En vain M. de Heere harcela le Corps de ville de ses réclamations. Tout le mois de mai s'écoula sans que des mesures efficaces eussent été prises pour le paiement de la contribution. Exaspéré par ces retards, l'intendant en référa à la Cour et obtint du roi deux lettres destinées à intimider la cité réfractaire. *Nous ne pouvons doresnavant, disait Louis XIV dans la première, prendre ces retardemens que pour un manquement de respect et d'affection à vostre service*². La seconde, datée du même jour (21 mai), était le commentaire le plus éloquent de cette réflexion. Le souverain *par bonnes considérations* se décidait à envoyer sept régiments de cavalerie en garnison dans la ville d'Angers, qui aurait à les loger et les nourrir pendant un mois, ou plus, suivant le bon plaisir de Sa Majesté³.

Il semblait que l'annonce d'une pareille exécution dût forcément tirer les Angevins de leur inertie. Il n'en fut rien. Les avertissements réitérés du maire ne purent vaincre leur indifférence. A deux reprises (7, 12 juin) les paroisses furent convoquées pour aviser aux moyens de préserver la ville d'une garnison. Pas une seule ne répondit à l'appel. Elles ne prenaient pas sans doute au sérieux les menaces royales et se disaient que le ministère n'avait pas assez de régiments disponibles pour en éloigner sept du théâtre de la guerre. Ménage et ses amis du Conseil, pressés par l'intendant, qui exigeait une réponse, durent désigner d'office soixante bourgeois et les consulter, comme s'ils eussent représenté la ville. Mais la plupart de ces notables n'ouvraient la bouche que pour décliner toute responsabilité. La délibération fut toute négative ; et le Corps municipal, malgré son désir de plaire à la Cour, en fut réduit à répéter son éternel *non possumus*. *A esté conclud, dit le registre de la Mairie, qu'on demandera au dit sieur de Heere les arrests proposez par mon dit sieur le Maire, qu'on l'assurera des bonnes intentions des habittans et qu'on le priera et monsieur le gouverneur d'interposer leur crédit vers messieurs du Conseil pour nous exempter des gens de guerre*. En définitive, le maire et les échevins imposés proclamaient leur incapacité à se faire obéir de leurs administrés. Peu s'en fallait que, par lassitude et dégoût, ils ne s'en prissent au gouvernement de la tâche ingrate qu'ils avaient acceptée et n'inclinassent à leur tour vers l'opposition (18 juin)⁴.

¹ Jousselin, 474-483. — *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 84, fol. 27.

² Lettre du 21 mai 1652. — *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 84, fol. 67.

³ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 84, fol. 67-68.

⁴ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 84, fol. 69-17.

On voit, par le développement qui précède, combien le parti populaire d'Angers s'était relevé depuis la capitulation du 28 février. On n'aura pas de peine, du reste, à s'expliquer la confiance et la sécurité dont il faisait parade, quand on se représentera l'état général de la France au milieu de 1652. Le gouvernement, après la prise d'Angers, semblait n'être sorti d'un mauvais pas que pour tomber dans un pire. D'abord, Turenne n'avait pu empêcher les deux armées frondeuses de Beaufort et de Nemours de se réunir entre la Seine et la Loire et de barrer à la Cour le chemin de Paris. Puis, Mazarin, qui s'était dirigé à marches forcées de Saumur sur Orléans, s'était vu devancé dans cette importante place par Mue de Montpensier (27 mars). Peu de jours après, Condé, que tout le monde croyait en Guyenne, était venu à l'improviste se jeter sur les quartiers royaux. Turenne et d'Hocquincourt avaient été culbutés à Bléneau (7-8 avril) : Le chef de la Fronde princière s'était montré à Paris, plus entraînant, plus impérieux que jamais. Il y avait ravivé dans le peuple la haine du Mazarin. Il avait subjugué Gaston d'Orléans, imposé silence au Parlement, que scandalisaient ses alliances avec l'étranger. Ces alliances, loin de les répudier, il les avait resserrées. Les bons Français avaient gémi en voyant un prince du sang tendre la main aux Espagnols et aux Allemands, livrer les plaines de l'Artois et de la Picardie à l'archiduc Léopold, celles de la Champagne et de l'Île-de-France au duc de Lorraine (avril-mai-juin 1652). Cette trahison ne l'empêchait pas de négocier en secret avec le ministre, aux vengeances duquel il exposait de gaîté de cœur ses malheureux partisans. Le Parlement, qui soupçonnait ses menées, et qui, en tout cas, ne pouvait approuver ses criminelles liaisons avec les ennemis de l'Etat, était également éloigné de s'accommoder avec Mazarin et de se jeter dans les bras du prince. Ce dernier, qui n'avait jamais brillé par la patience, finit par s'irriter de cette réserve. N'être pas pour lui, c'était, à ses yeux, être contre lui. Le Parlement ne voulant pas céder, il le violenta. Le 25 juin, les magistrats, assaillis par une populace que les agents de Condé avaient surexcitée et égarée, durent suspendre leurs réunions jusqu'à nouvel ordre. Après la bataille du faubourg Saint-Antoine (2 juillet), le brutal soldat ne garda plus aucun ménagement envers la justice. Le massacre des mazarins à l'hôtel de ville (4 juillet) lui permit de régner par la terreur. Maître absolu de la capitale, Condé y établit comme gouverneur son lieutenant Beaufort, nomma prévôt des marchands le vieux Broussel, l'âme de la première Fronde. Il ne lui restait plus qu'à usurper les fonctions royales. M. le Prince ne tenait plus compte de Louis XIV, dont la majorité avait été proclamée depuis un an. Le 20 juillet, il réunit une fraction du Parlement et fit décerner à Gaston d'Orléans, passif instrument de ses volontés, la lieutenance-générale du royaume. C'était comme s'il se la fût adjudgée à lui-même. Pendant qu'il légiférait et Misait acte de souverain, la Cour errait tristement aux environs de Paris, au milieu de campagnes horriblement ravagées. Saint-Germain, Melun, Pontoise, servaient tour à tour d'asile à un gouvernement en détresse, que Turenne pouvait à peine garantir d'un coup de main. Le véritable roi de France, à ce moment, c'était Condé¹.

Tous ces événements étaient de nature à troubler la France entière, et spécialement une ville déjà fort mécontente et toute portée à la rébellion. Les succès de la Fronde princière étaient d'autant mieux accueillis à Angers, que le duc de Rohan-Chabot passait pour être en haute faveur auprès de Condé, et que le parti populaire plaçait encore en lui toutes ses espérances. La capitulation du 28 février n'avait point enlevé à ce seigneur son titre de gouverneur d'Anjou ;

¹ H. Martin, *Hist. de France*, XII, 396-421.

elle l'avait seulement obligé de quitter pour un temps sa province. Il était parti, emmenant plusieurs bourgeois de la ville, qui s'étaient attachés à sa fortune. Il avait annoncé hautement qu'il reviendrait ; ses partisans — et ils étaient encore nombreux à Angers — ne cessaient de le répéter. Rohan, que les Frondeurs avaient d'abord accusé d'avoir pactisé avec Mazarin, n'avait pas tardé à regagner leur confiance. Soit que la Cour n'eût pas répondu à ses avances, soit qu'il trouvât décidément le parti de la rébellion plus profitable que celui de la fidélité, il s'était, dès le mois de mars 1652, jeté à corps perdu dans la faction des princes. Il lui fallut, pour dissiper les soupçons dont il avait été l'objet, pour regagner les bonnes grâces des grands et du Parlement, affecter une énergie frondeuse qui était bien loin de son caractère. Peu de temps après la capitulation d'Angers, nous le voyons accompagner Mlle de Montpensier dans son expédition d'Orléans ; il se pose vis-à-vis de cette princesse en conseiller, presque en tuteur, fait l'entendu et joue au chef de parti¹. Condé arrive : Rohan lui démontre qu'il n'a jamais cessé de le servir ; il redevient, en peu de jours, le favori du prince. Il mène à Paris fort grand train et semble tenir à faire parler de lui. Un jour, il se prend de querelle avec un de ses anciens amis, Tonquedec, qui, durant la guerre d'Angers, l'avait trahi pour passer dans le camp de Mazarin. Mais il en fait tant de bruit que le duc d'Orléans et M. le Prince obligent son adversaire à quitter Paris et lui donnent à lui-même des gardes pour l'empêcher de se battre. Les malicieux ajoutaient même, à ce sujet, qu'on n'avait pas beaucoup de peine à le garder (juin 1652)². Quoi qu'il en soit, Chabot tâchait de justifier, dans la mesure de ses forces, la bonne opinion que ses protecteurs avaient de lui. Il n'y pouvait plus réussir qu'en se montrant plus frondeur qu'eux-mêmes et en renchérissant sur leurs propositions les plus violentes. Comme le Parlement tardait encore à vérifier ses lettres de duc et de pair, il fut un des Premiers à exciter Condé contre les magistrats. L'émeute du 25 juin fut en partie fomentée par lui ; et, s'il faut croire plusieurs autres contemporains, ce fut lui qui donna l'idée de réunir et de massacrer les *Mazarins* à l'hôtel de ville. Ses conseils ne furent que trop suivis. Peu de jours après (15 juillet), Rohan reçut sa récompense. Le Parlement fut sommé par Condé d'enregistrer sans délai les lettres de son protégé. Quelques conseillers osèrent s'y opposer, au nom de la liberté, de la légalité. **Mais M. le Prince le prit d'un ton si haut que tout le monde fut contraint de céder**³.

L'attitude de Rohan-Chabot et les relations qu'il avait conservées avec les Angevins faisaient craindre au ministère qu'il ne songeât à reprendre possession de son gouvernement et à y renouveler la guerre civile. Le maréchal de la Meilleraye, voyant de près et s'exagérant l'agitation qui régnait dans l'Anjou, partageait cette appréhension. Le parti oligarchique d'Angers ne négligea rien, du reste, pour le convaincre qu'un soulèvement était imminent. Les rapports les plus alarmants furent faits au maréchal sur l'état moral de la province et de son chef-lieu. On n'entendait dans la ville, lui disait-on, que bravades et menaces à l'adresse de l'autorité royale. Au dehors, la rébellion grondait aussi de toutes parts. Le bruit courait que les Frondeurs avaient jeté dans le château de Sablé

¹ Il dit à la princesse que comme il était mieux informé qu'elle des intentions de Monsieur, il lui indiquerait selon l'occurrence, ce qu'il y aurait à faire. — Ce discours ne me plut point, ajoute Mademoiselle, sur ce que M. de Rohan faisait le capable, je jugeai qu'il croyait que je ne l'étais guère et peu propre à agir dans les affaires. *Mémoires de Mlle de Montpensier*, coll. Petitot, 2e série, t. XLI, p. 170.

² *Mémoires de Conrart*, coll. Petitot, 2e série, t. XLVIII, p. 89-92, 154-155.

³ *Mémoires de Conrart*, collect. Petitot, 2e série, t. XLVIII, p. 151-153.

une garnison capable de ruisner l'Anjou et le Maine¹. La Meilleraye, homme d'exécution, se décida, vers la fin de juillet, à venir à Angers avec des troupes, pour en imposer aux mécontents. Il annonça au Corps de ville sa prochaine arrivée, ajoutant qu'il amenait avec lui le régiment qui portait son nom, et qu'il se proposait, non-seulement d'occuper la place, mais d'en expulser un certain nombre de perturbateurs. Les magistrats reçurent avec plaisir cette nouvelle. Toutefois, comme ils ne voulaient pas avoir Pair d'attirer ni même de souhaiter les vengeances royales, ils firent avec ostentation une démarche pour prévenir l'occupation militaire. Le maire alla trouver le maréchal aux Ponts-de-Cé et le pria, pour la forme, d'épargner aux Angevins les violences soldatesques dont ils étaient menacés. Il ajouta du reste, ce qui était peu généreux, que s'il y avait aucuns habitons mal intentionnez au service du roy, et s'il lui plaisoit de les nommer, on les chasseroit de la ville... sans avoir besoin de ses troupes. La Meilleraye ne se paya point d'une telle protestation. Il déclara qu'il avoit connoissance que les auteurs des troubles excitez dans ce royaume avoient des intelligences et dans cette ville et à la campagne, et qu'ils espéroient, par leurs artifices et suppositions ordinaires, de faire un soulèvement dans la province ; qu'il vouloit détruire tous leurs desseins, et qu'il avoit besoin pour cet effect de son régiment ; que quelques uns de nos concitoyens avoient part à ces pernicieuses entreprises ; qu'il en vouloit purger la ville pour y affermir la tranquillité et l'asseurer au service du Roy... que pour son régiment, il ne falloit point parler de le renvoyer, qu'après les ordres donnez et exécuteez pour l'établissement d'une bonne paix ; mais qu'il feroit vivre ses soldats avec une telle discipline que leur subsistance ne nous seroit pas beaucoup à charge²...

Les Angevins, terrifiés, essayèrent de désarmer le maréchal à force de docilité. Les paroisses, convoquées à l'hôtel de ville, répondirent cette fois à l'appel et votèrent 10.000 livres pour l'entretien du régiment de La Meilleraye³. Le parti populaire espérait par là préserver ses chefs de l'arrêt d'exil suspendu sur leurs têtes. Tout fut inutile. Le gouverneur fit son entrée le 3 août, et dès le lendemain Fourilles et Ménage donnèrent connaissance aux intéressés de l'ordre qui les expulsait de leur ville. La liste des bannis comprenait les principaux des bourgeois, des magistrats, des prêtres qui s'étaient signalés, directement ou indirectement, dans la rébellion. Ils n'avaient pu être désignés que par un Angevin. On crut généralement que Ménage avait rempli à leur égard l'office de délateur⁴.

Le curé Jouselin, qui fut victime de cette proscription, nous a donné les noms de ceux qui la subirent en même temps que lui. Il en cite plus de quarante, parmi lesquels nous remarquons l'ancien maire Michel Bruneau, le conseiller Lemarié et l'avocat Antoine Deschamps.

L'arrêt qui, cinq mois après l'amnistie, frappait d'exil tant de citoyens, causa dans toute la ville la plus douloureuse stupeur. Le peuple, terrifié, n'osa s'élever

¹ Jouselin, 474.

² *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 84, fol. 90, 91.

³ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 84, fol. 93-97.

⁴ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 84, fol. 98. — *Reg. du Présidial*, p. 32. — Jouselin, 474, 475. Chacun des citoyens désignés pour l'exil reçut un billet ainsi conçu : M. de Fourille, gouverneur, ordonne à M.... d'aller aujourd'huy, à une heure de relevée, eu la maison de M. le Maire, pour prendre les ordres de M. le mareschal de la Meilleraye et l'observer. Ce 4 aoust 1652.

contre les **vault-riens** qui chassaient les hommes de bien¹. Mais il plaignit les bannis et ne leur ménagea pas l'expression de ses sympathies. La coterie de l'hôtel de ville elle-même se laissa gagner à l'attendrissement général. Le Conseil, heureux de n'avoir pas à exécuter lui-même la mesure odieuse qu'il avait, sinon sollicitée, du moins désirée, affecta pour les exilés la plus vive sollicitude. Il exempta leurs maisons de logements de gens de guerre, pendant leur absence, et promit de solliciter leur rappel².

La Meilleraye, après avoir signifié sa volonté aux Angevins, était parti le 3 août pour Sablé. Il en revint le 5, un peu radouci, après avoir **exercé des actes de grande vaillance mesure bruslant les gerbes à la campagne**. Il n'avait trouvé dans ce château que cioux laquais et une servante pour toute garnison. Son régiment avait, du reste, fait merveille à Angers en son absence. Les corps de garde établis **de pas en pas** dans les rues de la ville avaient prévenu toute résistance des habitants. Tous les exilés étaient partis, **qui çà qui là**, sans essayer de réclamations inutiles³. Le maréchal se montra satisfait d'avoir été si bien obéi. Les Angevins, redoutant de nouvelles rigueurs, ne négligèrent rien pour le convaincre de leur fidélité. Nul d'entre eux n'osa protester lorsque le maire Ménage remit au gouverneur, sans l'ouvrir, un paquet contenant l'arrêt parlementaire du 20 juillet, qui lui avait été adressé de Paris. Une assemblée générale, tenue le 8 août, ne se borna pas à désavouer les entreprises du duc d'Orléans et de M. le Prince. Elle consentit à prêter au roi et à sa mère un nouveau serment d'obéissance. Elle chargea même une députation d'aller porter ses soumissions en cour. Aussi Fourilles et la Meilleraye, qui, au fond, n'avaient point de haine contre les Angevins, leur témoignèrent-ils leur satisfaction en sollicitant du ministère la diminution des charges pécuniaires imposées à la ville (août-septembre 1652)⁴.

Malgré cette réconciliation, le parti populaire resta plusieurs mois tremblant et abattu. Quiconque à Angers avait pris une part, même insignifiante, à la guerre civile, s'attendait à la prison, à l'exil, à la ruine. Ceux des bannis qui osaient rentrer secrètement étaient aussitôt dénoncés par de **faux-frères**. Leurs femmes même n'avaient pas toutes la liberté de séjourner dans la ville. Ceux qui avaient cru devoir se fixer dans des maisons de campagne aux environs d'Angers en étaient expulsés ou couraient le risque d'y être arrêtés. L'ordre du maréchal était que les bannis se rendissent à Quimper-Corentin ou à Carzay. La plupart d'entre eux furent, il est vrai, par grâces personnelles, dispensés d'aller si loin. Mais tous, riches ou pauvres, jeunes ou vieux, durent errer pendant plusieurs mois, souvent à pied et sans ressources, dans l'Anjou et les provinces voisines. En certains endroits, comme à Châteaugontier, les officiers royaux, par excès de zèle, refusaient de les recevoir. En d'autres, comme à Saumur, les pauvres Angevins devaient passer vite, pour éviter d'être emprisonnés. Parfois, ils tombaient au milieu de bandes pillardes, qui, sous prétexte de rétablir l'autorité du roi, mettaient les campagnes à feu et à sang. Beaucoup de seigneurs, du parti ministériel, s'étaient fait assigner des fonds sur certaines paroisses, fort innocentes de toute rébellion. Ils se payaient eux-mêmes en détroussant les habitants et les voyageurs. La Varenne, lieutenant du roi dans l'Anjou, avait eu promesse de 500 livres sur le misérable village de Cornillé. Il y envoya **cent ou**

¹ Jousselin, 483.

² *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 84, fol. 98.

³ Jousselin, 477.

⁴ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 84, fol. 100-137.

six vingts voleurs... et le ruina de plus de 2.000 livres. Le curé Jouselin, banni d'Angers, ayant passé par là fut mis à contribution comme les habitants de la localité¹.

Fort heureusement pour les exilés, la fin de la Fronde parisienne fut aussi celle de leurs tribulations et de leurs misères. On sait que Condé, malgré ses coups d'État, ne put se maintenir longtemps dans la capitale. Le ministère ayant transféré le Parlement à Pontoise (31 juillet), beaucoup de magistrats se rendirent dans cette ville, moins peut-être pour obéir à la royauté que pour se soustraire à la tyrannie de M. le Prince. Un manifeste éloquent de la Cour dénonça à la France les manœuvres d'un agitateur sans conscience, qui, pour satisfaire ses rancunes et ses appétits, livrait son pays à l'ennemi. Mazarin, toujours habile, feignit de se sacrifier à la paix publique et partit en apparence pour l'exil (août 1652). Les Parisiens, qui n'avaient jamais aimé Condé, et que quatre années de guerre stérile avaient dégoûtés de la rébellion, se montrèrent si disposés à la soumission, que le prince n'osa rentrer au milieu d'eux (septembre). Enfin, pendant que le vainqueur de Rocroy et de Lens allait offrir aux Espagnols sou épée déshonorée, la Cour fit sa rentrée dans la capitale (21 octobre 1652). L'autorité royale fut rétablie sans conteste, jusque dans ses excès ; la nation, pour avoir le calme, se laissa presque aller à la servitude².

Il faut rendre cette justice à Anne d'Autriche, que cette fois elle n'abusa pas de son triomphe. La plus large amnistie fut accordée aux frondeurs. Le prince de Condé, le duc d'Orléans, Mlle de Montpensier et le duc de Rohan-Chabot en furent presque seuls exceptés. Ce dernier, disgracié pour jamais, alla expier dans ses terres ses tergiversations et ses roueries. Son titre de gouverneur ne lui fut point enlevé. Mais les Angevins, auxquels il avait si longtemps fait espérer son retour, durent renoncer à le revoir jamais. Quant aux malheureux bourgeois que la Meilleraye avait cru devoir éloigner de leur ville, ils bénéficièrent du pardon général accordé aux rebelles. Le Conseil de ville, ne pouvant empêcher leur retour, prit le parti de le solliciter. Le maréchal, M. de Fourilles et M. de Heere, après quelques jours d'hésitation, permirent enfin aux exilés de rentrer dans leurs demeures³. Tous revinrent successivement, dans le courant de novembre. Mais chacun dut aller remercier le gouverneur du château et prêter, devant le lieutenant-général, [serment d'estre fidelle au roy et de ne lever du monde contre son service](#)⁴.

La rentrée des bannis semblait devoir clore à Angers l'ère des troubles et des révoltes. Elle apaisa, en effet, pour un temps, les esprits. Mais l'amnistie royale ne pouvait faire renaître l'union entre deux partis opposés depuis un siècle et clans la lutte desquels la Fronde n'avait été qu'un incident. Elle ne pouvait non plus tenir lieu aux Angevins des libertés municipales qu'ils n'avaient plus. La faction populaire, après un court assoupissement, devait se réveiller et donner un dernier assaut à l'oligarchie. Cette classe elle-même, par un retour tardif de patriotisme local, devait essayer de réagir — timidement — contre le despotisme royal. Mais après l'échec de la Fronde, rien ne pouvait plus faire obstacle à la monarchie. Les derniers soubresauts de la commune d'Angers — dont il nous

¹ Tous ces détails sont dans Jouselin, 477-481.

² Henri Martin, *Hist. de France*, XII, 421-429.

³ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 84, fol. 138-140.

⁴ Jouselin, 482, 483.

reste à faire mention — ne méritent pas le nom de guerre civile ; c'est la lutte suprême et impuissante de la vie contre la mort ; c'est l'agonie.

CHAPITRE XIII

Le gouvernement royal et l'oligarchie municipale. — Ligue de la noblesse angevine. — Le parti populaire se relève. — Séditions de 1656. — Suppression définitive de l'ancienne Mairie. — Conclusion.

L'amnistie royale du mois d'octobre 1652 ne désarma pas en France tous les partisans de la Fronde. La guerre civile, entretenue par l'étranger, désola encore près d'une année les provinces de Champagne, d'Alsace et de Guyenne. Cette prolongation d'une lutte qu'on avait pu croire terminée par la soumission de Paris alarma et irrita le gouvernement. Les parties du royaume où l'autorité souveraine venait d'être rétablie n'étaient pas si bien pacifiées qu'elles ne pussent reprendre feu. Aussi furent-elles rigoureusement surveillées. Le ministère redoubla de précautions, surtout à l'égard de l'Anjou, province domptée, il est vrai, mais où les passions et les rancunes des vaincus ne demandaient sans doute qu'à se faire jour. En janvier 1653, un arrêt du Conseil d'État interdit, sous les peines les plus sévères, à quiconque ne serait pas membre du Corps municipal de parler ou d'agir au nom des habitants d'Angers. Dans le même temps, des troupes vinrent s'établir tout autour de la ville, occupèrent les plus petits bourgs, les plus humbles villages de la province¹. Beaucoup d'excès furent commis. Les soldats violentaient et rançonnaient leurs hôtes, brisaient tout chez ceux qui refusaient de s'exécuter, exigeaient de l'argent pour déloger, et, quand ils l'avaient reçu, demeuraient tout de même. Les habitants des localités menacées de garnisons fuyaient de leurs demeures, pour n'avoir pas à subir ces vexations. Il n'en restait que quarante-deux dans la petite ville de Candé, en février 1653 ; un peu plus tard, il n'en restait pas un seul au village de Champveaux. Les maisons des absents étaient, du reste, impitoyablement pillées². La ville d'Angers ne fut pas seulement spectatrice des ravages de l'armée royale. Elle en subit aussi sa bonne part. Car un des régiments qui l'avaient assiégée l'année précédente vint l'occuper pendant le quartier d'hiver (février). Ou l'appelait le Petit-Navailles. Il ne comprenait pas moins de trente compagnies, qui, durant plusieurs mois, vécurent presque à discrétion chez les bourgeois³.

Les Angevins subirent d'assez bonne grâce ces nouvelles rigueurs. Ils espéraient désarmer le gouvernement à force de docilité et obtenir ainsi la restitution de leurs libertés municipales. Leur espoir devait être déçu. Quand l'époque traditionnelle des élections arriva, le ministère consentit bien à débarrasser la ville du maire qu'il lui avait imposé l'année précédente. Mais ce ne fut que pour en nommer un autre d'office. Guillaume Ménage, détesté de la population, fut remplacé par un conseiller au Présidial, nommé Gohin de Montreuil, qui, comme lui, fut pourvu de sa charge par commission royale. Le Conseil d'État, par arrêt

¹ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 84, fol. 164-170.

² V. pour plus amples renseignements le *Journal de Valuche (Revue de l'Anjou*, août 1870).

³ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 84, fol. 183.

du 17 avril 1653, avait décidé qu'il serait encore sursis pour cette fois aux élections d'Angers, sans tirer à conséquence pour l'advenir ny préjudicier aux privilèges de la dite ville. Réserve peu sincère, et dont la cité lésée dans ses droits ne pouvait se payer. L'arrêt était en effet conçu en termes tels, qu'il semblait impliquer l'intention d'abolir à tout jamais des libertés odieuses au gouvernement. Le Roy, considérant que les cabanes et monopoles qui se pratiquent ordinairement en l'élection des Maires et Eschevins de la ville d'Angers ne peuvent qu'entretenir les haynes et divisions entre les habitants, produire en la conjoncture présente de mauvais effets et causer de nouveaux désordres entre eux, et qu'il est important pour le bien de son service et repos de ladite ville d'en arrester le cours, Sa Majesté a estimé à propos de nommer encores en l'année présente les Maires et Eschevins qui doivent entrer en charge à cette prochaine élection¹. Le dessein du ministère parut d'autant plus clairement que, bien que la guerre civile eût cessé et que le calme eût été rétabli par toute la France en l'année 1653, l'autorité royale ne crut pas devoir rendre aux Angevins l'exercice de leurs droits. En avril 1654, deux échevins nouveaux, Noël Herhereau et Bourceau, furent imposés à la ville². En septembre de la même année, le sieur Avril entra également dans le Corps municipal par la volonté du souverain³. Et ce fut encore en vertu d'une lettre de cachet que Cupif d'Aussigny, successeur de Collin, prit en 1655 possession de la mairie⁴. Ces magistrats pouvaient être bien intentionnés pour leurs concitoyens ; mais ils n'avaient ni autorité morale sur leurs administrés, ni indépendance vis-à-vis du gouvernement. Condamnés, par le choix même dont ils avaient été l'objet., à n'être que les complaisants de la royauté, ils devaient forcément se prêter à tous les empiètements des ministres, à toutes les exigences du fisc. Ruinée par plusieurs années de troubles civils, la ville vit pleuvoir sur elle, à partir de 1653, comme au temps du maréchal de Brézé, les taxes et les menaces de toute nature. Les droits d'octroi, qui formaient presque la totalité de ses revenus, s'élevaient annuellement à dix-sept ou dix-huit mille livres ; il lui fallut les doubler et même les tripler, le gouvernement ayant annoncé qu'il prélèverait chaque année sur cette recette vingt mille livres. Pareille somme fut exigée (1653-1654), à titre de subsistances. Les ministres n'en envoyèrent pas moins à Angers, en 1655, une garnison, dont les pilleries et les violences révoltèrent jusqu'aux partisans du gouvernement arbitraire.

Enfin, dans le même temps (1654-1655), on parlait au Conseil d'État de supprimer le privilège que les Angevins avaient depuis plusieurs siècles d'acquérir des biens nobles sans payer le droit de *franc-fief* ; et les membres du Corps de ville se voyaient eux-mêmes menacés de perdre les immunités nobiliaires que leur assuraient les chartes de Louis XI et de Charles VIII⁵. Aussi les Angevins, d'abord abattus, ne tardèrent-ils pas à relever la tête.

Le mécontentement public grandissait, du reste, chaque jour, autour d'eux, dans la province d'Anjou. Le parti de la Fronde, disloqué, mais non détruit, tendait à réunir ses membres épars. La royauté frappant sur toutes les villes, sur toutes les classes, et n'épargnant même pas ses propres amis, chacune de ses rigueurs soulevait des protestations sur tous les points du territoire et dans les divers

¹ Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 85, fol. 3-4.

² Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 85, fol. 141.

³ Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 85, fol. 106.

⁴ Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 86, fol. 3.

⁵ Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 84 et 85, passim.

ordres (le la société. La noblesse surtout, qui avait toujours eu de la peine à subir l'empire des lois, semblait peu disposée à s'accommoder de l'absolutisme. Parmi les seigneurs angevins, les uns avaient soutenu la cause des princes rebelles, les autres avaient fidèlement combattu dans l'armée royale. Après la fin de la guerre civile, ceux-ci pouvaient compter sur la récompense de leurs services, ceux-là sur le pardon de leur révolte. Tous se virent uniformément maltraités, menacés dans leurs immunités et leurs privilèges. Il se produisit donc en Anjou, clans les années qui suivirent la Fronde, une agitation nobiliaire de nature à ranimer par l'exemple le courage et les espérances du peuple. Ou en peut facilement suivre les gradations et constater les effets. A la fin de 1653, après la dernière défaite des Frondeurs, la duchesse de Longueville, sœur de Condé, était venue cacher ses déceptions au château de Montreuil-Bellay, eu plein Anjou. Elle avait pu y séjourner plusieurs semaines, sans que sa présence y causât aucun trouble. A peine quelques amis étaient-ils venus discrètement la visiter¹. L'année suivante, les seigneurs, plus mécontents, se montrèrent plus hardis.

Nous n'avons pas à raconter ici l'évasion célèbre du cardinal (le Retz, qui, détenu au château de Nantes, pour sa participation à la guerre civile, s'échappa en plein jour de sa prison, par la connivence de son cousin le duc de Brissac. Ce seigneur le conduisit immédiatement dans ses terres, à Beaupréau. Tout le Bas-Anjou s'émut en faveur du fugitif. En moins de deux jours, trois cents gentilshommes bien armés vinrent offrir leurs services au remuant prélat. Chacun d'eux amenait avec lui ses paysans. La province tout entière eût pris feu, si Retz, qu'un accident grave condamnait au repos, n'eût pris le parti de se retirer vers la mer et de s'embarquer pour l'Espagne².

Le Roi, par une lettre de cachet du 20 août 1654, défendit à toute personne de lui donner retraite³. Mais la petite armée qui s'était réunie autour du cardinal se fit un point d'honneur de ne le point abandonner. Elle l'escorta même au delà des limites de l'Anjou, le fit passer sous les murs de Nantes, pour narguer le maréchal de la Meilleraye, et ne le quitta que lorsqu'elle le vit hors de danger. Un fait aussi grave n'avait pu se passer sans émouvoir les habitants d'Angers. Le parti populaire de cette ville avait vu avec joie l'autorité royale impunément bravée. Peu de temps après, il se donna lui-même le plaisir d'une manifestation en l'honneur de la Fronde. Le duc de Rohan-Chabot, atteint d'une irrémédiable disgrâce, languissait depuis plus de deux ans dans ses terres. Une maladie, aggravée sans doute par les déceptions politiques, l'emporta jeune encore, au mois de février 1655. Cet égoïste et versatile personnage n'avait certes point mérité la reconnaissance des Angevins. Mais à leurs yeux il représentait l'opposition vaincue. Les honneurs qu'ils tinrent à lui rendre étaient encore une manière de protester contre le gouvernement vainqueur. Le Corps de ville, qui eût tenu sans doute à ce que cette mort passât inaperçue, dut se rendre au vœu public, ordonner un service solennel pour le repos de l'âme de M. de Rohan, faire même composer, à ses frais, et prononcer dans la cathédrale l'oraison funèbre de l'ancien gouverneur. Les représentants du pouvoir royal eurent, du reste, le bon esprit de ne point s'opposer à une cérémonie que les bienséances

¹ Marchegay, *Montreuil-Bellay* (dans la *Revue de l'Anjou et de Maine-et-Loire*, année 1862).

² V. le curieux récit de cette évasion dans les *Mémoires de Retz* (Amsterdam, 1718), t. III, 272-282.

³ *Registre du Présidial*, p. 44.

justifiaient. Ils affectèrent même d'y paraître. Ainsi la manifestation n'atteignit pas son but (mars 1655)¹.

L'agitation n'en fut que plus vive pendant tout le reste de l'année 1655. Les nobles encourageaient de plus en plus, par leurs réclamations et leurs bravades, le mécontentement du peuple angevin.

Au commencement de 1656, tous, anciens frondeurs et mazarins, résolurent de se réunir et de former une ligue pour la défense de leurs droits et privilèges. Une pièce fort curieuse, que la *Revue de l'Anjou et du Maine* a publiée il y a peu d'années², nous prouve que cette idée ne resta point à l'état de projet. Les seigneurs, après des délibérations préparatoires dont le détail ne nous est pas connu, divisèrent la province d'Anjou en dix cantons, dans chacun desquels la noblesse dut se choisir deux représentants (mars 1656). Ces députés avaient d'abord pour mission de recueillir toutes les plaintes des particuliers de leur ordre. Ils devaient ensuite se réunir tous, le 24 avril, au village d'Ingrandes, auquel lieu tous autres gentilshommes de la province qui voudront s'y trouver le pourront faire également, avec les gentilshommes nommés en chaque canton. Le but apparent de l'assemblée générale était de députer vers le roi deux seigneurs pour l'informer des abus de pouvoir commis par ses agents. Mais il est permis de croire que cette convocation avait une portée plus grave, quand on lit l'acte d'association des nobles angevins. On les voit notamment se décerner à eux-mêmes plein pouvoir d'eslire tous autres officiers qu'ils jugeront être nécessaires pour le maintien et bien des prérogatives de la noblesse. Tous lesquels gentilshommes et autres, qui signeront ci-après, soubz l'obéissance et l'auctorité du Roy, se sont promis appuy, secours, protection et maintien contre ceux qui abusent de l'auctorité de Sa Majesté, veulent abolir les immunités, prérogatives et franchises possédées par les gentilshommes, de sorte que l'affaire de chaque particulier soit commune, et la commune soit comme particulière à chacun³. C'était exactement le langage qu'avaient tenu les frondeurs au plus fort de la guerre civile. Et l'association des seigneurs de l'Anjou était d'autant plus inquiétante, qu'on y voyait figurer des hommes qui avaient naguère combattu avec ardeur pour le cardinal Mazarin. Le marquis de La Courbe du Bellay, par exemple, avait accepté de représenter le canton *d'entre Sarthe et Loir*.

Nous ne savons si l'assemblée d'Ingrandes fut très-tumultueuse. Il est certain que le gouvernement vit dans la ligue naissante une menace de guerre civile. A cette époque, la France était encore aux prises avec l'Espagne. Laisser renaître la Fronde par indifférence ou la provoquer par des mesures de rigueur eût été de la part de Mazarin non-seulement une imprudence, mais un crime. Le premier ministre crut donc devoir prévenir, par d'habiles concessions, une explosion imminente de mécontentement public.

Les seigneurs reçurent sans doute individuellement satisfaction ; car ils ne restèrent point ligués et ne prirent point les armes. Quant à la ville d'Angers, dont les dispositions devenaient chaque jour plus hostiles au gouvernement, elle

¹ Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 85, fol. 247. — *Registre du Présidial*, p. 47.

² Année 1858. p. 164-166.

³ ... Le lundi, 24 avril, grande partie de la noblesse du Bas-Anjou ont fait assemblée au bourg d'Ingrandes, pour délibérer de quelques affaires et en desputer un pour aller à Paris trouver le Roy touchant les maltoustes que l'on veut enlever sur eux à ce que non dit. Ils c'estoient déjà assemblez au Lion d'Angers. (*Journal de Valuche*, dans la *Revue de l'Anjou*, août 1870.)

bénéficia de la diversion que venait d'opérer la noblesse. Ce droit d'élection, que depuis quatre ans elle n'exerçait plus et qui lui tenait tant au cœur, elle le recouvra dès que le ministère put craindre de la voir confondre sa cause avec celle de l'aristocratie mécontente. Elle en réclamait, du reste, la restitution avec une unanimité menaçante pour l'autorité royale. Le Corps judiciaire se joignait au parti populaire pour obtenir le rétablissement des franchises municipales. Le régime arbitraire qui régnait à Angers depuis 1652 faisait peser sur lui une sujétion et une responsabilité dont il lui tardait de s'affranchir. Il voulait bien gouverner la ville, mais seulement pour son propre compte. Servir d'instrument à l'absolutisme royal commençait à lui paraître à la fois trop odieux et trop dangereux. Les Angevins avaient à la Cour un protecteur puissant dans la personne d'Abel Servien, surintendant des finances, que des liens de fortune et d'amitié rattachaient étroitement à leur pays. Ce haut personnage venait d'être nommé sénéchal d'Anjou (1654)¹. La capitale de la province l'avait reçu avec de grands honneurs lors de sa première visite officielle (juillet 1655)². Aussi s'employa-t-il activement à lui procurer la satisfaction qu'elle demandait. Ses instances, justifiées au point de vue politique par l'agitation qui régnait dans la ville et aux alentours, finirent par triompher des répugnances royales. Le 1er mai 1656, le chef de la municipalité lut à l'assemblée générale de l'hôtel de ville une lettre, datée du 22 avril, par laquelle Louis XIV rétablissait la mairie et l'échevinage électifs. Ce n'était point là il est vrai, une restitution pure et simple de l'ancien droit. Car le roi interdisait aux Angevins, sous peine d'être déchus de la grâce qu'il leur accordait, de nommer aux charges municipales aucun des bourgeois compris naguère dans la rébellion. Mais, à tout prendre, ils devaient s'estimer heureux de recouvrer en partie un privilège qu'ils avaient pu croire à jamais confisqué. C'était au temps à en compléter la restauration en dissipant les dernières rancunes de la royauté³.

Il n'y eut malheureusement qu'une paix plâtrée entre la Cour et les Angevins. Louis XIV et Mazarin ne renonçaient qu'à contre-cœur au pouvoir discrétionnaire qu'ils s'étaient arrogé sur la ville vaincue. La nécessité les contraignait à s'en dessaisir. Mais ils comptaient bien revenir, dès que les circonstances le leur permettraient, sur une concession absolument contraire à leurs principes de gouvernement. Cette arrière-pensée perçait sous les menaces conditionnelles que renfermait la lettre du roi. La Cour n'attendait évidemment qu'un prétexte, pour déchirer la nouvelle charte et reprendre aux Angevins la liberté qu'elle leur rendait à regret. Ceux-ci n'étaient, du reste, que trop portés à lui en fournir. Jamais la paix et la concorde n'avaient été plus loin de leurs cœurs qu'au moment où elles leur furent le plus nécessaires.

Le parti populaire d'Angers accueillit sans doute avec joie la restitution qui lui était faite. Mais il ne put voir sans colère ses chefs les plus aimés et les plus influents exclus par la volonté du prince de toutes les charges municipales. Sa malveillance séculaire contre le Corps judiciaire en fut accrue. Il se persuada aisément que la coterie de l'hôtel de ville avait elle-même demandé aux ministres cette restriction du droit électoral. La classe privilégiée allait se cantonner dans la mairie et l'échevinage comme dans son bien et son héritage. Tant de luttes pour faire prévaloir le principe démocratique auraient donc été en pure perte. Cette pensée surexcitait le peuple et le prédisposait aux plus violents

¹ *Registre du Présidial*, p. 45, 46.

² *Registre du Présidial*, p. 48-50. — *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 86, fol. 37.

³ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 86, fol. 113, 114.

excès. Sa haine contre les officiers royaux s'enhardissait encore par suite de ce fait, que la magistrature angevine commençait à se diviser.

Cet ordre, jusqu'alors, si homogène, tendait à former deux partis, dont l'un devait forcément se rapprocher de la démocratie. Depuis longtemps, le Présidial détenait presque toutes les charges municipales, accaparait les faveurs royales et bénéficiait seul de toutes les réactions. Les tribunaux inférieurs ne pouvaient se défendre à l'égard de cette Cour d'une jalousie, qui, contenue bien des années, éclata violemment au lendemain de la Fronde. La Prévôté surtout, trouvant trop petite la part qui lui était laissée dans l'administration de la cité, sembla prendre à tâche de contrecarrer l'oligarchie. En 1654 et 1655, nous la voyons revendiquer hautement le droit de juger les procès intéressant les membres du Corps de ville. Ceux-ci, comme nobles, ne relevaient que de la Sénéchaussée. Les soumettre à la juridiction de la Prévôté, c'était les faire déchoir, les ramener *ipso facto* au sein de la roture. La fureur des privilégiés s'exhala en termes amers et menaçants contre d'anciens alliés devenus leurs rivaux et qu'ils regardaient comme des traîtres. Ils devaient aller peu après jusqu'à demander la suppression de la Prévôté : **Les désordres passez, disent-ils en janvier 1657, procedent en partye de la jalousie que les officiers de la Prévosté ont de tout temps témoigné avoir contre les autres magistratz tant royaux que populaires, ce qui les a obligez, pour se fortiffier contre l'autorité légitime, de flatter le peuple pour se le rendre favorable**¹.

Grâce à ses nouveaux alliés, la démocratie angevine pouvait parler haut. Elle ne s'en fit pas faute. Le Corps de ville prêtait, du reste, à la critique. Les plaintes du peuple étaient justifiées par les malversations et les gaspillages des officiers municipaux. Jamais les membres du Conseil ou de l'Échevinage n'avaient autant voyagé, pour leurs affaires ou pour leur agrément, que depuis la fin de la Fronde. Chaque fois que l'un d'eux avait besoin ou envie d'aller à Paris, il se faisait attribuer par ses collègues, à charge de revanche, une prétendue mission, dont le résultat le plus clair était d'appauvrir la ville de quelques centaines ou de quelques milliers de livres, selon le temps qu'il lui plaisait de rester dans la capitale. Il existait aussi pour les membres de cette coterie un moyen peu coûteux d'acquérir de hautes protections. C'était de faire au nom de la ville des présents aux ministres, aux grands seigneurs, enfin à tous les personnages en crédit, dont ils pouvaient espérer quelque faveur. Les **surintendants et autres principales personnes du Conseil** aimaient fort, paraît-il, les melons de Langeais. Aussi le maire d'Angers leur en envoyait-il régulièrement trois douzaines par semaine. A d'autres on expédiait des poires de *Bon-Chrétien*, du gibier, du poisson. L'Anjou produit des vins blancs fort estimés. Aussi le Corps de ville croyait-il devoir en faire les honneurs à toutes les personnes dont il voulait gagner les bonnes grâces. Elles étaient sans doute fort nombreuses ; car, en 1654, l'Échevinage fit fabriquer des flacons d'étain, pour éviter **les grandes despenses que ce Corps est obligé de faire pour les présents de vin**².

On conviendra que les officiers municipaux d'Angers se créaient des protecteurs à peu de frais. Mais le peuple, qui payait les présents, trouvait, non sans raison, ces magnificences malséantes. Il remarquait aussi fort justement que, chaque fois que la ville avait à payer une taxe nouvelle, le Corps municipal avait bien soin de l'établir non sous forme de capitation, mais sous forme de pancarte ou

¹ Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 86, fol. 195.

² Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 85, fol. 42, 66, 148, etc.

contribution indirecte. Si l'impôt eût été personnel et proportionné aux revenus, les riches en auraient payé une assez forte part ; mais, comme il pesait sur les marchandises, et en particulier sur les denrées alimentaires, le peuple en supportait presque toute la charge. C'est par des droits d'entrée sur le vin, la bière, le cidre, que l'Échevinage prétendait, en 1654 et 1656, augmenter les recettes de la ville et satisfaire aux exigences croissantes de l'État. Aux yeux des pauvres gens, les magistrats bénéficiaient personnellement, par une connivence coupable avec le ministère, de l'aggravation des impôts. Les officiers municipaux passaient pour des *maltôtiers*, spéculant sur la soif et la faim du peuple. Il n'était pas de monopole, de manœuvres frauduleuses, que la classe ouvrière ne lui imputât. Ils avaient obtenu, en 1649, l'établissement d'une manufacture royale de toiles à Angers. Mais, loin de leur savoir gré de cette innovation, les artisans n'avaient cessé, depuis cette époque, de protester contre une mesure dans laquelle ils ne voyaient que le calcul de quelques capitalistes sans entrailles. Les corporations des filassiers et des tissiers, menacées dans leurs privilèges, s'élevaient, en 1656, plus violemment que jamais, contre les fondateurs de la manufacture, et luttaient désespérément contre une concurrence à leurs yeux aussi ruineuse que déloyale. Depuis bien longtemps aussi, le peuple flétrissait les malversations de quelques magistrats, qui, pour s'être portés garants des dettes de la ville, provoquaient contre elle des mesures de rigueur ou de nouvelles taxes, s'emparaient des deniers communs, se payaient de leurs propres mains d'avances que parfois ils n'avaient pas faites, et se conduisaient souvent en véritables usuriers¹.

Tous ces mécontentements amoncelés éclatèrent en orage, le jour où un membre de l'ordre judiciaire s'avisait de monopoliser à son profit tous les revenus municipaux. Après bien des pourparlers, et malgré les résistances populaires, un magistrat royal, qui faisait partie du Conseil de ville, osa se faire adjuger par ses collègues la ferme générale des recettes et deniers communs. En vertu d'un bail, dont la durée devait être quatre ans, ce capitaliste, nommé Dumont-Avril, s'engageait à verser annuellement 75.000 livres dans la caisse municipale. Mais en retour, il allait jouir de tous les droits domaniaux et percevoir pour son compte tous les impôts que, jusqu'alors, l'Échevinage avait directement levés. Les Angevins ne purent croire qu'il n'y eût point eu de collusion entre les auteurs de ce marché. Presque tous s'accordèrent à le blâmer. Tout le monde sentait bien que le prix, déjà fort élevé, de la ferme, était loin de représenter la somme totale que l'adjudicataire entendait tirer des Angevins. Effectivement, Dumont-Avril espérait, grâce à l'abandon que le Corps municipal lui faisait de tous ses droits, réaliser de gros bénéfices. Après toutes les aggravations d'impôts qu'elle avait subies depuis 1652, la ville se voyait encore, par l'avidité d'un partisan, menacée d'une surcharge. Devait-elle s'y soumettre ? Si elle l'acceptait, jusqu'où n'iraient point les exigences des *maltôtiers*² ?

La masse des contribuables ne mit pas longtemps à résoudre la première de ces deux questions. Dumont entra le 1^{er} octobre en jouissance de sa ferme. Dès le lendemain, une émeute terrible éclata dans la ville, et la fureur populaire, longtemps contenue, éclata contre le malencontreux adjudicataire et ses agents. Loin de déguiser aux yeux de ses concitoyens la tyrannie fiscale dont il était investi, Dumont semblait avoir pris à tâche d'en exagérer les brutalités. Les percepteurs placés par lui aux portes de la ville ne se contentaient pas de faire

¹ Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 85, 86, *passim*.

² Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 86, fol. 115-150.

payer les anciennes taxes. Ils prétendaient aussi soumettre à l'impôt des denrées et marchandises de première nécessité et d'autres d'une valeur presque nulle, qui, jusqu'alors, étaient toujours entrées à Angers en franchise. Le blé, la farine, le pain, le beurre, les œufs, le lait, les volailles, les légumes, les fruits, et jusqu'aux souliers et aux sabots, étaient compris, selon eux, dans la liste des objets imposables. Cette innovation exaspéra les plus timides. Les habitants de la ville et les paysans des alentours se ruèrent sur les corps-de-garde et les bureaux des maltôtiers, les pillèrent et les détruisirent de fond en comble. Parmi les agents de Dumont, les uns firent cause commune avec les émeutiers, les autres se dérobèrent par la fuite aux vengeances populaires. En quelques heures, Angers reprit l'aspect d'une cité rebelle ; tous les pouvoirs publics furent méconnus ; et, s'il se fût trouvé quelque La Trémoille ou quelque Rohan pour prendre le commandement de la place, la population se fût jetée dans la guerre civile, comme en 1649 et en 1652¹.

Les magistrats firent en vain tous leurs efforts pour intimider les factieux et les ramener à l'obéissance. Ils n'avaient ni la force matérielle qui dompte les corps, ni la force morale qui subjugué les âmes. Le Conseil de ville eut beau interdire aux percepteurs d'exiger aucun droit sur les denrées dont il a été fait mention plus haut (4 octobre). Les agents de Dumont n'osèrent pas retourner à leurs postes ; ou, si quelques-uns y reparurent, ce ne fut que pour constater leur impuissance absolue vis-à-vis du peuple mutiné. Non contents d'une diminution de taxe, les contribuables paraissaient décidés à ne plus rien payer. De fait, plus d'une semaine s'écoula sans qu'aucun indice fit pressentir le rétablissement de l'ordre et de l'autorité. Le Corps de ville, éperdu, tourna les yeux vers le ministère et dut invoquer l'aide des gouverneurs royaux.

Le maire et les échevins auraient mieux aimé pouvoir se passer d'un secours qui devait, ils le sentaient bien, leur coûter fort cher. La royauté allait sans doute les tirer de l'embarras où ils s'étaient mis. Mais n'allait-elle pas aussi les rendre responsables des troubles sans cesse renaissants et des rébellions qu'ils ne savaient ni prévenir ni réprimer ? Ne profiterait-elle pas de l'occasion pour restreindre les privilèges du Corps de ville ? Ces réflexions portèrent les magistrats à dissimuler quelque peu la gravité du mouvement populaire dans le rapport qu'ils en firent au gouvernement. M. de Fourilles étant alors à Paris, ils durent s'adresser, pour obtenir une protection immédiate, au marquis de la Varenne, qui exerçait toujours les fonctions de lieutenant-général pour le roi dans la province d'Anjou. Ce seigneur, comme on sait, résidait à La Flèche. Les officiers municipaux lui dépeignirent leur situation comme assez grave pour motiver son intervention, sans cependant nécessiter un grand déploiement de forces.

La Varenne ne péchait point par excès de mansuétude envers le parti populaire. Mais il aimait fort son repos, et, ne voyant dans les troubles d'Angers qu'une querelle intérieure sans conséquences possibles au dehors, il ne se souciait guère d'y jouer un rôle. Il eût donc laissé volontiers maltôtiers et contribuables se débattre et s'entre-déchirer, si sa charge ne lui eût fait un devoir d'avertir la Cour de ce qui se passait dans sa province. Le ministère, à la nouvelle des désordres qui venaient de se produire dans une ville où naguère la Fronde avait trouvé tant d'appui, craignit d'y voir renaître la guerre civile. Aussitôt, des mesures énergiques furent prises en haut lieu pour étouffer la rébellion. Des

¹ *Arch. anc. de la Mairie*, BB, reg. 86, fol. 168, 169.

troupes reçurent l'ordre de marcher vers Angers. La Varenne, malgré sa répugnance, dut écrire, le 15 octobre, au maire et aux échevins qu'il allait partir pour leur ville, afin d'y rétablir les bureaux et faire chastier les coupables. Il ne négligea rien, du reste, pour effrayer les officiers municipaux et tous les Angevins. Si je trouvois quelque obstacle, ce que je ne crois pas, on a commandé deux régiments pour me venir appuyer... au premier avis que j'en donneray. Le lieutenant-général n'en persistait pas moins à regarder la répression comme affaire de police urbaine, et à vouloir s'en décharger, s'il était possible, sur les magistrats d'Angers. Je vous mande, ajoutait-il, et à tous les cappitaines et officiers de la ville, à peine de désobéissance et d'en répondre, de vous rendre... Angers le jour que je vous donneray avis que j'y arriveray, que les cappitaines des quartiers s'asseurent des habitants les plus assurez pour leur fidellité au service du Roy, pour leur faire prendre les armes quand je l'ordonneray. Il prescrivait aussi aux officiers municipaux de mettre leurs canons en estat. Il semblait que ce fût à eux à rétablir l'ordre et que l'office de la Varenne dût se borner à venir constater de visu la soumission du peuple angevin. Pour lui, il paraissait surtout préoccupé de sa propre sécurité et des moyens de se prémunir contre la sédition lorsqu'il serait clans la ville. Il demandait qu'on lui tînt une maison prête près d'une des portes d'Angers, sans doute pour pouvoir s'esquiver plus facilement ; que cette maison fût assez grande pour y loger toutes les mareschaussées qu'il devait amener ; enfin que les habitants les plus fidèles au gouvernement vinsent faire la garde dans les demeures avoisinantes¹.

Les magistrats, qui n'avaient fait appel au lieutenant-général qu'à leur corps défendant, ne purent contenir leur mauvaise humeur à la lecture de cette lettre. Les charger de rétablir l'ordre dans une ville où, depuis plusieurs semaines, ils étaient réduits à une impuissance absolue, c'était presque se moquer d'eux. C'était aussi vouloir rejeter sur eux tout l'odieux de la répression. Ils répondirent à la Varenne par d'amères récriminations. Leur langage fut même, à certains égards, blessant pour l'honneur de cet officier. Nous prendrons — lui écrivirent-ils le 18 octobre — la liberté de vous dire que sy vous persistez dans la résolution de ne venir point que toutes les choses que vous désirez estre faites avant votre portement ne soyent en estat, vous ne viendrez poulet que le calme n'y soit restably et tous les habitants en leur devoir, estant très-constant que sy nous avons la liberté de faire armer les habitants pour faire obéir le Roy et la personne de son magistrat, nous n'aurions point eu recours à celle d'un gouverneur, et n'aurions point eu besoin de députer vers vous comme nous avons fait pour vous prier de venir par vostre présence appaiser un trouble que la rostre ne peut calmer. Vous nous écrivez, Monseigneur, comme sy nous estions aussi maitres de la ville et des habitants que nous debvrions estre..... Nous avons creu que la seulle présence d'uni ; lieutenant du Roy pouvoit assez pour la nécessité présente. Et nous vous disons encore que sy il vous plaisoit de vous transporter en cette ville avec l'escorte que les prévotz de la province sont obligez de vous fournir, il ne sera point nécessaire de tenir notre canon prest, d'establir des corps de garde prosche d'une porte de la ville mieux gardée qu'à l'ordinaire, toutes lesquelles précautions que vous désirez seroient plus capables d'allarmer les habitants que de leur inspirer la paix. Ce sera à vous, Monseigneur, lorsque vous serez arrivé, sy le jugez à propos, demander les cappitaines et leur enjoindre de s'asseurer de leurs gens. Ne doutez point que vous ne soyez mieux obéi que les magistrats populaires, que le commun peuple

¹ L'original de cette lettre se trouve à la bibliothèque d'Angers (Mss. 874, pièce 11).

accuse bien souvent de tout ce qui ne succède pas à leur gré, jusques à se prendre à eux de la guerre, des contagions, et des stérilités....¹

Les insinuations aigres-douces contenues dans cette réponse piquèrent au vif le marquis de la Varenne. On avait l'air de mettre en doute sa bravoure. Il riposta sèchement qu'il irait à Angers, lui troisième, pour signifier oralement les volontés du roi et les siennes propres. *A quoy sy on a satisfait*, ajoutait-il d'un style menaçant, *j'y reviendrai pour y restablir les choses, sinon je ren-dray compte à la Cour de l'estat où est la ville d'Angers, et les remèdes y seront bientost apportez avec la severitté de l'authoritté royalle quand on est esloigné de son debvoir*. Il enjoignait enfin au maire et aux échevins de convoquer les députés des paroisses et ceux des corps judiciaires à l'hôtel de ville pour le 22 octobre, jour où il se proposait de faire connaître ses intentions².

Les magistrats municipaux se hâtèrent d'obéir, et, pendant que La Varenne venait s'installer à l'évêché, où il se jugeait plus en sûreté que partout ailleurs, les paroisses nommèrent leurs délégués (21 octobre). Mais l'arrivée du lieutenant-général, loin de disposer le peuple à la soumission, sembla l'encourager à la rébellion. L'attitude que cet officier avait prise vis-à-vis du Corps de ville avait sans doute fait croire aux Angevins qu'il était de cœur avec eux, et qu'il verrait sans déplaisir triompher le parti populaire. On put croire qu'il se laisserait volontiers forcer la main. Les gens des paroisses résolurent donc de profiter de sa présence pour tenter, au détriment du Corps judiciaire, une révolution que probablement il n'oserait pas désavouer lorsqu'elle serait accomplie.

L'émeute du 22 octobre, à laquelle participa presque toute la population d'Angers, dépassa beaucoup en gravité et en portée celle qui avait eu lieu au commencement du même mois. Elle fut en effet concertée, tandis que la première avait été soudaine et irréfléchie. Le 2 octobre, les mutins s'étaient attaqués seulement aux percepteurs des deniers communs. Le 22 ils vinrent assaillir le Corps de ville et lui dicter des lois.

Pendant plusieurs heures, le Conseil dut délibérer sous les couteaux, en présence d'une foule furieuse, qui menaçait de mort les maltôtiers et demandait l'abolition immédiate de la pancarte et de toutes les taxes nouvelles. Les magistrats, éperdus, consentirent à tout pour sauver leur vie. Des conclusions conformes aux exigences des mutins furent portées, et La Varenne, qui n'osait pas se rendre à la maison commune, envoya dire qu'il les ratifiait. Le peuple, à demi-satisfait, évacua tumultueusement l'hôtel de ville. Mais le vice-maire, Syette, et les échevins ne furent pas pour cela hors de danger. Car, comme ils se retiraient dans leurs domiciles, la multitude les assaillit dans la rue. Accablés de coups de poing, frappés de bâtons et de pierres, les vêtements en lambeaux, le corps en sang, ils n'échappèrent que par miracle et grâce au dévouement de quelques amis, qui les recueillirent dans leurs demeures³.

Les mutins se répandirent ensuite dans toutes les parties d'Angers, pillèrent une maison et voulurent aller assaillir l'évêché. Ils espéraient sans doute y surprendre La Varenne et lui arracher, cette fois sans intermédiaire, un assentiment formel à leurs réclamations⁴. Les amis de l'évêque et du lieutenant-

¹ Mss. 874 de la bibliothèque d'Angers, pièce 12.

² Mss. 874 de la bibliothèque d'Angers, pièce 12.

³ V. le récit complet et fort intéressant de cette émeute, tiré du *Registre des conclusions de la Mairie, aux Éclaircissements et pièces justificatives*, n° 12.

⁴ Barthélemy Roger, *Histoire d'Anjou*.

général, aidés des bourgeois paisibles qu'effrayait la sédition, les continrent jusqu'au soir. Le lendemain, comme il arrive d'ordinaire, l'effervescence populaire était calmée. La Varenne se hâta de quitter une ville où il craignait soit de succomber à la sédition, soit de se compromettre en cédant aux entraînements de la foule.

Sa retraite était de mauvais augure pour les mutins. Le peuple, épouvanté de ses propres excès et s'attendant aux plus cruels châtiments, tomba dans le découragement et la prostration. Quelques jours se passèrent, et les officiers municipaux, se rassurant par degrés, osèrent sortir de leurs cachettes. Ils firent un appel pressant à La Varenne, qui les avait abandonnés, et à la Cour, qui, jusqu'alors, n'avait pas soupçonné la gravité de leur situation. En attendant les secours que le gouvernement ne pouvait manquer de leur envoyer, ils parlèrent, dans les premiers jours de novembre, de rétablir les corps-de-garde et les bureaux de perception aux portes de la ville. Comme les agents de Dumont-Avril faisaient défaut, ils en nommèrent d'autres, qui, sous l'autorité du Corps de ville, devaient faire exécuter le bail accordé à ce partisan¹. Mais la docilité des Angevins n'allait pas encore jusqu'à payer les taxes. Il fallait pour les y contraindre une nouvelle occupation militaire. Ils n'eurent pas longtemps à l'attendre.

Le 8 novembre, le Conseil municipal reçut une lettre par laquelle La Varenne l'informait qu'il avait ordre de se transporter à Angers, avec M. de Fontenay-Hotman, maître des requêtes. Ce dernier, qui avait succédé à de Heere, exerçait dans la Généralité les fonctions d'intendant ; il résidait d'ordinaire à Tours. Le lieutenant-général enjoignait à tous les bourgeois, manants et habitants de s'assembler, le 15 ou le 16, pour apprendre, de lui et de son compagnon, les volontés royales. Les Angevins, alarmés à cette nouvelle, le furent bien davantage peu de jours après. Ils apprirent en effet que la Cour avait révoqué les instructions données à La Varenne et pris des mesures plus rigoureuses pour les châtier. Le ministère, craignant sans doute que le lieutenant-général n'apportât pas assez de zèle dans la réaction qu'il méditait, avait donné mission à M. de Fourilles de le remplacer. Plusieurs régiments furent mis à la disposition de cet officier. En vain le Corps municipal envoya des députations vers la Cour et vers M. Hotman, pour faire les soumissions de la ville et obtenir qu'elle fût déchargée de garnison (14-18 novembre). Le gouvernement, résolu à frapper, ne voulut donner aux Angevins aucune espérance. Le 21 novembre arrivèrent deux lettres menaçantes. L'une était du roi et portait que plusieurs compagnies du régiment des gardes allaient arriver en ville **pour remettre et restablir la paix et la tranquillité, un chascun des habitants dans le devoir et l'obéissance qu'ils nous doivent, tonnes choses en bon ordre, et faire chastier les principaux auteurs de l'émotion et sédition...** L'autre était de Fourilles et annonçait l'arrivée prochaine de 1.500 soldats, les répartissait d'avance entre les divers quartiers de la ville et demandait pour leurs officiers les meilleurs logements d'Angers, **n'estant pas raisonnable, ajoutait le gouverneur, que des personnes qui sont au Roy et qui viennent pour le restablissement de son autorité soient incommodez**².

L'effet suivit de près la menace. Au milieu de la consternation générale, Fourilles et Hotman firent leur entrée dans la ville — derniers jours de novembre. Pendant

¹ Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 86, fol. 172, 173.

² Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 86, fol. 172-181.

cinq semaines, la vengeance royale s'exerça rigoureusement sur le parti populaire. Les membres du Présidial eurent le tort de s'associer à ces représailles. Le conseiller Gohin et le lieutenant-criminel furent adjoints par cette Cour à M. Hotman pour l'aider dans ses poursuites, c'est-à-dire lui désigner les victimes. Pendant tout le mois de décembre, le sang coula sur les échafauds¹.

Quand les bourreaux eurent terminé leur sinistre besogne, Fourilles et Hotman convoquèrent les Angevins à l'hôtel de ville en assemblée générale. Le gouverneur déclara que, la première partie de sa mission, qui consistait à punir, étant accomplie, il allait procéder à la seconde. La pancarte avait occasionné le tumulte ; il s'agissait de la rétablir (29 décembre). Après un simulacre d'examen, elle fut en effet remise en vigueur (2 janvier 1637). Le tarif des droits affermés à Dumont-Avril fut dressé de nouveau et imposé comme par le passé aux contribuables. Il s'appliquait à tous les objets d'échange et de consommation journalière, sauf les céréales, le pain et les menues denrées que les paysans pouvaient porter à la main en venant au marché. Les Angevins avaient reçu de trop dures leçons pour protester. Il leur fallut bien se soumettre et payer. Hotman exerça du reste, pendant plusieurs semaines, sur les agents de l'octroi, une impitoyable vigilance. Certaines portes de la ville étaient mal surveillées, surtout la nuit. Il en chassa les gardiens et les remplaça par des hommes sûrs (19 janvier). Enfin, pour prévenir le retour des désordres qu'ils étaient venus réprimer, le gouverneur et l'intendant se firent donner par le roi l'ordre de doubler le nombre des officiers des compagnies bourgeoises, avec la permission de nommer les nouveaux titulaires et de révoquer les anciens, s'ils le jugeaient à propos (8-27 janvier)².

Pendant que toutes ces représailles s'accomplissaient, les soldats de Fourilles vivaient à discrétion dans la ville, violentaient les habitants, pillaient les maisons et commettaient impunément mille actes de vandalisme. A la fin de janvier, ils en étaient venus à ce point d'insolence, que l'ordinaire de leurs hôtes ne leur paraissait plus digne d'eux, et qu'il leur fallait une nourriture plus recherchée. Le registre des Conclusions constate à cette époque les plaintes des bourgeois contre les garnisaires qui ne se contentent pas de la qualité des viandes dont les habitants ont accoutumé de se pourvoir, mais contraignent leurs hostes de leur fournir du gibier et des viandes de prix... joint que la plupart des soldatz sont nosriz dans une maison et tirent de l'argent de deux ou trois, sous de faux prétextes et en vertu de billets a qui leur sont donnez par les capitaines ou sergens des compagnies autres que ceux qui leur ont esté délivrez pour le logement de leur compagnie... Enfin les habitants sont contraints de quitter leurs maisons après avoir vendu jusques à la dernière pièce de leurs meubles pour assouvir l'avarice des soldatz³.

Ces excès se renouvelèrent jusqu'au moment où la Cour, jugeant la ville suffisamment punie, ou peut-être ayant besoin de ses troupes, crut devoir rappeler d'Angers le régiment des gardes. Encore les garnisaires réclamèrent-ils, avant de partir, une indemnité de 30.000 livres. Les Angevins protestèrent. M. Hotman répondit poliment qu'il était désolé de leur embarras, mais qu'il fallait que la somme fût payée dans les vingt-quatre heures. La détresse des habitants le força pourtant d'en rabattre. La ville réunit à grand'peine 20.000 livres.

¹ Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 86, fol. 187-189. — *Registre du Présidial*, p. 52-54.

² Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 88, fol. 187-205.

³ Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 88, fol. 205.

L'intendant dut s'en contenter, et, après deux mois et demi de pillage, les soldats évacuèrent Angers (février 1657)¹.

Vu ce qui venait de se passer, les Angevins devaient s'attendre à la confiscation prochaine et définitive de leurs libertés municipales. La royauté se crut en effet libérée de toute obligation envers une ville qu'elle pouvait regarder comme coupable de rébellion. En fait, les émeutes de 1656 n'avaient porté aucune atteinte au pouvoir royal ; elles n'avaient menacé qu'une petite aristocratie urbaine et n'avaient eu d'autre portée que celle d'une révolution municipale. Mais, depuis la Fronde, tout mouvement populaire était odieux au gouvernement central. Mazarin et Louis XIV ne demandaient qu'un prétexte pour reprendre aux Angevins le droit électoral qu'ils leur avaient en partie rendu au mois d'avril 1656. Ce prétexte, ils le tenaient enfin. La ville leur avait fourni des armes contre elle-même ; ils s'en servirent, ils lui retirèrent pour toujours le plus précieux de ses privilèges.

Le 1er mai 1657, le Conseil de ville et les députés des paroisses étaient réunis à l'hôtel de ville pour procéder librement aux élections. Le maire, Cupif d'Aussigny, ouvrit la séance par une allocution grave et triste, qui résonna douloureusement aux oreilles des Angevins. La compagnie trouvera, dit-il, bien de la différence entre la cérémonie qui se doit faire aujourd'hui, et celle qui se fist il y a un an dans une assemblée pareille à celle-cy, que l'on commença l'an passé par la lecture des Lettres du Roy... par laquelle S. M. restablissoit les habitants de la ville dans le droict duquel ils avoient esté privez par quelques années de pourvoir par leurs suffrages aux charges et magistratures populaires, mais... à ce jour (*je*) ne (*me puis*) dispenser de faire faire lecture d'une lettre de la mesme part toute différente et d'un arrest du Conseil, par lesquels le Roy, pour marquer son indignation contre la ville et le peu de confiance qu'il a dans la conduite des habitants à cause des derniers désordres, leur donne de son autorité absolue un maire et des échevins pour les deux années prochaines...

L'arrêt du Conseil d'Etat, annoncé par Cupif, ne portait point abolition formelle de la mairie et de l'échevinage électif. Mais, aux termes dans lesquels il était conçu, il était facile de voir que la royauté n'entendait point restituer jamais leurs libertés aux Angevins. Le Roy, voulant assoupir entièrement les troubles de la ville d'Angers, qui ont procédé en partye des ligues qui se sont faites pour parvenir aux charges de l'hostel commun de ladite ville, dont les avantages ont attiré les particuliers à y porter leurs prétentions et solliciter les suffrages avec chaleur, et divisé les familles en brigues et partialitez... Ayant reconnu que les mouvements publicqs survenuz en ladite ville procèdent en partye des divisions, prétentions que les habitants d'icelle avoient auxdites charges, pour empescher lesdites partialitez et prévenir pareil désordre à l'advenir, S. M. a estimé à propos... de nommer les maire et eschevins qui doivent entrer en charge en cette prochaine eslection...

La lettre du roi, datée du 21 avril, enjoignait aux Angevins de reconnaître comme-maire le sieur de Monac, exempt des gardes du corps, et comme échevins les sieurs Brécheu et François de Monselet².

L'assemblée, atterrée, ne tenta point une résistance inutile. Chacun sentit qu'il fallait plier. La Fronde était bien morte. Déjà la royauté ne souffrait plus ni

¹ Arch. anc. de la Mairie, BB, reg. 86, fol. 205-215.

² Arch. anc. de la Mairie, BB, reg, 87, fol. 1-5.

opposition ni remontrances. La ville d'Angers, comme bien d'autres, dut pleurer en silence ses libertés perdues. Heureuse encore si l'absolutisme l'eût distraite de ses regrets par des bienfaits ! Mais si elle avait parfois abusé de ses privilèges, le gouvernement royal n'abusa pas moins du pouvoir usurpé qu'il s'était arrogé sur elle.

Louis XIV ne perdit jamais le souvenir et le ressentiment des humiliations qu'il avait subies au temps de la Fronde. Les cités qui avaient osé résister à ses armes durent peu à peu renoncer non-seulement au choix de leurs administrateurs, mais aux plus importants de leurs privilèges et de leurs immunités. Angers garda ses murailles, mais se vit enlever ses canons et eut chaque année, outre les subsistances à payer, une garnison à recevoir. Les magistrats les plus dociles en vinrent à se plaindre. Ils furent jetés en prison. L'exemption de l'arrière-ban et du droit de francs-fiefs, dont les Angevins jouissaient depuis deux siècles, leur fut fréquemment contestée à partir de 1673. Ils durent dès lors la racheter à plusieurs reprises, et à très-haut prix. Le peuple, accablé de taxes nouvelles, tomba dans l'extrême misère ; on le constate par certains rapports officiels de la fin du XVIIe siècle. La population de la ville descendit de 50.000 à 36.000 âmes entre 1674 et 1699. Les magistrats eux-mêmes, qui avaient donné tant de preuves d'attachement à la royauté, ne furent pas épargnés. Les membres du Conseil et du Corps de ville furent dépouillés de la noblesse (1667-1673), et, malgré leurs réclamations, durent se résigner à rester roturiers. Plus tard (1690-1692), Louis XIV s'appropriâ tous les offices municipaux, pour les transformer en charges vénales. On acheta dès lors des titres *héréditaires* de maire, d'échevin, de procureur du roi, de greffier, de concierge et même de tambour de l'hôtel de ville. Il en fut de même des grades dans la milice urbaine. En vain la cité, à plusieurs reprises, racheta ses offices, déboursa notamment, en 1722, 796.000 livres pour les recouvrer. Le gouvernement renouvela dix fois cette espèce de confiscation. A la fin (1735), les Angevins s'estimèrent heureux de pouvoir reprendre leurs charges municipales par abonnement, au prix de 170.000 livres. A partir de cette époque, ces fonctions ne furent plus forcément héréditaires, mais elles demeurèrent vénales. Du reste, jamais la ville ne recouvra le droit de choisir librement son maire et ses échevins. Jusqu'en 1789, elle ne put que désigner des candidats. La nomination des magistrats municipaux ne cessa d'appartenir au gouvernement. L'autorité monarchique, plus arbitraire qu'autrefois, devint en même temps moins tutélaire. Les exigences croissantes du fisc et le désordre qui régnait au sonie siècle dans l'administration augmentèrent, au delà de toute expression, l'appauvrissement de la ville. A la veille de la révolution, la famine était presque permanente ; la mendicité semblait incurable ; des bandes de voleurs portaient l'effroi jusqu'aux portes d'Angers. Confondus dans une sujétion commune, le parti populaire et l'aristocratie judiciaire en vinrent à oublier leurs rivalités et à s'unir sincèrement pour la revendication des libertés municipales. La réconciliation était faite en 1789. Car à ce moment toutes les classes s'accordèrent à protester contre le gouvernement arbitraire¹.

En cette ville, comme en beaucoup d'autres, la discorde avait enfanté l'impuissance ; l'union de tous fit la force. La discorde était née des privilèges de

¹ Sur l'histoire municipale d'Angers, de 1657 à 1789, consulter les *Archives anciennes de la Mairie*, série BB, reg. 87-134 ; — le *Rapport sur l'Anjou* (en 1699), de Miroménil (dans les *Archives d'Anjou*, de Marchegay, t. I) ; — le *Recueil des privilèges de la ville et mairie d'Angers* ; — *Angers et l'Anjou sous le régime municipal*, par Blordier-Langlois, etc., etc.

corps. Si les Angevins avaient eu, dès le XV^e siècle, une loi égale pour tous, il ne se serait point formé parmi eux de classes ni de partis. Ils n'eussent point donné, pendant deux cents ans, le spectacle attristant d'un patriciat jaloux, luttant, parfois sans gloire et sans dignité, contre une plèbe inquiète, turbulente et téméraire. La concorde eût sans doute préservé la ville de la Ligue et de la Fronde. L'émulation féconde et le libre concours de tous eussent décuplé l'importance d'une cité que la nature semblait avoir destinée à devenir le chef-lieu de la France occidentale. Malheureusement, la haute bourgeoisie fut trop préoccupée de se maintenir sans partage au pouvoir et de fermer l'accès des honneurs au parti populaire. On la vit même, en haine de cette classe inférieure, de laquelle pourtant elle était issue, s'allier imprudemment à la royauté et provoquer des empiètements dont elle devait à son tour être victime. — Le peuple, de son côté, ne montra ni assez de prévoyance ni assez de sagesse. Il eut le tort grave de paraître séditieux quand il eût dû tout faire pour paraître calme. Il fournit à l'aristocratie des motifs d'accusation, au pouvoir royal des prétextes de représailles. Il abusa d'une victoire momentanée pour s'unir aux ennemis de l'Etat et soutenir une guerre civile, qui ne pouvait, en aucun cas, lui être profitable. — Par suite de ces divisions, la ville perdit ses libertés et dépendit absolument, pendant plus d'un siècle, de l'autorité royale. La monarchie profita-t-elle au moins de ce long espace de temps pour procurer aux Angevins les avantages qu'eux-mêmes n'avaient pas su se donner ? Leur fit-elle oublier, à force de bienfaits, leurs immunités et leurs droits confisqués ? L'état dans lequel elle laissa la ville nous prouve qu'elle n'avait pas su remplir cette tâche. Ainsi se trouve vérifiée cette loi historique — que bien d'autres ont démontrée avant nous —, que les entraînements du plus grand nombre, le privilège de quelques-uns et l'absolutisme d'un seul sont également nuisibles au développement des sociétés.

FIN DE L'OUVRAGE